

LA JURIDICTION INTERNATIONALE

DES

PRISES MARITIMES

«... Che l'istituzione dei tribunali bellici, trasformandosi in modo da rispondere pienamente ai bisogni della civiltà, non solo cessi per sempre di essere una specie di strumento legale di spogliazione, ma diventi l'organo di una giustizia internazionale e costituisca la più sicura guarentigia contro ogni violazione delle leggi della guerra. »

(DIENA)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le lundi 10 janvier 1910, à 1 h. 1/2

PAR
CHARLES OZANAM

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PILLET, professeur.

Suffragants { MM. RENAULT *professeur*,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *agrégé*.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA JURIDICTION INTERNATIONALE

DES

PRISES MARITIMES

«... Che l'istituzione dei tribunali bellici, trasformandosi in modo da rispondere pienamente ai bisogni della civiltà, non solo cessi per sempre di essere una specie di strumento legale di spogliazione, ma diventi l'organo di una giustizia internazionale e costituisca la più sicura garanzia contro ogni violazione delle leggi della guerra. »

(DIENA)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le lundi 10 janvier 1910, à 1 h. 1/2



PAR

CHARLES OZANAM

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PILLET, professeur.

Suffragants { MM. RENAULT professeur,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1910

A la Mémoire de mon Maître

ALCIDE DARRAS

MAÎTRE DE CONFÉRENCES A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
ASSOCIÉ DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

Hommage de respectueuse reconnaissance

Abréviations des principaux Recueils et Revues cités

ACTES ET DOCUMENTS. — *Actes et documents de la seconde conférence de la Paix*, publiés par les soins du Gouvernement des Pays-Bas. (La Haye, 1908-1909.)

ANNUAIRE. — *Annuaire de l'Institut de Droit International*.

R. D. I. — *Revue de Droit International et de Législation comparée* (fondée par MM. Rolin-Jaequemyns, Asser et Westlake).

R. D. I. P. — *Revue générale de Droit International Public* (fondée par MM. Pillet et Fauchille, et dirigée par M. Fauchille).

J. DU DR. INT. PRIV. — *Journal du Droit International Privé* (fondé et dirigé par M^e Clunet).



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Les prises en droit international

§ 1. — ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION DES PRISES MARITIMES

S'il est toujours vrai que la guerre, éclatant entre deux états, en atteigne et intéresse profondément tous les sujets, et si ceux-ci doivent être prêts à en subir les conséquences fâcheuses; on tend de plus en plus, dans les temps modernes, à localiser les effets des hostilités entre les deux fractions combattantes des peuples en litige. La guerre se présentant, théoriquement tout au moins, comme un moyen extrême de violence auquel on n'a recours qu'en désespoir de cause, on s'est efforcé d'écarter de son emploi tout ce qui pourrait paraître étranger au but poursuivi :

amener l'ennemi à composition (1). De ce courant nouveau d'idées est née la distinction des ennemis actifs et des ennemis passifs; le principe du respect de la propriété privée ennemie en aura été une autre conséquence. Ce dernier principe a même acquis, avec l'intensité de la vie économique contemporaine une importance toute particulière; aussi s'est-on efforcé d'en étendre l'application dans la plus large mesure. Mais si le respect de la propriété privée est un fait acquis dans la guerre sur terre, il est loin d'en être de même en ce qui concerne la guerre maritime.

Tous les auteurs s'accordent, en effet, pour signaler l'anomalie tout au moins apparente, qui existe entre le traitement subi par la propriété privée dans l'une et l'autre circonstance. Tandis que les règles du droit de la guerre sur terre, précisées et codifiées par les deux conférences de la Haye, s'efforcent de soustraire la propriété privée aux atteintes de l'envahisseur et l'entourent de toutes les garanties compatibles avec les nécessités des opérations militaires, nous constatons, dans la guerre maritime, une situation toute différente. Non seulement les belligérants peuvent capturer les navires de guerre ou les transports, propriété de l'état ennemi, ce qui n'est, somme toute, qu'une opération normale dont on pourrait trouver l'équi-

(1) V. à cet égard, sur l'évolution qui s'est effectuée depuis l'antiquité jusqu'aux temps modernes dans la conception de la guerre. Pillet, *Le Droit de la guerre*, 2^e partie, p. 9 et s.

valent dans la guerre continentale (1), mais, — et c'est là qu'apparaît la différence —, on leur reconnaît la faculté de saisir les navires de commerce ennemis et leurs cargaisons et qui plus est, les marchandises neutres sous pavillon ennemi quand ce n'est pas, dans certains cas, les navires neutres eux-mêmes. C'est là une pratique courante dont les guerres récentes ont fourni des exemples nombreux, et l'exercice du droit de prise s'il est contesté en droit par plusieurs, est universellement admis en fait (2).

Reste à savoir si cette dissemblance que nous avons signalée repose sur un fondement qui la justifie ou s'il ne faut la considérer que comme un vestige suranné d'une pratique barbare, « un relent de la sauvagerie des anciennes guerres (3) », archaïsme ayant survécu jusqu'à nous et qu'il

(1) L'article 53 du règlement de la Haye sur la guerre sur terre dit en effet : « L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'Etat, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements, et en général toute propriété mobilière de l'Etat destinée à servir aux opérations de guerre. » La capture des navires de guerre et des transports ennemis ne fait donc, dans ces conditions, que rentrer dans le droit commun. Ce sera du butin et il y aura ici appropriation pure et simple au profit du capteur, sans qu'il y ait besoin qu'un jugement intervienne pour sa validité, comme nous en verrons plus loin la nécessité pour les prises proprement dites.

(2) V. en ce qui concerne le droit des prises dans les guerres récentes : Vigière, *La juridiction des prises maritimes*, p. 133 et s.

(3) Discours de M. Choate, délégué des Etats-Unis à la seconde conférence de la Haye, à la 2^e séance de la 4^e commission, le 28 juin 1907. (V. *Actes et Documents*, t. III, p. 759.)

importerait de faire au plus tôt disparaître pour la plus grande harmonie du droit de la guerre moderne.

On n'a pas manqué de le soutenir.

Les adversaires du droit de prise sont nombreux, les arguments qu'ils invoquent ont fait impression, leurs efforts pour ramener la pratique de la guerre maritime à l'intégralité du concept moderne de la guerre sont persistants et ils ne désespèrent pas de les voir aboutir.

Nous n'avons pas à entrer ici dans un exposé détaillé de la controverse déjà ancienne et qui dure encore, sur la légitimité ou l'illégitimité du droit de prise. Des études aussi nombreuses que complètes (1) ont fourni sur la question toutes les lumières désirables. Qu'il nous suffise d'indiquer en quelques mots les principales raisons qui nous incitent à croire que les prises maritimes ont leur raison d'être et subsisteront longtemps encore.

(1) V. notamment, en faveur de la thèse de l'inviolabilité, outre le remarquable ouvrage de M. de Boeck : *De la propriété ennemie sous pavillon ennemi*, et les autorités qu'il y cite en sens divers, Leroy, *La guerre maritime*, p. 127 et s. *Adde*, dans le sens de la légitimité du droit de prise: Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, n° 72; Féron, *Des tribunaux de prises*, p. 49 et s. Demangeat, *De la juridiction en matière de prises*; p. 3 et s.; Le Brettevillois, *Des tribunaux de prises maritimes*, p. 2 et s.; Raynaud, *Du principe du droit de prise dans la guerre maritime*, p. 41 et s.; Dupuis, *Le droit de la guerre maritime d'après les doctrines anglaises contemporaines*, n° 29 et s. V. au surplus sur la question: Vigière, *op. cit.*, p. 8 et s., qui expose les systèmes en présence sans prendre parti; Bonfils et Fauchille, *Manuel de dr. int. public*, 3^e éd., n° 1299 et s.; Kleen, *Lois et usages de la neutralité*, t. 2, p. 422 et s.

Les arguments invoqués par les champions de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer, soit qu'ils soient puisés à une source juridique, politique ou économique, soit qu'ils se prévalent de la tradition historique se heurtent tous, selon nous, à un irréductible obstacle de fait : la nécessité. Certes, nous ne contesterons pas et nul, ce nous semble, ne saurait sérieusement le faire, qu'il serait théoriquement et idéalement désirable de voir l'unité se réaliser dans le droit de la guerre, qu'il est juridiquement inadmissible que de pareilles atteintes soient portées à la propriété privée. Mais il est indispensable de s'abaisser à des contingences moins irréelles : s'il est indéniable que la propriété privée doive en principe demeurer en dehors du conflit, il est non moins certain que tous les moyens de coercition sont légitimes quand ils tendent à réduire l'État adverse. Or, qui pourrait soutenir, que dans l'état si avancé de civilisation où nous vivons, avec la compénétration si profonde de la vie économique mondiale, l'exercice du droit de prise ne soit un des moyens de contrainte les plus susceptibles d'amener l'ennemi à composition, d'arriver à une paix d'autant plus rapide, qu'indépendamment des ruines matérielles qu'il accumulerait chez l'adversaire, le malaise général qu'il engendrerait amènerait les neutre à s'entre-mettre en vue de la cessation des hostilités.

Et puis, pourquoi tant arguer de l'exemple de ce qui se passe dans la guerre continentale? Le genre de lutte

est si différent qu'il peut paraître téméraire de vouloir pousser à fond une comparaison dont les termes manquent.

L'interdiction du butin et du pillage dans la guerre continentale n'empêche pas le belligérant d'exercer une contrainte par l'occupation du territoire, les contributions, etc. L'occupant trouve ainsi des avantages qui compensent l'abandon du butin, à tel point que l'on a pu dire que c'était le « système du pillage organisé » ; de plus, l'intérêt bien entendu du belligérant est de ne pas exaspérer les populations. Sur mer la contrainte serait nulle et un état qui ferait surtout du commerce maritime s'inquiéterait peu de l'invasion de son territoire. Qui l'empêcherait, en l'absence d'une marine militaire devenue désormais inutile, de protéger ses ports par des mines et de continuer tranquillement son commerce en attendant que son adversaire le laisse en paix ? Enfin, tout en s'attaquant à la propriété privée, on peut dire que la capture des navires de commerce n'a pas les mêmes inconvénients que le pillage sur terre : elle n'exaspère pas les populations et s'adresse au gros commerce. Les grands navires appartiennent généralement à de puissantes compagnies : la perte n'est pas individuelle, c'est plutôt une perte nationale qui peut avoir sa répercussion sur les finances de l'État et exercerait ainsi une sérieuse contrainte (1).

(1) Tous ces points de vue ont été vigoureusement mis en lumière par M. Renault, délégué de la France à la seconde conférence de la

L'existence du droit de prise est ainsi une nécessité et une nécessité absolue. C'est ce qui explique le sort malheureux qui était réservé à la proposition faite par les États-Unis d'Amérique à la seconde conférence de la Haye (1). Les Puissances n'ont pas voulu et avec raison, selon nous, renoncer à un facteur si important de succès dans les guerres maritimes à venir. La proposition Belge tendant à restreindre l'étendue du droit de prise en le limitant au séquestre des marchandises et des navires, et en cas de besoin à leur réquisition, et où réside peut-être la véritable solution de la question, n'a pas trouvé un accueil plus chaleureux. Bien plus, il semble qu'on ait même voulu, à la Haye, écarter jusqu'à la pensée que l'on pourrait vouloir porter atteinte au droit des prises tel qu'il se comporte actuellement. Nous avons admis, en effet, que ce droit ne se justifiait que parce qu'il était un moyen de coercition indispensable. Mais par là même, nous avons exclu tout ce qui pourrait présenter, dans son emploi, un caractère étranger à ce but. Or, la plupart des législations internes admettent l'attribution, dans le produit réalisé par

Paix, dans la déclaration lue le 5 juillet 1907 à la troisième séance de la quatrième commission. (V. *Actes et Documents*, t. III, p. 792).

(1) Cette proposition était ainsi conçue : « La propriété privée de tous les citoyens des puissances signataires, à l'exception de la contrebande de guerre, sera exempte de toute prise par des forces militaires. » Les États-Unis, demeuraient fidèles, en la formulant, à leur attitude traditionnelle depuis le fameux traité de 1783 entre Frédéric II et Franklin. V. le discours de M. Choate, précité.

la vente des navires saisis, d'une prime aux équipages capteurs : ce sont les parts de prises (1). Or, il est incontestable que ce n'est là qu'une étrange subsistance d'un passé lointain, qui s'explique par l'évolution historique du droit des prises mais ne correspond plus actuellement à notre conception de la guerre. D'autant plus que ces parts de prises n'ont pas manqué d'amener, dans la pratique, des excès immodérés de zèle de la part des équipages, zèle s'exerçant spécialement aux dépens des neutres qu'on accuse facilement de violer un blocus, par exemple, surtout si le navire porte une riche cargaison. C'est en s'inspirant très justement de ces principes que la délégation Française avait proposé un vœu tendant à la suppression des parts de prises : quinze voix seulement contre quatre et quinze abstentions, l'accueillirent (2).

Ces indices dénotent assez que nous nous trouvons

(1) Nous devons noter que les parts de prise n'ont jamais existé au Japon, et que les Etats-Unis les ont supprimées en 1899, au lendemain de leur guerre avec l'Espagne, l'expérience leur ayant démontré l'inconvénient du système.

(2) En faisant cette proposition, la France exprimait la conséquence logique des modifications survenues dans son droit interne : les parts de prise étaient en effet admis par notre règlement des armées en campagne au cas où dans un *raid*, un détachement ferait des prises sur l'Etat ennemi. A la suite de l'expédition de Chine de 1900, un décret intervint en 1901, donnant satisfaction à un courant d'opinion qu'avait provoquée une campagne de presse manifestement exagérée et qui avait fait crier au pillage. On poussa, du reste, l'injustice jusqu'à attribuer un effet rétroactif à ce décret et à contraindre les bénéficiaires à la restitution. (M. Renault, *Cours de Doctorat*, 1908).

encore bien éloignés de l'état d'esprit favorable qui doit précéder l'avènement du respect de la propriété privée sur mer.

Les prises qui se justifient en fait sont donc loin de voir leur avenir compromis. Du reste, ceux-là même qui estiment avec M. de Boeck (1) que « les jours du règne de la capture maritime sont comptés » reconnaissent cependant que le principe de l'inviolabilité comporte des « restrictions légitimes et nécessaires », notamment en ce qui concerne la contrebande de guerre et le cas de blocus, de telle sorte qu'une étude dont l'exercice du droit de prise forme la base ne risque pas de se trouver jamais dénuée de tout intérêt.

§ 2. — LA JURIDICTION DES PRISES

Si, comme nous venons de le voir, l'existence du droit de prise a suscité des protestations, il faut reconnaître que ceux même qui le décrient lui reconnaissent, dans sa barbarie, un certain caractère de justice quant à son exercice. Le simple fait brutal de la saisie ne suffit pas, en effet, pour qu'il y ait juridiquement prise. Toutes les législations admettent que la saisie n'est transformée en appropriation au profit de l'État capteur que par un

(1) De Boeck, *op. cit.*, n° 503.

jugement de condamnation. C'est ce qui s'exprime par l'adage traditionnel : « Toute prise doit être jugée. »

Il ne faudrait cependant pas s'imaginer que ce soit là la résultante du droit de la guerre moderne, c'est-à-dire « des atténuations que les idées de morale, d'humanité et de justice ont fait subir au droit matériel du plus fort (1). » Non, l'origine en est plus humble et se trouve dans le caractère primitif du droit de prise. Laissant de côté, en effet, les prises de représailles, pratiquées au moyen âge, qui s'effectuaient en pleine paix, en dehors de toute idée de lutte, et dont le caractère spécial appelait une juridiction (2) sur laquelle on calqua par la suite celle des prises de guerre, le droit de prise ne constituait primitivement qu'un moyen de lucre dont on profitait pour s'enrichir aux dépens de l'ennemi, à la faveur des hostilités. Aussi la juridiction des prises maritimes se ressentit-elle de ces caractères. Quand l'amiral en revendiqua, en France, le contrôle suprême, ce ne fut pas principalement pour faire respecter le droit des particuliers : les amiraux n'avaient pas un tel souci du droit des gens (3), mais touchant un

(1) Vigière, *op. cit.*, p. 17.

(2) V. sur les prises de représailles et leur juridiction : Vigière, *op. cit.*, p. 33 et s. ; Leroy, *op. cit.* p. 15 et s., Dumas, *Etude sur le jugement des prises maritimes en France jusqu'à la suppression de l'office d'amiral*, p. 3 et s.

(3) Les Amiraux étaient en effet des aventuriers, parfois même des étrangers, recherchant beaucoup plus le profit pécuniaire que l'honneur de servir le roi avec lequel ils passaient, du reste, un

dixième de la valeur des prises, il s'agissait de sauvegarder leurs droits intacts en exerçant une rigoureuse surveillance sur des corsaires dont la conscience peu scrupuleuse ne se fut point fait faute de s'attribuer, le cas échéant, la totalité des captures (1). Loin d'être établi en faveur des capturés, on peut donc dire avec quelque apparence de vérité que le jugement des prises servait surtout, au contraire, les intérêts du capteur. Peu à peu les prises changent de caractère : d'instrument de lucre, elles deviennent moyen de guerre (2). Ce qu'on vise surtout, ce n'est plus tant, réaliser sur l'ennemi un butin qui enrichira, que de porter atteinte à son commerce, de l'amener à composition en le ruinant. Le jugement des prises subit le contre-coup de cette évolution : il apparaît désormais comme un instrument de bonne politique, assurant aux neutres des garanties contre un arbitraire qui en les atteignant peut amener des complications diplomatiques, et témoignant, à l'égard de l'ennemi lui-même, d'une certaine courtoisie qui tempèrera chez lui la pratique des représailles. C'est pourquoi les « Conseils de Prises » se présentent dorénavant comme un contrôle établi par le belligérant sur les actes de ses agents, en vue de réprimer

véritable contrat qui leur laissait une large part des bénéfices que procuraient les prises. V. sur leurs fonctions et leur caractère, Dumas, *op. cit.*, p. 45 et s.

(1) V. Dumas, *op. cit.*, p. 55 et s., 65 et s.

(2) C'est à partir du xiv^e siècle que l'on voit apparaître insensiblement cette évolution. V. Dumas, *op. cit.*, p. 99 et s.

leurs excès et contenir leur action dans certaines limites. Mais de ce caractère principal nouveau qu'ils revêtent, découle cette conséquence logique, que, créés par un acte de pure condescendance de l'État, leurs décisions sont purement gracieuses et n'ont rien de contentieux.

D'aucuns ont voulu aller plus loin. Avec les progrès réalisés dans le monde par les idées de droit, on en vient à se dire qu'il existe au-dessus des nations comme dans les nations au-dessus des individus, un droit qui leur est supérieur et qu'il importe de respecter. Le droit international se précisant de jour en jour, attribue à chaque état des droits et lui impose des devoirs. Si les belligérants peuvent user de la capture reconnue un mal nécessaire, ils doivent néanmoins tenir compte de celles des règles que le droit international a consacré. Pour cela, il est indispensable que des juridictions soient organisées, qui examinent à ce point de vue les saisies opérées.

Mais nous devons remarquer que ce dernier point de vue, très moderne, fruit d'une longue et insensible évolution des mœurs effectuée sous l'influence de causes multiples, n'a pas été universellement acceptée. Nous touchons ici au point si délicat de la nature des tribunaux de prises. Sont-ils de véritables tribunaux ou n'en ont-ils que le nom? Nous nous contentons de poser la question, nous réservant de l'élucider à loisir un peu plus loin.

Quoiqu'il en soit, et sur quelques principes que l'on se base actuellement pour juger les prises, des tribunaux

existent dans chaque pays, qui ont pour mission de statuer sur la validité des captures. Mais leur caractéristique est d'être partout des juridictions nationales, c'est-à-dire au fonctionnement desquelles participent seuls des juges nommés par le belligérant qui les a institués et décidant principalement — quoiqu'on en ait pu dire, nous le verrons — d'après leurs lois nationales respectives.

Mais cet état de choses est-il satisfaisant? Indépendamment d'une question de principe que nous aurons à trancher au préalable, n'aboutit-il pas à des situations de fait qui rendent illusoirs les garanties que les intéressés seraient en droit d'attendre de l'existence de ces organismes? C'est ce que n'ont pas manqué de faire ressortir des esprits éminents qui ont cru devoir préconiser, au lieu de juridictions nationales, l'institution de juridictions internationales dans lesquelles seraient représentées les diverses parties dont les intérêts sont mis en jeu. Leurs efforts n'ont pas été vains puisque, répondant à leurs desiderata dans une mesure que nous aurons à préciser, la seconde conférence de la paix a organisé une Cour internationale des prises. Or, c'est l'analyse de ces projets, des fondements sur lesquels ils reposent, l'histoire des vicissitudes qu'ils ont traversées, la consécration pratique qu'ils ont reçu en 1907 dont nous nous proposons d'aborder l'étude.

Pour cela, une division nous a paru toute naturelle. Dans une première partie, après nous être demandé ce

qui pouvait ou non légitimer la création de juridictions internationales, nous examinerons comment et dans quelle mesure leur réalisation était souhaitable, en envisageant les divers systèmes proposés pour arriver à une conception pratique de ces organismes avant la seconde conférence de la Paix. Une seconde partie nous retiendra sur l'œuvre de cette conférence dont nous aurons à étudier le mécanisme et à apprécier la valeur. Nous concluerons enfin en nous demandant si l'instrument dont nous a doté la conférence de la Paix doit être tenu pour parfait ou si nous pouvons et devons espérer mieux pour l'avenir.

PREMIÈRE PARTIE

La question de la juridiction internationale
des prises avant la seconde Conférence
de la Paix.

CHAPITRE PREMIER

Y avait-il lieu de substituer aux juridictions nationales
des prises, une juridiction internationale?

SECTION I

Le fondement des Tribunaux de Prises

La solution de la question que nous avons posée en tête de ce chapitre suppose résolu un point très important : celui du fondement des tribunaux de prises. Nous y avons fait une brève allusion, un peu plus haut : le moment est venu maintenant d'aborder de front la difficulté. Se demander, en effet, si les juridictions nationales ne devraient pas — en raison des inconvénients de

fait qu'elles entraînent comme aussi des dérogations plus ou moins criantes qu'elles apportent aux règles de la compétence judiciaire — laisser place à une autre organisation, susceptible de mieux s'adapter aux principes et de conduire à des conséquences pratiques plus équitables, est une préoccupation légitime, si, tout comme les autres tribunaux, ces juridictions existent en vertu d'un droit dont elles ont pour mission de faire respecter les termes. Mais on aperçoit facilement combien pareille prétention serait inadmissible, si, loin d'être des organismes institués en vertu de ces principes, ces tribunaux n'existaient que par un effet de la bienveillance de l'État qui les a créés, mais dont l'institution ne correspondrait chez ce dernier à aucun devoir. Dans ces conditions, il est bien évident que l'on ne concevrait plus guère que des récriminations fussent formulées contre leurs défauts possibles, encore moins que l'on proposât de les réformer pour la plus grande commodité des bénéficiaires. C'est avec raison que l'État, leur créateur, répondrait aux mécontents : « Eh quoi ! je vous donne une marque de courtoisie à laquelle je ne suis nullement tenu en instituant ces tribunaux ; aucun principe, rien ne m'y oblige, et voilà que vous vous plaignez de ce que quelques imperfections se révèlent dans leur fonctionnement, alors que le seul fait de leur existence devrait m'attirer votre gratitude. » On pourrait, il est vrai, objecter que ce noble désintéressement n'est pas son seul mobile et que, seul,

son intérêt bien entendu, l'a, en définitive, déterminé. Mais le fait n'en resterait pas moins, que l'État aurait accompli plus que son devoir, et qu'il pourrait supprimer ces institutions sans que nul ne put s'en prétendre lésé dans ses droits.

Or, c'est bien une théorie de ce genre qui a été soutenue par certains auteurs dont le porte-parole le plus autorisé a été sans contredit Massé. Pour lui, se demander si les tribunaux de prises sont, juridiquement parlant, des tribunaux est un véritable non-sens qui n'a pu se faire jour que grâce à une confusion dont il prend soin de nous préciser les circonstances : « La course maritime... constitue un fait relatif à la guerre, un acte de souveraineté, déléguée il est vrai, mais dont, par la délégation même qu'il fait de son pouvoir, l'État assume la responsabilité... Il n'y a pas plus de juge d'une prise maritime qu'il n'y a de juge de la prise d'une place de guerre. Ce qui a pu contribuer à égarer les opinions sur ce point et à faire voir une question de compétence judiciaire là où il n'y a qu'une question de souveraineté c'est la dénomination du jugement des prises improprement appliquée à la décision qui intervient sur la validité d'une capture. Cette décision, quelle que soit la forme qu'on lui donne et celle dans laquelle elle est préparée, n'a, au fond, rien de contentieux : elle est purement gracieuse puisque le capturé, quelle que soit l'injustice dont il a été victime, n'a aucune action utile contre le capteur qu'il ne peut citer devant

aucune autorité humaine, si le souverain du capteur ne consent pas à écouter ses plaintes et à les accueillir au cas où il les trouve fondées. Cela est si vrai, que les autorités auxquelles sont remis l'examen de la capture et la décision à rendre sur la validité, n'attendent pas, pour faire instruire et juger l'affaire, qu'il y ait réclamation de la part du capturé. Elles agissent d'office et moins dans l'intérêt du capturé, soit qu'il intervienne, soit qu'il se taise, que dans celui de la nation à laquelle appartient le capteur. Donc, dès qu'il n'y a ni contestation, ni jugement possibles, il ne saurait y avoir un juge (1). » En un mot, les affaires de prises ayant un caractère exclusivement politique, les juridictions de prises ne sont là que pour être les conseils du Gouvernement, « une instance de haute police de l'État (2). »

Pareil raisonnement n'est pas seulement spécieux, il renferme, à notre sens, une conception juridique erronée du rôle des tribunaux de prises et une méconnaissance grave de l'objet même du droit international.

Tout d'abord, nous pouvons remarquer dans la der-

(1) Massé, *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens*, 3^e éd., t. I, p. 324 et s., n. 407 et s.

(2) Avec des expressions différentes telle est la doctrine de Cauchy, *Le droit maritime international*, t. I, p. 66 ; de Rayneval, *Liberté des mers*, t. I, p. 226 ; Delalande, *Les Prises maritimes*, p. 199 et s. ; Klüber, *Droit des gens moderne de l'Europe*, 2^e éd., par Ott, § 295, 296 ; Poehls, *Das Seerecht*, § 1224, 1227, 1232 ; Oppenheim, *System des Völkerrecht*, p. 268.

nière partie de l'argumentation de Massé, une véritable pétition de principe. Ce dont se prévaut Massé, c'est uniquement une pratique dont il faudrait pour lui attribuer quelque créance, démontrer la valeur juridique. Or, un tel raisonnement pêche par la base et ne peut être qu'une source d'erreurs. Il conduit à résoudre de façon défectueuse cette question du fondement de la juridiction des prises parce qu'il veut examiner le droit des prises d'après les institutions d'un pays donné, dans l'espèce, la France : c'est là un grave tort. Celles-ci, en effet, peuvent être basées sur une idée préconçue ou fausse que les citoyens ont de ce droit. Cela est si vrai qu'il est d'autres législations, la législation Britannique, par exemple, dont la conception diffère absolument de la nôtre et où l'instance est conduite par les particuliers eux-mêmes. Qui alors, empêcherait, en formulant un raisonnement à rebours de celui édifié par Massé, d'aboutir avec autant de chances d'exactitude à des résultats diamétralement opposés (4)?

Quant à prétendre que la prise étant un fait de guerre est par là même légitimée et n'exige de la part de l'État, aucun compte à rendre à personne, cela revient à dire que l'*occupatio bellica* constitue, aujourd'hui comme autrefois, un mode d'acquisition de la propriété privée. Or, pareille théorie est depuis longtemps abandonnée et n'est guère

(4) V. Vigière, *op. cit.*, p. 226 et s. Comp. Bulmerincq, *Théorie du droit des prises*, (R. D. I., 1879, p. 200 et s.)

plus soutenue de nos jours (1). Comme l'a fort bien démontré Kaltenborn (2) la simple occupation, sans autre titre ne donne le droit de propriété que sur des objets sans maître : pour les autres il faut un titre. Et c'est avec raison qu'il fait remarquer qu'une telle interprétation s'applique avec autant plus de vérité aux vaisseaux et à leurs cargaisons que les propriétaires en sont partout connus avec les titres les plus authentiques. L'adjudication par un tribunal des prises est le véritable et seul titre légal du capteur. Elle lui est indispensable. Il est déjà énorme, la guerre étant relation d'état à état, que la propriété privée puisse être capturée : nous l'avons admis comme un mal nécessaire, soit ; mais encore faut-il au moins comme garantie nécessaire que les propriétaires ne soient pas dépouillés en tout arbitraire. En un mot il y a un droit international, des lois de la guerre, il faut qu'un tribunal examine si le capteur les a observées et en ce cas déclare la saisie valable, transforme le fait en droit. Ce tribunal ne *doit* pas, il *peut* seulement adjuger la prise. Que ce droit, que ces lois soient plus ou moins bien définies, peu importe, pourvu qu'ils existent, ce qui est incontestable (3).

(1) V. cep., Wheaton, *Éléments de droit international*, t. 2, p. 20 ; Travers Twiss, *Le Droit des gens*, t. II, p. 326 ; Oppenheim, *op. cit.*, p. 266.

(2) *Seerecht*, t. II, p. 367.

(3) V. au surplus, Bluntschli, *Le droit international codifié*, art. 841-842 ; Gessner, *Droit des neutres*, 2^e éd., p. 369 ; Sheldon Amos, *Lec-*

Notre point de vue apparaîtra avec d'autant plus de force si l'on considère que depuis les règles consacrées par la déclaration de Paris, les neutres ont un véritable droit à l'inviolabilité et qu'on ne peut même pas invoquer à leur encontre ce principe de la prise, acte de guerre, dont nous venons de constater, du reste, le peu de fondement. C'est précisément ce qu'ont fait ressortir des auteurs qui déniaient d'autre part au capturé belligérant le droit au jugement (1). Or, le plus souvent, la capture dépendra du point de savoir si navire ou cargaison sont la

tures on international law, p. 99 et s.; Calvo, *Le droit international théorique et pratique*, 4^e éd., t. V, n. 269, 270; Bulmerincq, *op. cit.*, p. 343-349; de Boeck, *op. cit.*, n. 330; de Martens, *Essai concernant les armateurs, les prises, etc.*, p. 121; *Tr. de dr. international*, t. III, p. 293; Kleen, *op. cit.*, t. II, p. 602.

(1) C'est ainsi que Lawrence (*The Principles of International Law*, § 212, p. 358) écrit que de nos jours « la force ne peut plus régir les relations des Etats en guerre avec les sujets des puissances qui ne prennent pas part à la lutte. Ceux-ci peuvent être condamnés à perdre leurs propriétés dans certaines circonstances, mais le pur fait qu'un belligérant a réussi à en prendre et à en garder possession, ne lui confère pas un droit sur elles. La question de savoir si le belligérant y a droit ou non est une question préjudicielle à régler par une procédure judiciaire. C'est pourquoi tous les belligérants établissent des Cours de Prises pour la protection des sujets neutres et le règlement équitable des prétentions du capteur. » — V. en ce sens, Hautefeuille, *Des Droits et des devoirs des nations neutres en cas de guerre maritime*, 3^e éd., t. III, p. 290. — Et Phillimore (*Commentaries upon international law*, 2^e éd., t. III, p. 631) affirme que « les États neutres ont le droit d'exiger « ex debito justitiæ », qu'il siège dans les pays belligérants des tribunaux administrant la justice suivant les règles du droit International. »

propriété d'un neutre ou d'un ennemi et contrairement à ce qu'on pourrait supposer de prime abord, la question n'est pas toujours facile à trancher (1). Ce seront donc des questions de droit privé qui se trouveront en premier lieu à résoudre : elles mettent déjà suffisamment en relief le caractère contentieux de cette juridiction dont la nécessité n'est pas contestable. De la solution de cette question de droit privé dépendra ensuite l'application des règles du droit international à l'observation desquelles capteur comme capturés se trouvent tenus.

Mais toute autorité chargée d'appliquer un droit, quel qu'il soit, est un tribunal. Ce tribunal aura, dans l'espèce, à dire si la prise a été valable ou non, c'est-à-dire, si elle a été faite suivant des règles prévues par le droit des gens, si le capteur avait le droit de saisir et si le navire capturé se

(1) En effet, 1^o en ce qui concerne le navire :

En principe la propriété dépend du pavillon, mais *quid*, au cas où un navire battant pavillon ennemi est la propriété d'un neutre ? (Ceci peut se présenter au cas où le propriétaire du navire est sujet d'un état enclavé n'ayant aucun accès sur la mer.)

De même que décider au cas de revendication d'un neutre co-propriétaire ou créancier hypothécaire d'un navire portant pavillon ennemi ? Le fait par le propriétaire du navire battant pavillon neutre d'être domicilié chez l'ennemi le rend-il susceptible de capture ?

2^o En ce qui concerne la cargaison :

Doit-on s'attacher à la qualité du propriétaire ou à son domicile pour préjuger du caractère de la cargaison ? Qui devra être considéré comme propriétaire des marchandises saisies, l'expéditeur ou le destinataire ? — V. au surplus sur toutes ces questions, de Boeck, *op. cit.*, n. 436 et s.

trouvait dans les conditions requises pour qu'il put lui en être fait une juste application. Dans le cas contraire, la prise devra être relâchée en allouant même des dommages-intérêts au propriétaire lésé s'il y a eu faute grave de la part du capteur (1).

C'est donc là un fait certain : les tribunaux de prises sont bien des tribunaux. Ces juridictions ne relèvent pas exclusivement du bon plaisir du souverain, ne tiennent pas leur existence d'une manifestation gracieuse de sa volonté, mais elles trouvent dans les droits préexistants des neutres, nous dirons même de l'ennemi, dans les devoirs auxquels les règles du droit international astreignent les belligérants, la raison d'être de leur institution et l'impérieuse nécessité de leur maintien. C'est donc le plus exactement du monde que nous pouvons, par suite, affirmer avec M. de Boeck que « le langage qui est en général l'expression spontanée de la vérité et du bon sens, ne s'est pas trouvé en défaut en notre matière, et les mots tribunaux de prises, jugement des prises, sont d'un usage aussi ancien qu'universel » (2).

(1) Ce dernier point a été formellement stipulé par l'art. 64 de la convention navale de Londres du 26 février 1909, ainsi conçu : « Si la saisie du navire ou des marchandises n'est pas validée par la juridiction des prises, ou si, sans qu'il y ait eu jugement, la saisie n'est pas maintenue, les intéressés ont droit à des dommages-intérêts, à moins qu'il y ait eu des motifs suffisants de saisir le navire ou les marchandises. »

(2) De Boeck, *op. cit.*, n. 334. En ce sens, Féron, *op. cit.*, p. 40 ;

Mais, du fait que nous en arrivons à cette solution, il ne s'ensuit en aucune façon que nous voulions, pour mieux asseoir notre opinion, aller jusqu'à prétendre que, dans toute affaire de prise, il n'y a exclusivement qu'une question de droit à trancher. Si, dans ces affaires, il existe, comme nous croyons l'avoir montré, une question juridique qui appelle l'existence d'un véritable tribunal, il ne nous semble pas possible de nier qu'elles comportent, d'autre part, un côté politique, qui, lui aussi ne doit être pris en considération. Comme l'a fort bien dit Pistoye : « Les prises maritimes soulèvent deux questions distinctes, l'une politique et gouvernementale, l'autre purement contentieuse » (1). Ces deux problèmes, politique et juridique, loin de s'exclure du reste dans ces affaires, peuvent fort bien coexister et recevoir chacun une solution sans aucunement se porter mutuellement atteinte. Il n'y a pour s'en rendre compte qu'à analyser sommairement le processus d'une affaire de prise : le côté politique et le côté juridique y apparaissent tour à tour dans une complète indépendance réciproque. La première question qui se pose est celle de l'opportunité de la prise. On ne peut contester à l'État le droit de réparer de sa propre initiative une injustice criante, de décider si ses mandants qui ont opéré la saisie en son

Demangeat, *op. cit.*, p. 19 et s.; Bulmerincq, *op. cit.*, p. 165; Hautefeuille, *op. cit.*, t. III, p. 304 et s.; Le Brettevillois, *op. cit.*, p. 62 et s.

(1) Pistoye, *Gaz. des Tribunaux*, n° du 17 avril 1840.

nom ont fidèlement rempli ses instructions, s'il ne convient pas, dans un but politique dont il est le seul juge compétent, de fermer les yeux sur certains faits, d'user de ménagements envers certains nationaux. Là, les ministres doivent décider directement et sans intermédiaire car « rien ne doit entraver leur action parce que rien ne peut atténuer leur responsabilité » (1).

Ce sera donc la question politique qui passera la première, ce sera l'autorité gouvernementale qui, d'abord, donnera son avis. Mais remarquons que cette priorité ne présentera aucun inconvénient. Le capturé se gardera bien, en effet, de récriminer, car le pouvoir de l'État, concernant non pas la condamnation d'une prise, mais sa restitution; la situation de ce capturé ne peut que se trouver améliorée par une mesure de clémence, mais non empirée. Mais une fois la responsabilité de la prise définitivement endossée par l'État, vient alors la question principale, celle de la validité de la prise. Il y a alors un débat vraiment juridique que de véritables tribunaux, seuls pourront, en conséquence, trancher (2). Nous nous trouvons donc, en définitive, en face de deux questions distinctes et présentant

(1) En fait, les gouvernements n'ont pas hésité à user de leur pouvoir incontesté en ce qui concerne l'appréciation de l'opportunité de la prise. Le cas de la *Gherardine* est devenu classique. V. Barboux, *Jurisprudence du Conseil des prises pendant la guerre de 1870-71*, p. 39 et s.

(2) V. Pistoye et Duverdy, *Traité des prises maritimes*, t. II, p. 181 et s.; Vigière, *op. cit.*, p. 232.

même de telles différences qu'elles ne peuvent être résolues par le même organe d'examen.

Cela étant, et ayant ainsi délimité dans les affaires de prises les domaines respectifs de la politique et de la justice, nous devons par là même refuser à l'un le droit d'empiéter sur l'autre. Nous ne pouvons donc pas admettre qu'il n'y ait dans les tribunaux de prises que des « commissions administratives », de simples « conseils du prince qui ne peut déléguer à personne sa justice » (1), dépendant ainsi des gouvernements dont elles ne sont que l'instrument et dont elles subissent docilement les influences. S'il va de soi que, comme nous l'avons vu, les gouvernements ont dans ces sortes d'affaires des droits à exercer, ce ne peut être indéfiniment, et du moment qu'ils ont été mis à même de les faire valoir dans une phase préliminaire, la question de droit étant désormais posée, l'ingérence politique se ferait le plus inopportunément sentir dans le prononcé des sentences.

En devons-nous conclure que les affaires de prises doivent être soumises aux tribunaux ordinaires de l'ordre judiciaire (2) ? Nullement. Car s'ils sont aptes à examiner l'état des personnes ou la condition des biens privés, ils

(1) Cauchy, *op. cit.*, t. I, p. 66.

(2) Par application de cette idée, ce furent, en France, de 1792 au 8 germinal an VIII, les tribunaux de commerce, et en appel les tribunaux de district, qui jugèrent les questions de prises. V. Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, t. II, p. 151 et s.

sont inhabiles à la solution des intérêts publics entre deux peuples. Leur mission est de statuer sur des questions de pur intérêt privé : il ne faut pas leur confier des intérêts publics. — Les juridictions de l'ordre administratif n'ont pas davantage nos préférences, car « même statuant au contentieux, instituées pour juger les rapports entre l'État et les particuliers, elles n'ont pas les connaissances nécessaires pour trancher des questions de droit international » (1).

Dès lors, il nous semble que c'est à des tribunaux spéciaux, possédant des connaissances en rapport avec les questions spéciales dont ils auront à connaître qu'il importerait de soumettre les affaires de prises. Ces tribunaux se composeraient uniquement de juristes versés dans la science du droit international, à l'exclusion de fonctionnaires appartenant soit au ministère de la guerre ou de la marine, soit au ministère des affaires étrangères, fonctionnaires dont les connaissances techniques mises plus tard, et fort utilement, à contribution par le tribunal, ne constitueraient pas des titres suffisants susceptibles de leur faire attribuer la connaissance de litiges comportant principalement la solution d'une question de droit (1).

(1) De Boeck, *op. cit.*, n. 336.

(2) V. en ce sens, Bulmerincq, *op. cit.*, année 1881, p. 476; et conf. sur le principe des tribunaux spéciaux, de Boeck, *op. cit.*, n. 336; Vigière, *op. cit.*, p. 242; Féron, *op. cit.*, p. 41; Demangeat, *op. cit.*, p. 22.

Actuellement on peut répartir les législations, en ce qui concerne

Mais nous devons aller plus loin. Ce n'est pas seulement à une réforme concernant l'organisation interne des tribunaux de prises que doit nous faire aboutir ce principe, désormais établi, du caractère vraiment juridique des tribunaux de prises. La question se pose désormais de savoir si ces tribunaux, du moment qu'ils sont nationaux, c'est-à-dire appartenant au pays du capteur, répondent bien, par suite, au but de leur institution et présentent toutes les garanties que les intéressés sont en droit d'exiger d'eux. C'est la question de savoir si des juridictions inter-

l'organisation des tribunaux nationaux de prises, en trois groupes, correspondant chacun à une organisation, soit judiciaire (Angleterre, Hollande, États-Unis), soit administrative (France, Italie, Espagne, Russie), soit mixte (Autriche, Allemagne, Danemark, Suède, Norwège, Japon). V. au surplus, Bulmerincq, *op. cit.*, année 1878, p. 183 et s., 384 et s., 595 et s., Vigière, *op. cit.*, p. 116 et s. ; Diena, *I tribunali delle prede belliche e il loro avvenire*, p. 44 et s. ; Kleen, *op. cit.*, p. 590. En ce qui concerne plus spécialement la France, V. l'ouvrage de Pistoye et Duverdy. — Il est à remarquer qu'en 1897, lors de la guerre Gréco-Turque, à défaut d'une juridiction prévue pour les affaires de prises, c'est aux tribunaux de l'ordre judiciaire qu'elles ont été déférées (V. *R. D. I. P.*, 1897, p. 692 et s.) — Mais toutes ces législations si différentes présentent toutefois un certain nombre de règles communes :

- a) Les tribunaux ne siègent que dans les pays belligérants ;
- b) Il y a des autorités, commissions ou tribunaux chargés de faire l'instruction préparatoire dans le port où la prise a été mise en lieu sûr ;
- c) Il y a une juridiction chargée de statuer en première instance et une juridiction de recours ;
- d) La marche de la procédure est réglée d'après le droit de chaque nation.

nationales ne devraient pas remplacer les juridictions nationales. Nous venons de voir que le problème pouvait légitimement se poser : examinons maintenant dans quelles conditions il se présente.

SECTION II

La valeur des Tribunaux nationaux Nécessité d'une juridiction internationale

« En classant les théoriciens d'après les nationalités, dit Bulmerincq, nous trouvons que les Anglais, les Américains et les Français ont presque tous défendu les tribunaux de prises actuels ; les Allemands et les Danois, au contraire, ont, pour la plupart, attaqué la compétence des dits tribunaux et quelques-uns même ont proposé des réformes ; enfin les Italiens sont de diverses opinions. » (1)

C'est qu'en effet, les juridictions de prises provoquaient depuis longtemps des protestations nombreuses. Les reproches qu'on leur a adressés se résument en ceci : que ce sont des juridictions nationales. De là, à en croire les détracteurs de ces institutions, résultent dans leur fonctionnement toute une série d'imperfections rendant illusoires les garanties qu'elles peuvent paraître présenter

(1) Bulmerincq, *op. cit.*, p. 162.

de prime abord aux capturés. Quelle que soit donc l'organisation interne que chaque état donne à ses tribunaux de prises ce n'est pas là qu'il faut chercher le remède à tous ces inconvénients : c'est à l'institution même des juridictions nationales qu'il faut s'attaquer.

Quels sont donc les griefs imputés aux juridictions nationales ? (1)

§ 1^{er}. — LES ADVERSAIRES DES TRIBUNAUX NATIONAUX

I. — C'est tout d'abord le principe même de leur compétence, qui, non sans quelque raison, est contesté. Sous ce rapport on fait remarquer que la prise ayant été effectuée hors du territoire de l'État, il n'y a aucun motif pour que les tribunaux de l'État capteur s'arrogent le droit de connaître de faits de guerre, qui échappent tout naturellement à leur compétence, la haute mer ayant été leur théâtre et ne ressortissant, par suite, de la souveraineté d'aucun Etat de préférence à un autre. Aussi, Hübner pouvait-il écrire dès son époque : « Le chef d'accusation, ou l'objet du procès qu'on leur forme étant une conduite ou une action qui s'est passée hors de la sphère de la

(1) V. sur les reproches adressés aux tribunaux nationaux et la défense qu'en ont présenté leurs partisans, les études d'ensemble très complètes de MM. Diena, *op. cit.*, 'n. 4 et s., p. 10 et s., Kleen, *op. cit.*, t. II, p. 596 et s., et Bulmerincq, *loc. cit.*, qui reprennent et développent à l'encontre des tribunaux nationaux les arguments exposés ci-après.

juridiction, non seulement de ces tribunaux, mais encore de l'État même qui les établit, on ne voit pas en vertu de quoi ces tribunaux pourront en connaître seuls et sans la concurrence ou participation du souverain et juge naturel de ces navires. N'est-ce pas là empiéter visiblement sur les droits de ce dernier, vouloir assujettir les peuples indépendants à ses lois et étendre sa juridiction au-delà de ses bornes. Avant que de pouvoir seulement instruire le procès des bâtiments neutres il est à savoir *s'ils ont été légitimement saisis*. Et comment un tribunal purement civil prétend-il en décider? En supposant, comme on le peut le plus souvent, que la saisie a été faite dans des parages qui ne sont point de la dépendance de la puissance saisissante, cette question, même préliminaire à la procédure, regarde déjà un fait dont il n'appartient pas à cette puissance de connaître seule; parce qu'il a été entrepris dans des lieux où elle n'avait aucun ordre à donner aux sujets d'un autre État libre et indépendant d'elle. La question est uniquement du ressort du Code des nations souveraines et nullement de celui d'aucun tribunal civil ou de la législation d'aucun peuple en particulier (1). »

D'autre part, des auteurs insistent sur la fragilité de l'obligation qui résulte, pour le capturé, d'un jugement où il n'aura été partie qu'à son corps défendant, de la décision d'un tribunal où il aura été traîné par la violence. Wheaton nous fait remarquer à cet égard que « les tribu-

(1) Hübner, *De la saisie des bâtiments neutres*, t. 2, p. 22 et s.

naux civils ordinaires acquièrent la juridiction sur la personne ou la propriété d'un étranger par son consentement exprès, s'il intente volontairement une poursuite, ou implicite par le fait qu'il transporte sa personne ou sa propriété sur le territoire de cet état. Mais quand les cours de prises exercent leur juridiction sur des vaisseaux capturés en mer, la propriété des étrangers est amenée de force dans le territoire de l'Etat qui a constitué ces tribunaux... L'égalité des nations semblerait, en principe, défendre l'exercice d'une juridiction ainsi acquise par force et par violence et administrée par des tribunaux qui ne peuvent être impartiaux entre les parties en cause, parce qu'ils sont créés par le souverain de l'une pour juger l'autre. Telle est cependant la constitution actuelle des tribunaux investis par le droit positif international de la juridiction exclusive des prises capturées en guerre (1). » Et il poursuit en citant un passage de Rutterforth's qui comporte ces phrases : « Ceux qui ont fait une capture étant membres de cet État, sont obligés de se soumettre à sa sentence, quoiqu'il puisse se faire que cette sentence soit erronée, parce qu'il a sur leur personne une juridiction complète ; mais les autres parties à la controverse étant membres d'un autre État, ne sont forcées de se soumettre à la sentence du premier qu'autant que cette sentence concorde avec le droit des gens ou les traités particuliers ; parce qu'il n'a pas de juridiction sur eux relative-

(1) Wheaton, *Éléments de droit international*, t. II, p. 49 et s.

ment à leur personne ou aux choses qui font l'objet de la controverse. Si donc justice ne leur est pas rendue, ils peuvent s'adresser à leur propre état pour obtenir un remède que leur État, en conséquence du droit des gens, leur accorde au moyen d'une guerre solennelle ou de représailles (1). »

II. — La seconde catégorie de reproches adressée aux juridictions nationales concerne leur fonctionnement. Sous ce rapport, c'est à divers points de vue que l'on s'est successivement placé pour leur adresser des critiques.

a) L'État capteur, a-t-on dit tout d'abord, et ce grief, qui remonte assez haut puisqu'Hübner le formulait déjà au XVIII^e siècle, a été depuis resassé sous toutes les formes, l'État capteur est en même temps juge et partie (2). Or, dit Hübner, et son argumentation vaut la peine d'être citée, car elle a servi de modèle à tous ceux qui l'ont suivi, cette « *juridiction est contraire aux principes de toute administration de justice. C'est une maxime incontestable et fondamentale pour toute juridiction bien entendue, que celui qui prétend prononcer juridiquement sur une affaire, et ainsi tout distributeur civil de la justice, ne doit jamais être en même temps juge et partie. Or... les tribunaux ordinaires établis pour*

(1) Rutherford's, *Instit.*, vol. 2, t. II, chap. IX. § 49 ; Sic., Pierantoni, *Rapport sur les prises maritimes d'après l'école et la législation Italiennes* (R. D. I., t. VII, p. 631.)

(2) V. not., Bluntschli, *op. cit.*, § 842 ; Heffter, *Le droit international de l'Europe*, 3^e éd., § 139.

juger les navires neutres, arrêtés par vaisseaux belligérants, sont sûrement incompétents ; parce qu'on ne saura disconvenir qu'ils ne soient décidément et en même temps, juges et parties. C'est le même État qui autorise les vaisseaux de guerre ou armateurs à saisir ces bâtiments, qui institue ces tribunaux pour les juger : c'est-à-dire, c'est le bras droit qui frappe et le bras gauche qui est nommé pour décider de la légitimité du coup. On sent aisément à quoi doit s'attendre celui qui l'a reçu et jusqu'où les navires neutres peuvent être à leur aise vis-à-vis d'une telle procédure » (1). Et, parachevant cette démonstration, M. de Boeck ajoute : « les tribunaux nationaux n'offrent d'autre garantie contre leur partialité que l'intégrité propre et exclusivement personnelle des juges qui les composent. » (2) Pour peu que celle-ci fasse défaut, la conclusion se formule d'elle-même. — Mais, objecte-t-on, ne pourrait-on pas dire que l'État, juge et partie parfois vis-à-vis de ses propres sujets, est fondé à appliquer le même traitement à ses ennemis ? Cela serait d'autant moins extraordinaire qu'après tout, le capteur ayant eu recours à la force pour faire valoir ses droits, et s'étant constitué juge en sa propre cause, peut vouloir, étant vainqueur, profiter de la situation qu'il s'est créée et connaître seul des accessoires du conflit tels que les affaires de prises. C'est là, en définitive, invoquer à

(1) Hubner, *op. cit.*, t. 2, p. 26 et s.

(2) de Boeck, *op. cit.*, p. 713.

l'encontre du capturé le droit de la guerre. Nous verrons plus loin ce que vaut l'argument en lui-même. Mais en le supposant fondé vis-à-vis de l'ennemi on ne saurait lui reconnaître aucune valeur à l'égard des neutres qui eux sont en paix avec le belligérant (1).

b) L'État capteur, a-t-on dit en second lieu, juge d'après sa propre loi, d'après son propre droit (2). Les tribunaux de prises nationaux, qui ont à régler des questions internationales — ce qui n'en fait pas pour cela des tribunaux internationaux —, ne s'inspirent pas pour cela uniquement du droit international. Sans doute, la plupart des auteurs (3) ont proclamé que le droit des gens, doit seul, inspirer les sentences des tribunaux de prises. Et l'on a gardé le souvenir des fières déclarations de certains juges anglais. Sir John Mackintosh, dans l'affaire de la *Minerve* déclarait que «le devoir du juge est de ne tenir aucun compte des instructions contraires à la législation internationale, et de ne consulter que cette loi universelle qui régit tous les princes et tous les États civilisés, et au-dessus de laquelle aucun d'eux ne saurait prétendre avoir d'auto-

(1) V. Vigière, *op. cit.*, p. 251. Comp. au surplus, Diena, (*op. cit.*, p. 22) qui estime qu'avec la séparation moderne des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, l'argument d'Hübner, sans avoir perdu absolument sa valeur, présente cependant beaucoup moins d'intérêt qu'autrefois.

(2) V. not., Fiore, *Tr. di dir. int. publ.*, t. III, § 1688.

(3) V. sur ce point, la très complète analyse de la doctrine dans Bulmerincq, *op. cit.*, année 1879, p. 327 et s.

rité. » Et Lord Stowell dans le cas de la *Recovery* disait : « il faut se rappeler que ceci est un tribunal du droit de neutres ; il appartient à d'autres nations, autant qu'à la nôtre. — Lord Mansfield, enfin, proclamait : « qu'un acte du parlement ne changerait pas le droit international et que le monde entier est intéressé à un jugement rendu par une cour de l'Amirauté, c'est-à-dire par une Cour des prises (1) ».

Mais les faits se sont généralement chargés d'apporter un démenti trop éloquent à ces velléités d'indépendance. C'est ainsi que pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, les règles les plus exorbitantes édictées par les gouvernements ont toujours été appliquées. — C'est qu'en effet ce sont avant tout les règles émanées de leurs gouvernements respectifs, — règles qui du reste sont généralement édictées au début des hostilités par des instructions spéciales — que les juges des prises prennent en considération. Cela, du reste saurait si peu être contesté que, quand, par des conventions telles que celles de La Haye et de Londres, l'on précise et codifie certaines règles du droit des gens, on prend soin d'insérer cette disposition spéciale que les puissances signataires « donneront à leurs autorités et à leurs forces armées les instructions nécessaires et prendront les mesures qu'il conviendra pour garantir par leurs tribunaux, spéciale-

(1) Déclarations contenues dans Bulmerincq, *op. cit.*, année 1879, p. 203.

ment par leurs tribunaux de prises (1) » l'application de ces règles. C'est donc bien qu'il ne suffit pas qu'une règle soit reconnue conforme aux principes du droit international pour être appliquée par les tribunaux nationaux de prises : il faut en outre que le gouvernement dont ils ressortissent les fasse passer dans son droit interne. Et si l'on songe que les différents états, jusqu'à la dernière conférence de Londres, étaient loin d'être d'accord sur des règles essentielles, on conçoit facilement l'étendue de la garantie qu'offre aux capturés la juridiction du capteur. Au surplus, il faut avouer qu'il serait difficile qu'il en fut autrement. Et cela pour plusieurs raisons. D'abord, une raison générale, d'ordre psychologique : les juges se suggestionnent : ils sont persuadés que leur gouvernement a raison et leur conscience se sentira à l'aise pour appliquer les plus monstrueux règlements. Ensuite même alors que les juges seraient convaincus de l'injustice des règles qu'ils ont à appliquer, qu'ils les sauraient pertinemment inhumaines et contraires à toutes les règles du droit des gens, ils ne pourraient faire autrement que de les appliquer. Peut-être en cas de doute, pourraient-ils faire appel au droit international, mais en face de règlements précis ils doivent se souvenir que leur mission est uniquement de les faire respecter. Cette vérité semble bien avoir été méconnue, lorsqu'en 1885, au moment de la campagne

(1) Art. 66 de la convention Navale de Londres.

de Chine, la France ayant déclaré le riz contrebande de guerre et formulé en conséquence des règles de prise applicables aux neutres, le gouvernement Britannique éleva des protestations qui provoquèrent de la part de Jules Ferry une réponse qui se terminait par ces mots : « Au surplus, la décision définitive appartiendra, s'il y a lieu, au Conseil des prises » (1). Il y avait méprise. Le devoir de ces tribunaux était, le cas échéant, de valider la capture de tout navire porteur de riz et ils n'avaient en aucune façon qualité pour déclarer, de leur propre chef, le mal fondé de ces dispositions, quelque put être leur caractère. — Pour résumer d'un mot la situation des tribunaux nationaux disons avec Bluntschli que : « S'ils jugent selon les principes du droit international, sans tenir compte des ordonnances spéciales de leur pays, ils risquent d'être pris à partie par leur gouvernement. S'ils appliquent ces ordonnances spéciales sans tenir compte du droit international, ils sont en faute aussi. Ils ont, dans ces circonstances difficiles, la tâche presque impossible d'éviter tout conflit (2) ». De ceci, il résulte que c'est, en dernière analyse, à une question de responsabilité gouvernementale qu'aboutiront les affaires de prises. Et ce ne fait qu'accentuer davantage l'injustice d'une semblable juridiction. Les gouvernements neutres ont fréquemment

(1) Jules Ferry au Comte Granville, 7 mars 1885. (Livre Jaune, *Affaires de Chine*, n° 27, p. 40).

(2) Bluntschli, *op. cit.*, § 847.

adressé des réclamations et rendu responsables les nationaux de l'État belligérant. Au XVIII^e siècle, l'affaire de l'emprunt de Silésie est demeurée célèbre (1). On sait qu'en guise de représailles contre des décisions de tribunaux de prises britanniques concernant des bâtiments prussiens, Frédéric II suspendit le paiement des intérêts d'un emprunt considérable effectué en Silésie par des banquiers anglais : on atteignait ainsi des innocents qui n'en pouvaient mais.

III. — C'est enfin la procédure suivie qui a soulevé les protestations des adversaires des tribunaux nationaux. « Les tribunaux de prises, il faut l'avouer, écrit Travers Twiss (2), au point de vue de leurs relations avec les neutres, sont des anomalies dans la jurisprudence de nos jours, car ce sont, de fait, des tribunaux d'inquisition où l'État belligérant impose au commerçant neutre l'obligation de fournir des preuves suffisantes pour établir son droit d'exemption de saisie : leur procédure n'est vraiment pas sans analogie avec la procédure de droit ordinaire que suivaient les tribunaux de juridiction criminelle à l'époque de la première organisation de l'Amirauté, en matière de prises. Dans le principe, l'amiral d'une flotte de croiseurs belligérants décidait sommairement, sur l'inspection des

(1) V. sur cette affaire, Dupuis, *Un conflit entre Frédéric II et l'Angleterre au sujet des prises maritimes*, dans les *Annales de l'École libre des Sciences Politiques*, de 1892, p. 79.

(2) *Discours sur la théorie de la continuité*, p. 5 et s.

papiers de bord et l'interrogatoire des personnes trouvées sur le navire saisi, si le bâtiment, avec son chargement, devait être confisqué comme prise, ou si l'on devait lui laisser continuer son voyage. Le tribunal de prises, de nos jours, diffère peu du pont du navire amiral (1) ». Et en effet, cette situation est absolument anormale. Non content de mettre le capturé en présence d'un tribunal dont l'hostilité à son égard est manifeste, l'on semble chercher à annihiler et entraver sa défense en déplaçant à son encontre le fardeau de la preuve. Et cette preuve, on lui en rend, dans la plupart des législations, la production, sinon impossible, du moins très difficile, en la limitant à l'examen des seuls papiers de bord. Nous ne trouvons à l'argumentation de Travers Twiss que ce seul défaut de s'appliquer seulement au capturé neutre alors qu'elle trouverait également sa raison d'être vis-à-vis du capturé belligérant.

§ 2. — LES PARTISANS DES TRIBUNAUX NATIONAUX

Quelle que soit la force de ces arguments, il s'est trouvé toute une série de raisons qu'ont fait valoir, en faveur des tribunaux nationaux, les partisans du *statu quo*. Il importe de les passer en revue et d'en examiner la portée.

I. — L'argument principal, celui qui a été le plus

(1) V. en ce sens, Hautefeuille, *op. cit.*, t. III, p. 331 et s., Heffter, *op. cit.*, 3^e éd., § 173, p. 333.

souvent mis en avant et avec le plus de force, celui que l'on a présenté sous les aspects les plus variés est celui-ci : le droit des prises dérive du droit de la guerre (1). En effet, dit-on, recourant à la guerre, les parties ont renoncé à chercher dans les voies juridiques ordinaires la solution de leur litige. La force est intervenue : c'est elle désormais qui régit le conflit : il est donc tout naturel que le capteur garde pour lui le droit de faire juger les prises qui n'en sont qu'un épisode. — Nous avons déjà rencontré cet argument précédemment, à l'occasion de la théorie qui eut voulu dénier aux tribunaux de prises le caractère de véritable tribunal. C'était le droit de la guerre qu'alors comme maintenant, on invoquait. Or, il nous semble que si le droit de la guerre n'est pas de nature, comme nous l'avons vu, à enlever au capturé le droit à être jugé, il faut aller jusqu'au bout dans cette voie et reconnaître également au capturé le droit à être jugé suivant toutes les règles de l'équité. On peut admettre le principe du droit

(1) V. not., Cauchy, *op. cit.*, t. I, p. 65 ; Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, t. II, p. 185 ; Ortolan, *Diplomatie de la Mer*, t. I, p. 264 ; Calvo, *op. cit.*, t. V, § 30, 36 et s., p. 283 et s. ; Lampredi, *Del commercio dei popoli neutrali in tempo di guerra*, § 14, p. 205-206 ; Comp., en faveur de la compétence du tribunal du capteur ; Manning, *Droit des Nations*, p. 473 ; de Burgh, *the elements of maritime international law*, p. 180 ; Wildman *Institutes of international law*, t. II, 352 ; Philimore, *op. cit.*, t. III, p. 572-579 ; Oppenheim, *op. cit.* p. 268 ; Poehls, *op. cit.*, t. IV, p. 1220 ; Kaltenborn, *op. cit.*, t. II, p. 486 ; Perels, *Man. de dr. marit. Int.*, p. 337 ; V. au surplus, Bulmerincq, *op. cit.*, année 1879, p. 162 et s.

des prises dérivant du droit de la guerre — et encore est-il contesté (1) — sans pour cela en inférer que les belligérants aient « seuls et chacun pour soi la juridiction des prises » (2). Et ceci, notons-le, concerne aussi bien les neutres que l'ennemi ; mais il est d'autres considérations que les neutres, eux, peuvent encore faire valoir. N'oublions pas qu'ils sont étrangers à la lutte et qu'ils sont, par suite, en dehors de la sphère d'application de ce droit de la guerre, tel que l'on voudrait l'entendre. Les neutres eux, n'ont-ils pas un droit à vivre tranquilles et à n'être pas molestés ? Il n'y a aucune raison pour que ce droit ne soit pas pris autant en considération que celui du belligérant. Par suite comment pourrait-on leur dénier le droit de participer au jugement des prises effectuées à leurs dépens ?

II. — A cela, on a dit alors : c'est qu'en faisant acte d'hostilité les neutres sont devenus, *ipso facto*, ennemis du belligérant (3) ; mais comme l'a fort bien démontré Gessner (4), la pétition de principe, ici, saute aux yeux. La question qui se pose, en effet, est avant tout de savoir si le capturé a fait acte d'hostilité. On ne peut donc pas le présumer avant tout examen.

(1) V. not., Vigière, *op. cit.*, p. 257 et s.

(2) V. Bulmerincq, *op. cit.*, année 1879, p. 172.

(3) Cauchy, *op. cit.*, t. I, p. 65 et s. ; Delalande, *op. cit.*, p. 201 ; Le Brettevillois, *op. cit.*, p. 70 ; Hautefeuille, *op. cit.*, t. III, p. 290 et s.

(4) Gessner, *op. cit.*, p. 389.

Les défenseurs des juridictions nationales ont alors mis en avant d'autres principes.

III. — Que la prise ait été effectuée dans les eaux territoriales d'un État, a-t-on prétendu, ou dans la haute mer, la compétence du capteur est toute naturelle. Dans le premier cas, en effet, l'endroit où a été saisi le navire est soumis à la souveraineté du capteur, soit d'une façon permanente, soit d'une façon transitoire et en vertu du droit de la guerre (1). Dans le second la juridiction du capteur se trouve, dit Klüber « en quelque sorte fondée sur la saisie » (*forum arresti*) (2). A cela, on a répondu avec raison d'une part que « la haute mer appartenant à toutes les nations, le *forum arresti* du navire qu'on y saisit ne peut être qu'un tribunal international », et d'autre part, au cas de saisie opérée dans les eaux de l'État capteur ou de son adversaire que « comme il s'agit bien plutôt d'une violation du droit international que d'une atteinte à sa souveraineté de l'État capteur, l'affaire est moins du ressort d'un tribunal de prises national que d'une juridiction internationale » (3).

IV. — On a alors émis cette autre assertion, que seul

(1) A cet égard, Lampredi (*op. cit.*, part. I, § 14) niant l'exterritorialité des pavillons et des navires en haute mer, prétend qu'ils ne relèvent d'aucun État et que le belligérant peut les soumettre à sa loi dès que cela lui convient. Ce système que son auteur qualifie de « droit naturel » aboutit en définitive, à conférer le droit à qui possède la force. V. Kleen, *op. cit.*, t. 2, p. 599 et s.

(2) Klüber, *op. cit.*, § 427 ; Heffter, *op. cit.*, § 172, p. 333.

(3) de Boeck, *op. cit.*, p. 710.

responsable de l'autorité qu'il exerce sur ses vaisseaux qui agissent en son nom, l'État capteur seul, peut, en bonne logique, les surveiller et déférer à ses propres tribunaux (1). Mais Bulmerincq fait justement remarquer que « depuis longtemps, les États se sont entendus pour que la prise soit adjugée par les tribunaux du capteur ; or cet acte est de nature judiciaire et non administrative, ni de police ; on ne peut donc pas baser la juridiction sur le droit de surveillance qui est une fonction administrative, puisque ce droit de surveillance s'exerce sur le capteur qui est un sujet du belligérant (2). »

V. — Cette prétention a été élevée encore, que si le capturé était amené devant le tribunal du capteur ce n'est en définitive que par application de la règle *actor sequitur forum rei*. L'argument n'est pas meilleur que les précédents. D'abord, on peut faire remarquer que le capteur engage l'instance plus souvent que le capturé, généralement même l'affaire est instruite d'office. Le demandeur est bien, là, le capteur qui fait sa déclaration de prise et demande l'envoi en possession (3). Mais si l'on voulait aller jusqu'au bout et poursuivre le parallèle commencé entre la prise du navire et la saisie-exécution, on pourrait aboutir à des conclusions devant lesquelles reculeraient ceux-là

(1) Wheaton, *op. cit.*, t. II, p. 51 ; Kent, *Commentary on international law*, p. 274 ; Creasy, *First platform of international law*, p. 560.

(2) Bulmerincq, *op. cit.*, année 1879, p. 171.

(3) Rotteck et Welcker, *Staatslexicon*, v^o *Prisen*, § 144, 5^o ; Cpr., Bulmerincq, *op. cit.*, année 1879, p. 172.

même qui ont imaginé l'argument. En cas de saisie-exécution, en effet, nous savons que l'article 567, C. Proc. stipule que « la demande en validité et la demande en mainlevée formées par la partie saisie sont portées devant le tribunal du domicile de la partie saisie ». Ne pourrait-on pas alors, en bonne logique, déduire de là la compétence des tribunaux des capturés ? (1)

VI. — Nous devons signaler enfin cette théorie, qui, voyant dans l'instance engagée devant les Conseils de Prises une instance sinon identique, du moins analogue à celle d'un procès criminel, justifie par là le rôle attribué au capturé. Ici le commissaire du Gouvernement dont le rôle devrait être assimilé à celui du Ministère Public soutiendrait la demande. Au capturé reviendrait alors tout naturellement le rôle de défendeur et la charge de la preuve qui doit seule lui permettre d'échapper à la saisie qui le menace (2). Mais rien ne justifie une pareille analogie : la nature des questions sur lesquelles ont à se prononcer les tribunaux de prises, la situation exceptionnelle faite aux capturés devant des juridictions dont la seule composition suffirait à éveiller leurs craintes, interdisent toute assimi-

(1) V. en ce sens, Vigière, *op. cit.*, p. 260 ; Heffler, *op. cit.*, § 473, p. 335.

(2) Le Brettevillois, *op. cit.*, p. 185 et s., Comp., Delalande, *op. cit.*, p. 217, qui estime qu'il n'y a en l'espèce « ni demandeur ni défendeur, mais bien deux parties qui, au point de vue de la preuve, doivent être mises dans la même situation ».

lation même lointaine avec ce qui se passe en matière criminelle ordinaire (1).

VII. — Nous nous contenterons au surplus de signaler cette raison qui a été maintes fois mise en avant en faveur des tribunaux nationaux, qu'ayant toujours existés ainsi, il n'y a aucune raison pour préconiser un changement (2). Nous n'avons pas besoin de souligner l'étrangeté d'un semblable argument qui tendrait à faire croire qu'il suffit d'un certain laps de temps pour consacrer de façon irrévocable les vices d'une institution.

§ 3. — NÉCESSITÉ D'UNE JURIDICTION INTERNATIONALE

De tout ceci, il résulte donc d'une manière certaine que les tribunaux nationaux légitiment à juste titre, par les défauts qu'ils présentent, les critiques qui leur sont adressés. Faut-il en inférer qu'une réforme était désirable ? Bien des auteurs avaient réprouvé les juridictions nationales, mais là se bornait leur initiative. Klüber, Heffter, après en avoir démontré les imperfections se gardaient

(1) Comp., Bulmerincq, qui fait observer (*op. cit.*, p. 354), que l'arbitraire forçant celui qui a été privé de son bien à figurer, en fait, comme demandeur là où il ne devrait avoir simplement qu'à se défendre, fait paraître au fond l'État capteur comme un criminel, car pourquoi autrement, la partie adverse devrait-elle se présenter en accusateur ?

(2) V. not., Travers Twiss, *op. cit.*, t. II, § 171 ; Phillimore, *op. cit.*, t. III, § 431 et s.

d'aller plus loin. Et Travers Twiss faisait même suivre le véritable réquisitoire qu'il avait prononcé, d'un aveu d'impuissance (1). Certains justifiaient leur attitude en prétendant que quelque fut l'autorité chargée de statuer sur la validité de la prise, *l'exécution* de sa décision devrait toujours être confiée à l'état du capteur qui « ne l'accorderait qu'autant qu'il approuverait le jugement (2) ». Mais ce n'était pas là, à notre sens, un argument décisif. Car il est évident que « l'exécution, une fois réglée par le même acte positif, liant tous les états adhérents... suivra sa marche régulière... indépendamment de ce qui plaît à une partie d'approuver ou non » (3). Rien n'astreint les États à se lier par avance en se soumettant à l'obligation d'exécuter des décisions qu'ils peuvent ne pas approuver. Le tout est de savoir si l'autorité à qui pourra être confiée la mission de statuer, possède suffisamment *a priori* la confiance de ces États pour être susceptible d'enlever leur assentiment. Mais du moment que cet assentiment sera donné, il ne nous paraît pas possible de mettre en doute leur signature. Ou bien se serait nier l'efficacité de tout arbitrage possible, de toute convention internationale en général.

Cependant ces auteurs étaient le petit nombre. Peu à peu

(1) Travers Twiss, *Théorie de la continuité du voyage*, p. 5 et s.

(2) Pillét, *Les lois actuelles de la guerre*, § 223. — V. aussi de Rayneval, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 215.

(3) Kleen, *op. cit.*, t. 2, p. 604-605.

les publicistes ébauchaient des projets de réforme et bientôt se faisait jour l'idée de la nécessité d'une juridiction Internationale.

Il est un triple point de vue, en effet, auquel on peut se placer pour demander la réforme des juridictions nationales, trois défauts auxquels il convient de s'attaquer pour assurer aux capturés les garanties qu'ils sont en droit d'exiger. Nous voulons parler de l'organisation et de la composition de ces tribunaux, de leur procédure, du droit qu'ils appliquent. Or, l'institution d'une juridiction Internationale paraissait devoir être et était en réalité le remède souhaité. C'est qu'en effet, une telle juridiction est bien celle qu'appelle la nature des affaires dont ont à s'occuper les tribunaux de prises. Nous savons, en effet, pour l'avoir vu plus haut, que les questions dont ont à connaître ces tribunaux sont des questions de droit international. N'est-il pas, par suite, tout naturel d'en conclure que, seuls, des *tribunaux internationaux* sont aptes à les pouvoir juger? Et cela est si vrai qu'il est généralement d'usage de dire des Conseils de prises qu'ils sont tribunaux internationaux parce qu'ils décident des questions internationales. Or comme le disait Bulmerincq : « de ce que le tribunal des prises décide des questions internationales, il ne devient pas international lui-même ; ce fait démontre seulement qu'il y a une contradiction latente entre le tribunal national et l'affaire internationale qu'il doit juger. L'assurance réitérée que le tribunal de

prises national est international ne peut pas lui donner cette dernière qualité. Une telle assertion n'est qu'une contradiction entre le fait réel et le nom qu'on lui donne. Une telle désignation ferait croire qu'on en est déjà arrivé à un tribunal de prises international, tandis qu'on doit encore chercher à l'obtenir. » (1) De plus, comme nous l'avons vu également, aucun tribunal national n'est compétent pour connaître des affaires de prises qui prennent naissance en dehors des limites où peut s'exercer la souveraineté d'un État. Et aucun État n'ayant de raison de reconnaître la juridiction de son voisin plutôt que la sienne propre, c'est bien à un tribunal international, composé de représentants de toutes les nations et par suite de tous les intérêts, et sauvegardant ainsi toutes les susceptibilités que revient tout naturellement le droit de connaître de ces affaires. L'objection élevée contre la compétence des tribunaux nationaux reçoit ici pleine satisfaction (2).

A cette juridiction il faudra bien assigner des règles à appliquer : il est tout naturel qu'une juridiction Internationale applique les règles du droit des gens. Élevée au-dessus des contingences et à l'abri des influences auxquelles sont trop souvent soumis les juges nationaux,

(1) Bulmerincq, *op. cit.*, année 1879, p. 344.

(2) Ce point de vue est celui sur lequel insiste particulièrement Diéna (*op. cit.*, p. 25) qui le considère comme le plus important.

c'est le plus impartialement du monde qu'elle pourra juger.

De même, une procédure uniforme est nécessaire pour ces tribunaux. Tenant compte de ce fait que ce sont des questions de droit qu'il y a lieu de trancher, c'est une procédure judiciaire et non plus administrative qu'on établira. Et les règles arbitraires sur la preuve, en vigueur devant les tribunaux nationaux, feront place à des règles plus conformes aux principes généraux du droit.

A ce triple point de vue, qui est celui auquel nous nous placerons pour envisager les diverses conceptions qui se sont faites jour, on peut donc dire qu'une juridiction internationale, est bien celle commandée par les affaires de prises.

Mais le tout n'est pas de préconiser des juridictions internationales : ce n'est là que résoudre une partie du problème qui se pose. Encore faut-il les organiser pratiquement. Il convient de se demander si ces juridictions comporteront plusieurs instances, s'il suffirait seulement de revêtir du caractère international l'instance d'appel, ou encore d'instituer un tribunal de cassation qui se bornerait à assurer la stricte application des principes du droit international. De même il importe de savoir comment déterminer leur composition ; si elles seront permanentes ou bien instituées seulement à l'occasion d'un conflit ; qui, enfin, serait appelé à en bénéficier. Toutes ces questions se sont posées devant ceux qui ont tenté de traduire par des conceptions pratiques, ce principe qu'ils ont

reconnu nécessaire de la juridiction internationale. Nous aurons par suite, à les envisager en même temps que nous examinerons ces projets et apprécierons les critiques et les discussions auxquelles ils ont donné lieu. C'est de même à ce moment-là que nous aurons à nous prononcer sur la valeur des objections que l'on a pu élever sur le principe même de la juridiction internationale. Qu'il nous suffise pour le moment de les avoir indiqué.

CHAPITRE II

De la valeur des projets de réforme des juridictions nationales autres que l'institution d'un tribunal international.

Aux défauts que comportent les tribunaux nationaux nous avons vu qu'un remède paraissait tout indiqué : l'institution d'une juridiction internationale. Tous ceux qui se sont préoccupés de la question, toutefois, n'en sont pas arrivés à cette conclusion : Galiani, notamment, a cru devoir préconiser une conception qu'il nous suffira d'examiner rapidement, pour nous convaincre davantage encore de la nécessité des juridictions internationales. Mais parmi ceux-ci même qui ont accepté l'idée de ces dernières, il en est qui s'en sont tenus à cet organisme assez mal défini, des commissions mixtes. Il nous semble, au contraire, nous le verrons, que, conformément aux principes déjà posés par nous, c'est à un véritable tribunal qu'il importait de confier les affaires de prises. Nous ferons, au surplus, tant sur les commissions mixtes que sur le système de Galiani, cette observation générale — susceptible d'être étendue, du reste, à un certain nombre de projets

de tribunaux internationaux dont nous aurons à parler par la suite, — que leurs auteurs ne conçoivent pas en quelque sorte, la possibilité de soutenir en faveur du capturé belligérant le droit à être équitablement jugé. Ils posent en axiome que le droit de la guerre justifie amplement la compétence du capteur vis-à-vis de son ennemi, et, sans plus s'en soucier, ils se contenteront de s'apitoyer sur le sort du neutre, le seul qui leur paraisse digne de quelque intérêt. Nous aurons à revenir sur cette singulière façon de concevoir les choses, quand nous en arriverons plus tard aux projets qui, eux, tiennent compte de la situation du belligérant comme de celle du neutre. Mais nous croyons avoir déjà suffisamment montré, d'une façon générale, comment les capturés ont droit à une justice impartialement distribuée pour ne pas insister davantage sur ce point pour le moment.

SECTION I

Le système de Galiani.

Galiani divise en deux classes les bâtiments neutres saisis (1). Il abandonne à la compétence des tribunaux belligérants tous les cas de saisie basés sur l'absence ou l'insuffisance de justification de nationalité, les irrégula-

(1) Galiani, *De' doveri, de' principi neutrali verso i principi guerregianti*, ch. ix, § viii, p. 395 et s.

rités des papiers de bord, sur tout ce qui, en un mot, tient à la qualité même du navire. Pour toute cette catégorie donc, il n'innove rien et estime toute naturelle la pratique courante. Ce n'est qu'au sujet des saisies opérées à propos de la cargaison qu'il propose une réforme et celle-là est radicale : c'est de substituer au jugement du capteur celui des états dont dépendent les neutres capturés.

On peut trouver déjà singulière cette classification, qui, à nos yeux, demeure vraiment incompréhensible. Galiani la justifie bien en prétextant que dans les cas qu'il abandonne à la compétence des belligérants, le souverain neutre qui a délivré les papiers ou autorisé de prendre son pavillon, ne doit pas être juge dans une question où il est partie. Mais, sans compter que les belligérants ne sont pas moins intéressés que les neutres dans le jugement de ces questions, pourquoi se borner à proposer une réforme à ce point incomplète? — Quant au fond même du système, au reste, son aboutissant n'a pas besoin d'être souligné : ce ne serait plus alors, en face des réclamations des neutres, mais bien de celles des belligérants que l'on se trouverait. Et en vertu des mêmes principes qui ont servi à faire valoir les doléances des neutres, les belligérants, à leur tour, pourraient trouver à contester cette compétence (1). Galiani du reste, pressentait ces critiques : « Néanmoins, je m'attends à ce qu'on m'objecte... que le souverain

(1) V. Kleen, *op. cit.*, t. II, p. 606.

du navire capturé ne peut être juge du délit de contrebande, parce qu'il ne serait pas assez impartial dans un jugement entre un de ses sujets et celui d'un belligérant, qui a opéré la capture. Qui ne voit que l'on peut également opposer le même soupçon de partialité au belligérant, alors qu'il juge entre son sujet capteur et le neutre capturé ? Mais il y a cette différence notable en faveur de ma théorie et contre la pratique actuelle, que chaque belligérant a toujours plaisir à acquérir des munitions de guerre de quelque façon que ce soit, à voir son adversaire privé même de ce qui n'est pas vraiment de la contrebande, à voir ses corsaires et sa marine enrichis et encouragés par des prises riches. Mais au contraire le neutre n'a d'autre avantage que son repos et de conserver l'amitié du belligérant. Et il doit être naturellement assez irrité contre ceux de ses sujets qui violent ses lois et la neutralité et qui pour un mesquin profit personnel, troublent sa tranquillité. Le neutre sera donc beaucoup plus impartial et juge plus sévère quand il s'agira de confisquer la contrebande que le belligérant qui ne sera jamais sévère avec impartialité ». Et il se prononce pour l'attribution aux consuls et agents diplomatiques neutres de la juridiction des prises concernant leurs nationaux en leur donnant la faculté de s'adjoindre deux ou trois assesseurs locaux parmi « les plus honnêtes et les plus instruits » (1).

(1) Galiani, *op. cit.*, p. 400 et s.

Mais, quoiqu'en dise Galiani, la compétence du neutre n'est pas justifiable. Les soupçons peuvent l'effleurer, moins fortement peut-être que le belligérant, mais ils l'atteignent néanmoins. Il n'existe que rarement des neutralités idéales : il est fréquent de voir, au contraire, des neutralités hostiles ou favorables à l'un des belligérants. Qui ne voit alors, la portée des récriminations que pourront soulever les jugements des tribunaux neutres ? A eux aussi, on pourrait dire qu'ils sont juge et partie, qu'ils jugent suivant leur propre droit — De plus, pareil système supposerait l'assentiment préalable de toutes les puissances. Or, qui pourrait croire que celles-ci consentiraient à accéder à une combinaison dont le résultat serait, au cas où la capture aurait été conduite dans un de leurs ports et reconnue mal fondée par le tribunal neutre, de les obliger à prêter main forte à l'exécution, contre un de leurs nationaux, d'une sentence à laquelle elles seraient restées étrangères et qu'elles estimeraient injustifiée ?

Il n'était pas normal enfin, qu'une faute, un délit, fussent systématiquement portés devant le tribunal du délinquant et en fait ce système eut été impraticable. Il reposait sur la distinction du navire neutre du navire ennemi. Or, c'est précisément sur la nationalité du capturé que porte en général le débat : à quel tribunal préliminaire aurait-on soumis cette question de pavillon ?

De ce que, théoriquement, la compétence du neutre peut paraître moins critiquable que celle du belligérant, il

ne s'ensuit pas qu'il faille *de plano* se prononcer en sa faveur. Il faut au contraire se préoccuper de chercher une juridiction à l'abri de tout reproche et cette juridiction c'est une organisation internationale, qui seule peut la fournir.

SECTION II

Les Commissions mixtes

L'idée des commissions mixtes mérite plus d'attention que la précédente. On évite ici l'objection formulée contre le système de Galiani, et tirée de la compétence exclusive de l'une des parties. Au contraire, en faisant participer au jugement des prises des représentants des parties intéressées, il semble que toutes les susceptibilités soient sauvegardées et que l'on se trouve en présence d'un organisme ne laissant rien à désirer.

§ 1. — LE PROJET d'HÜBNER

C'est à Hübner que revient la première idée de ces commissions. Laissons-lui la parole pour exposer comment il concevait leur existence : « Le chef d'accusation que l'on forme contre eux (les navires des nations amies) n'étant

(1) Hübner, *op. cit.*, t. II, p. 45 et s.

du ressort d'aucune législation privée, la décision n'en peut appartenir à aucune puissance en particulier. Il faut que l'affaire soit traitée ministériellement, que les gouvernements intéressés, guidés par la bonne foi, fassent conjointement discuter la question ; et qu'ils la décident d'un commun accord, prenant pour base de leur jugement la teneur des traités, ou à leur défaut, la loi universelle des nations. » Pour parer aux longueurs qui pourraient résulter de la distance des deux gouvernements négociateurs : « les puissances neutres n'ont qu'à commettre à leurs ministres accrédités auprès de celles qui sont belligérantes ou ce qui serait encore plus expédient, à leurs consuls... de juger les prises faites sur leurs nations respectives conjointement avec les commissaires nommés pour le même effet par les souverains des preneurs, ou par ceux des lieux où la prise a été conduite... On pourrait leur adjoindre de l'aveu du souverain des lieux des personnes pleines de probité et de connaissance dans tout ce qui concerne les lois des nations et les traités des puissances modernes. »

Le principe posé par Hübner est donc celui-ci : la prise sera — sauf en cas de relâche momentanée (1) — jugée par le souverain du port où elle sera conduite. Mais, et c'est là que perçoit l'idée originale d'Hübner, la sentence sera rendue conjointement avec des représentants de la ou des parties intéressées. Ce principe ne souffre qu'une

(1) Hübner, *op. cit.*, t. II, p. 61.

exception, c'est au cas où ces navires saisis sont conduits pour y être jugés dans un port de la nation à laquelle ils appartiennent. Hübner se fonde alors pour attribuer compétence au souverain de ce pays, sur l'acceptation implicite de sa juridiction par le capteur qui est volontairement entré dans un de ses ports (1).

Mais comment seront pratiquement composées ces commissions : Il faut pour cela distinguer les deux cas qui se peuvent présenter. Si la prise neutre est conduite dans un des ports du capteur nous nous trouverons en présence d'une commission bi-nationale ainsi déterminée par Hübner : « Il n'y a qu'une telle cour ou commission, composée de juges, nommés par le souverain des lieux, et de conseillers, accrédités par le souverain neutre, qui puisse connaître pertinemment de la conduite des navires appartenant aux sujets du dernier et conduits forcément dans les ports du premier » (2).

Si la prise, au contraire, est conduite dans un port neutre autre qu'un port de la nationalité du navire capturé : « Il n'y a donc point d'autre ressource pour juger ces sortes de prises en général, s'il faut absolument qu'elles soient jugées, que la nomination d'une commission composée d'un commissaire autorisé pour cela par le souverain des lieux et de deux consuls des nations intéressées. Ces juges ou arbitres ne formeraient que trois voix, dont

(1) Hübner, *op. cit.*, t. II, § 5, p. 53.

(2) *Id.*, p. 54.

deux devraient suffire pour la sentence, ou pour absoudre ou condamner la prise. Cet expédient paraît d'autant plus convenable, qu'au moyen d'une telle méthode, les trois parties intéressées prendraient également part à la juridiction ; ce qui en éloignerait le vice de l'incompétence (1) ».

C'est alors une commission que nous pouvons qualifier de tri-nationale, véritable juridiction internationale dans toute l'acception du mot.

Il est seulement à regretter qu'Hübner n'ait admis cette composition internationale que dans ce seul cas, et encore le principe qui l'y incitait n'était pas sans être susceptible de critique. C'est en somme en vertu du droit d'asile accordé au capteur et par respect pour la souveraineté territoriale du souverain neutre, que celui-ci prend une part dans le jugement des prises conduites dans son port. Et ce principe poussé à l'extrême aboutit même à lui abandonner complètement la connaissance du litige quand le capturé est un de ses sujets. Or c'est là confondre complètement le droit d'asile et le pouvoir de juridiction des prises, qui n'ont rien de commun (2).

(1) *Id.*, p. 62.

(2) Un certain nombre d'auteurs ont voulu préconiser, plus tard, en s'inspirant de la distinction d'Hübner, le droit pour le neutre chez qui était conduite une prise, d'en connaître. Ils ont surtout cherché à établir cette compétence, en égard à la prise neutre amenée dans un port de sa nationalité. Ils se sont fondés, pour cela, sur le droit, de la part de l'État neutre, de connaître de l'affaire concernant son national, en vertu du principe de la souveraineté

Quant aux commissions mixtes proprement dites, mises en avant dans le cas général de prises conduites dans un port du belligérant, leur institution ne nous eût pas semblé exempte de tout reproche. Nous ne souscrivons pas, cependant, à ceux formulés par Hautefeuille⁽¹⁾ soit qu'il prétende que, malgré la composition bilatérale de ces commissions, comme il faut nécessairement que la majorité des juges appartienne à l'une des deux parties, dès lors, cette majorité « sera toujours disposée à faire pencher la balance de son côté » ; soit qu'il allègue « la difficulté de créer dans chacun des ports des deux belligérants un tribunal pour chaque nation neutre ». Dans le premier cas, en effet, « le risque de tomber dans la partialité serait infiniment moins grand dans le corps composé des deux côtés que dans celui composé d'un seul côté » ; et au surplus ce danger ne nous apparaît pas si évident ; et d'autre part la seconde observation d'Hautefeuille, fondée de son temps « perd sa

territoriale et en échange de l'*asile* accordé au capteur. La majorité de la doctrine a du reste condamné cette manière de voir (V. Kleen, *op. cit.*, t. II, p. 606 et s., 621), qui n'a pas passé dans la pratique. Au surplus, à l'heure actuelle, la question n'aurait plus qu'un intérêt rétrospectif, l'*asile* accordé aux navires belligérants et à leurs prises étant étroitement réglementé par la Convention du 18 octobre 1907, sur « les droits et les devoirs des Puissances neutres au cas de guerre maritime » (art. 21 et s.), qui ne prévoit en aucune façon, et avec raison, l'intervention de l'État neutre dans le jugement de la prise abritée dans un de ses ports, fut-elle la propriété d'un de ses ressortissants.

(1) Hautefeuille, *op. cit.*, t. III, p. 299 et s.

force à notre époque, où la facilité toujours augmentée des communications permettrait, pour l'exercice de la juridiction, l'emploi de certains ports principaux ».

Mais outre que les affaires de prises étant internationales, exigent, pour être convenablement réglées, une juridiction vraiment internationale et non pas seulement un assemblage mixte de parties directement intéressées, à équilibre douteux ; une raison pratique que nous allons examiner un peu plus bas, à propos des autres projets de commissions mixtes, nous déterminera à en repousser le principe.

§ 2. — AUTRES PROJETS DE COMMISSIONS MIXTES

Le projet d'Hübner était un véritable projet, comprenant un plan méthodique et étudié et contenant un essai d'organisation véritable. Avec les auteurs qui vont suivre nous ne nous trouvons plus en présence de projets proprement dits. Ce sont plutôt des souhaits exprimés, des idées émises sans beaucoup de précision.

C'est ainsi que *Wurm* (6) est d'avis que pour éviter tout abus de pouvoir, toute prépondérance, il faut confier la décision à une commission mixte ou à un tiers désintéressé, mais il ne développe pas davantage ses propositions.

(1) Rotteck et Welcker, *Dictionnaire de Politique* au mot *prise*, § 144, 5.

Pour *Wheaton* (1), sa pensée ne ressort qu'assez obscurément. De l'ensemble de ses développements se dégage l'idée qu'il est partisan des commissions mixtes. Il se plaît, en effet, à en décrire les précédents et il approuve, comme la meilleure façon de résoudre le conflit, la demande alors récente, par les États-Unis au Danemark, d'une commission mixte, à l'effet de statuer sur les difficultés résultant des prises effectuées à la suite de la guerre avec l'Angleterre.

Quant à *Gessner* (2), l'auteur le plus récent, il estime un correctif suffisant l'institution de commissions mixtes, chargées, après la guerre, de régler diplomatiquement les questions de prises. Il s'appuie pour cela sur des précédents historiques et notamment sur le règlement de l'affaire de l'Alabama. Mais dans cette affaire il semble méconnaître que c'est non à une commission mixte mais à un tribunal arbitral de cinq membres nommés par cinq chefs d'État que la solution de la question fut soumise. Il suffit au surplus de noter ces idées de *Gessner*, étant donné que dans une étude parue postérieurement, il les abandonne pour se rallier au système de *Westlake* que nous aurons à envisager tout à l'heure. Mais nous devons remarquer que, contrairement à *Hübner*, ces deux derniers auteurs ne préconisent leurs commissions qu'en tant que

(1) *Wheaton*, *Éléments de Droit International*, t. II, p. 55 et s.

(2) *Gessner*, *Le Droit des Neutres sur mer*, p. 5-7.

juridiction d'appel. Tandis qu'Hübner substitue de façon complète son nouvel organisme aux tribunaux existants, en fait une juridiction à instance unique et tranchant définitivement en premier et dernier ressort, les commissions mixtes de Gessner et Wheaton n'interviennent qu'après les juridictions nationales et pour corriger leurs erreurs. Bien plus, ce ne sont pas tant, en définitive, des juridictions véritables, ayant pour mission de reviser les sentences des premiers juges que des organismes diplomatiques destinés à réparer les préjudices subis à la suite de jugements mal fondés des tribunaux nationaux, dont les sentences, au point de vue du transfert de propriété des captures, demeurent néanmoins intactes.

Que penser de ces projets ?

Le grand argument que pouvaient invoquer leurs auteurs, et de fait, ils n'y ont pas manqué, ce sont les précédents. Les quelques Commissions qui ont été instituées pour solutionner les conflits nés des affaires de prises ont été mises en avant à plusieurs reprises (1) et on s'est plu à faire ressortir les grands services qu'elles auraient rendus. Or, n'a-t-on pas exagéré singulièrement leurs mérites ?

Tout d'abord, nous devons faire observer que, contre

(1) Wheaton rappelle notamment la constitution par le traité de Jay (19 nov. 1794) d'une commission mixte chargée de statuer sur les réclamations faites par les citoyens américains, au sujet de la capture de leur propriété par les croiseurs anglais.

elles, on a élevé une objection qui n'est pas particulière, il est vrai, à l'institution des commissions mixtes, mais s'étend également à l'institution de toute juridiction internationale de recours chargée de se prononcer sur l'appel des décisions définitives des juridictions nationales. Cette objection, sur laquelle insistèrent les délégués anglais lors de la constitution des commissions mixtes prévues par le traité de Jay, peut se formuler ainsi : « Une juridiction internationale ne peut pas connaître des décisions définitives des tribunaux nationaux de prises, tribunaux qui comme ces juridictions sont institués en vertu du droit international et statuent en s'y conformant. C'est l'exception de l'autorité de la chose jugée (2). » Ce raisonnement suppose que les tribunaux nationaux sont de véritables organes internationaux : par suite, on ne voit pas pourquoi des juridictions organisées *ad hoc*, viendraient statuer à nouveau sur des questions qui ont été déjà tranchées conformément au Droit International qui est la seule autorité dont on se puisse réclamer. En effet, l'argument serait sans valeur si l'on se trouvait en face d'une sentence quelconque des tribunaux nationaux ordinaires. Dans ce cas, devant le tribunal arbitral que serait

(2) V. sur les difficultés auxquelles donna lieu la constitution de la commission mixte prévue par l'art. VII du traité de Jay et sur les thèses soutenues par les commissaires britanniques et américains : de Lapradelle et Politis, *Recueil des arbitrages internationaux*, t. I, p. 28 et s.

la juridiction internationale, on ne pourrait invoquer la décision devenue définitive d'un tribunal interne de prise, puisque l'arbitrage a pour but de déterminer si l'État interne, tous pouvoirs réunis, Législatif, Exécutif et Judiciaire, a accompli tout son devoir vis-à-vis du droit international. — Mais, à vrai dire, nous ne voyons pas qu'il y ait, au point de vue international, dans un jugement définitif d'un tribunal interne de prises, d'autorité de chose jugée : nous estimons qu'il y a méprise. Car, si au point de vue national, il est vrai de dire pour les sujets de l'État qui a rendu la sentence, qu'à leur égard il y a autorité de chose jugée c'est que, suivant le mot de Piérantoni, le souverain a sur eux « juridiction complète. » Mais, par cela même, nous ne devons pas reconnaître à ce même souverain un pouvoir de juridiction égal, vis-à-vis de ceux qui ne sont pas ses sujets et vis-à-vis desquels il n'a aucune qualité pour se prononcer. Il n'y aurait pour eux obligation de se conformer aux jugements nationaux du capteur que si ceux-ci étaient conformes au Droit International, ne faisaient qu'un avec lui. Ils s'inclineraient alors devant la loi universelle des Nations que toutes doivent respecter et non devant une décision nationale à laquelle ils ne sont pas tenus d'accorder aucune créance. Ira-t-on jusqu'à prétendre, — on l'a fait, nous l'avons vu plus haut — que les décisions des tribunaux de prises, pour nationaux qu'ils soient, ont une valeur internationale ? Nous avons vu que rien n'est moins exact que de soutenir semblable assertion. Les juges

décident d'après leur propre droit, d'après leur propre conception du droit international. Pour appliquer vraiment, impartialement, comme ils le doivent, le droit international, il faut que les tribunaux internes de prises se transforment en tribunaux internationaux. Tant que cela n'a pas lieu, on peut donc dire qu'aucune force de chose jugée internationale ne s'attache aux décisions des tribunaux nationaux dont peuvent, par suite, connaître, des juridictions internationales.

L'objection ne porte donc pas.

Par contre, c'est avec beaucoup plus de raison que Bulmerincq a fait observer contre le principe même de *toute Commission mixte* que celles-ci « ne s'établissent, comme le montre l'expérience, qu'après de longues négociations entre les Gouvernements intéressés... Lorsqu'elles sont enfin instituées, elles fonctionnent très lentement, *tiennent généralement compte moins de la question de droit que de celle d'utilité et prononcent sans rechercher des motifs de droit, le paiement d'une somme moyenne pour terminer l'affaire...* Le prestige dont la justice en général, et en ce cas-ci la justice des prises, doit toujours être entourée, se trouve gravement compromis, chaque fois que de telles solutions sont données par des commissions à des jugements authentiques; et ceci est d'autant plus vrai, qu'on en appelle d'un juge bien informé à un commissaire, qui, avec ses prétendus principes de justice et d'équité, est beaucoup moins informé, et porte seulement un grand intérêt à son mandant. Les

décisions des tribunaux de prises doivent être définitives en première ou en seconde instance, suivant que l'appel au tribunal supérieur est admissible ou non » (1)

Remarquons, en effet, que dans l'esprit de tous les auteurs que nous avons envisagés, le caractère diplomatique de ces organismes est très marqué, et qu'ils ne doivent être institués comme le dit Hübner : « supposé qu'on ne veuille pas traiter ministériellement toutes ces affaires et qu'on se refuse à les décider par voie de négociation, comme étant de nature à jeter immanquablement dans des délais onéreux aux deux parties. » (2)

Aussi, semble-t-il bien qu'une réforme, pour être vraiment acceptable, dut tendre, non comme le font les commissions mixtes, à supprimer ou à annihiler les tribunaux de prises, mais à leur donner une meilleure organisation. Il ne s'agissait pas, en effet, et cela résulte des principes que nous avons exposés en tête de cette étude, de confier la solution de ces questions de prises qui appellent un véritable règlement juridique, à une réunion de diplomates. Ceux-ci chercheront à conclure un arrangement quelconque de nature à ménager les deux parties, mais ne se préoccuperont pas, en aucune façon, de savoir si leur décision est conforme au droit. Ils aboutiront à des solutions sans autorité et qui ne pourront se réclamer d'aucun principe et partant

(1) Bulmerincq, *op. cit.*, année 879, p. 173.

(2) Hübner, *op. cit.*, p. 52.

seront toujours sujettes à caution. Or, nous le savons, les affaires de prises doivent être tranchées suivant les règles du droit et par de véritables juges (1). Leur décision, basée sur un principe supérieur de droit, lui empruntera par là même une force devant laquelle tout le monde s'inclinera, pourvu que toutes les garanties désirables d'impartialité soient assurées. Or pour cela, il est indispensable de recourir à un Tribunal International auquel nous en arrivons maintenant.

(1) V. sur la nécessité qui existait de poursuivre la réalisation d'une organisation vraiment judiciaire en même temps qu'internationale des tribunaux de prises, Kleen, *op. cit.*, t. II, p. 611 et s.

CHAPITRE III

Les Projets de Tribunaux Internationaux

SECTION I

Projets établis dans l'intérêt des neutres

§ I. — LES ANCIENS PROJETS

L'écueil que présentaient les commissions mixtes, un certain nombre d'auteurs l'avaient évité en proposant que la juridiction internationale chargée de connaître des affaires de prises fut un tribunal.

Dans *Hübner* déjà, on pouvait apercevoir la trace de cette idée quand il propose d'instituer une « commission composée de *juges* pour statuer sur les prises amenées dans un port du capteur. Mais il n'insiste pas assez sur ce point, et par d'autres côtés l'ensemble de son projet marque trop son souci de faire régler diplomatiquement ces sortes de litiges pour que l'on puisse en induire qu'il en est arrivé, à

la fin (1), à une conception judiciaire des juridictions de prises.

Au contraire, le Danois *Tetens*, ne laisse aucun doute sur ses intentions quand il dit que « des chambres mixtes, composées de juges, en partie autorisés par le gouvernement en guerre et en partie par le gouvernement neutre dont les sujets y auraient des affaires » (2) devraient être instituées.

Il en est de même de de Martens (3) dont Nau (4) emprunte presque textuellement les termes, en proposant que « ce différend devrait, comme une affaire intéressant deux nations, se terminer à l'amiable ou se décider par des juges choisis par les deux parties. »

En somme, nous nous trouvons, avec tous ces projets, en face de propositions de réformes analogues aux projets de commissions mixtes avec seulement la forme judiciaire en plus, seuls les représentants du capteur et du capturé participeront au jugement parce que seuls ils y seront directement intéressés. Mais c'était là, semble-t-il, restreindre d'une façon un peu étroite le caractère international de la

(1) V. Bulmerincq. *op. cit.*, année 1879, p. 177 et s.

(2) Tetens, *Considérations sur les droits réciproques des puissances belligérantes et des puissances neutres sur mer*, rapporté par Bulmerincq, *loc. cit.*

(3) De Martens, *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, § 317.

(4) Nau, *Principes du droit maritime international*, rapporté par Bulmerincq, *loc. cit.*

juridiction des prises : capteur et capturé, en effet, sont intéressés au plus haut point dans ces affaires, et par suite il semble bien qu'un tiers au moins eut été indispensable, qu'un départiteur dont la voix fut décisive et qui fut impartial eut été nécessaire, pour que pratiquement le tribunal put fonctionner.

C'est là un reproche auquel échappe un quatrième auteur dont la conception, à ce point de vue, mérite d'autant plus d'être signalée qu'elle contient en germe la solution qui triomphera à la Haye. *De Sainte-Croix* (1) proposait d'établir au tribunal composé des députés de toutes les nations maritimes siégeant toujours dans une ville indépendante et chargé de statuer sur tous les cas de prises neutres. Les représentants des puissances intéressées dans chaque affaire s'abstiendraient, et le litige se trouverait ainsi soumis à des juges complètement impartiaux. C'était bien là, en définitive, la véritable solution du problème dont ont pu s'inspirer les auteurs de la Convention de la Haye où elle se retrouve en principe, avec les modifications qu'exigeait l'adaptation au xx^e siècle, d'idées émises au xviii^e.

Mais faisons sur tous ces projets cette remarque générale qu'ils portent principalement sur la réforme de l'organisation et de la composition des tribunaux de prises, mais par contre, laissent dans l'ombre ce qui

(1) De Sainte-Croix, *Histoire des progrès de la Puissance navale de l'Angleterre*, t. I. p. 190.

concerne le droit à appliquer et la procédure à suivre. Le droit, il ressort de la lecture de ces auteurs que c'est le droit international qu'ils ont en vue quand ils préconisent leurs tribunaux, mais encore faudrait-il le dire de façon explicite. Quant à la procédure on n'en parle pas. Nous avons vu cependant l'importance que présentait sa réforme en faveur du capturé. Mais il est à présumer, que tous ces auteurs qui ont plutôt émis des idées sur cette question de la réforme des tribunaux de prises qu'échafaudé de véritables systèmes, ont estimé que c'était là une question subsidiaire qu'il serait toujours facile de pouvoir résoudre quand on aurait fait adopter la réforme fondamentale de l'organisation internationale de ces tribunaux (2).

§. 2. — L'INITIATIVE DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL :
LE PROJET WESTLAKE

C'est à l'Institut de droit international que l'on doit le mouvement définitif qui devait aboutir, en 1907, à une réalisation effective. Ce sont ses travaux qui ont suscité les divers projets dont nous allons avoir à nous occuper et dont l'étude et la discussion au sein de la savante assemblée

(1) Il convient de noter que quelques tentatives d'établissement de tribunaux mixtes ont été faites dans des traités de la Tunisie et de Tripoli avec la France (1830-1832) et de la Tunisie avec la Sardaigne (1832) V. Kamarowski. *Le Tribunal International*, p. 144.

ont grandement hâté la solution de l'important problème qui nous occupe et singulièrement facilité la besogne des congressistes de la Haye. C'est qu'en effet « les prises maritimes ont occupé l'Institut dès sa fondation. A Genève, MM. Bluntschli, de Laveleye et Mancini proposèrent la mise à l'étude du traitement de la propriété privée dans la guerre maritime... Il fut décidé, dans la session de la Haye (1875), sur la proposition de M. Westlake, de constituer une commission nouvelle en vue d'étudier l'organisation d'un conseil ou tribunal international des prises maritimes (1). » L'auteur de la proposition en fut nommé le rapporteur et dès le 15 mars 1876, il communiquait à ses collègues, un premier projet sur lequel il leur demandait de lui envoyer leurs observations. Ce fut en tenant compte des réponses qu'il reçut, notamment de celles de MM. Bluntschli et Lorimer, qu'il soumit à l'Institut, en 1877, à la session de Zurich, la proposition suivante définitive qui contenait l'énoncé de son système :

« L'Institut (2) de Droit International soumet respectueusement à la sérieuse attention des puissances l'utilité de prévenir, par des mesures arrêtées d'avance, les plaintes des neutres contre l'injustice des cours de prises belli-

(1) Rapport statutaire présenté à la session de Munich, par le secrétaire général M. Rivier (*Annuaire*, t. VII, p. 23-24).

(2) V. Pour les discussions des projets Westlake et les communications auxquelles ils donnèrent lieu, les séances de l'Institut y relatives et les rapports insérés dans l'*Annuaire*, t. II, p. 113 et s.

gérantes, plaintes qui aujourd'hui entraînent de temps en temps la désignation de commissions mixtes pour y apporter remède. L'Institut est d'avis que ce résultat pourrait être atteint en confiant le jugement en appel et en dernier ressort des affaires de prises affectant des sujets neutres à une cour mixte, siégeant dans le territoire du belligérant, et composée de trois ou quatre juges (1), dont un, le président, serait nommé par la puissance belligérante, un autre par la puissance neutre dont les sujets sont intéressés dans la cause, et un ou deux par une ou deux puissances tierces également neutres. A cet effet deux Etats quelconques, avec le concours de leurs législatures, si c'est nécessaire, pourraient conclure un traité stipulant que, si l'un d'eux est belligérant et l'autre neutre, une semblable cour des prises sera établie dans le territoire du premier, pour prononcer définitivement sur les affaires de prises intéressant les sujets du second. On devrait, si c'est possible, obtenir le concours à ce traité d'une ou deux puissances neutres qui consentiraient à désigner le troi-

(1) Ce nombre de quatre juges qui peut paraître singulier demande une explication. Le projet primitif ne portait que 3 juges. M. Lorimer critiqua ce chiffre et proposa cinq. Mais M. Westlake objecta que cela ne permettrait pas une majorité décisive car, en tenant compte de l'opinion du premier juge, qui n'est pas sans valeur, on pourrait aboutir en réalité à une égalité de voix. Avec quatre juges au contraire, on aboutirait à une majorité décisive, l'opinion du premier juge subsistant en cas de partage.

sième, ou le troisième et le quatrième juge. Mais, à défaut de cela, on pourrait convenir que celle des puissances contractantes qui serait éventuellement neutre, proposerait à l'autre un certain nombre d'États, parmi lesquels le belligérant choisirait l'État ou les États qui feraient la nomination. Dans tous les cas, le traité devrait pourvoir à ce que la nomination se fasse, soit avant l'explosion de la guerre, soit le plus tôt possible après, afin qu'elle ait toujours lieu avant que ne viennent à surgir les affaires sur lesquelles la cour devra statuer. Si un certain nombre de puissances pouvaient s'accorder par un traité pour l'établissement d'une cour de cette nature dans le territoire de celle d'entre elles qui deviendrait belligérante, les avantages de cet accord n'en seraient probablement que plus grands ; mais l'Institut est persuadé que si deux puissances donnaient l'exemple à cet égard, elles rendraient un important service à l'équitable administration de la justice, et contribueraient grandement à maintenir la bonne intelligence entre les nations. »

Le principe même des projets reçut un accueil favorable de l'Institut. M. Bernard prétendit bien que le *statu quo* était préférable, et à l'encontre de l'internationalisation des tribunaux de prises, donna bien comme preuve de leur parfait fonctionnement le petit nombre de cas dans lesquels la commission mixte du traité de Washington s'était écartée de la décision de la cour suprême des États-Unis. Mais M. Westlake répondit que ce n'était là que le résultat d'un

vice de composition de cette commission. Du reste, à ce moment-là, la résistance de M. Bernard ne trouva pas d'écho dans le sein de l'Institut. Mais, par contre, de nombreuses critiques furent adressées dans la forme au projet de M. Westlake, auquel se rallia néanmoins sans réserves, Gessner, quelques années plus tard (1).

MM. Asser et Bluntschli lui reprochèrent, en premier lieu, de borner à l'instance d'appel l'institution de cette juridiction. Et cela pour un motif assez original. M. Asser prétendait qu'une antinomie de droit allait régner entre la juridiction de première instance qui statuerait d'après le droit national et l'instance d'appel qui, elle, ne s'inspirerait que du droit international. C'était donc faire œuvre incomplète et ne contribuer qu'à compliquer les choses. Au contraire internationaliser la première instance c'était se prononcer pour l'application dès le début, du droit des gens. L'argument n'était pas sans réplique, car il est probable que l'institution d'une juridiction d'appel, susceptible de réformer les sentences des premiers juges eût été un correctif suffisant pour maintenir ceux-ci dans l'observation du droit international (2). Et du reste Bulmerincq, en adressant un autre reproche à ce projet, proposait un moyen de pallier dans une certaine mesure à cet incon-

(1) Gessner, *Les tribunaux de prises et leur réforme*, (R. D. I., t. XIII, p. 260 et s.).

(2) V. en ce sens, Gessner, *loc. cit.*, — V. cep., Diéna, *op. cit.*, p. 66.

vénient. Pour Bulmerincq, toute réforme portant sur l'organisation de ces tribunaux et ne visant pas ce droit même des prises eût été inefficace. Selon lui, il fallait, en outre, pour que les tribunaux internationaux pussent utilement fonctionner, que l'accord sur certains principes de droit international leur permissent de se rattacher à des règles certaines pour les décisions à rendre. Bulmerincq estimait sans cela, tout projet, quelque'il fût, tellement irréalisable qu'il fût le seul avec M. Bernard, à voter contre la résolution de l'Institut, approuvant provisoirement le projet Westlake. Mais, là encore, il y avait exagération. Pourquoi les tribunaux internationaux, à défaut d'une entente préalable sur le droit des prises, entente alors impossible, n'auraient-ils pu faire le droit ? Ce pouvoir très large qu'on leur eut accordé pouvait seul amener les gouvernements — on l'a vu par la suite — à se prononcer ensuite en faveur d'un accord international auquel ils n'auraient certainement pas accédé avant. Pour vouloir trop d'un seul coup, Bulmerincq risquait de tout perdre.

Mais ces observations et ces discussions portèrent leurs fruits. D'abord, elles furent suivies de la déclaration suivante que vota l'Institut sur la proposition de M. Bluntschli :

« L'Institut déclare que le système actuel des tribunaux et de l'administration de la justice en matière de prises est défectueux et considère comme urgent de porter remède à cet état de choses par une nouvelle institution internationale. Il est d'avis qu'il y a lieu :

1^o De formuler par traité les principes généraux en matière de prises ;

2^o De remplacer les tribunaux jusqu'ici exclusivement composés de juges appartenant à l'État belligérant par des tribunaux internationaux qui donnent aux particuliers intéressés de l'État neutre ou ennemi de plus amples garanties d'un jugement impartial ;

3^o De s'entendre sur une procédure commune à adopter en matière de prises. »

Mais, voulant toutefois rendre hommage à l'initiative et aux efforts de M. Westlake, l'Institut déclarait, sur la proposition de M. Rolin Jaequemyns : « Toutefois, l'Institut croit devoir déclarer que, dès à présent, il considérerait comme un progrès l'institution de tribunaux mixtes, soit de première instance, soit d'appel, sur les bases du projet élaboré par M. Westlake » (1).

Ensuite, répondant au vœu de M. de Bulmerincq, l'Institut décidait de fondre en une seule les deux commissions qui avaient été scindées en 1875, à La Haye, commission qui fut chargée d'élaborer un projet d'ensemble, comprenant tout le droit des prises, matériel et formel. M. de Bulmerincq en fut nommé le rapporteur et c'est son projet que nous avons à étudier maintenant.

(1) V. *Annuaire*, t. II, p. 124.

SECTION II

Projets établis dans l'intérêt des ennemis et des neutres

§ I. — PROJET DE BULMERINCQ

De tous les projets qui ont été mis en avant, c'est assurément celui de M. de Bulmerincq qui constitue l'œuvre la plus originale et la plus digne d'éloges. L'auteur ne s'est pas contenté de formuler au gré de son inspiration quelques considérations sur la meilleure façon de concevoir une juridiction de prises : son travail, fruit de plusieurs années de longues et laborieuses recherches, l'amena à édifier un système d'une parfaite logique, reposant sur des bases solides et dont toutes les propositions s'élayent sur des convictions scientifiques mûrement établies. Le rapport qu'il élaborait et dont on peut dire avec M. Neumann « qu'il fera époque dans l'histoire du droit maritime », n'est pas qu'un simple commentaire de son projet : il constitue une étude complète où est envisagé l'ensemble de la question de la juridiction des prises, en même temps qu'un long et savant réquisitoire contre la pratique des juridictions nationales dont il est amené à préconiser le remplacement par une juridiction internationale dont il expose les données. Cette juridiction internationale devra prononcer suivant les règles du droit international en

matière maritime, règles que Bulmerincq dans la première partie de son rapport, conformément à la mission reçue de l'Institut, s'efforçait de préciser. C'est là, du reste, toute une partie dont l'objet échappe à notre étude et qui, au surplus, a trouvé sa consécration dans la Convention Navale de Londres du 26 février 1909.

Deux idées maîtresses dominent le projet de Bulmerincq : 1^o il veut que la juridiction internationale soit une juridiction unique ; 2^o qu'elle s'étende aux belligérants comme aux neutres.

Sur le premier point, en effet, Bulmerincq tenait à réagir contre le projet Westlake, qui, à cet égard, paraissait avoir rencontré l'assentiment général de l'Institut. — Westlake, en effet, proposait non pas un, mais toute une série de tribunaux internationaux. Comme le faisait observer Bulmerincq (1) « rien que pour régler les questions de prises entre ennemis, il y aurait autant de tribunaux de prises, non seulement qu'il y aurait de parties belligérantes principales, mais qu'il y aurait d'Etats prenant part à la guerre, car les guerres ne se font pas toujours par deux Etats, mais souvent par plusieurs alliés ensemble. Il y aurait, en outre, autant de tribunaux de prises composés de juges nommés par un belligérant et un Etat neutre que ces Etats seraient convenus d'en établir en

(1) Bulmerincq, *op. cit.*, 1879, p. 188.

commun, soit avant, soit après le commencement de la guerre, par des traités conclus ». Or, c'était évidemment là, favoriser l'éclosion d'une jurisprudence contradictoire, contribuer à faire régner une incertitude de principes telle qu'on serait bientôt revenu à souhaiter le retour à l'ancien état de choses. Le remède était donc pire que le mal et c'est avec raison que Bulmerineq le condamnait.

Quant à la seconde idée du rapporteur, c'est incontestablement celle qui présentait la plus grande innovation et qui méritait le plus d'être approuvée. Tous les projets proposés, nous l'avons vu, ne l'avaient été jusqu'alors que dans l'intérêt des neutres : on n'avait même pas osé élever la voix en faveur du belligérant. Bulmerineq au contraire, dès l'abord, pose franchement son projet tant en faveur des belligérants que des neutres, et il le fait en ces termes : « La procédure et la décision du tribunal sont et doivent être identiques pour les prises des sujets des belligérants et des neutres. En effet, on ne saisit et l'on amène les neutres devant le tribunal des prises qu'à cause d'actes hostiles de leurs navires envers les belligérants, tels par exemple que violer le blocus, amener de la contrebande à l'ennemi, transporter des troupes et des dépêches de guerre de l'ennemi. Les navires et les marchandises de particuliers ennemis, au contraire, ne subissent ordinairement la capture et ne sont éventuellement déclarés de bonne prise que parceque ce sont des biens de l'ennemi dans le sens le plus large, à moins que

les états belligérants n'aient, dès le commencement d'une guerre, rendu la propriété privée ennemie inviolable par leurs déclarations... On a pu trouver naturel que le bien de l'ennemi parce qu'il appartient aux belligérants, soit exposé aux chances de la guerre plutôt que celui des neutres qui ne prennent pas part à la guerre ; mais ce qui est seul rationnel, c'est que le bien des uns et des autres soit traité en ennemi, s'il est employé dans un but hostile, mais que, s'il ne l'est pas il soit absolument libre » (1). Au surplus, ce n'est pas par sentimentalisme qu'il agit ainsi mais bien parce qu'il reconnaît une base juridique certaine au droit du belligérant : « Le droit des prises, en effet, est sans contredit une partie du droit de la guerre maritime ; il est donc en principe, soumis aux dispositions valables pour la guerre en général, et spécialement, pour la guerre maritime. Le droit des prises ne peut être exercé que par des belligérants et seulement dans le temps que dure la guerre. Il n'y a en dehors de la guerre, ni droits, ni devoirs de neutralité ; de même sans guerre, les droits de prises n'existent pas » (2). Par suite « l'ennemi a non seulement un droit contre lui, mais aussi un droit pour lui et ce dernier découle du droit de la guerre, qui, en tant que droit, doit garantir un droit, et non pas seulement une force destructive » (3).

(1) *Id.*, p. 324

(2) *Id.*, p. 453.

(3) *Id.*, p. 489.

Il ne suffisait pas, en conséquence, de reconnaître au Belligérant le droit à être jugé, il fallait lui assurer comme au neutre, un jugement impartial. C'est là un point de vue qui, pour être alors nouveau, n'en était pas moins très exact. Et M. de Boeck le résumait parfaitement quand il écrivait (1) : « Il existe un droit général de la guerre dont l'ennemi peut invoquer les règles, il existe aussi des règles quelconques en ce qui concerne les prises faites sur l'ennemi : ces prises ne sont valables que si elles ont été faites conformément aux règles du droit international... N'est-il donc pas naturel que les affaires de prises, même celles qui concernent les sujets ennemis soient déférées à des tribunaux internationaux ? Les sujets ennemis auraient-ils moins besoin que les neutres d'une justice impartiale ?... Des sujets ennemis pourraient-ils plus facilement que les autres se passer du bénéfice d'une procédure strictement judiciaire et conforme aux principes ?... De tout temps, neutres et ennemis ont été égaux devant les tribunaux de prises nationaux. N'est-il pas désirable qu'ils le soient encore devant les tribunaux internationaux ? Ils ont été ensemble à la peine, pourquoi ne seraient-ils pas ensemble à l'honneur ?. » Mais pour vouloir une réforme qu'il estimait à juste titre nécessaire, Bulmerincq ne prétendait pas bouleverser absolument et de fond en comble les usages reçus jusqu'alors. Il importait

(1) De Boeck, *op. cit.*, p. 707.

de ménager les transitions et à ce titre, il proposait une combinaison qui, mieux que celle préconisée par Westlake, se rapprochait de l'état de choses existant. Dans les tribunaux de prises existant alors, observait Bulmerincq, « les belligérants seuls ont le droit de nommer les juges. » Or « dans le tribunal des prises, tel que nous le proposons, les belligérants ont la majorité : ils nomment deux juges, tandis que le neutre n'en peut nommer qu'un. D'après la proposition Westlake, un seul juge est nommé par le belligérant seul, le second par le neutre, le troisième et éventuellement le quatrième, par les deux ensemble, mais parmi des juges neutres d'autres nations. Or le droit des prises dérive du droit de la guerre : les neutres ne peuvent donc jamais être considérés comme belligérants, lors même que leurs sujets prennent part aux entreprises hostiles et violent les devoirs de la neutralité... Notre proposition paraît se rapprocher de ce qui existe, plus que celle de M. Westlake (1). »

Et en définitive, Bulmerincq considérait comme seule réforme possible, celle qui simplifiant et unifiant la juridiction des prises « réunirait les juges des belligérants et des neutres en n'établissant pour l'ennemi et pour l'ami qu'un seul tribunal, dans lequel leurs juges en nombre égal rendraient ensemble la justice (2) ».

(1) Bulmerincq, *op. cit.*, année 1879, p. 187.

(2) *Id.*, p. 190.

Voyons maintenant comment il proposait d'en assurer la réalisation pratique.

2) Organisation

« Voici, écrivait Bulmerincq dans son rapport, comment nous entendons la constitution des tribunaux de prises internationaux proposés par nous. — Dans toute guerre, même s'il y a d'un ou des deux côtés plusieurs Etats, on peut toujours distinguer deux parties adverses principales : chacune de ces parties principales, ou la réunion des Etats qui la forment, nomme un juge ; le troisième est désigné par un Etat neutre. Nous obtenons de cette manière un tribunal de prises, commun aux belligérants et aux neutres et fonctionnant pendant toute la durée d'une guerre (1) ». Cette composition qui s'étendrait, suivant les vues de l'auteur, tant à la première instance qu'à la juridiction d'appel, présente une difficulté : Quel est l'Etat neutre qui nommera le troisième juge ? « Tous les Etats maritimes neutres le nommeront. Après la notification de la déclaration de guerre, les parties belligérantes principales, invitent les Etats maritimes neutres à procéder à cette élection », élection qu'il propose du reste de simplifier en attribuant une fois pour toutes à la Belgique, le soin de désigner ce troisième juge « au début d'une guerre entre des Etats maritimes, après en avoir reçu l'invitation

(1) *Id.*, p. 191.

des Etats Belligérants (1) ». — De la sorte, les deux parties belligérantes principales, c'est-à-dire les États capteurs, continuent à constituer le tribunal et les deux juges nommés par eux forment la majorité dans cette cour de trois membres. Dans la constitution d'un tribunal des prises, le droit de souveraineté des belligérants est donc complètement garanti (2) ». On peut même trouver qu'il l'est trop. Bulmerincq, en effet, s'il proposait de confier une fois pour toutes à la Belgique le soin de désigner le troisième juge, ne le faisait que dans un but de simplification. D'après son système, en effet, le juge désigné par l'Etat neutre ne devait jamais décider dans un procès de prise intéressant un de ses compatriotes. Or, à tort ou à raison, Bulmerincq estimait que de par sa situation internationale, la Belgique ayant moins d'occasions de se trouver engagée dans des affaires de prises, un remplacement de juges devenait, par ce fait, assez rare (3). Mais, à vrai dire, un pareil souci des droits du belligérant était excessif. On ne voit vraiment pas pourquoi, alors qu'on laissait les belligérants statuer sur leurs propres affaires, il eut été besoin de s'efforcer d'écarter les neutres du jugement des affaires concernant leurs propres nationaux.

Pour assurer l'impartialité d'un tribunal ainsi composé, Bulmerincq établissait un véritable roulement de la prési-

(1) *Id.*, p. 192 et s.

(2) *Id.*, p. 196.

(3) *Id.*, p. 193 et s. 197.

dence qu'il se souciait de voir toujours dévolue, étant donné l'importance que présentait sa voix prépondérante, à celui des juges le moins intéressé. « Pour les affaires concernant les sujets des belligérants, on accorde la présidence au juge nommé par l'État neutre... et dans celles concernant les États neutres, au juge de la partie belligérante dont l'État n'a pas opéré la capture sur laquelle il s'agit de décider (1). » C'était là, nous semble-t-il une méthode qui, pour vouloir aboutir à une trop grande perfection, eut conduit à des résultats défectueux. Fatalement la méthode des débats eût varié. De plus, l'impartialité idéale que semble à première vue présenter le système, ne résiste pas à l'examen. Sans conteste, Bulmerineq comptait pour assurer l'équilibre, sur le fait que le juge capteur se trouvant à la merci de ses deux collègues, aurait fait preuve de modération, de crainte de se trouver mis en minorité et dans l'espoir qu'à leur tour, les autres juges appelés par la suite à changer de rôle, eussent été conciliants. Mais si le raisonnement peut valoir en face d'une prise effectuée par un belligérant sur un autre, il risque de se trouver en défaut lorsqu'il s'agit d'une prise neutre. Dans ce cas, en effet, n'est-il pas à craindre que les belligérants, portés, de par l'état de guerre où ils se trouvent, à amplifier leurs droits, n'en arrivent à se donner une approbation réciproque dont les neutres seront les victimes? La coalition

(1) *Id.*, p. 197.

est donc possible et dès lors le système semble bien défectueux. Là encore nous retrouvons le défaut initial de la conception de Bulmerincq, qui est de vouloir trop concéder aux prétendus droits des belligérants. Et pourtant Bulmerincq, nous l'avons vu, préconise : « l'égalité des belligérants et des neutres devant le tribunal international des prises. » Il semble bien qu'il ait été égaré de son objectif par ce souci constant des droits de souveraineté des belligérants. Leur faire des concessions, leur permettre de faire entendre leurs raisons au sein du tribunal : rien de mieux, mais il ne convenait pas d'aller au-delà. Les neutres avaient besoin, eux aussi, d'une représentation convenable qui ne fut point un trompe-l'œil. Or, n'était-ce pas à ce résultat qu'aboutissait un système qui finalement, dans les cas de prises neutres, attribuait deux voix aux belligérants contre une aux neutres ? Il eut fallu aller plus loin. Et la véritable solution eut été de préconiser un principe précisément inverse de celui que proclamait Bulmerincq : reconnaître aux neutres le droit à la majorité. Les neutres, en définitive, n'ont pas désiré la guerre : ils la subissent malgré eux et en ressentent les inévitables contre-coups : ils ont donc le droit de se faire pacifiquement respecter, ce qui ne peut se faire s'ils se trouvent, comme dans l'espèce, matériellement empêchés de faire prévaloir efficacement leurs droits. Et cette situation, à tout prendre, eut présentée et présente moins d'inconvénients que la situation inverse. En définitive, ce n'est que la juste

contre-partie de la situation éminemment défavorable dans laquelle les neutres se trouvent vis-à-vis des belligérants, alors que, spectateurs tranquilles mais inquiets de la lutte engagée, se trouvant sans défense vis-à-vis des belligérants que leurs armements poussés à l'extrême limite ont rendu plus susceptibles et plus arrogants, ils ont tout à craindre de leur part. Il faut se rappeler, en effet, qu'ainsi que le constate M. Pillet « entre les belligérants armés et les neutres désarmés, la situation n'est pas égale; ces derniers de peur d'être impliqués dans une guerre dont ils ne veulent pas, se résignent souvent à subir les exigences même les plus déraisonnables des premiers (1). »

β *Procédure*

Devant un tribunal impartialement composé, Bulmerincq voulait assurer aux capturés le bénéfice d'une procédure vraiment judiciaire, ne laissant place à aucun arbitraire et garantissant à tous une équitable distribution de la justice. C'est pourquoi, son projet comportait une réglementation minutieuse de la procédure à suivre devant les organismes qu'il proposait d'instituer. Dans la procédure, Bulmerincq distinguait trois phases : 1° l'attaque, la visite et la conduite du navire saisi dans le port ; 2° les formalités à l'arrivée au port ; 3° la procédure devant le tribunal de première et de seconde instance. Toutes les

(1) Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, p. 347.

opérations qui rentrent dans la première phase, c'est-à-dire l'attaque, la visite, la saisie, la conduite du navire dans un port, ne concernent pas à proprement parler la juridiction en matière de prises et sont par conséquent en dehors de notre sujet. Les réformes que Bulmerincq proposait d'apporter dans les deux dernières phases, doivent, au contraire, appeler notre attention. L'idée qui les dominait était d'assurer par toute une série de mesures soigneusement prévues, la plus grande impartialité dans la conduite des phases du procès qui va se dérouler.

A cet effet, il était institué tout d'abord un tribunal d'instruction national, composé de « fonctionnaires de la justice » ou constitué par le tribunal de première instance du port, mais près duquel étaient représentés par des délégués l'Etat capteur et les capturés. A ce tribunal était dévolue la constatation matérielle des faits qui devaient former la base des débats ultérieurs, et la mission de proposer un arrangement amiable, une fois ses opérations terminées.

C'était une innovation heureuse. Une instruction locale, préalable à la procédure proprement dite, peut en effet « par un simple éclaircissement des faits, plus promptement terminé qu'un long procès, relâcher sans délai tous les navires saisis sur des soupçons non fondés, et trouvés innocents déjà par suite d'un examen préparatoire au port d'arrivée (1) ». Or, ainsi que le constate M. Kleen « il n'y

(1-2) Kleen, *op. cit.*, t. II, p. 643.

a qu'une minorité des législations qui ait arrangé de véritables instructions ; la plupart se sont contentées d'instructions administratives ou ont mêlé l'instruction judiciaire à la procédure principale. De là, une perte de temps et une prolongation de détention illégitime dans beaucoup de cas, autant de sources de préjudices causés à des innocents » (1). On conçoit donc combien un tribunal d'instruction où les intérêts des deux côtés étaient représentés eut pu rendre d'appréciables services et faciliter singulièrement la tâche de la juridiction internationale. Nous n'insisterons pas sur les nombreuses prescriptions assurant le fonctionnement de ce tribunal d'instruction. Nous renvoyons sur ce point à la lecture du projet (2) dont tout commentaire serait superflu. Il nous suffira d'en dégager très brièvement les améliorations qui en ressortaient : 1° tout d'abord, les deux parties étant représentées, une constatation purement arbitraire des faits ne pouvait plus intervenir ; 2° c'est à l'Etat capteur qu'était assigné le rôle de demandeur : on mettait ainsi un terme à la situation anormale que nous signalions plus haut au sujet de la charge de la preuve ; 3° les deux parties étaient également tenues au courant de la marche de l'affaire ; 4° à cet effet, à chaque proposition succédait une contre-proposition, de sorte qu'aucune des parties ne fut privée de son action ; 5° tous les intéressés, même les absents, avaient possibilité

(1) Kleen, *loc. cit.*

(2) V. *infra*, *Annexes*, n. 1.

de se faire entendre ; 6° le tribunal devait statuer dans le plus bref délai possible.

Ces caractéristiques, on les retrouve dans la procédure devant les tribunaux de première et de seconde instance pour laquelle nous renvoyons également à la lecture du projet. Si un arrangement n'est pas intervenu devant le tribunal d'instruction, c'est *ipso jure* que l'affaire est portée en première instance. Ici c'est sur les faits constatés à l'instruction que le tribunal se prononcera en droit. Toutefois les moyens d'information du tribunal international ne seront pas limités à ce qui s'est passé dans la phase préliminaire de la procédure. Preuves nouvelles, témoignages nouveaux seront toujours admis afin d'assurer la plus grande impartialité, souci dominant de l'auteur du projet. Tous moyens de défense sont du reste accordés tant au capteur qu'au capturé qui tous deux ont leurs avocats et sont identiquement traités. L'appel à la seconde instance, enfin, débarrassé de toutes restrictions, est largement ouvert et les décisions tant du premier que du second degré de juridiction sont mises à exécution par l'intermédiaire du tribunal national d'instruction.

Le projet de Bulmerincq devant l'Institut

Tel était le projet que Bulmerincq proposait à l'adoption de l'Institut. Il ne fallut pas moins de dix ans à l'auteur pour arriver à faire triompher au sein de la savante assem-

blée, après des débats multiples et malgré les obstacles de toute nature qui lui furent opposés, non pas l'intégralité de son système, mais le principe même sur lequel il reposait : l'internationalisation des juridictions de prises. A peine le rapport de Bulmerincq était-il déposé, qu'à la session d'Oxford, en 1880, une commission de révision était nommée pour l'examiner. Au sein de cette commission qui se réunit à Wiesbaden en 1881, les discussions aboutirent au vote d'un ordre du jour proposé par M. Albéric Rollin et qui diminuait singulièrement la portée de la réforme telle qu'elle était proposée en disposant qu' « au début de chaque guerre, il sera formé par chacune des parties belligérantes un tribunal international d'appel en matière de prises maritimes, lequel sera composé d'un président et d'un membre choisis par la partie belligérante et de trois membres désignés par les États neutres (1). » — Aussi, Bulmerincq, qui, arrivé au terme de son long travail pouvait se rendre ce témoignage qu'il « n'avait pas agi seulement en disciple de l'école historique, mais aussi en fidèle mandataire et interprète de l'Institut (2) », loin de se rallier aux conclusions de la commission, persista-t-il dans ses vues premières. Et ce fut devant l'Institut tout entier que la question fut portée aux sessions de Turin (1882), Munich (1883) et Heidelberg (1887). Mais devant l'Institut, Bulmerincq se heurta aux mêmes objections

(1) *Annuaire*, t. VI, p. 162.

(2) *Id.*, t. IX, p. 194.

qu'il avait déjà dû réfuter à Wiesbaden Il se trouva même en présence d'une vive opposition où se signala notamment un membre français, M. de Montluc et qui se traduisit sous la forme d'amendements nombreux et de lettres longues et véhémentes (1).

Quels étaient donc les reproches adressés au système de Bulmerincq tant à Wiesbaden qu'à Munich ou Heidelberg ?

Ils étaient de deux sortes : les uns concernaient le fondement même du système, le principe d'une juridiction internationale, les autres s'adressaient à la forme, aux imperfections de détail rendant soi-disant difficile sa mise en pratique. Mais hâtons-nous de remarquer que ce n'est pas sur cette seconde catégorie que portèrent les efforts des adversaires du projet Bulmerincq ; on peut même dire que ce fut là un côté généralement délaissé. Par contre, les objections contre le principe même furent nombreuses, répétées, et revêtirent les formes les plus variées. Il semblait pourtant que sur ce point l'ère des discussions fut close, puisqu'à Zurich, l'Institut avait décidé l'institution des juridictions internationales malgré les protestations de quelques-uns. Toutefois, rien ne lassait les irréductibles partisans du *statu quo* pour faire revenir sur un fait acquis et ce fut par deux fois que sous prétexte de malentendus, l'Institut dut encore se prononcer.

(1) V. not. *Annuaire*, t. VII, p. 171, t. VIII, p. 167 et s.

Contre ce principe même on faisait valoir que les prises étant un fait de guerre, relevaient par là-même uniquement du droit public interne. Et Bluntschli déclarait le projet « contraire aux principes de la juridiction, qui émane essentiellement de la souveraineté. Les pouvoirs du juge étranger qui siègerait dans un tribunal ainsi constitué, n'émaneraient point de la nation. » (1)

Cette objection dont nous avons pu déjà apprécier le peu de valeur, revient au cours des débats, comme le *leitmotiv* des déclarations des adversaires des juridictions Internationales. Arnz y répondait très justement que « les principes sur le fondement de la juridiction ne s'opposent point à l'établissement des juridictions Internationales. En fait, tous les juges de ce tribunal tiendront leurs pouvoirs de toutes les nations qui se seront accordées pour les nommer. » (2) — Et à Perels, qui proclamait qu'« aucun État souverain ne peut soumettre les actes de ses soldats au jugement d'un tribunal qui n'est pas sous sa souveraineté (3) », Bulmerincq ripostait en lui demandant : « où il voit dans le règlement proposé une disposition qui

(1) *Annuaire*, t. VI, p. 137. — V. également dans le sens de la compétence exclusive du belligérant, les déclarations, dans l'*Annuaire*, de MM. de Montluc, Twiss et Holland, (t. VII, p. 170 et s.) ; Perels, (t. IX, p. 202 et s.) De même, MM. Renault, (*Annuaire*, t. VII, p. 184) et Hall (*Id*, t. IX, p. 208), se déclaraient adversaires de tout tribunal international des prises à n'importe quelle instance.

(2) *Annuaire*, t. VI, p. 138.

(3) *Annuaire*, t. VII, p. 184.

soumette les soldats, le commandant du navire, par exemple, à la juridiction du tribunal International. Le jugement ne doit pas porter sur la personne, mais sur le vaisseau, la cargaison, l'action militaire. Il est évident qu'il ne peut s'agir de questions disciplinaires devant le tribunal des prises. » (1) Et au surplus, comme le fait très justement observer M. Diéna (2), on ne comprend pas comment le fait de laisser un tribunal composé de représentants de toutes les parties intéressées, juger sur les effets de droit privé qui peuvent dériver, pour les citoyens d'un État Étranger, d'un acte de guerre de la partie Belligérante, pourrait porter atteinte aux droits de souveraineté de l'État.

Du côté des critiques de détail imputées au projet Bulmerincq, on trouve d'abord quelques arguments de peu de valeur. C'est ainsi qu'Holland et Travers Twiss mettaient en avant les frais que nécessiteraient ces instances (3), que M. de Montluc reconnaissait au *statu quo* l'avantage d'une plus grande célérité (4), — Qu'eut-il dit s'il eut pu voir comme dans la guerre Russo-Japonaise, un tribunal des prises Russe, faire attendre trois ans sa sentence! — ou prétendait qu'aucun État ne voudrait donner l'hospitalité à ce tribunal par crainte

(1) *Annuaire*, t. IX, p. 204.

(2) Diéna, *op. cit.*, p. 16.

(3) *Annuaire*, t. VII, p. 172.

(4) *Id.*, t. VIII, p. 168.

de désagréments (on peut se demander lesquels?). Par contre, il était toute une série de critiques qui méritait plus d'attention. Travers Twiss critiquait le nombre de deux instances : « Comme d'après le rapporteur, l'instruction devait être faite par le tribunal du port d'arrivée, le premier tribunal international se trouvait déjà être un tribunal d'appel d'instruction et un second appel devenait inutile » (1). Mais c'était là se faire une idée inexacte du tribunal d'instruction dont le rôle n'étant pas de statuer sur le litige, ne pouvait avoir le caractère d'une instance de premier degré. — Quant à MM. Rollin, de Martens et en général les membres de la commission de Wiesbaden, ils se déclaraient théoriquement partisans de la réforme proposée, mais ils ne croyaient pas l'heure venue encore où les répugnances des États à se départir des droits qu'ils exerçaient depuis si longtemps, pouvaient être vaincues. Pour ne pas se heurter à une fin absolue de non-recevoir, ils estimaient qu'il était préférable de ne pas préconiser quelque chose d'absolu, mais de s'en tenir à l'institution qu'ils estimaient réalisable d'une juridiction internationale d'appel (2). On comprend moins facilement le reproche adressé par M. de Martens aux tribunaux proposés quand il prétendait que le juge y était toujours le neutre (3). Nous avons vu, en effet, qu'au contraire, la situation du

(1) *Id.*, t. VI, p. 129.

(2) *Id.*, t. VI, p. 158 et s.

(3) *Annuaire*, t. VII, p. 183.

neutre n'était pas, dans le projet de Bulmerincq, ce qu'elle eut dû être et que c'est dans le sens d'une plus grande extension de leurs pouvoirs qu'il eut fallu orienter la composition de ces tribunaux. — Enfin, à Bluntschli qui prétendait qu'« il serait chimérique d'espérer qu'un État belligérant consentirait jamais à soumettre l'appréciation de la validité de ses prises à un tribunal dans lequel siégerait un représentant de la puissance adverse » (1), on eut pu opposer cette remarque de Westlake que « des nations avaient déjà eu recours à des commissions mixtes où siégeaient des étrangers, même des adversaires » (2). Or, en définitive, il y avait assez peu de différence entre le fait, de la part d'un Gouvernement de soumettre les décisions des tribunaux de prises à une juridiction internationale et celui de déférer à une commission internationale la question des dommages-intérêts à payer par lui à la suite de ces décisions.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons remarquer que les critiques dont fut l'objet au sein de l'Institut le projet de M. de Bulmerincq portaient de tous autres points de vue que celles que nous lui adressions un peu plus haut. Ce qui en ressort, c'est surtout le souci de sauvegarder avant tout les droits du capteur. Nous allons voir jusqu'où cette erreur de principe a conduit l'Institut dans l'élaboration

(1) *Id.*, t. VI, p. 160; *sic*, Travers Twiss, *ibid.*, p. 157.

(2) *Id.*, t. IX, p. 205.

du projet qu'il vota à Heidelberg et auquel nous en arrivons maintenant.

§ II. — LE PROJET DE L'INSTITUT.

Deux modifications fondamentales furent apportées par l'Institut au projet de Bulmérincq : 1^o la juridiction Internationale n'est plus qu'une juridiction d'appel ; 2^o les capturés, s'ils en bénéficient toujours, n'en font plus partie.

1^o. — Le sacrifice de la juridiction Internationale de première instance qui est remplacée par une juridiction nationale abandonnée à la législation de chaque pays, était une concession faite aux irréductibles adversaires du principe même : on craint d'effrayer les gouvernements par l'absolu des demandes tendant au bouleversement complet du *statu quo* qui servait si bien leurs intérêts. La solution mixte que nous avons vue préconisée par la commission de Wiesbaden, triomphait : c'était une façon de ménager les transitions, mais rien de plus. L'Institut en effet décidait, à Heidelberg, le 8 septembre 1887, de transmettre aux gouvernements le projet qu'il venait d'élaborer, en « exprimant le vœu que la réforme devienne un jour plus complète, de telle sorte qu'en matière de prises maritimes, il n'y ait plus de tribunaux nationaux à aucun degré de juridiction (1). » La question de principe restait donc

(1) *R. D. I.*, 1887, p. 353.

saue : on ne s'inclinait que par opportunité et pour des raisons pratiques. — Le tribunal d'instruction demeurerait cependant, ainsi que les prescriptions de la procédure à suivre devant le tribunal de 1^{re} instance restitué à la souveraineté de chaque Etat, aussi bien que devant la juridiction d'appel internationale qu'on maintenait en en modifiant le caractère. Il y avait là, en effet, en faveur des capturés, tout un ensemble de garanties ne se heurtant à aucun principe et présentant ce mérite que nul n'osait leur contester, d'établir des règles d'équité, là où jusqu'alors ne régnait que l'arbitraire. Seules, quelques modifications de texte insignifiantes, et qu'une simple lecture suffit à relever furent apportées sur ces points au projet Bulmerincq. Toute cette partie de l'œuvre de ce dernier subsistait donc, et ce n'était que justice ; mais par contre, l'Institut bouleversait absolument la partie qu'il avait entreprise de reconstituer. Non seulement il bornait le caractère International de la juridiction à l'instance d'appel, mais, et c'était là le point le plus grave, ce tribunal d'appel ne comportait plus aucune représentation des capturés.

II. — Voici en effet ce que dispose l'art. 100 du règlement de l'Institut : « Au début de chaque guerre, chacune des parties belligérantes constitue un tribunal international en matière de prises maritimes. Chacun de ces tribunaux est composé de cinq membres désignés comme suit : — l'État Belligérant nommera lui-même le président et un des membres. Il désignera, en outre, trois

états neutres, qui choisiront chacun un des trois autres membres. » — C'était là une concession, qui, véritablement, paraît abusive. Evidemment, on voulait tenir compte de la répugnance des belligérants à voir siéger un ennemi dans un tribunal chargé de les juger. Mais l'impartialité exigeait, du moment que l'on se décidait pour une réforme, que, dans ces affaires internationales, ou bien les deux intéressés fussent mis en présence, ou bien qu'aucun ne put être admis par faveur à faire valoir ses prétentions dans de meilleures conditions. Le point de vue international ici, était sacrifié au point de vue purement national qui ne se justifiait d'aucune façon.

De ce respect abusif du droit du Belligérant capteur, l'Institut faisait, du reste, découler deux conséquences logiques :

a) D'abord, ce n'était plus à l'État neutre qu'il appartenait désormais de réunir le tribunal, le cas échéant. Le belligérant dont on voudra respecter ici encore le droit adressera lui-même les convocations et il les adressera *au début des hostilités*. Or, qui ne voit le défaut d'une semblable disposition ? Il peut être très difficile de prévoir l'ouverture des hostilités. Quand elles éclatent brusquement, il importe que les tribunaux de prises soient organisés sans délai, le moindre retard entraînant de graves inconvénients. Or, si le système de Bulmerincq n'était pas encore la perfection sous ce rapport — nous verrons plus loin ce qui eut été préférable —, il présentait

au moins certaines garanties : l'État neutre, impartial eut rempli sans doute fidèlement ses obligations, tandis qu'ici, on pouvait fort bien se trouver en présence d'un mauvais vouloir ou d'un oubli volontaire.

b) La seconde conséquence qu'engendrait la direction suivie par l'Institut était la multiplicité des tribunaux Internationaux. Un des objectifs de Bulmerincq était d'établir l'unité de ces juridictions, d'assurer le développement du droit et de la procédure sous l'action des juges et dans le même sens. Avec le projet de l'Institut, au contraire, la multiplicité apparaît : deux tribunaux au moins fonctionneront. Par suite, on pourra assister, dans des affaires analogues, à des divergences d'opinion ; on pourra avoir une jurisprudence en sens opposé et sans aucune certitude. Bulmerincq qui visait à « une immense simplification de la jurisprudence actuelle », comptait sur un tribunal international unique pour réaliser une parfaite unité : ce résultat n'était évidemment pas possible avec le système de l'Institut qui ne comportait aucune autorité suprême pouvant consacrer d'une façon définitive l'interprétation d'un texte de droit. Ce système se trouvait aggravé du reste par ce fait que les gouvernements avaient toute latitude dans le choix des membres composant la juridiction internationale, tandis qu'au contraire Bulmerincq, soucieux d'assurer des solutions vraiment juridiques, prenait soin de n'introduire dans ses tribunaux que des « juges, c'est-à-dire des hommes qualifiés à cet effet comme

jurisconsultes (1). On ne peut nier, par suite, l'« immense simplification » qui résultait du système de Bulmerincq et à laquelle l'Institut refusa de s'associer.

Telle fut l'œuvre de ce dernier. Tout en réalisant un large progrès, on peut estimer, croyons-nous, qu'il eut gagné à suivre davantage les inspirations de Bulmerincq. On y eut trouvé une unité de vues qui lui manque parce qu'elle donne trop l'impression d'avoir voulu établir une sorte de *modus vivendi*, donner à la fois satisfaction aux principes et ne pas froisser les usages, ce qui aboutit, en définitive, à des lacunes certaines que nous avons pu constater. Quoi qu'il en soit, il y avait là un effort qui méritait d'être analysé en détail et dont nous pourrions vérifier l'influence sur la conférence de la Haye.

§ 3. — LE PROJET PATERNOSTRO

A l'époque où Bulmerincq élaborait son projet, un auteur Italien, M. Paternostro, proposait de son côté un système nouveau assurant aux prises maritimes le bénéfice d'une juridiction internationale (2). A vrai dire, nous ne nous trouvons pas ici en présence d'une conception aussi vaste et comprise avec autant de précision que celles que

(1) Bulmerincq, *op. cit.*, t. XI, p. 498.

(2) V. Paternostro, *Delle prede, delle riprede e dei giudizi relativi*, p. 99 et s.

nous venons d'étudier. C'est du principal que s'occupera M. Paternostro, c'est-à-dire de l'organisation du tribunal, laissant un peu dans l'ombre la question de la réforme de la procédure qui avait été si minutieusement exposée par Bulmerincq. Mais le projet de M. Paternostro est intéressant en ce qu'il contenait une orientation nouvelle du principe de l'internationalisation des juridictions de prises et qu'il marquait de ce fait une nouvelle étape. Nous avons constaté, dans le projet de Bulmerincq, et nous l'avons déploré, que le principe qui en dominait toutes les dispositions était un respect absolu et exagéré des droits des belligérants. Une des conséquences de ce principe se trouvait dans la composition des tribunaux où dominaient l'élément belligérant et où le neutre se trouvait annihilé, alors que, comme nous l'avons vu, sa place y eut dû être prépondérante. Et si l'Institut, en attribuant la majorité aux neutres, paraissait réagir contre un point de vue aussi erroné, ce n'était que pour retomber dans une erreur voisine en s'inclinant devant les prétendus droits non plus des belligérants en général, mais du seul belligérant capteur auquel il accordait l'exclusion de son adversaire du tribunal international. M. Paternostro ne tomba dans aucun de ces deux pièges et son mérite fut de comprendre le véritable principe qui devait présider à la composition des tribunaux internationaux : délibérément il se prononce pour une forte majorité de neutres et une minorité très faible où se trouvaient représentés les belligérants. Ceux-

ci du reste sont sur le même pied et leur rôle est restreint : ils n'ont que voix consultative et non délibérative. C'était évidemment là une innovation hardie mais défendable. Les juges ici pouvaient statuer en toute impartialité et la présence des parties intéressées, utile pour éclairer les délibérations ne pouvait plus dégénérer en une stérile et inévitable opposition dans des affaires où elles manquaient de la sérénité nécessaire.

Quel était le détail de cette organisation ?

Chaque belligérant indiquait trois puissances neutres dont chacune eut nommé deux juges (1 amiral et 1 membre d'une Cour suprême), tandis que les deux belligérants étaient représentés par deux délégués chacun, pris parmi des professeurs ou des diplomates et n'ayant que voix consultative. On arrivait ainsi au chiffre de seize juges, de sorte qu'on aboutissait à avoir, dans toutes les affaires, une large majorité désintéressée. En mettant de côté les quatre belligérants, dans toute affaire de prise neutre, deux juges seuls pouvaient être intéressés comme compatriotes du capteur ce qui donnait, au pis aller, un nombre de dix juges indépendants.

Mais si, de ce côté, le projet méritait des louanges, par d'autres, il laissait à désirer : D'abord nous étions là en présence d'une juridiction à instance unique, siégeant sur un territoire désigné par les neutres, de préférence hors du territoire ennemi. Or, cette absence du second degré de juridiction, en usage partout, était une lacune certaine.

Et on ne pouvait considérer comme un correctif suffisant la latitude qui était laissée aux parties de demander au tribunal une revision de sa sentence.

D'autre part l'éclectisme apporté par M. Paternostro dans le choix de la qualité des membres à désigner par les neutres n'était pas sans prêter le flanc à la critique. Nous avons dit déjà, au commencement de notre étude, combien il nous semblait peu rationnel d'admettre à siéger dans des tribunaux de prises d'autres que des jurisconsultes au courant des questions de droit international. Or, on se demande la compétence qu'eut pu apporter un amiral dans la solution des questions de prises. Et si l'on songe qu'avec le projet Paternostro, les amiraux formaient la moitié du tribunal, on peut se demander où eut abouti pareil système. Nous avons déjà montré que les connaissances techniques auxquelles les tribunaux de prises peuvent avoir à recourir dans ces affaires très spéciales ne doivent pas nécessairement se rencontrer chez leurs membres. Les juges, ici, ont à solutionner avant tout une question de droit, peut-être même à faire le droit : leur qualité s'impose donc. Il sera du reste toujours à temps, pour les points techniques délicats, de recourir aux experts, comme on le fait dans les tribunaux ordinaires. Personne n'aurait l'idée, sous prétexte que bien des affaires exigeraient pour être judicieusement résolues en fait, des connaissances techniques, de les soustraire à la compétence des tribunaux ordinaires pour les confier à des

spécialistes. De même ici, il n'y avait aucune raison pour enlever aux juriconsultes tout désignés pour la solution des questions de droit international, la connaissance des affaires de prises parce que certains points de fait pourraient être plus facilement résolus par des amiraux.

Quant à l'autre moitié du tribunal proposé par M. Paternostro, si, en recourant pour le composer à des magistrats des Cours Suprêmes, on s'adressait à des hommes d'une haute science juridique, on oubliait de s'assurer qu'ils possédaient, pour intervenir dans des questions aussi spéciales, des connaissances auxquelles risquaient de les préparer fort insuffisamment l'exercice des fonctions judiciaires. Evidemment, mieux valait encore avoir à s'adresser pour trancher les litiges de prises, à un tribunal composé en partie de juristes susceptibles de comprendre les questions de droit International, plutôt qu'à une unanimité de techniciens d'une incompétence absolue. Mais la bonne logique eut exigé que ces juristes fussent en même temps des Internationalistes d'une compétence reconnue.

§. 4 — LE PROJET DE M. FIORE

Cette dernière erreur, du reste, ne fut pas particulière à M. Paternostro, c'est également celle que nous signalerons chez un de ses compatriotes (nous devons reconnaître que les Italiens se sont particulièrement distingués dans l'étude de ces questions), M. Fiore, qui proposa aussi un

système. (1) En effet c'est parmi les magistrats des cours suprêmes et des cours d'amirauté, que M. Fiore choisit les cinq juges qui, comme nous allons le voir, constituent sa juridiction Internationale. En première instance, se rangeant au parti adopté par l'Institut, il abandonne aux juridictions nationales, la connaissance des litiges. Seule la juridiction d'appel présente un caractère International. M. Fiore n'apporte pas dans sa composition un souci aussi grand que M. Paternostro d'assurer la prédominance exclusive des neutres, mais on doit reconnaître que son projet sauvegarde suffisamment leurs intérêts. Sur les cinq juges que comporte le tribunal international, en effet, deux sont élus par chacune des puissances belligérantes et les trois autres par les neutres. On peut même dire que le système proposé par M. Fiore a un caractère plus véritablement international que les précédents. C'est en effet, ici, l'ensemble des puissances neutres qui désignent elles-mêmes les trois juges au début de la guerre, en les élisant, et non plus les belligérants qui désignent les États neutres qui nommeront les juges.

Mais, par un autre côté, le projet de M. Fiore présente aussi un aspect nouveau et original. Le tribunal qui devra siéger en territoire neutre sera constitué comme un tribunal arbitral avec tous les pouvoirs que ceux-ci comportent suivant le droit International. De même la

(1) Fiore, *Diritto Internazionale codificato*, n. 1277-1286 ; et *Trattato di diritto internazionale Pubblico*, 3^e éd., p. 519-526.

procédure suivie devra être celle suivie devant les tribunaux arbitraux. C'était là, en somme, reconnaître à la juridiction instituée le caractère de tribunal arbitral. Or ce point de vue n'était pas, nous le verrons, absolument inexact. Mais reste à déterminer quels peuvent être les pouvoirs que comportent, d'après le droit International, les tribunaux arbitraux. Notamment, s'il est évident qu'ils doivent juger uniquement d'après le droit International, peuvent-ils faire ce droit? On sait que la question est contestée. Nous nous bornons à la poser pour le moment : le cours de notre étude nous amènera plus tard à la solutionner.

§ V. — LE PROJET DE M. DIÉNA.

Nous devons enfin tenir compte d'un troisième projet dû à M. le professeur Diéna. C'est par voie en quelque sorte d'amendement au projet de l'Institut que M. Diéna formule ses vues sur la question (1). Pour lui, tout d'abord, la considération d'opportunité qui avait déterminé l'Institut à borner la réforme à l'instance d'appel, n'est pas satisfaisante. Il la combat et estime possible, au contraire, l'institution d'un double degré international de juridiction. Mais il croit devoir apporter, dans la composition de cette juridiction quelques précisions qui manquaient au projet

(1) Diéna, *I tribunali delle prede belliche e il loro avvenire*, p. 68 et s.

de l'Institut. Celui-ci, nous l'avons vu, et c'était un grave tort, ne spécifiait aucune condition à remplir de la part des *membres* que les États enverraient siéger. M. Diéna, retombant dans l'erreur de M. Paternostro eut voulu qu'en appel, le Président et le membre nommés par l'État belligérant appartenissent à la magistrature, les magistrats étant, de par la nature de leurs fonctions, disposés à juger avec plus de sérénité des questions intéressant directement leur pays. Par contre, en désignant les trois États neutres appelés à nommer les autres membres, l'État capteur eut dû indiquer la qualité qu'ils devaient revêtir de telle sorte que, tout en faisant prédominer l'élément judiciaire, la marine et la diplomatie fussent représentées. Le premier État eut pu être invité à désigner un magistrat, le second un amiral, le troisième un diplomate. Quant à la première instance, un tribunal de trois membres eut été composé du Président, magistrat belligérant et d'un magistrat et d'un marin neutres, assesseurs. Nous avons à peine besoin de remarquer que, proposant ces légères modifications au projet de l'Institut, M. Diéna en adoptait le fond même et se ralliait à la multiplicité des tribunaux et à l'idée de l'exclusion du capturé. Nous avons suffisamment critiqué ces dispositions en leur temps pour n'avoir pas à y revenir. En somme, ce projet, légère transposition de celui de Bulmerincq et de l'Institut, ne présentait par lui-même aucune note particulière de nature à apporter à la question de nouveaux éléments.

Dans tous ces projets, depuis celui de Westlake jusqu'à celui de M. Diéna, nous pouvons relever une lacune générale que nous avons jusqu'ici laissée dans l'ombre pour la mieux relever. Dans tous, en effet, nous avons pu remarquer qu'on admettait unanimement que les tribunaux de prises ne devaient être constitués qu'au moment et en vue de la guerre éclatant entre deux nations. C'était là, à notre sens, un grave défaut. Théoriquement, ce système allait tout d'abord à l'encontre de l'unité de jurisprudence qu'escomptaient les auteurs de projets comprenant l'institution d'une Cour d'appel internationale unique, constituée au début d'une guerre entre belligérants. Ces auteurs ne semblent pas, en effet, avoir songé qu'il pouvait très bien se faire que deux guerres absolument indépendantes pussent éclater simultanément entre deux groupes distincts de belligérants. Pour chacun de ces groupes il eut fallu alors instituer un tribunal international. Nous passons, ensuite, sur le résultat auquel eut abouti un système tel que celui de l'Institut de Droit international avec sa multiplicité de tribunaux ! Mais on perçoit de suite comment, dans les cas où l'unité paraissait de prime abord assurée, elle était en somme à la merci d'une complication inattendue d'événements qui eut pu mettre en contradiction les tribunaux internationaux établis dans chacun des groupes belligérants. — De plus, des tribunaux institués *ad hoc*, de composition variable suivant les belligérants du moment

n'était pas susceptible d'une doctrine stable et de la continuité de jurisprudence indispensable à un tribunal. En fait, on aboutissait à créer ainsi dans le temps toute une série de tribunaux internationaux aussi différents que pouvaient l'être dans l'espace des tribunaux internationaux créés par des groupes indépendants de belligérants simultanés, et on risquait fort d'obtenir des résultats aussi malheureux.

Pratiquement, ensuite, au dernier moment, il peut être difficile de constituer ces organismes. Quand les neutres en sont chargés il est à présumer qu'ils s'acquitteront en conscience de leur tâche, mais c'est toujours une œuvre difficile à remplir, que les moindres difficultés peuvent entraver; et d'autre part, nous avons déjà signalé ce qu'on pouvait craindre d'une convocation laissée aux soins du belligérant. C'est à M. Vigière (1) que revient l'idée d'avoir préconisé, en s'inspirant du projet déposé en 1899 à La Haye pour le règlement pacifique des Litiges internationaux, une juridiction permanente. On pouvait avoir ainsi un organisme toujours prêt à fonctionner, dont les membres toujours désignés à l'avance auraient été par là même à l'abri de tout soupçon de partialité et qui contenait en lui-même la meilleure garantie de bon fonctionnement.

La question de la juridiction internationale des prises avait donc fait de grands pas au cours du XIX^e siècle.

(1) *Op. cit.*, p. 303 et s.

Cependant, on serait l'objet d'une grande illusion, si l'on croyait qu'à ce mouvement scientifique, correspondait chez les gouvernements un assentiment quelconque. Bien mieux, on peut assurer que l'opinion en général, chez les peuples les plus intéressés, était absolument contraire à toute tentative même de réalisation de projets que l'on traitait avec indulgence de chimériques. Les intérêts auxquels on se proposait de porter atteinte paraissaient trop vivaces pour pouvoir s'incliner devant la seule force d'un principe : « Quelque idéal qu'il puisse sembler de prime abord, pouvait écrire un auteur (1) le tribunal international des prises nous paraît une conception irréalisable. La Grande-Bretagne, en tous cas, n'est pas près de souscrire à sa constitution. Les auteurs anglais ne le discutent point, ils ne le mentionnent même point. » Et un allemand, que nous avons déjà rencontré, Perels, mentionnant les travaux de l'Institut de droit international ajoutait « eine aussicht auf verwirklichung bieten aber diese und frühere auf dasselbe ziel gerichtete bestrebungen für absehbare zeit nicht » (2). Cet état d'esprit, du reste, trouva l'occasion de se manifester d'une façon très nette à deux reprises. Au congrès militaire Hispano-Portugais-Américain de

(1) Dupuis, *Le droit de la guerre maritime d'après les doctrines Anglaises contemporaines*, n° 289.

(2) *Das Internationale öffentliche seerecht der gegenwarth*, 2 éd., cité par M. Renault dans son rapport fait à la Conférence, *Actes e Documents*, t. I, p. 183.

Madrid, en 1892, (1), l'article suivant fut adopté dont la teneur est assez nette pour pouvoir se passer de commentaires : « Il appartient à chaque État de légiférer relativement aux tribunaux et à la procédure qui tend à la déclaration de validité des prises maritimes. » — Et plus récemment, en 1905, à la session tenue à Christiania par l'Association de droit international, les membres Britanniques faisaient repousser une motion tendant à l'institution d'une juridiction Internationale de prises, sous le prétexte que l'heure n'était pas encore venue d'instituer une réforme qui eut constitué un véritable bouleversement de l'état de choses existant (2). Aussi paraissait-il de toute évidence, en présence de cette situation, d'en conclure avec M. Pillet que si on pouvait espérer » la réalisation de ce progrès » il eut été « téméraire d'y compter (3) ».

(1) Ce congrès, exclusivement militaire, tenu sur l'initiative de quelque officiers espagnols et auquel prirent part des officiers de l'armée de terre et de l'armée de mer d'Espagne, du Portugal, de l'Argentine, du Mexique, de Guatémala, de Porto-Rico, du Nicaragua, du Honduras, San-Salvador, du Chili, du Pérou, de l'Uruguay, de Bolivie et de Saint-Domingue, adopta un *Projet de codification des lois et usages de la guerre continentale et maritime*. — V. Lehr, *Un nouveau projet de codification des lois de la guerre sur terre et sur mer*. (R. D. I., 1893, p. 321 et s., et spécialement, p. 335, 336).

(2) V. Annuaire de l'*International Law Association* de 1906.

(3) Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, p. 353.

SECONDE PARTIE

L'Œuvre de la Conférence de La Haye

Rien ne pouvait faire présager, à la fin du siècle dernier, nous venons de le voir, que l'on fut à la veille de l'institution d'une juridiction internationale des Prises. Lors de la première conférence de La Haye, aucune allusion n'avait été faite à la question qui semblait désormais être tombée dans l'oubli. Et le programme que le Gouvernement Impérial Russe avait adressé aux puissances en vue de la réunion d'une seconde conférence, le 16 mars 1906, n'en portait aucune trace. Il faut noter toutefois que le gouvernement norvégien avait, à propos de ce programme, « exprimé le désir d'y voir incluse la question de l'établissement d'une juridiction internationale des prises » (1). Mais la surprise fut néanmoins considérable

(1) M. Hagerup, délégué de la Norvège, à la séance du 10 sept. 1907, de la première Commission. (*Actes et Documents*, t. II p. 7).

quand, dès la deuxième séance plénière, les gouvernements allemand et britannique déposèrent, chacun de leur côté, un projet de juridiction internationale (1). La chose pouvait paraître d'autant plus surprenante que cette initiative émanait précisément des deux pays dont l'attitude était la plus notoirement hostile à toute entente internationale sur la question. Il est à présumer, du reste, que ce n'est pas à un sentiment de pure générosité que ceux-ci obéissaient. Le revirement de l'Angleterre, jusqu'alors si intransigeante, n'était peut-être pas sans avoir quelque rapport avec les préoccupations, qui, depuis quelques années déjà, se font jour dans le Royaume-Uni en présence de l'accroissement constant des forces navales étrangères, préoccupations qui se sont traduites, il y a quelques mois, par cette entente curieuse de la Métropole avec ses colonies pour la constitution de flottes auxiliaires autonomes. Exposée d'un jour à l'autre à voir sa suprématie navale sinon abolie, du moins sérieusement amoindrie, les tribunaux nationaux pouvaient paraître à l'Angleterre ne plus présenter des garanties suffisantes du moment qu'elle serait appelée non plus seulement à en assurer le fonctionnement, mais à en subir les arrêts. Il devenait dès lors politique de s'assurer, en vue de conflits éventuels, l'existence d'une juridiction impartiale. L'Allemagne, de son côté, en présence de sa prodigieuse expan-

(1) V. le texte de ces deux projets *infra*, aux Annexes, n. 3 et 4.

sion maritime, du développement toujours croissant de son commerce, avait tout intérêt à ne pas laisser à l'arbitraire des juridictions nationales le soin de prononcer sur la validité des captures. Quoi qu'il en soit, si l'on peut trouver dans des considérations politiques ou économiques une explication après coup de ces initiatives, il faut reconnaître encore une fois, que rien ne les pouvait faire supposer. Du reste, si le but poursuivi par les deux projets était identique, ceux-ci comportaient des moyens très différents pour y arriver. Nous pourrions le constater à loisir, quand, étudiant en détail chacune des dispositions de la Convention, nous verrons, sur chaque point, comment le texte adopté a su concilier les propositions des deux délégations. Mais précisément en raison de leur divergence, l'accord sur ces projets était difficile. Les deux textes dont le dépôt avait été chaleureusement appuyé par les États-Unis avaient été renvoyés, à juste titre, à la première Commission qui s'occupait de l'arbitrage. Celle-ci en chargea sa deuxième Sous-Commission qui se trouva fort embarrassée : ni l'un ni l'autre de ces deux textes, en effet, ne pouvait être pris comme base de discussion. Une idée fut alors suggérée par M. Renault, qui devait, après avoir été la cheville ouvrière de tous les travaux, les condenser ensuite dans le très remarquable rapport présenté à la conférence au nom de la première Commission. C'était d'extraire de chacune des deux propositions les parties essentielles et de procéder par ordre. A cet effet, un petit

comité fut constitué, comprenant, en outre de M. Renault, les auteurs des projets anglais et allemand, MM. Fry et Kriege, qui rédigea un questionnaire auquel les délégués auraient à répondre (1). Sur ces réponses dont nous verrons l'extrême dissemblance, les délégués anglais et allemands auxquels se joignirent les représentants des États-Unis et de la France, établirent un projet (2) qui fut présenté et discuté dans un comité d'examen institué *ad hoc* (3), et d'où sortit le texte de la Convention. Les quatre puissances, il faut le reconnaître, firent preuve dans ce travail d'un grand esprit de conciliation. Les délégués allemands et anglais, notamment, apportèrent une grande bonne volonté à sacrifier leurs idées particulières et tâcher de concilier les vues de leurs gouvernements et le projet fut défendu sans qu'aucune des quatre puissances prétendit faire valoir des idées particulières. C'est grâce à

(1) V. le texte de ce questionnaire *infra*, aux annexes, n. 5.

(2) V. le texte, *infra*, aux annexes, n. 6.

(3) Ce comité comprenait d'abord les membres du Bureau, MM. BARBOSA (Brésil) et de MERÉY (Autriche-Hongrie), Présidents d'Honneur, M. LÉON BOURGEOIS (France), Président, M. LAMMASCH (Autriche), Président adjoint; MM. ESTEVA (Mexique), KRIEGE (Allemagne), POMPILI (Italie) et RANGABÉ (Grèce), Vices-Présidents, M. MAURA (Espagne) secrétaire; puis, comme ayant été désignés par la Sous-Commission dans la séance du 11 juillet, Sir EDWARD FRY (Grande-Bretagne), le baron de MARSCHALL (Allemagne), M. LOUIS RENAULT (France), Rapporteur; M. CHOATE (États-Unis), le comte TORNIELLI (Italie), M. HAGERUP (Norvège) le marquis de SOVERAL (Portugal) M. LOEFF (Pays-Bas) et M. de HAMMARSKJÖLD (Suède).

cette active et généreuse collaboration facilitée, suivant le mot de M. Renault, par « l'atmosphère sympathique du milieu » (1), que sur ce point, la conférence de la Paix aboutit à un résultat positif dont nous allons maintenant apprécier la valeur et la portée.

1) Cours précité.

CHAPITRE PREMIER

Caractère de la Cour Internationale des Prises. Sa nature.

On pouvait concevoir, nous nous en sommes rendus compte dans notre première partie, deux façons simples d'organiser la juridiction Internationale. Ou bien, on pouvait étendre à tous les degrés de l'instance l'internationalisation du nouvel organisme, ou bien la limiter seulement à l'instance d'appel. Les deux projets allemand et anglais avaient ceci de commun qu'ils répudiaient l'un et l'autre l'organisation internationale de la première instance. Aussi le questionnaire rédigé pour concilier les deux thèses pouvait-il limiter le problème à résoudre en ces termes : « Y a-t-il lieu d'instituer une juridiction internationale d'appel en matière de prises. »

Cet abandon de la première instance, aux tribunaux nationaux, abandon auquel se rallia la proposition des quatre grandes Puissances, ne fut pas, cependant, sans susciter des réserves. M. Ruy Barbosa, faisait, à cet égard, remarquer avec beaucoup d'à propos que « du moment qu'on reconnaissait comme le seul juste le principe qui

sert de base à la juridiction d'appel, pourquoi devait-elle être bornée au rôle secondaire de réparer les fautes d'une autre juridiction? » (1) Et il poursuivait en ajoutant que s'il se prononçait néanmoins en faveur du texte proposé, ce n'était qu'à titre de transition. Ce fut également le sens de la déclaration de M. Hagerup (2).

Ces considérations étaient excellentes. Elles ne suffirent point cependant à emporter l'assentiment de la Conférence où elles ne furent pas, du reste, l'objet d'une discussion bien longue ni bien approfondie. Il résulte des débats, en effet, que tout le monde admettait, tacitement du moins, l'impossibilité où l'on serait de faire accepter par les gouvernements une transformation aussi radicale des usages existants. Mais en dehors de ce motif, qui, après tout, n'avait qu'une valeur relative et dont la portée peut être appelée à disparaître avec le temps, au fur et à mesure que les nations se seront faites à l'idée d'un règlement International de ces questions, pouvait-on, à l'encontre de l'internationalisation de la première instance, formuler une autre objection? On l'a prétendu. Si, a-t-on dit, les arguments présentés en faveur des juridictions strictement internationales sont théoriquement exactes, il faut encore compter avec une application pratique. Or il semble que dans bien des cas, quand il s'agira d'une simple cons-

(1) Séance du 4 juillet 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 788.

(2) Séances du 11 juillet 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 795.

tatation matérielle, il serait véritablement excessif de s'adresser à la juridiction Internationale. C'est ainsi que la Haye ayant été désignée comme siège de la Cour, puisqu'il fallait bien qu'elle siégeât quelque part, ce serait au cas d'une guerre maritime dans l'Amérique du Sud, par exemple, en raison de son éloignement, une source de grands frais et un appareil inutile si tous les litiges devaient être portés en première instance à la Haye (1). Ce raisonnement ne nous semble pas décisif. Tout d'abord, n'est-il pas préférable d'avoir quelques frais et d'être assuré d'un arrêt équitable, même et surtout quand il ne s'agit que d'une constatation de fait, que de s'exposer à tout perdre faute d'un tribunal impartial. Ensuite, l'on raisonne comme s'il ne pouvait exister qu'un seul tribunal international de première instance. Qui pourrait empêcher de prévoir la constatation de plusieurs tribunaux internationaux ayant leur siège, le cas échéant, dans certaines parties du monde, et auxquels ressortiraient les affaires provenant des guerres se produisant entre les nations situées dans leur rayon d'action. Ceci n'empêcherait pas l'appel d'être porté jusqu'à la Haye, comme maintenant. Il est en effet indispensable qu'une Cour Suprême unique existe comme souveraine régulatrice afin de pouvoir pallier aux solutions contradictoires susceptibles d'émaner de deux juridictions internationales. C'est pourquoi le projet

(1) M. Renault, *Les Deux conférences de la Paix*, cours professé en 1908 à la Faculté de Droit de Paris.

allemand qui prévoyait (art. 3) « dans le cas où plusieurs États sont engagés dans la guerre maritime... autant de Hautes-Cours différentes qu'il y a de fois deux adversaires » ne pouvait nous donner satisfaction, pas plus que les projets antérieurs que nous avons examinés plus haut à ce point de vue. Là n'était donc pas, selon nous, l'objection. Elle résidait simplement dans l'inopportunité actuelle de la réforme. Nous l'acceptons comme telle et c'est pourquoi les réserves émises par M. Ruy Barbosa nous paraissent très justifiées. — Nous irons même plus loin et ce n'est vraiment que comme un pis-aller que nous considérons la solution intervenue à la Haye sur ce point. Nous verrons, en effet, chemin faisant, les difficultés qui ont été soulevées par cette solution et leur examen suffira pour démontrer que l'internationalisation intégrale est le progrès qu'il importe de poursuivre pour arriver à une réforme absolument satisfaisante.

Mais si les circonstances exigeaient, pour le moment, le sacrifice du premier degré de juridiction internationale, nous regrettons beaucoup qu'on n'ait pas songé à la Haye, à utiliser l'institution du tribunal national d'instruction qu'avait proposé Bulmerincq. Le principe n'en était pas inconciliable avec le maintien des juridictions nationales puisqu'ils figuraient dans le projet adopté par l'Institut du Droit International. Nous avons vu les services qu'était susceptible de rendre cet organisme : c'eût été un progrès véritable que sa consécration par l'acte de la Haye. Et il

y a là, à notre sens, matière à un perfectionnement très possible à apporter à la convention.

Seull'appel international était donc admis. Mais là ne se bornaient pas les difficultés. Entre les deux projets existait une grande différence. Le projet Allemand, en effet, s'inspirant du règlement voté par l'Institut de droit International, stipulait que l'appel des tribunaux nationaux serait directement porté devant la Juridiction Internationale, tandis que le texte Anglais subordonnait le recours à cette juridiction, à l'épuisement par les parties de tous les degrés d'instance prévus par les lois nationales du capteur. Ce système, du reste, s'appuyait sur des considérations théoriques qui ne manquaient pas de force. Il convenait, disait-on, « avant de prononcer sur la validité d'une prise faite par un État, de faire appel aux hommes les plus autorisés dans ce pays à donner un avis compétent. La Cour Internationale, ne venant qu'en tout dernier ressort, bénéficiera ainsi de toutes les lumières des jugements antérieurs » (1). D'autre part, certaines grandes nations maritimes possédaient d'anciennes cours de prises de haute renommée ; les Etats-Unis : leur Cour fédérale suprême ; l'Angleterre, le Comité du Conseil privé du Roi. Or, il était peu probable que ces nations pussent consentir à priver leurs sujets de la garantie de ces hautes juridictions (2).

(1) Sir Edward Fry, séance du 4 juillet 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 792 et s.

(2) *Ibid.*

A cet égard M. Choate, parlant au nom des États-Unis, s'exprimait avec vigueur : « Notre nation, disait-il, par son histoire et par sa tradition a un tel attachement à la Cour suprême des États-Unis, qu'elle croit le tribunal dans lequel la lumière bienfaisante de la justice se lève et se couche, et qui commande le plus grand respect et la plus forte admiration de toutes les autres nations, que nous ne saurions rentrer chez nous sans danger si nous avions consenti sans nécessité à un projet qui laisserait cette Cour en dehors de la juridiction des prises. »

A ces arguments, M. Marschall de Bieberstein opposa d'abord toute une série d'objections de pur détail auxquelles il fut, du reste, aisé de remédier. C'est ainsi que l'on insista sur le temps énorme qu'exigerait pour la solution des litiges, l'épuisement de toutes les juridictions nationales, et les frais considérables qu'ils entraîneraient pour les parties (2). On avait sans doute encore présent à la mémoire le cas de ce navire anglais saisi au cours de la guerre Russo-japonaise et qui attendit pendant plus de trois ans une décision de première instance des tribunaux russes.

Aussi le projet transactionnel des quatre grandes puissances, en accueillant le principe émis par l'Angleterre, le corrigea-t-il heureusement en s'inspirant dans le texte

(1) Séance du 11 juillet 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 804.

(2) M. Hagerup et M. den Beer Poortugael, même séance, p. 795 et s.

qu'elle proposa, de deux amendements suggérés par M. Hagerup (1). On limitait d'abord à deux le nombre des instances nationales que les États signataires établiraient en matière de prises. Ensuite, la législation de chaque État était laissée libre de renoncer ou non à l'une de ces deux instances nationales. De plus, afin d'éviter d'une façon plus certaine encore toute longueur de procédure, un délai maximum de deux ans à partir de la capture était imparti à ces mêmes juridictions pour statuer. Faute de quoi la Cour Internationale pouvait être directement saisie. — Ainsi modifiée, cette partie du projet anglais fut adoptée sans difficulté par la conférence et aboutit au vote de l'art. 6, ainsi conçu :

« Lorsque, conformément à l'art, 3 ci-dessus, la Cour Internationale est compétente, le droit de juridiction des tribunaux nationaux ne peut être exercé à plus de deux degrés. Il appartient à la législation du belligérant capteur de décider si le recours est ouvert après la décision rendue en appel ou en cassation. — Faute par les tribunaux nationaux d'avoir rendu une décision définitive dans les deux ans à compter du jour de la capture, la Cour peut être saisie directement. »

Mais il était une objection de principe, qu'avait également formulée le délégué allemand et qui eut peut-être mérité de retenir davantage l'attention de la Conférence.

(1) V. le texte de ces amendements, même séance, p. 796.

« Il paraît préférable, disait-il, de ne pas laisser subsister des voies de recours devant les autorités nationales, prévues dans la législation des différents pays. De cette manière, *on ménagera les susceptibilités de l'État capteur, qui pourraient être éveillées par la critique que la Cour Internationale exercerait contre les décisions d'un de ses tribunaux suprêmes.* (1). » Il est évident que les tribunaux suprêmes personnifient plus que tous autres l'État lui-même et que le contrôle qu'exercera la Cour Internationale sur leurs décisions n'en sera que plus délicat. Mais il ne nous semble pas, cependant, qu'il y eut là motif à les récuser complètement. Ils seront amenés, au contraire, à un examen d'autant plus impartial et minutieux que le souci de ne pas voir leurs décisions révisées sera rendu plus vif par le caractère dont ils sont revêtus. Au surplus, quand il arriverait qu'avec la meilleure bonne foi, des erreurs fussent commises par ces tribunaux suprêmes, il ne faudrait pas exagérer outre mesure les susceptibilités qu'éveilleraient chez le capteur, les arrêts de la Cour Internationale dont il serait difficile de pouvoir, étant donné son organisation, suspecter l'équité.

Nous nous trouvons donc, avec ce texte, en face d'une juridiction de recours. Cette juridiction présentera ce caractère particulier d'être à la fois une instance d'appel et une Cour de Cassation. En effet, dit l'art. 3, *in fine* : « Le

(1) M. Marschall de Bieberstein, séance du 4 juillet, *Actes et Documents*, p. 787. V. égal., à la même séance, M. Kriege, p. 792.

recours contre la décision des tribunaux de prises nationaux peut être fondé sur ce que cette décision ne serait pas justifiée soit en fait, soit en droit. » — Or, ce double caractère de la Cour Internationale a été vivement critiqué par un commentateur de la Convention de 1907, M. Donker Curtius, qui estimant qu'étant donné le maintien, en première instance, des juridictions nationales, seule la voie de la Cassation eut pu être confiée à une juridiction internationale, échafaude en ce sens tout un projet de modification de la Convention. Pourquoi cela ? « Statuant comme juge d'appel, observe notre auteur, la Cour Internationale n'aura pas à se prononcer sur des décisions de tribunaux nationaux. » Par suite, ajoute-t-il, la Cour Internationale.... statuera fatalement sur des actes souverains, c'est-à-dire sur des actes accomplis par le souverain dans un but public. En d'autres termes, *on substitue l'arbitrage à un jugement* (1) ».

C'est là, cependant, ce que les auteurs de la Convention de la Haye ont proclamé hautement, à plusieurs reprises, n'avoir pas fait. La lecture des débats nous révèle, à chaque pas, le souci constant des délégués, de distinguer l'arbitrage de l'organisation qu'ils instituaient. Or, la réalité s'est-elle trouvée d'accord avec leurs intentions ? Voici ce qu'il convient en premier lieu d'examiner. Mais, au cas

(1) Frans Donker Curtius, *La Cour Internationale des Prises*, (R. D. I., 1909, p. 16 et s.)

où l'allégation de M. Donker Curtius serait fondée, s'en suivrait-il que ce fut là un vice susceptible d'entacher la convention de précarité et qu'il faille recourir au système que préconise cet auteur, c'est ce que nous examinerons ensuite.

En apportant leurs votes en faveur du projet, nous voyons les délégués prendre bien soin de marquer la différence qui sépare à leurs yeux, le nouvel organisme de toute idée d'arbitrage (1). Il semble que la crainte qu'on put interpréter comme une adhésion au principe de l'arbitrage obligatoire, dont on connaît par ailleurs la triste odyssée à la Haye, le vote qu'ils allaient émettre, n'ait influé sur eux au point de les faire chercher à différencier à tout prix du principe qu'ils répudiaient, la sorte d'application qu'ils en faisaient.

Quels furent les arguments mis en avant ?

Aux yeux de M. Beldiman, la Cour des Prises n'est pas une institution de justice arbitrale car, « cette dernière repose sur le libre choix des juges par les États décidés de soumettre leur litige à l'arbitrage » et « c'est cette liberté complète qui est l'essence même de l'arbitrage international (2) ». Ce à quoi, avec raison, selon nous, M. Donker Curtius répond « n'attacher qu'une faible importance à ce criterium », ne comprenant pas « comment

(1) V. not. MM Beldiman, Milovanovitch, Van den Heuvel, à la séance du 16 sept. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 16, 19. 24.

(2) Même séance, p. 16.

la composition d'une juridiction peut modifier la nature juridique du problème sur lequel elle doit se prononcer » (1). Au surplus, la raison invoquée par M. Beldiman nous semble d'autant moins probante qu'en somme, si pour chaque cas, le libre choix des juges par les États n'intervient pas, ce n'est, en définitive, que par leur libre consentement qu'ils se soumettent à cette juridiction, dont, de leur propre volonté aussi, ils déterminent la composition. Si nous ne nous trouvons pas en face de l'arbitrage-type, ne sommes-nous pas en présence d'une modalité de l'arbitrage, adaptée aux conditions spéciales exigées par les affaires de prises ? La liberté dans le choix des juges, que le délégué de Roumanie tient pour le caractère fondamental de tout arbitrage, ne se retrouve-t-elle pas ici avec toute la force désirable au fond, si elle ne revêt pas le même aspect en la forme !

Nous ne saurions non plus accepter comme différenciant de l'arbitrage notre nouvel organisme, ce fait que, dans un arbitrage ordinaire, l'autorité de la sentence vient uniquement du compromis, découle de l'engagement pris par les parties, *au moment même du litige*, tandis que pour la Cour internationale des Prises, *l'obligation sera antérieure à tout litige* (2). Ce n'est là qu'une différence de forme, si peu sensible qu'on ne saurait la faire entrer en ligne de

(1) Donker Curtius, *op. cit.*, p. 17.

(2) M. Renault. Cour précité.

compte pour en tirer un argument fondamental. Mettons que nous nous trouvons, si l'on veut, en face d'un arbitrage *à terme*, ce n'en constitue pas moins un arbitrage.

D'autres raisons plus sérieuses furent invoquées. M. Beldiman, le premier, trouvant sans doute peu convaincante son argumentation première, en étaya une autre. Ce n'est plus la composition de la juridiction qu'il prend en considération pour déterminer la nature du litige à trancher : « C'est le litige qui est considéré, ce qui nous paraît infiniment plus juridique en lui-même, comme appartenant ou n'appartenant pas, par sa nature même, à la justice arbitrale (1) ». « La Cour des Prises, dit-il, est appelée à statuer comme instance judiciaire et non arbitrale sur des cas d'une nature tout à fait spéciale et bien déterminée. La Cour permanente d'arbitrage, au contraire, serait compétente de statuer sur toutes sortes de litiges internationaux non fixés d'avance (2) ». Et M. Van den Heuvel, précisait cet argument en ces termes : « Les conflits juridiques surgissant entre Etats également souverains appellent pour leur solution, conformément à la convention de 1899, des arbitres librement et également désignés par les intéressés. La délégation belge est hostile à l'organisation de toute institution ayant pour objet de subs-

(1) Donker Curtius, *op. cit.*, p. 17.

(2) Séance du 10 sept. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 16.

tituer des juges permanents qui ne seraient pas, dans chaque cause, du choix des parties. Le projet actuel concerne un domaine essentiellement différent. Il a pour but d'apporter des garanties précieuses dans le jugement de contestations, *qui sont presque toujours d'ordre privé* et qui se trouvent aujourd'hui, en vertu du droit coutumier International, soumises à des tribunaux de prises (1) ».

Que les prises soulèvent principalement des contestations d'ordre privé, cela ne nous paraît pas douteux, nous l'avons déjà montré au début de notre étude et nous en avons tiré les conséquences qu'il importait. Mais cela implique-t-il absolument que les prises soient un pur rapport de droit privé excluant tout rapport de droit public entre souverains, et, par suite, ne pouvant donner matière à l'arbitrage, voilà ce qu'avec M. Douker Curtius, nous ne pensons pas. Les prises sont, en effet un acte de guerre, sont exercées par un souverain contre un souverain dans le but de nuire à son adversaire. Que ce soient les particuliers qui en pâtissent, que ce soient eux qui en ressentent les atteintes d'une façon plus sensible, c'est absolument évident. Mais, par le même coup, c'est également la richesse nationale qui se trouve entamée, le crédit public qui par la ruine de la marine marchande se trouve gravement compromis. C'est l'État adverse en un mot, qui, en dernière analyse, reçoit un choc. Par suite, il nous

(1) Séance du 10 sept. 1907, *Id.*, p. 49.

semble pouvoir dire que la prise constitue un rapport de droit public entre souverains, soulevant avant tout une question de droit international public, engendrant toute une série de rapports de droit privé qui évoluent dans son orbite, dont il faut tenir grand compte, mais dont il ne faut pas exagérer l'importance au point d'en faire l'élément exclusif. Et c'est pourquoi, si on a, à la Haye, « posé en principe que l'exercice du recours devant la juridiction d'appel serait donnée aux particuliers (1) » — cela ne démontre pas du tout, ainsi que le fait justement observer M. Donker Curtius, que la prise soit un rapport de droit privé. Cela, « prouve simplement qu'à l'un des souverains, qu'à l'un des termes juridiques s'est substitué un particulier », et à juste titre, selon nous. Mais il ne s'en suit nullement « que nous nous trouvons en dehors du droit public, et qu'il ne puisse plus être question de rapports entre souverains (2) » L'éminent rapporteur de la convention, M. Renault, n'en convenait-il pas, du reste, implicitement, en proclamant que l'on autorisait ces cessions d'actions pour de simples raisons de commodité diplomatique, pour débarrasser les chancelleries « d'affaires ennuyeuses (3). » « C'est le particulier qui agit, mais le droit en vertu duquel il agit est à ce point un droit dérivé, derrière le particulier, c'est tellement l'État que nous per-

(1-2) Donker Curtius, *op. cit.*, p. 18.

(3) Rapport fait à la conférence au nom de la première Commission, *Actes et Documents*, t. I. p. 187.

cevons, qu'immédiatement après lui avoir donné le recours, le texte en subordonne l'exercice au consentement de l'État. Celui-ci peut agir en son lieu et place, lui interdire l'accès de la Cour, enfin, étant donné la généralité du texte, lui enjoindre de retirer à un moment quelconque un recours déjà formé (1). » L'intérêt privé qui est en jeu et dont l'importance est si considérable, du reste, qu'il nous suffira amplement pour justifier la part laissée aux particuliers dans la conduite de l'instance, ne doit donc pas, pour quelque étendu qu'il soit, faire oublier qu'en principe, nous sommes en présence d'un rapport international entre souverains. Du reste, « un intérêt individuel pour le moins aussi marqué ne se trouve-t-il pas dans les contestations qui peuvent surgir entre États, relatives aux questions de salaires et successions de marins décédés. Cet intérêt privé n'a pas empêché que la conférence ait fait entrer ces contestations dans la convention pour le règlement pacifique des conflits Internationaux (2) ». La présence d'un intérêt individuel n'est donc pas suffisant pour permettre de déclarer que les prises ne peuvent pas donner matière à arbitrage. Or, en l'espèce, « il y a arbitrage, parce que nous nous trouvons en face d'une juridiction internationale statuant sur un acte souverain qui soulève une question de droit international public (3). »

(1) Donker Curtius, *op. cit.*, p. 19.

(2) Donker Curtius, *loc. cit.*

(3) *Id.*, p. 20.

Et à la décision de cette juridiction, telle qu'on l'a établie à La Haye, comprenant des représentants du pays défendeur, il serait difficile de dénier par ce motif le caractère de sentence arbitrale. Il ne serait pas exact de prétendre que, participant à la nouvelle décision, le souverain la fait sienne et qu'il ne pourrait plus être question d'arbitrage. Ce n'est là, en effet, qu'une simple garantie d'impartialité accordée au capturé, mais ne modifiant en rien le caractère juridique du tribunal et de ses jugements.

De tout ceci nous pouvons donc conclure avec M. Donker Curtius que « nous nous trouvons en face d'une juridiction d'arbitrage permanent et obligatoire, qui dépasse en importance tous les cas où l'arbitrage obligatoire a été admis par la Convention votée en séance plénière le 16 octobre 1907. Il ne s'agit pas, en effet, ici, des cas où l'honneur et les intérêts essentiels sont écartés, mais d'hypothèses où un Belligérant peut se trouver gêné dans ce qu'il est en droit de considérer comme un légitime moyen de défense, c'est-à-dire, dans des hypothèses où sont engagés à la fois et son honneur et ses intérêts vitaux » (1).

Le même auteur ajoute « c'est là le défaut capital de la Convention. »

Nous considérons, au contraire, que là est son intérêt

(1) Donker Curtius, *op. cit.*, p. 20.

capital et nous nous séparons ici de l'opinion que nous avons suivie jusqu'à présent. — On nous objecte que « la Cour... aura dû entendre des témoins, procéder à une enquête, apprécier enfin et condamner la conduite d'individus agissant, non pas à titre privé, mais comme mandataires d'un souverain. Sans être taxé de timoré, ne peut-on pas craindre que souvent elle reculera devant de semblables immixtions et cela pour des motifs très respectables. Et comment ne sent-on pas les difficultés inextricables qui résulteraient de semblables débats? » (1) Et on estime ainsi amplement justifiée l'abstention du Japou, qui, au moment du vote, expliquait son attitude « en considérant que la juridiction que l'on proposait de donner à la Cour était très élevée et même de nature à imposer une limitation sérieuse des droits souverains des Etats » (2).

Mais alors, c'est tout arbitrage, quel qu'il soit, qu'il faut condamner et autant vaut proclamer de suite l'arbitrage impossible. Dès qu'il y a une question de fait à résoudre, en effet, les arbitres peuvent se trouver exposés à apprécier et à peser la conduite des agents officiels des Souverains. Leur rôle n'en est que plus délicat et il s'agit simplement de savoir si la Cour internationale présente toutes les garanties nécessaires pour inspirer pleine confiance aux gouvernements qui lui abandonneront le soin

(1) *Id.*, p. 16.

(2) Séance du 10 septembre 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 20. — Donker Curtius, *op. cit.*, p. 19.

de trancher ces périlleuses questions. Mais ceci est un autre problème que nous ne devons pas anticiper.

Aussi ne pouvons-nous pas accéder au projet de réforme de M. Donker Curtius, qui, pour éviter à la Cour Internationale le double rôle de juge du fait et de régulateur suprême du droit, propose de limiter à cette dernière fonction, son action, et signale dans ce but, toute une série de modifications à réaliser (1). Qu'on ne se méprenne point, toutefois, sur la portée de notre pensée : Si nous considérons comme acceptable la solution qui a triomphé à La Haye, nous ne la tenons pas toutefois, pour le dernier terme du progrès. Pour nous, c'est vers l'internationalisation à tous les degrés de l'instance que doivent tendre tous les efforts. De la sorte, en effet, on éviterait toutes les critiques que nous avons eu à discuter et il en résulterait une immense simplification en même temps qu'une plus grande garantie pour les intéressés. Mais il nous semble qu'une Cour des Prises, telle que la voudrait

(1) La réorganisation fondamentale projetée par M. Donker Curtius consisterait en ceci : La Cour Internationale statuant en droit, renverrait, au cas où elle casserait la décision de la juridiction Nationale, devant cette Cour qui serait obligée de statuer en se cantonnant dans les limites de droit tracées par la Cour Internationale. Au cas où la juridiction Nationale statuerait à nouveau comme la première fois, ce serait devant la Cour d'Arbitrage, statuant définitivement, que serait porté le différent. V. au surplus, *op. cit.*, p. 33 et s. — V. aussi, dans le sens d'une cour Internationale de Cassation, Barclay, Rapport à l'« International Law Association » dans l'annuaire de cette association, 1909, p. 85.

M. Donker Curtius, ne fonctionnant que comme Cour de Cassation du droit International, n'aurait qu'un rôle trop restreint. N'ayant à corriger que des erreurs de droit, ce seraient les seules que sa censure pourrait atteindre et on pourrait craindre que les juridictions nationales n'abusent de cette situation pour motiver en fait des décisions juridiquement répréhensibles en droit. En un mot, le contrôle de la juridiction internationale serait un contrôle incomplet, laissant une trop grande place aux abus inhérents aux juridictions nationales et contre lesquels on s'est préoccupé à juste titre de réagir. Nous avons vu, que l'Institution de la Cour des Prises, sans être idéale est largement acceptable : nous devons seulement souhaiter de la voir arriver le plus près possible de la perfection.

CHAPITRE II

La compétence de la Cour des Prises

SECTION I

De quelles affaires connaîtra la Cour ?

Le principe de la Cour Internationale admis, il convenait de déterminer qui pourrait être appelé à en bénéficier. Fallait-il en limiter l'accès aux seules propriétés neutres ou l'étendre même aux propriétés ennemies ? Telle était la question qui se posait et nous savons d'autre part que les projets antérieurs l'avaient différemment résolue. Les textes allemand et anglais reproduisaient précisément les deux tendances qui s'étaient faites jour chez les auteurs : le premier restreignait aux seuls neutres la réforme en vue, tandis que le second, plus large, comprenait indistinctement neutres et ennemis. Dans l'un et l'autre sens, on répéta, au cours des délibérations, les arguments que nous avons déjà rencontrés. Sir Edward Fry, reprit au nom de la Grande-Bretagne, ce principe que « l'État de guerre suspend certaines relations de droit

entre États en conflit » (1). Mais M. Marschall pouvait faire valoir avec raison, que le concept moderne de la guerre la présente comme une lutte d'un État contre un autre et non contre les sujets de ce dernier. Et les délégués Allemands ajoutaient avec non moins de vérité que « l'application des règles du droit International des Prises, en tant qu'elles se rapportent aux ressortissants ennemis, ne serait pas suffisamment assurée si la compétence de la Haute Cour Internationale ne devait pas s'étendre aux sujets des Etats belligérants (2)... Que d'ailleurs, l'extension de la compétence de la Cour aux réclamations des sujets des parties belligérantes servira à garantir l'observation des traités Internationaux et des principes du droit des gens à l'égard de la propriété des sujets ennemis » (3).

C'était incontestablement la thèse allemande qui, à notre sens, était dans la vérité. C'est à sa manière de voir que du reste, nous nous sommes rangés quand, un peu plus haut, nous avons dit pourquoi il importait que neutres et ennemis pussent également prétendre à une équitable distribution de la justice en matière de prises. Voyons dans quelle mesure elle a triomphé à la Haye.

(1) Sir Edward Fry, séance du 4 juill. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 792.

(2) M. Kriege, Séance du 4 juill. 1907, *Id.*, p. 792.

(3) M. Marschall de Bieberstein, séance du 4 juill. 1907, *Id.*, p. 787.

L'article 3, qui est le siège de la question, est conçu en ces termes :

« Les décisions des tribunaux de prises nationaux peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour Internationale des prises : 1° Lorsque la décision des tribunaux nationaux concerne les propriétés d'une puissance ou d'un particulier neutres ; 2° lorsque la dite décision concerne des propriétés ennemies et qu'il s'agit : *a)* de marchandises chargées sur un navire neutre ; *b)* d'un navire ennemi qui aurait été capturé dans les eaux territoriales d'une puissance neutre, dans le cas où cette puissance n'aurait pas fait de cette capture l'objet d'une réclamation diplomatique ; *c)* d'une réclamation fondée sur l'allégation que la capture aurait été effectuée en violation, soit d'une disposition conventionnelle en vigueur entre les puissances belligérantes, soit d'une disposition légale édictée par le belligérant capteur. »

De cette accumulation de prescriptions nous pourrions dégager deux idées simples ;

1° Dans tous les cas les neutres auront un recours.

2° L'Ennemi ne bénéficiera de l'instance Internationale que dans certains cas limitativement déterminés.

Quels sont-ils ?

Tout d'abord, il convient de mettre de côté ce qui concerne la propriété de l'Etat ennemi, ceci est tout naturel. Nous savons, en effet, que dans ce cas-là, nous ne nous

trouvons plus en face d'une prise, mais d'une appropriation directe que légitime l'état de guerre.

Mais en ce qui concerne les propriétés privées ennemies, domaine où il s'agit bien de prise, la convention entre dans plusieurs distinctions :

C'est tout d'abord quand on est en présence de « marchandises chargées sur un navire neutre » que le recours est admis. Cette disposition est en somme la consécration nécessaire et indispensable de la règle de la deuxième Déclaration de Paris. Et il faut bien se dire qu'elle n'est pas stipulée autant dans l'intérêt du propriétaire de la marchandise ennemie que dans celui du propriétaire du navire neutre dont elle contribue à faire respecter les droits.

Cet intérêt du neutre, il apparaît d'une façon exclusive dans le second cas de recours, celui qui a trait à la violation des eaux territoriales d'un Etat. Quand un navire ennemi a été saisi dans les eaux territoriales d'un Etat neutre, en effet, il y a avant tout, violation de la souveraineté de cet Etat. Celui-ci pourra, il est vrai, protester par la voie diplomatique. Si c'est un Etat fort, avec lequel il faille compter, on examinera la plainte avec attention et le navire saisi sera peut-être relâché. Mais aura-t-on autant d'égards vis-à-vis des Etats faibles dont on ne craint rien ? Du reste, il pourra arriver dans ce dernier cas, que la plainte ne soit même pas formulée, de peur de déplaire à un belligérant puissant dont on a tout intérêt à ménager les susceptibilités. La plupart du temps, le point litigieux résidera

dans ce fait qu'on ne sera pas d'accord sur le lieu précis de la prise. Celle-ci a-t-elle été effectuée en deça ou en delà de la ligne de respect : telle est la question qui se posera. Le navire saisi soulèvera généralement l'exception en première instance, mais le tribunal national peut la déclarer mal fondée. Il y a alors intérêt à ce qu'il existe un recours dont puisse bénéficier l'Etat dont les eaux auront été violées, capable de suppléer l'intervention diplomatique dont nous avons pu entrevoir le caractère précaire. Or, telle est la raison d'être de la disposition que nous envisageons. Elle est si peu conçue dans l'intérêt de l'ennemi que seul, le neutre, aux termes de l'art. 4, peut mettre l'action en mouvement. Et quand ce dernier a agi diplomatiquement il est censé avoir usé du recours le plus efficace que sa situation le mettait en droit d'escompter et l'ennemi se trouvera dépourvu de toute garantie. Du reste, cette restriction de l'action aux mains du neutre est bien regrettable. Il eut été tout naturel de laisser à l'ennemi toute latitude ici. On a voulu respecter les droits du neutre dont on estimait l'intérêt prépondérant en la circonstance. Mais, à tout prendre, on a fait un mauvais calcul. Alors que certains scrupules eussent encore pu faire hésiter le neutre, l'ennemi, en agissant, eut pu lui assurer une garantie qui, pour être indirecte, n'en aurait pas moins été très réelle.

Nous ne pouvons évidemment pas adresser le même reproche au troisième cas, qui, stipulé en faveur de

l'ennemi et de lui seul peut être exercé par lui. Mais nous devons constater combien ses dispositions sont restreintes. Ce n'est que quand on se trouve en face d'une violation d'une règle de droit International précise, reconnue par un accord préexistant de deux belligérants que la victime peut en appeler à une juridiction impartiale. Qu'il s'agisse, au contraire, de règles générales n'ayant pas été établies par une convention positive antérieure, leur méconnaissance continuera comme auparavant, à n'avoir d'autres sanctions que celles dépendant de l'arbitraire des juridictions nationales. Or, c'est là une distinction qui ne se justifie guère. Nous avons vu que l'ennemi, tout autant que le neutre, pouvait, en droit, prétendre au bénéfice de la juridiction internationale. C'est là un principe absolu. Pourquoi, dès lors, lui en limiter l'accès dans ces conditions ? Pour n'avoir pas été conventionnellement reconnu par une stipulation solennelle entre les belligérants, le droit international n'en existe pas moins et ne s'impose pas moins à chacun d'eux (1). Il y a plus. C'est précisément quand il n'est pas très bien précisé qu'il importe davantage d'en assurer une plus équitable interprétation, car l'arbitraire et le parti-pris des juridictions nationales pourront toujours se donner plus libre carrière dans ce cas-là qu'en face d'une règle nette et certaine sur laquelle un texte est venu se prononcer. Nous devons dire, il est vrai, que les

(1) V. à cet égard, l'étude précitée de M. Donker Curtius, p. 9 et s., et *supra*, p. 23 et s. Comp., Barclay *op. cit.*, p. 84.

règles du droit de la guerre maritime, se précisant de jour en jour grâce aux ententes internationales — la conférence de Londres a réalisé à cet égard un progrès immense — le nombre des cas augmente, dans lesquels l'ennemi aura un recours à sa disposition. Mais, malgré toutes les conférences, certains points peuvent longtemps demeurer en dehors de tout accord, et il faut prévoir également le cas où quelques puissances n'accèderaient pas aux conventions. Dans toutes ces hypothèses, on sentira d'autant plus vivement la lacune du texte que les neutres, en ce qui les concerne, ne rencontrent devant eux aucune limitation semblable. En somme, nous retenons de ces dispositions cette impression que mis en présence de deux principes contraires, on a voulu, à la Haye, transiger pour aboutir. On n'a pas osé laisser le belligérant dépourvu de tout recours et frappés sans doute de cette observation d'un des délégués allemands qu'« il serait logique de placer sous une protection effective les dispositions conventionnelles qui sont expressément stipulées en vue de la guerre pour le traitement de la propriété ennemie (1) », les délégués ont accordé ce minimum, et rien de plus. Mais toute concession ici ne pouvait être que malheureuse. On n'a pas voulu toutefois aller jusqu'au bout dans la voie où l'on s'était engagé et il a été stipulé que le recours serait également possible au cas où la saisie aurait violé

(1) M. Kriege, séance du 4 juill. 1908, *Actes et Documents*, t. II, p. 792.

des règles édictées par le belligérant capteur lui-même. Dans cette hypothèse, en effet, l'injustice serait par trop flagrante et la mauvaise foi pourrait trop facilement transpirer des décisions sans appel pour refuser au capturé la garantie de la juridiction instituée pour les neutres.

Remarquons, pour terminer sur ce point, qu'en assurant la protection des « propriétés neutres et ennemies », la Convention suppose expressément qu'un intérêt international est en jeu. Et par là sont exclues de son champ toute une série d'affaires qui ne sont pas jugées de la même manière par les tribunaux des différents pays. On admet aujourd'hui que l'état de guerre interrompt toute relation commerciale avec l'adversaire. Par suite si un navire d'un belligérant A trafique avec un sujet du belligérant B, il est susceptible d'être saisi d'un côté comme de l'autre ; par A, parce qu'il n'a pas obéi aux règlements édictés par son propre gouvernement ; par B, parce qu'il est ennemi. Les deux cas doivent évidemment être distingués. Si le navire saisi l'est par ses nationaux ce n'est qu'une affaire interne qui n'a rien d'international et dont les tribunaux correctionnels auront généralement à connaître. Saisi par l'adversaire, la situation du navire est toute autre : on se trouve en face d'une affaire Internationale dont le règlement appelle la compétence des tribunaux de prises. Or, il y a des pays où les tribunaux de prises connaissent même du premier cas : l'Angleterre par exemple. Mais il eut été abusif de soumettre à la juridic-

tion d'une instance internationale ces saisies de propriétés de nationaux qui n'intéressent que les gouvernements capteurs et leurs ressortissants. Aussi est-ce à bon droit qu'elles ont été exclues du domaine de la Cour qui n'a à connaître que des « propriétés neutres ou ennemies » (1).

SECTION II

A qui appartiendront les voies de recours ?

Ayant déterminé les cas dans lesquels le recours à la Cour Internationale est possible, il importe maintenant de se demander qui pourra intenter l'action. Seront-ce les particuliers ou au contraire l'Etat dont ils sont les sujets ? Le projet allemand se prononçait dans le premier sens tandis que le projet anglais, toujours restrictif, conférait ce droit à l'Etat. Pour l'appuyer, Sir Edward Fry déclarait que « les sujets du droit International n'étant que les Etats » (2) il était logique que ce fut aux nations à se présenter devant la Cour. En effet « si un simple particulier viole une loi de droit International, comme le particulier n'a pas d'existence juridique en ce qui concerne le droit public, il est naturel qu'on s'adresse à la personne juridique qui le représente, c'est-à-dire à son souve-

(1) Renault, Rapport précité, *Id.*, t. I, p. 185, et cours précité.

(2) Séance du 4 juill. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 789.

rain (1) ». Par suite, les individus ne sont sujets de devoirs internationaux, titulaires de droits corrélatifs que par l'intermédiaire des souverains dont ils relèvent et non directement.

Théoriquement tout ce raisonnement nous paraît irréfutable. A ce point de vue, nous ne pouvons nous associer aux paroles que prononçait le colonel Borel, délégué de la Suisse : « Il paraît incontestable, disait-il, que, d'après la tendance du progrès en matière Internationale, tout particulier doit pouvoir obtenir directement de l'Etranger la justice qui lui est due, *sans que son gouvernement soit obligé d'intervenir pour assurer ce résultat.* » (2). Si cela est vrai pour certaines relations de droit privé existant entre un souverain et un particulier étranger, pour les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'exécution de contrats, par exemple, ce ne saurait être exactement transposé dans notre espèce où la cause véritable du conflit réside dans une manifestation de souveraineté d'un Etat vis-à-vis d'un autre Etat ; où il s'agit, pour solutionner le litige, d'appliquer ce droit international, et où nous nous trouvons par suite, évoluer dans l'orbite du droit public. — Mais si nous reconnaissons l'exactitude théorique de la thèse Anglaise, nous n'irons pas plus loin et nous n'en déduisons, en aucune façon, qu'il faille aller jusqu'au bout dans les conséquences pratiques qu'elle comporterait. Ce n'est pas tant

(1) Donker Curtius, *Des navires de guerre belligérants*, p. 209.

(2) Séance du 4 juill. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 791.

du reste sur un principe que s'appuyait la thèse allemande pour préconiser l'accès direct de la Cour par les particuliers que sur des considérations pratiques. Ce sera aussi notre manière de voir.

Tout d'abord, nous ne voyons pas, tout en admettant comme nous le faisons que les États seuls étant des sujets du droit International, sont en droit les seules parties en ces affaires, comment dénier à ces États le droit de se substituer les particuliers. Il s'agit ici de questions qui intéressent l'État, nous le savons déjà. Certes, « les intérêts, les droits de commerce sont à la charge de l'État qui doit veiller et veille généralement à sa protection (1). » Mais sera-ce bien la meilleure façon de remplir cette fonction que d'agir au nom de ses sujets. Et n'est-ce pas au contraire leur permettre de faire valoir plus sûrement leurs droits que de les laisser agir en toute liberté. Nous en sommes persuadés et nous allons voir pourquoi. Mais d'ores et déjà, nous tenons à faire observer que dans la délégation que, dans ce but, l'État ferait de ses droits aux particuliers, il n'y aurait aucun motif de récrimination. Le principe resterait toujours sauf et les particuliers n'agiraient, somme toute, que comme ayant cause de leurs gouvernements. Aussi bien, ainsi que nous l'avons déjà fait observer plus haut, est-ce bien dans ce sens, qu'on semble, à La Haye, avoir compris le droit que, dans cer-

(1) M. de Bustamante, délégué de Cuba, séance du 4 juill. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 791.

tains cas, on a attribué aux particuliers, puisque selon le mot du rapporteur de la convention, M. Renault, c'est pour débarrasser les chancelleries « d'affaires ennuyeuses » qu'il leur a été accordé.

Ceci dit, il nous apparaît bien que, donner aux particuliers le droit d'agir directement devant l'instance internationale était la meilleure façon de sauvegarder et garantir leurs intérêts. Ce sont eux, en effet, que la capture atteint le plus vivement, ce sont eux qui en ressentent le plus directement les effets, et par suite, ils sont plus à même de pouvoir suivre les différentes phases de l'affaire. « Pourquoi obliger l'État à faire des investigations, à administrer des preuves, qu'il peut être plus facile au particulier lui-même de recueillir et de présenter au Tribunal (1). » Et cela est d'autant plus vrai que ce particulier a déjà été partie au procès en première instance, et que par suite il est tout préparé pour présenter de nouveau sa défense avec le plus de chances possibles. Par suite n'est-il pas tout naturel qu'il continue à être partie en appel ?

C'est qu'en effet, ainsi que le firent remarquer de nombreux délégués, avant de s'identifier avec les réclamations de ses sujets, l'État réclamatant devrait examiner la situation de droit et de fait ; souvent ce lui serait difficile et « à défaut d'une connaissance exacte des faits, il résulterait

(1) de Bustamante, *loc. cit.*

pour l'État l'alternative fâcheuse, ou de négliger son devoir de protection envers des ressortissants ou de soutenir des revendications mal fondées (1). » De plus, M. Hagerup faisait également observer que « ce serait compliquer la besogne que de forcer les Gouvernements à prendre des initiatives chaque fois qu'il faut régler le sort d'une prise (2) » et l'étude qu'exigerait chaque affaire « alourdirait l'action de l'État et la rendrait timide (3). » — Mais il y avait plus encore. Confier l'initiative de l'instance à l'État eut conduit, en certains cas, à priver les intéressés de toute garantie. On pouvait prévoir le cas où l'État, pour des raisons politiques eut refusé de comparaître devant la Haute-Cour. Et ceci se présenterait surtout pour les petits Etats, plus sensibles que les autres aux influences étrangères (4). En posant en principe, au contraire, que l'État se désintéressait de la question et laissait aux particuliers, principaux intéressés, le soin d'agir, tout inconvénient de ce genre disparaissait : on ne pouvait faire grief à l'État de ne s'être pas opposé à une action dans l'exercice de laquelle il n'avait aucune possibilité d'immixtion, et les intérêts en jeu recevaient toute satisfaction.

De plus, la thèse allemande ne présentait pas d'avantages que pour le particulier. A tout prendre, laisser l'État

(1) M. Kriege, séance du 4 juill. 1907, *Id.*, p. 790.

(2-3) Séance du 4 juill. 1907, *Id.*, p. 790.

(4) V. Hagerup, séance du 4 juill. 1907, *Id.*, p. 790.

seul titulaire du recours, c'était risquer de laisser se reproduire les conflits internationaux se renouvelant dans chaque guerre au sujet de l'exercice du droit de prise et qu'eût empêché un recours direct des particuliers à la Cour Internationale. « Il serait à redouter, disait M. Kriege, que les négociations entamées au sujet d'un tel procès n'eussent pour conséquence de troubler les relations entre États (1). » A ce point de vue donc, le recours des particuliers s'imposait encore. Et si, comme suprême argument, on opposait que le tribunal international pourrait alors être saisi de réclamations vexatoires, le même délégué pouvait répondre non moins exactement qu'« on pourrait prévenir cet inconvénient en adoptant la disposition du projet allemand suivant laquelle la partie succombante aurait à supporter les frais occasionnés par la procédure (2). »

Est-ce à dire cependant que l'État, dans certains cas où ses intérêts sont plus particulièrement engagés tout en coexistant avec ceux des particuliers, dût être dépourvu de tout recours ? Nous ne le pensons pas. Il est évident que dans le cas de la saisie d'un paquebot-poste, par exemple, non seulement l'armateur a un intérêt considérable en jeu, mais l'État a le droit de faire entendre une légitime protestation. Dans des cas comme celui-là, on comprend que l'État ait droit, au même titre que les particuliers,

(1) Séance du 4 juill. 1907, *Id.*, p. 790.

(2) *loc. cit.*

d'agir. Et dans ces conditions, pour éviter le concours de deux demandeurs qui défendraient, l'un, sa propriété, l'autre ses intérêts, on comprend fort bien que le texte transactionnel s'inspirant d'une observation de M. de Bustomante (1), ait attribué aux Gouvernements et aux particuliers un droit égal, tout en donnant toujours à l'Etat un droit de préférence sur le droit d'appel des particuliers dont ils prennent la cause en main. Il n'est pas à craindre, du reste, que l'Etat n'abuse de ce droit. Il n'agira, en effet, que dans des cas exceptionnels où ses intérêts seront directement mêlés à l'affaire et alors il ne se mettra en avant qu'après un mûr examen ; ou encore, si un particulier avait, dans une affaire de première importance, négligé de se pourvoir, ce qui serait bien rare. Dans ce dernier cas, en outre, l'intervention de l'Etat, représentant des intérêts généraux de la nation non seulement serait justifiée, mais s'imposerait même et à ce point de vue encore, le droit parallèle de l'Etat à poursuivre l'instance, nous paraît nécessaire.

Ainsi amendé, le projet Allemand eut, en somme, satisfait toutes les exigences. Les quatre grandes puissances, toutefois, ne le pensèrent pas. Leur texte transactionnel voulut pousser jusqu'à l'extrême limite les concessions. Il y fut stipulé que l'action des particuliers neutres serait, dans tous les cas, à la merci d'une interdiction de leurs

(1) Séance du 4 juill. 1907, *Id.*, p. 791.

gouvernements respectifs. Adopté sans discussion, il passa dans le corps de la convention où il forme l'objet de l'art. 4 ainsi conçu :

« Le recours peut être exercé : — 1° par une Puissance neutre, si la décision des tribunaux a porté atteinte à ses propriétés ou à celles de ses ressortissants (art. 3-1°) ou s'il est allégué que la capture d'un navire ennemi a eu lieu dans les eaux territoriales de cette Puissance (art. 3, 2° *b*); — 2° par un particulier neutre si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés (art. 3-1°), sous réserve toutefois du droit de la Puissance dont il relève, de lui interdire l'accès de la Cour ou d'y agir elle-même en ses lieu et place; — 3° par un particulier relevant de la Puissance ennemie, si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés dans les conditions visées à l'art. 3-2°, à l'exception du cas prévu par l'alinéa *b*. »

On a sans doute pensé que certaines considérations politiques pouvaient nécessiter, à certains moments, l'intervention de l'État pour modérer l'action des particuliers, et on a, en conséquence, stipulé des restrictions considérables. Et c'est pourquoi, seule l'action des particuliers neutres est subordonnée à l'agrément de l'État. L'État ennemi n'ayant plus rien à perdre, on a jugé inutile d'imposer à ses sujets un contrôle sans objet. On a estimé ainsi suffisamment sauvegardés et le principe posé par l'Angleterre et les exigences pratiques mises en lumière par l'Al-

magne. Y est-on parvenu aussi réellement qu'on croit l'avoir fait? Voilà ce que seul pourra nous apprendre dans l'avenir le fonctionnement de la Cour. Mais sans vouloir préjuger à l'avance d'une façon certaine ce qui se passera, il nous sera permis de laisser percer une certaine appréhension. Pour avoir trop voulu réserver le droit souverain de l'Etat, et lui avoir abandonné la faculté de suspendre ou laisser exercer à son gré le recours, en vue de nécessités politiques, n'est-il pas à craindre qu'il n'y ait là une arme qui ne se retourne contre lui et contre ses sujets? En effet, avec une restriction telle que celle que comporte le texte, on en arrive à ne plus laisser aux particuliers que la seule initiative que voudront bien leur abandonner leurs gouvernements respectifs. Par suite, c'est, dans bien des cas, laisser libre jeu à toutes les influences qui peuvent se faire jour, surtout pour des petits États. C'est, en un mot, faire revivre pour toute une catégorie de pays et d'affaires les inconvénients inhérents au recours exercé par les Gouvernements eux-mêmes. — Si, au contraire, comme nous l'eussions préféré, les particuliers eussent eu toute liberté d'agir, les Gouvernements, complètement déchargés de toute responsabilité, fussent restés en dehors de toutes ces questions pour lesquelles ils n'auraient jamais eu de difficultés. Notre manière de voir nous semble, au surplus, confirmée par ce fait qu'au moment du vote, des réserves furent émises par le délégué d'un petit pays, Haïti, précisément au sujet

des restrictions apportées à l'action des particuliers (1).

Mais à tout prendre, nous préférons encore la solution intervenue à celle que préconisait M. Choate et qui aurait abouti à laisser à la législation interne de chaque Etat le soin de « décider, à condition de réciprocité, par qui, Personne ou Gouvernement, l'appel pourra être interjeté » (2). C'eût été là, ce nous semble, singulièrement compliquer la question alors qu'une solution uniforme était non seulement possible, mais facile. C'était risquer de créer une foule de situations disparates qui eussent pu être difficilement comprises sans grand profit pour personne. Cela se fut surtout présenté au cas où le recours eût pu être exercé par des ayants droit appartenant à des nationalités différentes dont les législations auraient diversement résolu la question.

Les particuliers pourront donc agir. Mais quels seront-ils? Evidemment les propriétaires. L'art. 4-2° du projet primitif des quatre grandes Puissances le stipulait expressément. Mais ce texte passait sous silence un point important que souleva M. Hagerup. « Les auteurs du projet avaient-ils voulu assimiler à la propriété, tous les droits réels et reconnaissaient-ils, par exemple, aux créanciers gagistes, aux prêteurs à la grosse, le droit de recours devant le tribunal des prises, comme en leur qualité de princi-

(1) V. la déclaration de M. Pierre Hudicourt, à la séance plénière du 21 septembre 1907. *Actes et Documents*, t. I, p. 168.

(2) Séance du 11 juill. 1907, *Id.* t. II, p. 802.

paux intéressés à la chose prise? (1) » Après un échange de vues, on tomba d'accord pour permettre aux intéressés, qui, d'après leur législation nationale ont un droit d'intervention, de faire appel à la Cour des Prises pour la sauvegarde de leurs intérêts, tout en stipulant, sur une observation de sir Edward Fry, que seraient seuls admis devant la Cour, les intéressés qui seraient intervenus au procès en première instance. On aboutit ainsi, après plusieurs remaniements de détails, au texte qui forme l'art. 5 de la convention : « Le recours peut aussi être exercé dans les mêmes conditions qu'à l'article précédent, par les ayants droit, neutres ou ennemis, du particulier auquel le recours est accordé, et qui sont intervenus devant la juridiction nationale. Ces ayants droit peuvent exercer individuellement le recours dans la mesure de leur intérêt. Il en est de même des ayants droit, neutres ou ennemis, de la Puissance Neutre dont la propriété est en cause. »

Nous avons déterminé ainsi exactement quelle était la compétence de la Cour. Reste à savoir si cet organisme dont nous avons pu apprécier le rôle, offrira des garanties suffisantes dans son fonctionnement. C'est ce que nous apprendra l'étude de sa constitution.

(1) Séance du 12 août 1907, *Id.*, p. 819.

CHAPITRE III

La constitution de la Cour. — Son fonctionnement

SECTION I

Caractère de sa constitution : permanente ou temporaire ?

Après avoir, à la fin de notre première partie, jeté un coup d'œil d'ensemble sur tous les projets d'organisation d'une juridiction internationale, nous faisons cette constatation qu'aucun ne prévoyait l'institution d'un tribunal permanent. Ce défaut, signalé par M. Vigière, ne devait pas se rencontrer dans la convention que nous analysons. Ce n'est pas à dire, toutefois, que cette idée si juste de la permanence de cet organisme triompha sans résistance. Là encore, nous retrouvons l'antagonisme des deux projets en présence, qui, naturellement, préconisaient chacun une solution opposée. Le projet allemand, qui, d'une manière générale, s'inspirait visiblement du projet de l'Institut de Droit International, suivait les errements jusqu'alors consacrés : au début de chaque guerre, chaque belligérant avait à désigner un membre de la Cour et devait s'adresser à une puissance neutre qui choisi-

rait un membre parmi ceux de la Cour d'arbitrage. Les deux Puissances neutres enfin s'accorderaient pour le choix d'un cinquième juge provenant toujours de la Cour d'arbitrage. — Le projet anglais, au contraire, rompant avec toute tradition doctrinale, posait en principe le caractère permanent de la juridiction, en adoptant, pour sa réalisation un mode de composition que nous envisagerons en son temps. — Les arguments mis en avant par les délégués germaniques, étaient, en somme, assez faibles. On ne saurait, en effet, qualifier de sérieuse cette raison « qu'il y aurait une certaine contradiction à donner un caractère permanent à un tribunal qui ne serait appelé à fonctionner que dans le cas anormal d'une guerre (1). » Là, n'était pas la question. Le tout était de savoir si une juridiction occasionnelle, surgissant au moment précis du conflit n'était pas de nature à inspirer les craintes les plus légitimes au point de vue de son bon fonctionnement et des garanties qu'on était en droit d'en espérer. Or, à ce point de vue, sans revenir aux observations que nous avons déjà formulées plus haut, les critiques qu'adressèrent les délégués au principe allemand sont très suggestives : M. Ruy Barbosa disait ainsi avec beaucoup de vérité que des magistrats occasionnels n'auraient « ni la stabilité, ni la connaissance de jurisprudence, ni l'habitude de juger, ni le plus souvent l'exemption d'esprit, c'est-à-

(1) M. Kriege, séance du 11 juill. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 796.

dire, ni les conditions d'aptitude professionnelle, ni celles d'indépendance matérielle et morale essentielles à une bonne orientation juridique et à l'application inflexible de la loi... Nommés à l'occasion, ils seraient exposés dans un choix aux influences de toute espèce qui s'établissent dès que la lutte se déclare. La guerre, surtout si elle se déchaîne entre deux grandes puissances, produit des courants passionnés qui agitent le monde et se partagent, par des sympathies ou des avantages, entre les deux belligérants. Au fond des esprits, la neutralité est presque toujours partielle pour l'un ou l'autre des ennemis en présence. On ne peut donc se fier qu'à un tribunal formé d'avance avec des garanties qui le dérobent du moins à l'action directe et occasionnelle de ces facteurs » (1). Et il ne suffisait pas pour donner quelque autorité à cette Cour, de stipuler que trois sur ses cinq membres proviendraient de la Cour d'arbitrage à laquelle elle serait ainsi étroitement rattachée. Si cette disposition eut « contribué à augmenter l'autorité de la Cour permanente d'arbitrage (2) » il nous semble qu'on s'est peut-être un peu mépris sur la portée qu'elle eut pu avoir quant à la Cour des Prises. Il nous apparaît bien, malgré cela, qu'un tel tribunal *ad hoc*, n'aurait eu aucun élément de stabilité, aucune tradition, et son caractère transitoire n'eut pas manqué de nuire à

(1) Séance du 11 juill. 1907, *Id.*, p. 797.

(2) M. Marschall de Bieberstein, séance du 4 juill. 1907, *Id.*, t. II, p. 787.

son prestige et d'enlever toute valeur morale à ses décisions (2). Et au surplus, ces décisions, appelées à des variations excessives suivant les divers systèmes de jurisprudence que ces juges d'un moment eussent pu représenter tour à tour au hasard des nominations intervenues, auraient, ce nous semble, été susceptibles non seulement de ne faire réaliser aucun progrès, mais bien d'engendrer sur la matière des incertitudes et des contradictions de nature à paralyser tout effort. — De fait la thèse allemande ne trouva guère de défenseurs et le principe de la Permanence reçut l'approbation unanime. Mais autre chose était de proclamer cette vérité et autre chose d'en déduire des réalités pratiques. Résoudre dans le sens que nous venons d'indiquer le problème qui se posait, en faisait naître un second beaucoup plus complexe : celui de la composition de la Cour. Dire, en effet, que la juridiction des prises devait être permanente était admettre qu'il fallait la constituer de façon à ce que, le litige survenant, elle n'eût qu'à fonctionner. Or, dans ces conditions, il fallait pour sa composition, s'arrêter à d'autres règles que celles préconisées jusqu'alors et qui laissaient aux belligérants toute initiative. Il n'y avait par suite, d'autre façon de procéder que de confier à l'ensemble des nations représentées le jugement de ces affaires. Là résidait la grande difficulté, celle qui, en somme, était la raison

(1) V. la déclaration de Sir Henry Howard, à la séance du 11 juill. 1907, *Id.*, t. II, p. 794.

d'être du projet allemand. Comme le disait, en effet, M. de Hammarskjöld « la délégation allemande ne s'oppose pas, en principe, à la constitution d'un tribunal des prises maritimes plus ou moins permanent, mais elle doute de la possibilité de l'organiser d'une manière satisfaisante » (1). Le même délégué concluait avec raison que c'était là que devaient se porter tous les efforts de la conférence : la solution de cette question entraînant celle de l'Institution de la Permanence du tribunal. C'est ce que l'on comprit et cela nous amène à étudier la composition de la Cour.

SECTION II

La Composition de la Cour

a) La Représentation Universelle des nations intéressées

Nous venons de voir comment et pourquoi la Cour des Prises, du moment qu'on lui reconnaissait un caractère permanent, devait s'inspirer dans sa composition d'un recrutement véritablement international, c'est-à-dire émanant de l'ensemble des nations. Mais avant de poursuivre directement cet ordre d'idées, nous voudrions indiquer en quelques lignes, comment, à notre sens, indépendamment de cette circonstance qui appelait une telle composition, il

(1) Séance du 11 juill. 1907, *Id.*, t. II, p. 800.

importait que la Cour des Prises, de par son caractère même, en fut pourvue. Nous connaissons déjà le caractère véritablement international des tribunaux de Prises et l'examen que nous avons fait des différents projets de réforme dont ils avaient été l'objet, nous a montré que tous n'avaient qu'un but : à un jugement national, substituer un jugement International, le seul qui convînt en ces matières. Mais reste à savoir si les divers procédés que l'on proposait pour assurer le caractère international de ces juridictions et par suite de leurs jugements, y parvenaient réellement. Dans tous ceux que nous avons envisagés dans notre première partie, nous avons pu constater deux courants : les uns attribuaient dans la composition des juridictions proposées une part plus large aux Belligérants qu'aux neutres, et les autres réciproquement. Mais dans ce dernier cas même, quelque fut la part faite aux neutres, et tout en reconnaissant que leur nombre suffirait en principe à assurer le respect des droits des neutres en général, nous ne pouvons pas nous empêcher de constater, qu'ainsi que le disait sir Edward Fry, en parlant du projet allemand qui n'en était que la reproduction, les juges étaient après tout, choisis « parmi les Belligérants, parmi leurs amis, parmi les amis de leurs amis » (1). Par suite, un autre mode de représentation des neutres eut-il été mieux qualifié pour défendre leurs intérêts. Et on peut

(1) Séance du 4 juill. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 788. — *Sic*, M. Henry Howard, à la séance du 11 juill., *Id.*, p. 794.

même ajouter avec raison que la Cour, devant être une institution mondiale jugeant des droits des ressortissants de tous les Etats, il « paraît logique d'assurer l'influence de la totalité de ces Etats sur sa composition (1) ». Alors, mais alors seulement, il nous semble que l'on se trouve devant une juridiction Internationale dans toute l'acception du mot, pouvant appliquer le véritable droit International parce que dépourvue de tout préjugé, de toute partialité. C'était l'idée que déjà nous avons vu émise au XVIII^e siècle par de Sainte-Croix et que reprenait le projet Britannique en l'adaptant cependant aux exigences de la situation Internationale contemporaine.

Si, en effet, à son époque, de Sainte-Croix pouvait proposer de « choisir des députés de tous les peuples de l'Europe pour membres de ce conseil amphictionique » (2), il faut bien reconnaître, ainsi que le disait M. Kriege, qu'actuellement il n'était « pas possible que chaque État particulier désigne un juge : une Cour composée de juges aussi nombreux ne serait guère capable d'un travail pratique (3) ».

Comment alors, arriver à résoudre ce problème ? Nous retrouvons ici la difficulté que nous signalions déjà un peu plus haut : voyons la façon dont elle a été tranchée à la Haye.

(1) M. Kriege, à la séance du 11 juill. 1907. *Id.*, t. II, p. 797.

(2) *Histoire de la Puissance navale de l'Angleterre*, t. I, p. 191.

(3) Séance du 11 juill. 1907, *Actes et documents*, t. II, p. 797.

Le projet anglais adoptait le criterium suivant : seraient seuls admis à participer à la composition de la Cour, les nations dont la marine marchande avait un tonnage dépassant 800.000 tonneaux. Cette façon d'établir un rapport direct entre la faculté de désignation et le total du tonnage de la marine marchande était de nature à soulever de vives oppositions. Elles ne se firent pas attendre. Les petits États surtout se passionnèrent singulièrement dans la discussion et certains allèrent même jusqu'à vouloir être traités sur un pied d'égalité absolue avec les plus grandes puissances maritimes en vertu du principe de l'égalité des États souverains que se trouvait violer la proposition anglaise (1). Cette prétention chimérique, qui ne tenait compte ni de l'impossibilité matérielle de sa réalisation, ni de ce qu'aurait de choquant le fait de niveler la situation d'États dont l'influence, la puissance et les intérêts maritimes étaient si disproportionnés, de mettre sur le même pied la Grande-Bretagne et la confédération Helvétique, resta, du reste, sans écho. Mais si, par son intransigeance même, elle présentait un caractère excessif de nature à la faire repousser, elle contenait un germe de vérité qui fut très bien mis en lumière par M. Ruy Barbosa. Admettre le projet anglais, disait en effet le délégué

(1) V. not., la déclaration de M. Pierre Hudicourt, au nom de la délégation d'Haïti, séance du 21 sept. 1907. *Id.*, t. I, p. 168, et celle de M. Fortoul, délégué du Vénézuéla, séance du 10 sept. 1907, *Id.*, p. 21.

du Brésil, c'était en effet « admettre un principe tout différent de celui qui se pratique pour la Cour d'arbitrage où on a adopté le principe de la représentation générale des nations intéressées. S'il y a des raisons pour modifier dans l'application ce principe quant à la Cour des Prises, il n'y en a pas pour l'enfreindre et le repousser ouvertement. » (1) Et en effet, le même délégué pouvait s'écrier très justement : « ce n'est pas seulement au commerce de ces marines à 800.000 tonneaux que l'on cherche à donner des garanties juridiques, c'est une Cour de juridiction universelle que l'on va créer. Toutes les marines, grandes ou petites en ressortiront. Croyez-vous que toutes auront des motifs égaux pour se confier à des juges à la nomination desquels elles n'auront contribué aucunement. Sous ce régime les faibles auront à se soumettre à la justice des forts, ceux-ci peuvent avoir des préoccupations communes qui les engagent à ne pas respecter suffisamment des considérations dont le droit des autres relève (2) ». Du reste, une restriction était-elle légitime, les bases sur lesquelles la faisait reposer le texte Britannique était des plus critiquables : « selon les circonstances, quelques navires de plus ou de moins pourraient décider du droit de l'Etat de désigner un juge. La différence entre les marines marchandes de certains pays sont très petites et il y en a qui sont fort peu séparées de la limite de la proposition Britan-

(1-2) Séance du 11 juillet 1907, *Id.*, t, II, p. 798.

nique. En outre, il y a de grandes divergences entre les statistiques du tonnage » (1). Ce système se trouvait du reste singulièrement aggravé de ce fait qu'on ne prévoyait pas l'accroissement possible des marines et qu'aucune revision ne pouvait être escomptée de ce chef.

L'injustice du procédé Britannique était trop flagrante pour avoir quelque chance de succès. A part le délégué anglais qui était dans son rôle, nulle voix ne s'éleva du reste en sa faveur, tandis que de différents côtés des solutions ingénieuses furent suggérées pour résoudre le problème. M. Ruy Barbosa proposait que les nations dont les marines étaient inférieures au tonnage fixé fussent admises à la nomination des membres de la Cour, moyennant un accord entre elles pour le choix des juges (2). — M. Choate opinait pour un noyau permanent de trois à cinq juges dont il se gardait d'indiquer le mode de recrutement, avec le droit pour les belligérants, la guerre survenant, de compléter ce tribunal par l'adjonction d'un membre. (3). M. de Hammarskjöld, au nom de la Suède, indiquait d'une façon vague que l'on pourrait recourir à un mode d'élection internationale pour une période déterminée, (4) tandis que plus précis le délégué de la Perse se prononçait pour une élection à laquelle prendraient part des délégués de tous

(1) M. Kriege, séance du 11 juillet 1907, *Id.*, t. II, p. 797.

(2) Séance du 11 juillet 1907, *Id.*, t. II, p. 799.

(3) Même séance, p. 803.

(4) Même séance, p. 800.

les Etats représentés à la Haute assemblée. (1) Ce collège aurait eu la faculté de désigner pour un terme à fixer les membres de la Cour qui siègeraient en permanence.

Ce ne fut pourtant d'aucun de ces procédés que s'inspira le projet transactionnel présenté par les quatre grandes puissances. L'idée primitive des auteurs de ce texte avait été de faire élire les juges par des groupements d'États. Mais cette idée fut abandonnée et avec raison. M. Crowe en donna pour motif que « ces groupements d'État auraient été trop sujets à critique pour réunir l'unanimité de la conférence (2) », sans plus. Mais les critiques qu'eussent soulevé ce mode de nomination, ainsi, du reste, que tous ceux suggérés au cours des délibérations, et reposant sur une élection internationale, se devinent aisément. Cela eut conduit à des coalitions, à des ententes entre États, qui eussent pu facilement se retourner contre certaines Puissances au profit d'autres États. Toute la série des nations minuscules, entre autres, dont les intérêts en la matière tout en étant considérables, ne sauraient être assimilés à ceux des grandes Puissances, fussent parvenus, étant en nombre, à imposer leurs vues et leurs systèmes, et à acquérir ainsi une prépondérance disproportionnée à leur importance. Le système proposé à la conférence par les quatre grandes puissances reposait sur un fondement rationnel original. On reconnaissait huit

(1) Même séance, p. 805.

(2) Séance du 12 août 1907, *Id.*, t. II, p. 820.

Puissances comme ayant des intérêts politiques, maritimes, commerciaux, prépondérants. (1) Ces puissances nommaient d'une façon absolument permanente chacune un juge et un juge suppléant. Quant aux trente-neuf autres Puissances représentées à la Haye, il leur était attribué sept juges et sept suppléants en tout et on établissait entre elles une sorte de roulement automatique qui, dans une période de six ans, les faisait figurer dans la Cour tour à tour, pendant un nombre d'années et avec un nombre de juges proportionné à leur importance. On aboutissait ainsi à un chiffre total de quinze juges titulaires et quinze suppléants. Ce nombre avait été adopté parce qu'il semblait difficile, et ce nous semble exact, d'en admettre davantage sans grands inconvénients dans la pratique. Ce système était assurément ingénieux et, il faut les reconnaître, profondément équitable. Les Petits États protestèrent bien. Le Vénézuëla, notamment, par l'intermédiaire de M. Fortoul, s'éleva contre cet « espèce de compromis par lequel la majorité des États sanctionnent une situation privilégiée d'un groupe d'autres États, ceux-ci voyant ainsi s'ajouter aux avantages de fait que leur accorde à l'heure actuelle le nombre de leurs navires et la force de leurs armées, la prérogative de prononcer en dernière instance sur des questions de droit et d'équité (2). » Mais cette protestation ne

(1) L'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et la Russie.

(2) Séance du 10 sept. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 24.

nous paraît vraiment pas fondée. Il était assez naturel, nous semble-t-il, de donner aux Puissances qui joueront le plus ordinairement le rôle de belligérant, entre lesquelles surtout un conflit est à craindre et de nature à jeter une perturbation immense dans leur vie économique, un rôle prépondérant. Et, en définitive, de toute façon, les intérêts généraux des neutres comme les droits des belligérants, ne pouvaient être mieux protégés. Car en raison de leur situation prépondérante, ces États étaient plus intéressés que nuls autres à faire respecter, comme neutres, l'étendue de leurs droits et, d'autre part comme belligérants possibles du lendemain, les droits du capteur. Et du reste, les petits États étaient loin d'être sacrifiés puisque sept sièges leur permettaient largement d'exposer leurs vues et de faire entendre leurs doléances (1). Restait maintenant

(1) A cet égard, Barclay (*op. cit.*, p. 84-85) reproche à la Convention de tomber dans un excès inverse de celui qui existait avec les tribunaux nationaux. Ce ne seront plus, prétend-il, les intérêts neutres qui se trouveront lésés, mais les intérêts des belligérants. Dans une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, par exemple, continue-t-il, parmi les grandes Puissances, on pourra escompter contre l'Angleterre outre la voix de son adversaire, celle de l'Autriche. Quant aux États-Unis, étant par principe partisans de l'inviolabilité de la propriété privée, ils se trouveront voter contre le capteur et ils seront suivis en cela par les sept petits États. Il ne restera donc plus ainsi que cinq juges impartiaux. Au surplus Barclay qui paraît nourrir à l'encontre de la Cour des Prises, bien qu'il s'en défende, une particulière animosité, va jusqu'à repousser en principe toute juridiction Internationale et à soutenir ce paradoxe, que plus que toute autre, une telle institution est susceptible d'encourir le reproche de partia-

la question fort délicate de déterminer dans quelle mesure, et pour combien de temps chacun des 39 Etats serait admis à figurer dans la Cour des Prises. Sur quelle base

lité. Car, dit-il, « il n'est pas certain du tout, qu'une justice plus impartiale pourrait être distribuée par une cour constituée autrement que sur les bases actuelles. — La justice après tout est en elle-même, un idéal plutôt qu'une réalité, comme cela est suffisamment prouvé par les nombreuses affaires qui viennent en appel non seulement en Angleterre, mais dans tous autres pays. La nécessité de solutionner définitivement ces litiges, l'incertitude fatale de la vérité, les erreurs inhérentes à la faillibilité de la nature humaine des juges et des avocats, leurs différents degrés de capacité, les circonstances, l'encombrement des affaires, les incidents de procédure ; tout cela tend à modifier et à déformer la justice telle qu'elle est distribuée dans les tribunaux. En pratique, la moins importante parmi ces causes de déformation de la justice est probablement la partialité du juge. En réalité ce n'est que dans un tribunal spécial, en dehors de la confusion des procès ordinaires, là où la procédure est calme et sans précipitation, et où rien n'empêche l'examen complet et soigneux des faits, que le penchant personnel du juge peut prendre de l'importance au milieu des autres causes. »

Il nous paraît inutile d'insister sur le caractère factice de cette argumentation qui semble ignorer de parti-pris le caractère tout particulier des affaires de prises, qu'on ne peut vraiment assimiler à des affaires quelconques dont connaissent les premiers tribunaux venus, et dont la solution, par les circonstances où elle doit intervenir, requiert une particulière indépendance d'esprit. C'est nier l'évidence que de contester l'influence non seulement possible, mais certaine, de l'ambiance hostile sur la décision des juges nationaux. Et en définitive, en admettant, pour revenir à notre espèce que le reproche adressé à la Cour des prises de favoriser les neutres fut exact — ce qui n'est pas, car les déductions de Barclay sont très arbitraires et on ne voit pas bien, par exemple, les États-Unis acquitter *a priori* pour favoriser l'avènement du principe de l'inviolabilité —, nous préférierions cela, plutôt que d'assister à la violation

s'appuyer pour cela? Les auteurs du projet établirent le tableau des juges en tenant compte, nous dit M. Lammasch, délégué autrichien, « non seulement du tonnage, mais aussi de la marine militaire dont les officiers auront à se défendre. On a également pris en considération l'importance du commerce (1). » On s'efforça, en fait, de trouver une place pour tous les Etats, même ceux qui n'avaient pas de marine marchande, et peut-être s'engagea-t-on un peu trop avant dans cette voie (2). Et il est évident que, par suite, les choses ne pouvaient être établies avec une rigueur mathématique et que tous les Etats ne pouvaient être satisfaits de la place qui leur était accordée. Certains, du reste, le firent vivement sentir : Le Brésil notamment, par l'organe de M. Ruy Barbosa, protesta avec une véhémence extrême, contre la place qui lui était assignée. Deux

arbitraire, par les Belligérants, des droits des neutres, droits qui sont d'autant plus respectables que leurs titulaires, étrangers à la lutte en subissent déjà par contre coup les conséquences fâcheuses. Barclay propose bien, pour corriger ce dernier défaut, d'adjoindre aux tribunaux nationaux, le consul du capturé, mais qui pourrait croire à l'efficacité d'une pareille mesure? Il suggère également l'idée d'instituer un appel en tout dernier ressort, au souverain du capteur, qui statuerait par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères (a final revision above the national appeal court be vested in the crown acting through the Foreign Office); mais ce ne pourrait être là que l'occasion de complications diplomatiques auxquelles précisément on a voulu mettre un terme en instituant une juridiction Internationale.

(1) Séance du 17 août 1907, *Id.*, t. II, p. 836.

(2) V. ce tableau *infra*, aux annexes n. 8.

fois, M. Ruy Barbosa vint, statistiques en main, pour démontrer l'iniquité dont avait été victime son pays (1). Ses doléances, du reste, émurent peu la conférence, et avec raison. Non seulement elles étaient exagérées, mais elles reposaient même en fait sur des considérations inexactes. C'est ainsi qu'il se plaignait d'être mis sur le même rang que la Serbie et au-dessous de la Suisse alors qu'il ressort nettement de la lecture du tableau que Serbie et Suisse ont chacune un juge titulaire et un suppléant tandis qu'il est attribué au Brésil un juge titulaire pour deux ans. Au surplus toutes ces statistiques invoquées pouvaient, au fond, prouver fort peu de choses. Il faut bien se dire, en effet, comme le fit judicieusement observer M. Larreta que « toutes les statistiques sont inexactes, tant par le fait de l'imperfection des procédés que par celui de la pression patriotique qui pousse les auteurs à enfler les chiffres favorables à leur pays (2) ». Là où l'injustice nous semble véritablement flagrante, c'est vis-à-vis de la Norvège. M. Hagerup son représentant, la releva du reste en des termes suffisamment saisissants : « On a introduit, dit-il, le principe de la prépondérance des huit grandes Puissances, lesquelles se trouvent généralement dans le rôle de capteur. Il est d'autant plus important que la minorité soit représentée par les Puissances qui ont les plus grands inté-

(1) Séance du 17 août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 832 et s., et séance du 22 août, *Ibid.*, p. 849 et s.

(2) Séance du 10 sept. 1907, *Id.*, t. II, p. 14.

rêts. La Norvège a le troisième tonnage, 1.400.000 t., plus grand que le total du tonnage des pays privilégiés qui viennent dans le tableau immédiatement après les grandes Puissances (1), et dépasse le tiers du tonnage des Puissances qui figurent dans le même groupe qu'elle. » De même, la Hollande, dont l'importance maritime est considérable, se trouvait reléguée à une place plus que secondaire. Et de ce côté-là, également, eussent pu se faire entendre de légitimes protestations. Il faut ici rendre hommage à l'esprit de haut désintéressement de ces derniers pays qui ne virent pas là un motif suffisant pour refuser leur signature à la Convention. « Nonobstant, déclara M. Hagerup, le gouvernement de la Norvège accepte le tableau proposé. Il s'impose ce sacrifice dans le but de concourir à l'accomplissement d'une œuvre utile qui aura de grandes conséquences pour le développement du droit international. (3). » Cette belle déclaration doit être rapprochée de celle que faisait, au nom de la République Argentine, M. Larreta,

(1) Ces puissances, qui ont chacune un juge titulaire et un suppléant, sont : l'Espagne qui figure pour quatre ans, et dont la marine commerciale, d'après les chiffres indiqués par M. Barbosa s'élève à 520.000 tonneaux, et les Pays-Bas, qui figurent pour trois ans, et possèdent une marine de 1.164.000 tonneaux. La Norvège figure pour deux ans. Par années, nous entendons les années où les Puissances sont représentées par des juges titulaires ; les suppléants repartis sur d'autres années n'ayant pas une importance aussi décisive et leur proportion étant du reste identique.

(2) Séance du 11 août 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 836.

(3) Même séance, *Ibid.*

qui, lui aussi, eut pu arguer de statistiques en faveur de son pays : « Nous l'acceptons (notre classement)... parce que nous avons envisagé le projet, moins comme un problème d'arithmétique que comme une institution de confiance et d'harmonie... En admettant qu'une part d'erreur se soit glissée dans l'appréciation de notre importance relative, et que nous ayons droit à une durée de mandat un peu supérieure à celle qui nous a été assignée, eh bien ! ce petit sacrifice, nous le faisons de bon gré en hommage à cette grande œuvre du droit et de la justice » (1).

Il est seulement à regretter que cet esprit de solidarité ne se soit pas rencontré chez tous les autres délégués et que les petits Etats aient voté en bloc contre l'article 13 qui contient la répartition des juges entre les différentes Puissances (2). Ils ont fait preuve ici d'une méconnaissance grave de leurs propres intérêts, car ainsi que le faisait remarquer M. Renault dans son rapport ; « en tout cas, les intérêts commerciaux d'un petit Etat neutre seront plus efficacement garantis par le fonctionnement d'une juridiction Internationale, même imparfaite, que si cet Etat devait compter uniquement sur l'impartialité du tribunal

(1) Séance du 10 sept. 1907, *Id.*, t. II, p. 14.

(2) Ont en effet voté l'ensemble de la Convention, avec réserve expresse de l'article 13, les Etats suivants : Chine, Chili, Colombie, Cuba, Equateur, Guatémala, Haïti, Perse, Salvador, Uruguay, (*Actes et documents*, t. I, p. 169). En outre le Siam, a signé postérieurement la Convention, en réservant l'article 13, (*Id.*, p. 723).

des prises du capteur ou sur l'issue d'une réclamation diplomatique (1) ».

Et cette opposition paraît, du reste, d'autant moins fondée que chez quelques-uns, elle reposait, non pas même sur un grief tiré d'une répartition injustifiée de juges à leur encontre, mais bien sur la prétention qu'ils avaient émise d'être traités sur un pied d'égalité absolue avec les plus grandes Puissances en vertu du principe de l'égalité des Etats Souverains (2). Mais si l'application de ce principe était restreint par la Convention, très légitimement, nous l'avons vu, il n'était pas le moins du monde méconnu. M. de Hammarskjöld pouvait dire très justement que « cette institution paraît être d'un ordre beaucoup trop spécial pour compromettre, par son organisation, le principe de l'égalité des Etats Souverains, principe auquel, bien sûr, personne ne voudrait porter atteinte (3). » — De plus, ces Etats auraient bien dû se souvenir que « le parfait n'est pas du ressort de l'humanité » (4) et pour un premier essai, on avait abouti, en somme, à un résultat remarquable. On était, en définitive, en présence d'une Cour véritablement permanente et non pas ainsi que

(1) *Actes et Documents*, t. I, p. 196.

(2) V. not. les déclarations précitées des délégués du Vénézuéla et d'Haïti.

(3) Séance du 10 sept. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 18. Dans le même sens, M. Rangabé, délégué de la Grèce, même séance, page 19.

(4) M. Hagerup, même séance, p. 17.

M. Asser pouvait le dire de la cour d'arbitrage d'un « fantôme d'une Cour, un spectre impalpable ou pour parler plus nettement... un greffe avec une liste » (1). On avait résolu un problème difficile, quelques défauts s'y étaient glissés, mais au lieu d'en prendre prétexte pour tout entraver, il eut été plus habile, et plus conforme aux intérêts généraux de la Paix, de s'efforcer de les faire disparaître par la suite. Du reste la répartition proposée et qui fut adoptée n'était pas un tableau immuablement déterminé. Il peut se faire en effet que l'importance des Etats se modifie singulièrement en quelques années, soit dans un sens, soit dans l'autre, et à ce point de vue une revision possible s'imposait. L'idée en fut suggérée par M. de la Mortera, délégué d'Espagne (2). Mais l'article 57 qui répond à cette préoccupation ne nous paraît pas satisfaisant. Il dispose en effet que : « Deux ans avant l'expiration de chaque période visée par les alinéas 1 et 2 de l'article 51, chaque Puissance contractante pourra demander une modification des dispositions de l'article 15 et du tableau y annexé, relativement à sa participation au fonctionnement de la Cour. La demande sera adressée au Conseil administratif, qui l'examinera et soumettra à toutes les Puissances des propositions sur la suite à y donner. Les Puissances feront donc, dans le plus bref délai possible, connaître leur réso-

(1) Séance du 16 juillet 1907, *Id.*, t. II, p. 235.

(2) M. de la Mortera, séance du 17 août 1907, *Id.*, t. II, p. 836.

lution au Conseil administratif. Le résultat sera immédiatement et au moins un an et trente jours avant l'expiration dudit délai de deux ans, communiqué à la Puissance qui a fait la demande. Le cas échéant, les modifications adoptées par les Puissances entreront en vigueur dès le commencement de la nouvelle période.»

Or, si ce texte est de nature à donner satisfaction aux petites Puissances en leur permettant de réclamer toujours, il ne prévoit en aucune façon une réduction corrélative de la représentation des Etats plus favorisés en 1907 dont la situation internationale peut se trouver amoindrie dans quelques années. Il est permis de supposer en effet que ces Puissances ne viendront pas, de leur propre initiative, faire consacrer leur déchéance. Or, d'autre part, on a répété à maintes reprises à la Haye que le chiffre total de quinze juges était un maximum qui ne pouvait pas être dépassé. Comment alors, quand on se trouvera en présence d'un Etat peu favorisé en 1907 et dont l'expansion justifiera la demande d'accroissement, pourra-t-on lui donner satisfaction en laissant subsister le *statu quo* pour les autres nations dont au surplus le rôle diminué ne correspondra plus à l'influence au sein de la Cour des Prises, sans qu'on n'ait aucun moyen de rétablir un équilibre normal ? Il semble donc bien qu'il y ait là une sorte de lacune pour laquelle il serait intéressant de rechercher une solution, car tel quel, l'article 57 nous paraît bien voué à n'être qu'une manifestation toute platonique, sans

possibilité de réalisation pratique. Les Petits Etats s'en sont-ils rendus compte ? Rien ne nous permet de le supposer. En tout cas, une sorte de sanction leur est laissée au cas où leur demande ne serait pas agréée — et nous venons de voir qu'il risque fort d'en être ainsi. L'article 55, en effet, qui dispose que la Convention conclue pour douze ans, se renouvelle tacitement de six ans en six ans, ajoute qu'elle peut être dénoncée par un des Etats contractants pourvu qu'elle soit notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas au moins un an avant l'expiration de chacune de ces périodes. La réponse à l'Etat demandeur devant être effectuée, nous l'avons vu, un an et trente jours avant l'expiration de ces mêmes périodes, il lui reste donc un mois pour se décider. Mais il faut espérer que les Etats éconduits ne se résoudront pas à cette extrémité, et qu'ils sauront, au besoin, renouveler en faveur de la grande cause poursuivie, les sacrifices qu'ils se sont déjà imposés à la Haye. Mais il importe que ces sacrifices ne leur soient pas indéfiniment demandés. Et c'est pourquoi nous espérons qu'un nouvel article 57 tenant compte de la pure justice, saura résoudre ce problème, de l'adaptation à la situation internationale d'une époque donnée, de la représentation au sein de la Cour des Prises, établie en 1907.

b) *Les Belligérants et la composition de la Cour.*

Dans la Cour ainsi composée, que devait-il advenir des

Belligérants? Le projet anglais excluait pour chaque cas spécial, les juges désignés par les Puissances en cause. « C'est seulement en procédant de cette manière, disait Sir Edward Fry, qu'on obtiendra une Cour Internationale composée de juges sans préjugés et à peu près sans nationalité (1) », la seule capable d'appliquer véritablement le droit International. Le projet allemand, au contraire, sur les cinq juges qu'il prévoyait, laissait aux Belligérants le soin d'en choisir deux. « Il était en effet désirable d'y assurer aux Belligérants qui exerçaient par leurs propres tribunaux la juridiction des prises, une légitime influence dans la Haute-Cour Internationale (2) » Ceux-ci, en effet, ayant jusqu'ici exercé en pleine souveraineté la juridiction des prises dans toutes les instances, auraient moins de scrupules à se soumettre aux décisions de la Cour, s'ils s'y trouvaient représentés. Ce point de vue, parfaitement exact, eut pu toutefois se heurter, si on avait adopté l'économie complète du projet allemand, à une objection de fait : Les Belligérants, en effet « quelque soit l'hostilité existant entre eux, auraient eu des intérêts communs à défendre vis-à-vis des neutres » et ceux-ci, bien qu'étant la majorité, puisqu'ils étaient trois contre deux, se trouvaient après tout choisis parmi les amis des parties. Les décisions rendues eussent pu ainsi paraître dépourvues des

(1) Séance du 4 juillet 1907, *Id.*, p. 788.

(2) Même séance, p. 787.

(3) Sir Henry Howard, séance du 11 juillet 1907, *Id.*, t, II, p. 794.

garanties suffisantes, d'autant plus que la Cour ainsi constituée, sans stabilité, sans jurisprudence, se fut moins préoccupée de la répercussion possible de ses sentences.

— Le projet primitif des quatre grandes puissances ne prévoyait pas le cas et semblait ignorer le problème : si les Belligérants se trouvaient membres de la Cour au moment de l'ouverture des hostilités, nulle clause ne les obligeait au départ, pas plus qu'on ne se souciait de savoir, au cas où un seul des Belligérants y aurait été représenté, s'il n'eût pas été équitable d'y voir figurer son adversaire. La question méritait d'être soulevée et elle le fut dans les deux sens. Tout d'abord, remarquons qu'ici la présence des Belligérants ne présentait aucun des inconvénients qu'elle eut présenté dans l'adoption du système allemand. Les neutres ne leur devaient pas leur nomination et sur un nombre total de quinze juges, deux ne pouvaient absolument pas prédominer. Bien plus, dès lors, leur présence présentait une réelle utilité et à l'encontre de la thèse anglaise, on pouvait facilement le démontrer. Les Belligérants, en effet, étaient ainsi mis à même, au cours des délibérations, de faire ressortir, dans une discussion, mieux que toutes les plaidoiries, les vues de leur pays, éclaircir ainsi bien des points obscurs. Enfin, ils pouvaient surtout avoir une heureuse influence sur la rédaction de la sentence, veillant à ce que cette rédaction ne présente rien de désobligeant pour leur pays. — Par suite, ce fut avec raison que l'idée qu'avait émise sir Henry Howard, d'exclure de

la Cour les juges nommés par les Parties Belligérantes fut écartée (1). Et, au contraire, il faut approuver sans réserve l'initiative de M. de Hammarskjöld (2) qui demanda de donner aux petits Etats non représentés dans la Cour, une représentation pour la durée de la guerre où ils se trouveraient impliqués. Telle est l'origine de l'art. 16, ainsi conçu : « Si une puissance Belligérante n'a pas d'après le tour de rôle, un juge siégeant dans la Cour, elle peut demander que le juge nommé par elle prenne part au jugement de toutes les affaires provenant de la guerre. Dans ce cas, le sort détermine lequel des juges siégeant en vertu du tour de rôle doit s'abstenir. Cette exclusion ne saurait s'appliquer au juge nommé par l'autre Belligérant. »

c). *La qualité des membres de la Cour*

Une autre question était à résoudre : Quelle qualité devaient revêtir les juges ? Garderait-on sur ce point, comme le projet de l'Institut de Droit International, un silence que nous avons déploré en son temps ? La solution adoptée ici est de tous points impeccable. « Les juges, nous dit l'art. 10, devront être des jurisconsultes d'une compétence reconnue dans les questions de droit International maritime et jouissant de la plus haute considération morale. » C'est bien celle que nous avons admise plus haut comme

(1) Séance précitée, p. 795

(2) Séance du 12 août 1907, *Id.*, t. II, p. 822.

étant la seule vraie. Le projet Anglais la préconisait déjà, mais le projet Allemand voulait que les membres nommés par les Belligérants furent des Amiraux. C'étaient toujours les mêmes arguments que nous avons déjà rencontrés, qui étaient mis en avant : les connaissances techniques indispensables que seuls, des gens du métier pouvaient fournir (1). Mais, comme toujours, on méconnaissait le rôle primordial qu'ont à remplir les juges des prises. Sir Henry Howard se chargea très opportunément de le rappeler en déclarant qu'il était « permis de douter si, au cours de leur carrière, les amiraux auront pu acquérir les connaissances nécessaires pour leur permettre, non seulement de décider des questions de droit International, mais encore de contribuer au développement de ses principes. » (2) Ce n'est pas, du reste, que l'on méconnut l'utilité des services qu'ils étaient susceptibles de rendre, tout au contraire. Leur intervention, à titre d'experts, était reconnue nécessaire et on allait en tenir compte : mais on voulait les maintenir dans leurs justes limites naturelles. Au surplus, M. Choate déclarait catégoriquement : « une Cour est une Cour et un jurisconsulte est un jurisconsulte, et à notre avis, l'introduction de tout autre élément tend dans une certaine mesure à enlever à ce tribunal le véritable caractère judiciaire qu'il doit

(1) V. not. Kriege, séance du 11 juillet 1907, *Id.*, t. II, p. 799.

(2) Même séance, p. 795.

posséder ». (1) Aussi fit-on aux techniciens une situation spéciale. et l'art. 18, imaginé par les grandes Puissances et passé sans difficulté dans le texte de la Convention, stipule : « Le Belligérant capteur a le droit de désigner un officier de marine d'un grade élevé qui siègera en qualité d'assesseur avec voix consultative. La même faculté appartient à la Puissance neutre qui est elle-même partie au litige ; ou à la Puissance dont le ressortissant est partie au litige ; s'il y a, par application de cette dernière disposition, plusieurs Puissances intéressées, elles doivent se concerter, au besoin par le sort, sur l'officier à désigner ».

De la sorte, ce texte, rédigé avec une grande habileté, sauvegardait tous les intérêts. Mêlés aux délibérations de façon intime, les officiers de marine pourront faire valoir les considérations techniques que l'on réclamait tant, avec autant de fruit que s'ils avaient fait partie intégrante de la Cour. D'autre part, ils ne figurent officiellement que dans ce rôle, convenant à leur compétence naturelle, et conservant à la juridiction son véritable caractère.

SECTION III

Le fonctionnement de la Cour. — Son organisation.

§ 1. — LE FONCTIONNEMENT DE LA COUR AU CAS D'ADHÉSION NON-UNANIME DES PUISSANCES REPRÉSENTÉES

La composition de la Cour des prises, telle que nous

(1) Même séance, p. 803.

venous de l'exposer, supposait évidemment pour son fonctionnement, l'adhésion de toutes les puissances figurant au tableau annexé à l'article 15. Il fallait pourtant prévoir le cas où cette unanimité ne se rencontrerait pas, et, ainsi que nous l'avons pu constater, les récriminations qu'avaient fait entendre les petits Etats en étaient bien un indice. D'autre part, il pouvait se faire que des Etats, primitivement adhérents, vinssent par la suite à dénoncer la convention. Sous peine d'aboutir à un échec certain, il était donc de toute nécessité de ménager le fonctionnement possible de la Cour tout en respectant le principe qui avait présidé à la confection de l'article 15. — Ce fut là précisément l'objet de l'article 56, qui se trouve ainsi conçu : « Dans le cas où la présente Convention n'est pas en vigueur pour toutes les Puissances désignées dans l'article 15 et le tableau qui s'y rattache, le Conseil administratif dresse, conformément aux dispositions de cet article et de ce tableau, la liste des juges et des juges suppléants pour lesquels les Puissances contractantes participent au fonctionnement de la Cour. Les juges appelés à siéger à tour de rôle seront, pour le temps qui leur est attribué par le tableau susmentionné, répartis entre les différentes années de la période de six ans, de manière que dans la mesure du possible, la Cour fonctionne chaque année en nombre égal. Si le nombre des juges suppléants dépasse celui des juges, le nombre de ces derniers pourra être complété par des juges suppléants désignés par le sort parmi celles des

Puissances qui ne nomment pas de juge titulaire. — La liste ainsi dressée par le Conseil administratif sera notifiée aux Puissances contractantes. Elle sera révisée quand le nombre de celles-ci sera modifié par suite d'adhésions ou de dénonciations. — Le changement à opérer par suite d'une adhésion ne se produira qu'à partir du 1^{er} Janvier qui suit la date à laquelle l'adhésion a son effet, à moins que la Puissance adhérente ne soit une Puissance belligérante, cas auquel elle peut demander d'être aussitôt représentée dans la Cour, la disposition de l'article 16 étant du reste applicable s'il y a lieu. — Quand le nombre total des juges est inférieur à onze, sept juges constituent le quorum nécessaire.»

Ainsi était résolu le problème, et, nous devons le reconnaître, de façon très heureuse. D'autre part, en effet, l'art. 52 exigeait, nous le verrons, un minimum d'adhésions pouvant donner neuf juges titulaires et neuf suppléants pour que la Cour put fonctionner et l'art. 14 établit le chiffre de neuf juges comme quorum nécessaire. De la sorte, et étant donné, surtout, les Puissances dont on pourrait escompter l'adhésion, on pourrait arriver facilement pour chaque période annuelle à la constitution d'un nombre bien suffisant de juges.

§ 2. — ORGANISATION DE LA COUR

L'existence de la Cour, son fonctionnement possible sont donc assurés. Nous pouvons, par suite, envisager utilement son organisation qui a fait l'objet de dispositions très précises dont la plupart ont été empruntées, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte à la lecture par un simple rapprochement, au texte du projet allemand. Nous avons, du reste, fort peu de choses à dire à leur sujet et un aperçu très bref nous suffira.

C'est dans les six mois suivant la ratification de la Convention que juges et suppléants doivent être nommés pour une période de six ans qui est également la période pour laquelle sont valables les pouvoirs conférés à leurs remplaçants en cas de décès ou démission (art. 11), et non seulement pour le temps restant à courir de la période de leurs prédécesseurs. La Cour, ainsi, se renouvellera peu à peu et non brusquement. Sur la nomination de ces juges, il importe de faire deux remarques que M. Renault consignait dans son rapport. « Une puissance qui a, par exemple, le droit d'avoir un juge siégeant les trois premières années et un juge suppléant pour trois autres années, aura la faculté de désigner la même personne pour exercer successivement ces deux fonctions. Cela n'est pas inutile à dire, parce qu'au premier abord, il semblerait un peu étrange qu'après avoir été juge, on fut

juge suppléant. Il s'agit de fonctions complètement distinctes dont l'exercice successif par la même personne est tout naturel. — En outre une Puissance n'est nullement tenue de choisir un juge de sa nationalité... Rien n'empêcherait plusieurs Puissances de s'entendre pour désigner la même personne comme juge. Par exemple, l'Etat A ayant droit à un juge pour la première année, l'Etat B à un juge pour la deuxième année et l'Etat C à un juge pour la troisième année, ces trois Etats pourraient faire porter leur choix sur la même personne qui siègerait ainsi trois ans à des titres divers. » (1) — Mais si, de la sorte, toutes facilités sont données aux Puissances pour leur permettre l'accomplissement de leur rôle, ce n'est jamais au préjudice de l'esprit de justice et d'impartialité qui doit présider à la distribution de la justice Internationale. C'est ainsi que l'article 17 stipule l'exclusion comme juge dans la Cour de quiconque a concouru à la décision des tribunaux nationaux de prises ou a figuré dans l'instance comme avocat ou conseil d'une partie, et prononce l'interdiction réciproque pour les membres de la Cour « d'intervenir comme agent ou avocat devant la Cour Internationale des Prises, ni y agir pour une partie, en quelque qualité que ce soit, pendant toute la durée de ses fonctions (2) » Dans un même ordre d'idées, la complète indépendance nécessaire aux juges pour l'exercice de leurs fonctions leur est assurée

(1) Renault, rapport précité, *loc. cit.*, sous l'art. 19.

(2) *Id.*, sous l'art. 13.

par le bénéfice des immunités diplomatiques dont ils jouissent dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays (art. 12-13); en même temps, pour éviter des compétitions fâcheuses tenant au caractère lucratif que pourraient présenter ces fonctions, une indemnité fixée à cent florins néerlandais par jour leur est allouée, avec interdiction aux Gouvernements d'ajouter aucune rétribution à cette somme suffisante mais nécessaire (art. 20). — Exception est faite toutefois pour les frais de voyage; tant pour ceux que le Gouvernement dont dépend le juge lui allouera afin de lui permettre de se rendre à son poste, que pour ceux qui lui seront attribués sur les fonds de la Cour dans le but d'accomplir une mission telle qu'une enquête sur les lieux, par exemple, ordonnée régulièrement au cours de l'instance (1).

Tous les juges titulaires, au surplus, sont égaux entre eux, les suppléants leur étant assimilés dans l'exercice de leurs fonctions, tout en ne prenant rang qu'après eux. (Art. 12). Les préséances ne sont établies que par la date de la notification de leur nomination au gouvernement Néerlandais, et en cas d'identité de date, par l'âge. La seule hiérarchie qui existe est celle qui est indispensable pour la direction des débats : un président et un vice-président sont élus tous les trois ans, (art. 21) à la Haye qui est le siège de la Cour, siège qui ne peut être transporté

(1) Renault, Rapport précité, *loc. cit.*, sous l'art. 19.

ailleurs qu'en cas de force majeure et avec l'assentiment des Parties belligérantes.

La Haye était, du reste, tout indiqué, étant déjà le siège de la Cour Permanente d'arbitrage. Mais il y avait à cela en outre, une autre raison d'ordre pratique : c'est qu'en choisissant cette ville, on pouvait utiliser en faveur de la Cour des Prises une partie des organes institués en 1899 pour le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, organes ayant déjà fait leurs preuves et sur lesquels on pouvait faire fonds à l'occasion. Conseil administratif et Bureau International ont été ainsi mis au service de la Cour des Prises. Le Conseil administratif qui, dit l'art. 22, n'est composé que des « représentants des Puissances contractantes », remplit à l'égard de la Cour Internationale des Prises les fonctions qu'il remplit à l'égard de la Cour Permanente d'arbitrage (1). Quant au Bureau International, nous dit l'art. 23, il « sert de greffe à la Cour Internationale des Prises et doit mettre ses locaux et son organisation à la disposition de la Cour. Il a la garde des archives et la

(1) L'art. 28 de la Convention pour le règlement pacifique des litiges Internationaux qui établit un Conseil administratif est ainsi conçu :

« Un conseil administratif permanent, composé des représentants diplomatiques des Puissances signataires accrédités à la Haye et du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui remplira les fonctions de président, sera constitué dans cette ville le plus tôt possible après la ratification du présent acte par neuf Puissances au moins.

Ce conseil sera chargé d'établir et d'organiser le Bureau Inter-

gestion des affaires administratives. — Le secrétaire général du Bureau International remplit les fonctions de greffier. Les secrétaires adjoints au greffier, les traducteurs et les sténographes nécessaires sont désignés et assermentés par la Cour ». — Le Bureau pourra servir en outre, (art. 27) à faire les notifications aux parties dans le lieu où siège la Cour.

Devant cette Cour, enfin, où les débats se dérouleront suivant une procédure que nous examinerons en son temps, et dans la langue choisie par la Cour, la langue officielle des tribunaux nationaux qui ont connu de l'affaire étant du reste autorisée, les « Puissances intéressés ont le droit de nommer des agents spéciaux ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Cour. » Elles peuvent en

national, lequel demeurera sous sa direction et sous son contrôle.

Il notifiera aux Puissances la constitution de la Cour et pourvoira à l'installation de celle-ci.

Il arrêtera son règlement d'ordre ainsi que tous autres règlements nécessaires.

Il décidera toutes les questions administratives qui pourraient surgir touchant le fonctionnement de la Cour.

Il aura tout pouvoir quant à la nomination, la suspension ou la révocation des fonctionnaires et employés du Bureau.

Il fixera les traitements et salaires et contrôlera la dépense générale.

La présence de cinq membres dans les réunions dûment convoquées suffit pour permettre au conseil de délibérer valablement. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Le conseil communique sans délai aux Puissances signataires les règlements adoptés par lui. Il leur adresse chaque année un rapport sur les travaux de la Cour, sur le fonctionnement des services administratifs et sur les dépenses ».

outre « charger des conseils ou avocats de la défense de leurs droits et intérêts » (art. 25). De même le particulier intéressé peut se faire représenter par un mandataire dont on exige une certaine capacité. Ce doit être « soit un avocat autorisé à plaider devant une Cour d'appel ou une Cour suprême de l'un des Pays signataires, soit un avoué exerçant sa profession auprès d'une telle Cour, soit enfin, un professeur de droit à une école d'enseignement supérieur d'un de ces Pays ».

Nous devons signaler, pour terminer, l'existence au sein de cet organisme, d'une sorte de Commission nécessitée par le caractère même de l'institution. En effet, dit M. Renault, « au début d'une instance, il y a des mesures à prendre pour lesquelles il n'est pas nécessaire que la Cour entière soit réunie. Il s'agit d'abord de fixer l'ordre et les délais dans lesquels les parties doivent produire leurs défenses comme de communiquer à une partie les pièces fournies par l'autre. Il s'agit aussi de fixer le montant du cautionnement que doit verser le particulier qui exerce un recours. Il serait excessif que toute la Cour, si elle n'est pas en session, fut obligée de se réunir pour statuer sur ces points préliminaires, alors que des semaines peuvent s'écouler, avant qu'elle soit en mesure de connaître de l'affaire par l'échange des mémoires et contre-mémoires. Une délégation de trois juges désignée par la Cour sera chargée de statuer sur ces points (1).

(1) Renault, Rapport précité, *loc. cit.*, sous l'art. 47.

Telle est l'organisation de la Cour des Prises. Elle est conçue très pratiquement et nous semble susceptible d'être approuvée sans réserves. Naturellement un telle institution suppose des frais considérables ; il a été convenu par l'art. 47 qu'ils seraient supportés par les Puissances signataires dans la proportion de leur participation au fonctionnement de la Cour, en exonérant de toute contribution la désignation des juges suppléants : le conseil administratif étant chargé du recouvrement des sommes nécessaires.

§ III. — LE FONCTIONNEMENT DE LA COUR

A une Cour ainsi fortement constituée, il était logique d'assurer un mode de fonctionnement interne sérieusement établi. Mais la conférence n'a pas voulu sur ce point consacrer des règles fixes, laissant à la Cour (art. 49) le soin de les déterminer elle-même dans un règlement intérieur. C'était là une mesure très sage, le nouvel organisme, mieux que tout autre, étant à même de pouvoir réglementer son action, en tenant compte de ses convenances, [reflet des nécessités pratiques que n'auraient peut-être pas suffisamment aperçus les congressistes de 1907. Ce règlement, du reste, doit être élaboré par la Cour, dans l'année de la notification. M. Renault dans son rapport, indique, sans avoir la prétention de les prévoir tous, quelques-uns des points que pourra prévoir ce règlement. « La Cour déterminera le mode de communication de ses membres avec

le Président, avec le Bureau international. Des élections doivent avoir lieu pour les fonctions de Président et de vice-Président, pour la désignation des membres de la délégation. Quand la Cour n'est pas en session, elle ne doit pas se réunir uniquement pour procéder à ces élections qui pourront se faire par correspondance. Il faudra bien un petit règlement pour que ce mode d'élection offre toutes les garanties désirables. La Cour pourra aussi répartir les travaux entre ses membres. Ainsi de bons esprits désiraient qu'après la fin de l'instruction écrite et au début de la procédure orale, un rapport fait par un juge précédât les explications des parties. Cela n'a pas été introduit dans la convention, parce que cette formalité considérée comme obligatoire pouvait être en désaccord avec le système judiciaire de certains pays représentés. Mais, si la Cour elle-même pense que cette formalité offrirait de sérieux avantages, rien ne l'empêchera de l'admettre par son règlement. Elle sera le meilleur juge de ce qui convient pour une bonne administration de la justice. De même, elle pourra régler le mode de désignation des membres devant former la délégation prévue par l'art. 48 et la durée des pouvoirs de ses membres » (1). Sur tous ces points donc, et sur tous ceux qui pourront se présenter, la Cour aura une entière latitude pour intervenir et réglementer à sa guise. On peut espérer les meilleurs

(1) Renault, Rapport précité, *loc. cit.*, sous l'art. 48.

résultats de ce large pouvoir qui lui est abandonné, et qu'elle saura certainement utiliser pour assurer la meilleure expédition des affaires dont elle aura à connaître.

CHAPITRE IV

Les pouvoirs de la Cour

SECTION I

Le droit applicable

Si la composition de la Cour avait été un problème difficile à résoudre, il semblait bien qu'il en était un autre de nature également à soulever de grandes difficultés ; à savoir quelles règles pourrait appliquer le nouvel organisme, de quels principes il s'inspirerait dans les décisions qu'il aurait à rendre. Fallait-il dire, en effet, que la Cour des Prises, devait tenir compte des règles édictées par chacun des belligérants capteurs ? C'était alors avoir fait beaucoup de besogne pour aboutir à un bien piètre résultat, c'était consacrer de façon officielle l'arbitraire des règlements de prises et en assurer simplement une impartiale application aux capturés. Dans ces conditions, autant valait s'en tenir au *statu quo*. D'un autre côté, sur quelle législation positive pouvaient s'appuyer les juges internationaux ? Assurément il existait déjà un

droit conventionnel entre nations réglant certaines questions de la guerre maritime. Il y avait, notamment la déclaration de Paris de 1856, et en outre, certains traités conclus entre différents États et contenant des dispositions au sujet de la contrebande de guerre. Mais c'était là bien peu de choses. Le programme de la conférence comportait bien la codification de certaines parties du droit de la guerre maritime, mais personne ne pouvait prévoir le sort réservé à ces projets dont on connaît, du reste, le peu de succès. Nous nous rappelons, d'autre part, que l'Institut de droit international n'avait cru possible aucune entente internationale concernant la juridiction des prises maritimes, tant qu'un accord préalable sur le droit des prises ne serait pas intervenu. Fallait-il donc en avouant pour le moment l'impuissance des gouvernements à réaliser cette dernière réforme, faire son deuil de celle qui avait été laborieusement élaborée sur le premier point ? La situation pouvait paraître difficile. Or, contrairement à toutes les prévisions, l'accord se fit sans aucune difficulté à La Haye. Les deux projets prévoyaient l'un et l'autre une solution originale et hardie, la seule possible, du reste, en l'état de la question : en l'absence de dispositions conventionnelles, les juges ne s'inspireraient que des principes du droit International. — En d'autres termes, dans le silence des textes et des conventions, une nouvelle fonction leur était reconnue : celle de créer ce droit, reprenant ainsi la tradition romaine du pré-

teur. (1) Les quatre grandes Puissances adoptèrent dans leur texte transactionnel cette manière de voir, qui passa de là dans la Convention. Les discussions qui avaient été si vives à l'Institut de droit International, ne trouvèrent à La Haye aucun écho. Seuls, le Japon et la Russie s'abstinrent et encore leur abstention ne fut-elle le résultat d'aucune opposition systématique. Les deux pays justifèrent leur attitude en déclarant simplement qu'à leur avis, une codification claire et précise des lois Internationales sur les prises devait préalablement intervenir afin de lier la Cour, servir en même temps de base aux législations nationales, et permettre aux nations de prévoir avec certitude les jugements de la Cour (2). Ces réserves étaient un peu vagues et en définitive, ne contenaient aucun motif sérieux. Faut-il y démêler la crainte de la part de ces États, qu'une Cour composée de jurisconsultes, ayant en vue surtout les progrès du droit International, n'eût certaines initiatives hardies, susceptibles de froisser certains intérêts politiques et auxquelles les gouvernements n'eussent jamais accédé s'il leur avait fallu les reconnaître dans une Convention? C'est là, ce

(1) V. les déclarations concordantes de M. Marschall de Bieberstein et de sir Edward Fry, à la séance du 11 juill. 1907, *Actes et Documents*, t. II, p. 803-806.

(2) Déclarations de M. Tsudzuki, délégué du Japon, à la séance du 4 juill. 1907, *Id.*, t. II, p. 788; et de M. Tcharykow, délégué de la Russie, à la séance du 10 septembre 1907, *Ibid*, p. 15.

neus semble, la raison cachée de ces abstentions, mais on peut s'étonner de l'avoir vu mise en avant, à la Conférence, par ces deux États plutôt que par des nations qui, comme l'Angleterre — elle prit du reste plus tard sa revanche — eussent eu un plus grand intérêt à la susciter. Quoiqu'il en soit, la solution adoptée était très défendable. Il est évident que, ayant à préciser les règles du droit International en s'inspirant des seuls principes généraux de ce droit, la première jurisprudence de la Cour eut pu présenter au début, quelques tâtonnements ; que des désaccords auraient pu se produire entre la Cour et les juridictions nationales. Mais eussent-ils été si grands que semblaient le faire supposer les déclarations Russe et Japonaise. Dans chaque pays, c'est faire injure au législateur que de croire qu'il n'était pas capable de voir, dans les dispositions en vigueur, ce qui pouvait choquer l'équité et la justice, et être en contradiction avec les principes internationaux, et par suite ce dont la Cour Suprême pouvait ne pas tenir compte. Il peut fort bien le distinguer et une réforme législative, par suite des décisions saines de jurisprudence, était très possible du moment qu'elle était voulue, mais encore fallait-il la vouloir. Nous ne contestons pas que sur certains points délicats il eut pu se présenter quelques divergences de vues et que la Cour Internationale eut pu réformer quelques arrêts. Mais après tout, le nouvel organisme n'était pas fait pour ne constituer qu'une chambre d'enregistrement. Quel mai

pouvait-il y avoir à ce que ces points fussent précisés par la Cour, la jurisprudence faisant désormais loi et ayant élucidé le point en litige une fois pour toutes. Le rôle de pure interprétation de la Cour n'eut pas été beaucoup surchargé par cette autre fonction qu'elle n'eût eu à exercer que dans des limites assez restreintes. Et au surplus, les garanties dont est entouré le recrutement des juges doivent faire présumer, ainsi que M. Renault l'exprimait dans son rapport qu'ils « seront à la hauteur de la mission qui leur est ainsi donnée et qu'ils en useront avec modération et fermeté » (1).

La solution intervenue est donc, nous semble-t-il, pratiquement défendable en fait. Mais était-elle très juridique?

Notons que c'est là une question qui, ni devant l'Institut, ni à la Haye, ne fut soulevée, et qui au surplus ne nous paraît pas devoir être résolue par la négative, mais elle pouvait se poser pour la Cour des Prises, ayant été discutée sur un terrain plus large, et à ce titre, il nous semble intéressant de l'élucider.

Nous avons vu, qu'en somme, nous étions en présence, avec la Convention intervenue, d'un véritable arbitrage. Or les pouvoirs ordinaires de l'arbitre de droit commun lui sont déterminés par le compromis qui l'investit pour une affaire donnée. La question se pose de savoir, d'une

(1) *Actes et Documents*, t. I., *loc. cit.*, sous l'art. 6.

façon générale, si de très larges pouvoirs, par exemple le pouvoir de faire le droit, seraient susceptibles de lui être déférés. Par suite, la même question se posera pour les juges Internationaux des Prises, pris comme arbitres. Ici, l'arbitrage et les arbitres eux-mêmes sont spécialisés par la Convention qui constitue un compromis anticipé : on peut se demander s'il est licite que ce compromis investisse les juges du pouvoir discrétionnaire que nous avons envisagé. Résoudre le problème pour le cas de l'arbitrage en général sera le résoudre pour notre espèce.

Pourquoi a-t-on contesté, à l'arbitre, en doctrine, le pouvoir de créer le droit ? Les raisons en ont été exposées par M. Rolin Jalquemyns (1) dans les termes suivants : « Il y a un droit International. Ce droit résulte soit de conventions, soit de principes généraux acceptés par les nations civilisées. L'objet essentiel du recours à l'arbitrage est, non pas de créer ce droit, mais de faire rechercher et décider par un juge temporaire et volontairement choisi — à défaut de juridiction permanente et obligatoire — de quelle manière le droit International s'applique à tel cas particulier, faisant l'objet d'un désaccord entre les parties. Les Etats qui acceptent l'arbitrage reconnaissent donc par cela même... que leur différend est susceptible d'être tranché par les règles du droit international, général ou conventionnel. C'est fausser cette notion et en compro-

(1) Chronique des faits internationaux dans la *R. D. I.* 1891, p. 83 et s.

mettre l'application que d'admettre d'avance dans le compromis même, l'éventualité d'une solution dictée, non par le droit, mais par une appréciation arbitraire des convenances de chaque partie. »

Mais cette thèse part d'un principe inexact qui vicie les conséquences qu'on en déduit. M. Rolin-Jaequemyns pose en axiome que, du moment qu'un litige est susceptible d'être juridiquement formulé, et comme tel est soumis par un État à un arbitre, c'est qu'il existe un droit dont celui-ci n'a qu'à faire l'application. Là est l'erreur fondamentale. C'est précisément parce que sur bien des points, la doctrine internationale n'est pas suffisamment dégagée que, dans des cas comme le nôtre, on a dû chercher un moyen de la créer. C'est l'évidence même et du reste l'histoire même de l'arbitrage en est une preuve manifeste. Dans l'affaire de l'*Alabama*, où il s'agissait précisément des prises maritimes, le droit international existait si peu sur la matière que les parties en litige durent en créer un de toutes pièces. Il n'y a donc rien d'anti-juridique à conférer à l'arbitre en général, une mission plus étendue qu'à des juges de droit commun qui eux, seraient mal venus à renchérir sur une législation déjà existante qu'ils n'ont pas pour mission de reviser. — Rien, par suite, ne s'opposait en droit à laisser aux juges de la Cour des prises, la faculté de se prononcer souverainement au cas où le droit International existant n'eut pas été suffisamment précisé.

La haute portée de cette disposition devait bientôt, du reste, avoir des conséquences heureuses qui devaient l'atténuer.

Si, au sein de la Conférence une initiative aussi hardie avait passé en quelque sorte sans soulever d'opposition irréductible ni susciter d'émotion bien considérable, il n'en fut pas de même hors de la Conférence, notamment en Angleterre, où l'on est toujours en éveil quand il s'agit des questions maritimes auxquelles se trouve si étroitement rattachée la vie même du pays.

Dès que la Convention y fut connue, les protestations surgirent de toutes parts. A la pensée que l'interprétation des tribunaux Britanniques pourrait se trouver réformée par la Cour Internationale, une campagne de Presse s'esquissa aussitôt contre cette partie de la Convention. « A ceux qui auraient pu être tentés d'objecter que la faculté de faire le droit n'avait été accordée à la Cour que sur la demande des délégués anglais et par imitation de leur pratique nationale, le *Times* répondait d'avance que l'analogie n'était qu'apparente entre la méthode anglaise et le système de La Haye. Contre les abus d'une jurisprudence prétorienne, les Anglais trouvent une suffisante garantie dans le contrôle du Parlement, qui peut à tout moment couper court aux interprétations mal fondées de la coutume, en donnant au droit, par un texte formel, la clarté et la fixité nécessaires; tandis que l'Angleterre se trouverait désormais en présence d'une Cour internatio-

nale dont les erreurs ne pourraient être redressées que par l'unanime entente de tous les États intéressés. Le danger aurait été pour elle d'autant plus grand que sur bien des matières, sa conception du droit maritime se sépare nettement de celle des autres pays et que, dans la Cour où elle ne compte qu'un juge sur quinze, la majorité serait infailliblement portée à considérer comme plus équitable la règle suivie par les autres nations » (2). Les jurisconsultes les plus autorisés joignirent leurs doléances à celles qu'unanimentement faisait entendre la presse et demandèrent soit que le Gouvernement, avant de ratifier la Convention, obtint l'amendement de l'article 7 (1), soit qu'une entente sur les principaux points du droit des prises intervint (3).

Devant cette levée de boucliers le gouvernement britannique ne pouvait pas ne pas agir. Mais dénoncer l'art. 7 eût été, de sa part, quelque peu inconséquent puisqu'il en avait été un des promoteurs à la conférence et en avait chaleureusement soutenu le principe. Il préféra donc, et avec raison, provoquer un accord sur le droit des prises. Son intention était officiellement exprimée le 29 janvier 1908, dans le discours du Trône, et peu après il saisissait de son projet les grandes Puissances, l'Espagne et les Pays-Bas. La conférence navale, comprenant des délégués des

(1) Politis, *La déclaration de Londres de 1909 sur divers points de droit maritime* (J. du dr. Int. Priv., 1909, p. 899).

(2) Westlake, *International Law*, t. II, War, p. 295.

(3) Lawrence, *International Problems and Hague Conférences*, p. 154.

dix Puissances participantes se réunit à Londres du 6 décembre 1908 au 26 février 1909, pour aboutir à une déclaration portant cette dernière date et qui contient enfin un accord sur les principaux points du droit des prises, accord longtemps souhaité, que l'on n'osait plus espérer. Par là les derniers scrupules de l'Angleterre tombaient et la Russie et le Japon dont l'art. 7 avait, à la Haye, motivé des réserves, n'avaient plus aucun prétexte pour s'abstenir plus longtemps. Il ne nous appartient pas d'entrer dans le détail des résultats obtenus à Londres : cela sortirait du cadre de notre étude ; mais nous devons constater que si un accord heureux et inespéré a pu intervenir et liquider la majeure partie des points jusqu'ici indéterminés concernant le droit de la guerre maritime, c'est précisément à un accord antérieur sur la réforme des juridictions de prises qu'il est dû. Sans la convention de la Haye, il est bien probable que rien encore ne serait fait, et ce résultat justifie bien le reproche que nous adressions plus haut aux projets de Bulmerincq et de l'Institut de droit International qui avaient posé en axiome qu'un accord sur le droit matériel des prises devait à toute force précéder une réforme des juridictions. C'est là une assertion dont l'expérience a démontré l'inexactitude et qui était d'autant plus dangereuse que si l'on n'avait pas eu, à la Haye, le courage de réagir contre elle, elle eut pu à jamais maintenir dans le domaine de la théorie, ce qui est devenu maintenant une réalité.

SECTION II

La procédure

En ce qui concerne la procédure devant la nouvelle juridiction il n'y eut pour ainsi dire pas de difficultés. Le projet anglais, sur ce point, s'en référait exclusivement à la procédure établie par la Convention du 29 juillet 1899 sur le règlement pacifique des litiges Internationaux qui se trouvait inspirer également en grande partie le projet allemand. Aussi la tâche conciliatrice des quatre grandes Puissances ne rencontra-t-elle ici aucun obstacle, et le titre III de la convention, consacré tout entier à la procédure, établit toute une série de règles nettes, minutieusement déterminées, qui constituent une adaptation à la Cour des Prises des règles concernant la Cour d'arbitrage, et qu'il nous suffira d'indiquer très brièvement. — Le recours peut être formé de deux manières : 1° ou par une déclaration écrite faite devant le tribunal national qui a statué, suivant les règles édictées dans ce pays, ou 2° par une déclaration adressée au Bureau International, même par télégramme, afin de faciliter le recours (art. 28). Dans le premier cas, le tribunal n'a qu'un rôle d'agent de transmission, sans avoir le droit de rien préjuger même quant à la recevabilité du recours en la forme. Il doit simplement faire parvenir le dossier dans les sept jours au Bureau International. Dans le second cas, le Bureau International

avisera le tribunal national afin d'avoir connaissance du dossier, et s'il s'agit d'un recours formé par un particulier neutre, il informera également la puissance dont ce dernier est le ressortissant en vue de lui permettre l'exercice du droit d'intervention qui lui est reconnu (art. 29). — La Cour, du reste, juge de la recevabilité en la forme du pourvoi (art. 32), en avisera, si elle l'admet, la partie adverse. Et elle attendra, pour se saisir de l'affaire au fond —, afin de donner à la Puissance neutre et aux ayants droit possibles le temps de formuler leur intervention — que les délais prévus pour les recours soient expirés (art. 33).

Ces délais, quels sont-ils ?

La règle posée en principe est de cent vingt jours, du jour où la décision a été prononcée s'il s'agit d'un pourvoi contre la décision d'un tribunal national ; de trente jours à dater du jour de la capture, au cas de recours formé quand aucune décision n'est intervenue dans les deux ans.

Il n'est apporté à cette règle qu'une seule exception : celle où un empêchement de force majeure aurait retardé la possibilité du pourvoi qui devra alors être formulé dans les soixante jours qui ont suivi la cessation de cet empêchement, et encore faut-il pour l'appréciation souveraine de cet empêchement par la Cour, que l'adversaire soit entendu (art. 30.) — Mieux que tout autre, il pourra, en effet, apporter des éléments de conviction sur l'exactitude des allégations produites.

Mais ces délais expirés, si la Puissance neutre n'a pas fait connaître son intention, que fera-t-on? Evidemment, la Cour appréciera s'il convient de passer outre; « Le droit de la partie ne peut être tenu indéfiniment en échec, nous dit M. Renault dans son rapport, par la simple abstention de la Puissance dont il relève (1). — Mais malheureusement, le texte ne prévoit aucun délai après lequel l'intervention de la Puissance sera inefficace et c'est regrettable. Car par l'effet d'une pure négligence de sa part, une procédure peut s'engager à laquelle son intervention intempestive pourra mettre fin arbitrairement.

L'affaire devant la Cour, la procédure passe par deux phases distinctes : l'instruction écrite et les débats oraux, où les art. 34 à 37 laissent, tant pour l'ordre dans lequel l'instance doit se dérouler, que pour les moyens d'information, la plus grande latitude.

Là se posait une question de grande importance : à qui incomberait la charge de la preuve? Et de quels documents pourrait-on la faire résulter? Nous savons que c'était là l'objet de griefs adressés aux juridictions nationales. Aucun des projets en présence n'y faisait allusion. M. Hagerup en fit la-remarque et on adopta sur ce point une solution libérale en laissant à la Cour un souverain pouvoir de fixer « l'ordre des preuves et les moyens qui peuvent être appliqués » (art. 7-3°). Il eut été évidemment

(1) *Actes et Documents*, t. I, p. 203.

plus rationnel d'imposer toujours, en principe, cette charge au capteur. Mais l'on a été sans doute guidé par cette considération qu'il y avait encore à ménager certaines susceptibilités, à titre de transition et avec le secret espoir que la Cour ne manquerait pas de consacrer en fait, ce qu'on osait proclamer hautement en droit. Ce pouvoir, laissé à la Cour est, du reste, tellement large que l'on a été jusqu'à stipuler qu'elle « peut ne pas tenir compte des déchéances de procédure édictées par la législation du belligérant capteur, dans le cas où elle estime que les conséquences en sont contraires à la justice et à l'équité. » (Art. 7-5°.)

Les débats dirigés par le président, vice-président ou le plus ancien des juges présents ne peuvent jamais l'être par le juge nommé par une partie belligérante. Du reste une des parties en litige peut demander le huis-clos et cela se conçoit, certaines explications ne pouvant être données publiquement en ces matières, sans des inconvénients sérieux (art. 38-39). Bien entendu, le défaut de la part d'une des parties régulièrement citées, ou son inaction dans les délais fixés n'empêchent pas l'instance de suivre, et la Cour de se prononcer (art. 40). D'ailleurs, des précautions sont prises pour qu'elles soient informées de tout : les décisions prises en leur absence devant leur être notifiées (art. 44). Pour ces notifications, ainsi du reste que pour les preuves à recueillir, la Cour peut choisir entre deux procédés : 1° s'adresser directement au Gouvernement

de la Puissance sur le territoire de laquelle la notification doit être faite ou la preuve recueillie. Mais il y a cependant ici une restriction : l'article 27, siège de la matière, stipule en effet, que ces requêtes peuvent être refusées si les Puissances les jugent de nature à porter atteinte à leur souveraineté ou à leur sécurité. Il nous semble qu'il y a là une restriction dont l'élasticité est quelque peu arbitraire et peut laisser percer beaucoup de mauvaise volonté. Peut-être, eut-il été préférable d'être plus précis ; 2° la Cour peut également recourir à l'intermédiaire de la Puissance sur le territoire de laquelle elle siège.

La Cour qui apprécie librement « l'ensemble des actes, preuves et déclarations orales », (art. 42) (ce qui par suite exclut tout système de preuve légale), juge secrètement (art. 43). Toute décision est prise à la majorité des juges présents, la voix du dernier des juges dans l'ordre de préséance établi par l'article 42 n'étant pas compté, au cas de partage des voix (art. 43). L'arrêt ainsi rendu sera motivé, mais sans mentionner les noms des juges participants, seuls le président et le greffier étant astreints à signer (art. 44). Des difficultés furent soulevées sur ce point au cours de la discussion. Certains voulant transporter ici la disposition de l'article 52 de la Convention du 29 juillet 1899 qui comporte la signature de tous les membres du tribunal, on y objecta la répugnance que pourraient éprouver certains juges à signer une sentence qu'ils réprouveraient. La raison ne portait pas, la signa-

ture des juges ne faisant que constater l'existence de la décision (1) sans impliquer aucune approbation. On a cédé néanmoins, mais cela est regrettable, car les signatures unanimes auraient contribué à donner plus d'autorité encore à la sentence. — Cette décision prononcée en séance publique et notifiée aux parties le dossier est expédié au tribunal national.

Quant aux frais, ils seront supportés par chaque partie (art. 46), en ce qui concerne les propres dépenses; la partie succombante supportant en outre ses frais causés par la procédure, avec, en outre 1/100 de la valeur de l'objet litigieux, à titre de contribution aux frais généraux. Du reste, pour assurer le recouvrement de ces frais, quand le recours est exercé par un particulier, celui-ci fournit au Bureau International un cautionnement dont le montant est fixé par la Cour.

Telles sont les grandes lignes de la procédure établie par la Convention (2). Elle se caractérise, en somme, par un grand souci d'assurer la liberté de défense du capturé et par une très large latitude laissée à la Cour dans ce but. Sauf les quelques petits points que nous avons signalés en passant, elle nous paraît, par suite, de nature à assurer un bon fonctionnement de la Cour et à faciliter une équitable distribution de la justice internationale. Du reste, si l'expé-

(1) V. Renault, rapport précité, *Actes et Documents*, t. 1, p. 206.

(2) V. au surplus les détails, pour lesquels suffit une simple lecture, *infra*, aux Annexes, n. 7.

rience vient à démontrer l'insuffisance ou la défectuosité de certains points, la Cour, qui sera bien placée pour les pouvoir constater, aura la latitude aux termes de l'article 50 de proposer leur modification. Ses propositions seront « communiquées par l'intermédiaire du gouvernement des Pays-Bas, aux Puissances signataires qui se conserveront sur la suite à y donner ».

SECTION III

Les Décisions de la Cour

Quand, ayant procédé ainsi que nous venons de le voir, la Cour des prises aura à rendre une sentence, quelles pourront être ses décisions ?

Trois hypothèses se présenteront :

a) La Cour confirmera purement et simplement la décision du tribunal des prises. Alors le sort du navire dépendra de la législation du capteur. Il pourra, par suite, être vendu, transformé, etc. En tant que question de droit l'affaire est donc close.

b) La Cour prononcera la nullité de la capture. Les conséquences pourront être très diverses. Si le navire est encore sous séquestre, on pourra en faire simplement la restitution ; s'il a été vendu ou si la cargaison a été vendue, il y aura lieu à indemnité représentative de sa valeur. Le plus souvent, le navire ou sa cargaison auront été

vendus. Le recours, en effet, n'a pas d'effet suspensif, ce qui est très naturel : la cargaison pouvant se détériorer au cours de la procédure et quant au navire, ce serait immobiliser une grande valeur que de le laisser inemployé. Mais, dans tous les cas, il y aura des pertes, soit par changement de destination ou manque d'emploi du navire, soit par vente précipitée ou mal dirigée de la cargaison, qui peut valoir cher à son lieu d'arrivée et presque rien au lieu de la vente. Par suite, il pourra, il y aura lieu, en fait à de très fréquentes demandes de dommages-intérêts. On peut même aller plus loin : la saisie pourrait être juste en elle-même, le navire prêtant aux soupçons et on peut admettre que les marins qui ont saisi le navire ont fait leur devoir en toute conscience en l'empêchant de réaliser un fait contraire au droit. Mais le fait n'a pu se réaliser : le navire qui allait charger des munitions pour l'ennemi a été saisi avant. La prise pourra ainsi être déclarée nulle. Mais aura-t-on bonne grâce à demander une indemnité ? On conçoit ici tout ce qu'aura de délicat le rôle de la Cour qui appréciera souverainement.

c) Enfin un dernier cas pourra se présenter : le tribunal national des prises a déclaré nulle la capture, mais le saisi demandait en outre une indemnité qui lui a été refusée. Il portera alors son recours ainsi limité devant la Cour internationale qu'il pourrait également saisir s'il jugeait que l'indemnité que lui avait accordé le tribunal national était insuffisante.

Telles sont les dispositions, du reste, que renferme l'art. 8.

Personne ne fit aucune opposition sur ce point quand ce texte vint en discussion à la Haye et son adoption ne fut marquée par aucune réserve. Aussi fut-on très étonné quand, au beau milieu des débats de la conférence navale de Londres qui se rassemblait pour connaître de tout autre chose, au cours de la dixième séance, le 22 février, les Etats-Unis, qui, deux ans auparavant, avaient signé sans nulle protestation, vinrent soulever sur l'art. 8, une objection d'ordre constitutionnel (1). « Il est contraire à la constitution de l'Union, disait en substance le délégué Américain, qu'une décision d'un tribunal des Etats-Unis, et spécialement une décision de la Cour suprême, puisse être atteinte par une juridiction étrangère, or la Cour Internationale des Prises est une juridiction étrangère. » Par suite, il n'était pas possible de prononcer la nullité de la capture, comme le stipule l'art. 8, si sa validité avait été admise par les tribunaux de prises américaines. De la sorte les Etats-Unis faisaient savoir officiellement aux puissances représentées à Londres, que le Sénat américain ne pourrait pas ratifier la Convention.

On aurait pu discuter sur les termes mêmes de la réserve

(1) Pour les faits se rapportant à la conférence de Londres, nous nous sommes inspirés de la partie du cours de Doctorat professé à la Faculté de Paris, en 1909, par M. Renault, délégué de la France à cette conférence.

qui était ainsi formulée, car après tout, il n'est pas très exact de dire de la Cour Internationale des prises qu'elle est une *juridiction étrangère*. Mais, pour bien marquer qu'ils n'y mettaient aucune mauvaise volonté et qu'ils ne se désintéressaient pas de la question, les Etats-Unis proposèrent un moyen de conciliation, compatible avec les exigences de leur constitution. « Nous ne contestons pas, continuait ce délégué, qu'un arbitrage puisse intervenir à propos de tribunaux nationaux. Pour les *Alabama Claims*, il y eut des commissions mixtes arbitrales pour statuer sur les décisions des tribunaux américains... mais l'intéressé pourra seulement demander à la Cour Internationale des dommages-intérêts, et la décision de la Cour ne fera pas tomber la décision de la Cour suprême des Etats-Unis; il y aura procédure *de novo*, on fera comme s'il n'y avait jamais eu de sentence. » De la sorte, le navire resterait confisqué, il pourrait être vendu s'il ne l'était pas encore au moment où la Cour Internationale prononcerait sa sentence; le jugement du tribunal national des prises continuerait à produire tous ses effets.

Le détour, pour quelque ingénieux qu'il fut, ne pouvait avoir sur le moment, aucune efficacité. La proposition américaine eut dû se produire à la Haye : à Londres, les Puissances n'avaient plus aucune compétence, d'autant plus qu'un tiers seulement des signataires de la Convention de La Haye étaient représentés à Londres et que la Convention exige pour toute modification l'accord

de toutes les Puissances consentantes. Comme il importait néanmoins de donner quelque satisfaction aux États-Unis, un vœu fut inséré dans le protocole de clôture de la conférence navale, ainsi conçu (1) : « Les délégués des Puissances représentées à la conférence navale et qui ont signé, ou qui ont exprimé l'intention de signer la Convention de la Haye du 18 octobre 1907, pour l'établissement d'une cour Internationale des prises, considérant les difficultés d'ordre constitutionnel qui, pour certains États, s'opposent à la ratification, sous sa forme actuelle, de cette Convention, sont d'accord pour signaler à leurs gouvernements respectifs l'avantage que présenterait la conclusion d'un arrangement en vertu duquel les dits États auraient, lors du dépôt de leurs ratifications, la faculté d'y joindre une réserve portant que le droit de recourir à la Cour Internationale des prises à propos des décisions de leurs tribunaux nationaux, se présentera comme une action directe en indemnité, pourvu toutefois que l'effet de cette réserve ne soit pas de nature à porter atteinte aux droits garantis par la dite convention, soit aux particuliers, soit à leurs Gouvernements, et que les termes de la réserve forment l'objet d'une entente ultérieure entre les Puissances signataires de la même Convention. »

Ce n'était là, bien évidemment, qu'une manifestation

(1) *Livre Jaune de la conférence navale de Londres*, p. 62.

toute platonique et pour la transformer en réalité, c'est au Gouvernement Américain qu'il convient, maintenant, de proposer la nouvelle rédaction. Nous ne pensons pas, au surplus, que cette modification rencontre beaucoup d'obstacles. Mais la supposant réalisée, qu'en devons-nous penser ?

Tout d'abord, nous nous trouverions en face d'une dualité de procédure : à l'égard de certains capteurs, on ne pourrait prononcer que des dommages-intérêts, tandis que vis-à-vis des autres, la Cour pourrait prendre toutes décisions qu'elle jugerait opportunes. Or, cette dualité nous paraît fâcheuse. Les décisions différentes dont seront l'objet les navires capturés dans des situations identiques seront-elles sereinement accueillies par les intéressés ? Nous nous permettons d'en douter et il est à craindre que l'opinion publique ne perçoive pas très nettement l'argutie constitutionnelle qui motive cette dissemblance de traitement. A quoi, on nous répondra sans doute, qu'après tout, du moment que le propriétaire du navire saisi, sera indemnisé de la valeur de sa propriété, justice lui sera rendue. Ce peut être strictement exact en principe, mais il n'en demeurera pas moins, qu'un effet moral fâcheux se sera produit à son encontre. Son navire aura été saisi, il le réclame, sa prétention aura été reconnue fondée et malgré cela on le retient et on se contente de lui donner une indemnité représentative de sa valeur alors qu'en délinquance, il aurait peut-être bien mieux préféré recouvrer son

bien. Et cette impression défavorable qu'il en ressentira sera accentuée de ce fait, qu'à côté de cela, d'autres de ses compatriotes, ayant à faire à d'autres nations, seront traités normalement. Cet inconvénient, du reste, amènera peut être alors toutes les puissances signataires à insérer elles aussi cette réserve, de sorte que l'égalité serait rétablie sur le pied du système Américain. Après tout, c'est un sacrifice pour les États d'avoir à revenir sur l'exécution d'actes qui ont été ordonnés par leurs propres tribunaux. Et du moment que l'on reconnaît le droit pour quelques-uns d'y échapper en payant une indemnité, pourquoi les autres s'y astreindraient-ils bénévolement ?

Ensuite, c'est là notre second point de vue et cette constatation n'est pas pour nous déplaire, le caractère de la Cour Internationale n'en apparaît que plus clairement et plus nettement. Nous l'avons déjà caractérisé longuement en nous efforçant de lui reconstituer sa véritable nature et de démontrer que le nouvel organisme n'était, dans l'état actuel des choses, qu'une Cour d'arbitrage, perfectionnée et spécialisée. Or, il nous semble que ce qui s'est passé à Londres est bien la justification évidente de ce que nous avançons. Les États-Unis ne se sont pas mépris sur ce rôle d'arbitrage de la Cour des Prises. « Nous ne contestons pas, s'empresse de dire le délégué américain, *qu'un arbitrage puisse intervenir à propos des tribunaux nationaux* » Et à l'appui de ce qu'il avançait, il rappelait toutes les sentences arbitrales intervenues entre États au

sujet d'affaires de prises maritimes, sentences qui avaient infirmé parfois des décisions de tribunaux nationaux. C'était donc bien assimiler ces décisions passées à celles que dans l'avenir prononcerait la Cour des Prises. Il reconnaissait bien, par suite, la véritable nature du conflit qui s'élève, en réalité, entre deux Etats. Personne ne protesta, alors, contre ces paroles, tandis qu'à la Haye, comme nous l'avons vu, l'idée seule qu'on put évoquer le mot d'arbitrage, avait suscité des réserves. — De plus, la façon de résoudre le litige en une allocation de dommages-intérêts, comme le proposent les Etats-Unis, est bien une des caractéristiques des sentences arbitrales. Ce n'est pas le jugement national intervenu que l'on réforme — peu importe que ce soit pour un motif constitutionnel ou autre — mais bien sa décision dont on adoucit les effets quand il se trouve qu'elle a causé un préjudice injuste. Cette caractéristique ne se rencontrait pas jusqu'alors dans les textes. Les pouvoirs très larges, aussi larges que ceux de n'importe quel tribunal, qui étaient dévolus à la Cour, en perfectionnant son fonctionnement et en assurant l'équité de ses sentences, pouvaient faire oublier son véritable caractère : le revirement qui se produit n'est-il pas fait pour le mettre bien à jour ?

Or, maintenant qu'est intervenue la convention navale de Londres, que, par suite, on ne peut plus opposer à l'encontre de l'internationalisation cette raison trop complaisamment cultivée, que les Etats ne consentiraient pas

à se départir des droits à eux conférés grâce à l'incertitude du droit de la guerre maritime, ne serait-il pas plus logique, au lieu d'effectuer la réforme préconisée par la proposition américaine, de s'attaquer résolument à la base et d'instituer des tribunaux internationaux à tous les degrés? Alors seulement nous ne nous trouverions plus en présence d'arbitrage, de décisions des tribunaux nationaux à respecter, mais bien d'une simple question juridique à trancher, qui le serait par un organe véritablement judiciaire, dans les formes communes. Il est à craindre, cependant, que les tribunaux internationaux de première instance restent longtemps encore à l'état d'idéal, c'est au temps qu'il appartiendra, par les expériences qu'il déterminera, de faire progresser cette idée avant d'en arriver à une consécration effective.

Quelles que soient les décisions que peut ou pourra rendre la Cour des prises, elles ne sont exécutoires, en tout cas, que si elles sont rendues contre un Gouvernement. S'il s'agissait d'une sentence rendue contre un particulier — le cas ne se présentera guère que pour une condamnation aux frais, — on se récupérerait sur le cautionnement qu'il est obligé de verser avant tout débat ainsi que nous l'avons vu. On a ainsi paré à une grande difficulté. On se demandait, en effet, comment on pourrait donner à la sentence force exécutoire dans le pays de ce particulier : c'eût été, en effet, empiéter sur sa souveraineté. Car, dans tous les pays, il n'y a force exécutoire que pour les sentences

des tribunaux nationaux. On se fut trouvé ainsi en face de difficultés d'*exequatur* qui auraient pu devenir inextricables et auxquelles on échappait par ce détour ingénieux.

CHAPITRE V

Mise en vigueur de la Convention.

Cette convention dont nous venons de tracer les grandes lignes, comment et quand devait-elle s'appliquer? Telle était la dernière question qui se posait et qu'avait à résoudre la conférence de La Haye. Tout d'abord, fallait-il que les belligérants fussent également des Puissances contractantes ou suffirait-il que l'un d'eux fut une Puissance contractante? S'il était naturel de dire qu'une Convention faite en vue de la guerre, suppose pour son application que les deux belligérants l'ont également acceptée, et si on avait pu, en ce sens, pour étendre à notre convention la règle posée déjà dans la convention sur les lois et coutumes de la guerre sur terre (29 juillet 1899) et dans la convention de Genève du 6 juillet 1906, argumenter de ces précédents on eut pu répondre ainsi que l'a fort bien fait remarquer M. Renault (1), que toutes autres étaient les situations. Les deux conventions précitées n'ont trait qu'aux rapports entre belligérants : par suite,

(1) Rapport précité, *Actes et Documents*, t. I, p. 211.

il est indispensable que ceux-ci aient également leur action liée par la Convention. Dans la nôtre, au contraire, ce sont surtout les rapports des belligérants avec les neutres que l'on s'efforce de garantir et de protéger. Mais fallait-il aller jusqu'à en déduire qu'il suffirait qu'un belligérant et des Puissances neutres aient également signé la Convention pour que ces Puissances et leurs ressortissants aient le droit de s'en prévaloir ? On s'y est refusé, pensant « qu'il serait injuste dans ce cas, d'imposer au belligérant capteur l'obligation de se conformer à la Convention (1). » En effet, il se trouverait alors qu'un seul des belligérants ayant son action entravée pourrait être mis dans une situation inférieure vis-à-vis de son adversaire. Rien n'empêcherait évidemment le belligérant adhérent de se soumettre, par un beau geste, à la compétence de la Cour Internationale, mais dans ce cas, bien entendu, il n'en demeurerait pas moins que seules, les Puissances contractantes ou leurs ressortissants pourraient exercer le recours (art. 51).

Quant aux ayants droit, leur situation se trouve quelque peu compliquée : comme ils ne peuvent avoir plus de droits que le propriétaire dont ils tiennent le leur, ou que s'ils étaient eux-mêmes propriétaires, M. Renault (2), dans son rapport, indique très nettement la double conséquence qui en résulte :

(1) Renault, *loc. cit.*

(2) *loc. cit.*, p. 212.

1° Le propriétaire du bien capturé, étant le ressortissant d'un Etat non contractant, le recours est fermé à son ayant droit, quand même il serait le ressortissant d'un Etat contractant ;

2° Le propriétaire étant le ressortissant d'un Etat contractant, l'ayant droit ne peut agir, s'il est lui-même le ressortissant d'un Etat non-contractant. On peut donc formuler le principe de la manière suivante : le propriétaire et l'ayant droit doivent être également des ressortissants d'un Etat contractant pour que la Cour internationale puisse être saisie.

Ensuite, à quel moment la Convention pourrait-elle fonctionner ? Pour le déterminer, l'article 52 fixait une date extrême du dépôt des ratifications : le 30 juin 1909, date qui a été reportée par la Conférence de Londres au 30 juin 1910 afin de laisser aux Puissances qui n'attendaient qu'une codification du droit de la guerre maritime pour se prononcer, le temps de se décider. Mais ce dépôt ne peut avoir lieu que si les Puissances disposées à ratifier peuvent fournir à la Cour neuf juges et neuf suppléants, aptes à siéger effectivement, ce nombre étant jugé indispensable pour assurer son fonctionnement. Dans le cas contraire, le dépôt, étant ajourné jusqu'à ce que cette condition soit remplie, ce serait, en fait, l'échec *sine die*. Après ce dépôt, en tout cas, une adhésion est toujours possible de la part des non-signataires (art. 52). Et ce n'est que six mois après la ratification, que la Convention entre

en vigueur (art. 54) ; les adhésions produisant effet par la suite dans un délai de soixante jours à dater de leur notification au Gouvernement des Pays-Bas. On a toutefois disposé, et cela est équitable, que, sans égard à ces délais, la Cour internationale aurait qualité pour juger des affaires de prises décidées par les juridictions nationales à partir du dépôt des ratifications ou de la notification des adhésions, cette date étant du reste le point de départ des délais d'appel (Art. 54). S'il faut, du reste, un certain quorum pour que la Cour puisse fonctionner, qui, s'il n'est pas atteint, empêche sa constitution ; on peut également prévoir le cas où ce quorum primitivement obtenu viendrait à ne plus exister par suite des dénonciations qui peuvent se produire. Conclue pour douze ans, en effet, avec tacite reconduction tous les dix ans, nous savons qu'une dénonciation peut se produire, pourvu qu'elle soit notifiée un an avant l'expiration de ce délai, au gouvernement des Pays-Bas. Dans ce cas, alors, la Convention cesserait d'exister, non seulement à l'égard de la Puissance dénonciatrice, mais encore vis-à-vis de toutes. En fait, nous croyons que ce cas-là, pas plus que l'inverse, n'aura à se produire. La conférence de Londres a fait tomber les dernières hésitations qui motivaient l'abstention de l'Angleterre, de la Russie et du Japon et il est à présumer que satisfaction sera donnée aux Etats-Unis sur ce point spécial que nous avons envisagé. Par suite, tous les grands Etats se trouveront adhérer et par là, le principal sera fait.

De ce chef, en effet, ce sont d'ores et déjà huit juges et huit juges suppléants tout indiqués : or le nombre des États secondaires et des petits États ayant déjà signé sans aucune réserve au 10 décembre 1908 et dont les ratifications peuvent être sûrement escomptées est déjà plus que suffisant. Nous y voyons en effet : l'Argentine, la Belgique, la Bolivie, la Bulgarie, la Colombie, le Danemark, le Mexique, la Norvège, Panama, les Pays-Bas, le Pérou et la Suède (1).

Nous pouvons par conséquent en déduire qu'au 30 juin 1910, la Cour pourra être valablement constituée.

(1) A cette date du 10 décembre 1908, des grandes Puissances, seules la France et les États-Unis avaient signé sans réserve. Avaient signé en réservant l'art. 15 : le Chili, Cuba, le Guatemala, Haïti, la Perse, Salvador, le Siam, l'Uruguay. (V. le tableau des adhésions, annexé aux *Actes et Documents*, t. I, p. 710 et s.)

CHAPITRE VI

Conclusion

Nous voici parvenus maintenant au terme de notre étude. Si nous jetons derrière nous un rapide coup d'œil, nous pouvons voir combien grande est la distance parcourue depuis les premières et timides ébauches tentées en faveur du principe d'une juridiction Internationale. Devons-nous néanmoins nous tenir pour absolument satisfaits des résultats positifs auxquels on est parvenu? A vrai dire, les auteurs même de la Convention de la Haye, n'ont jamais prétendu à la perfection de leur œuvre (1). Par suite, nous n'avons pas été téméraire, nous semble-t-il, en signalant au fur et à mesure que nous en parcourions les diverses parties, les lacunes que le texte nous paraissait présenter. Ces lacunes, petit à petit, nous avons indiqué comment, à notre sens, il eut importé de les combler. Nous ne reviendrons pas sur le détail des

(1) Renault, *rapport précité*, p. 184.

conclusions que nous avons ainsi formulées une à une. Nous tenons cependant à rappeler les traits dominants qui les ont inspiré.

Nous nous trouvons, avec la Convention, en présence d'un texte qui constitue avant tout une transaction, caractère du reste qui était impérieusement exigé pour aboutir à un résultat positif. Par suite, nécessairement et dans un but pratique, on a négligé de se préoccuper principalement de ce qui eut été juridiquement préférable. L'internationalisation de tous les degrés de l'instance, notamment, à laquelle on n'a pas osé se rallier et dont la méconnaissance a entraîné la plupart des critiques que nous avons adressées à la Cour des Prises est l'un des points sur lesquels, en droit, on ne peut diverger. La réaliser pratiquement sera faciliter singulièrement le fonctionnement de la nouvelle juridiction. Nous avons vu, d'autre part, les dispositions compliquées et fâcheuses auxquelles avait conduit, en ce qui concerne l'exercice des recours, cette même préoccupation. De même, nous avons pu regretter l'absence d'une instruction internationale telle que celle conçue par Bulmerincq, et nous avons souhaité de voir donner une portée effective à l'art. 57 en établissant une revision susceptible d'adapter la Cour des prises aux nécessités internationales des différentes époques où elle sera appelée à fonctionner. Sur tous ces points, il importerait maintenant que l'on est arrivé à un premier résultat, de poursuivre les progrès commencés,

sur les bases que nous avons indiqué. Au reste, nous devons reconnaître que la Convention réalise sur tous les projets élaborés jusqu'alors, même les plus scientifiquement établis tels que celui de Bulmerincq et celui de l'Institut, des progrès sérieux. Ici la juridiction est vraiment Internationale, il y a unité de jurisprudence et, innovation immense, à défaut de droit applicable, la Cour peut en établir un. Nous nous trouvons bien ici, en somme, en face d'un organisme véritable, dont la permanence accuse davantage la vitalité, dont nous souhaitons de voir les circonstances retarder le plus possible le fonctionnement, mais qui, le cas échéant, saurait faire entendre, nous n'en doutons pas, au milieu de la fièvre des combats et des passions aveugles soulevées par l'état de guerre, la voix de l'équité et du droit. Et c'est pourquoi, nous devons nous féliciter, si imparfaite qu'elle puisse être, de son existence. N'est-elle pas du reste une manifestation particulièrement frappante des progrès réalisés dans le monde par les idées de droit et ne peut-on pas en augurer pour l'avenir, dans un ordre d'idées plus général de l'arbitrage International, des résultats trop longtemps escomptés et jamais atteints ? Nous devons reconnaître, en tout cas, avec M. Renault, que si une vue superficielle amène à dire qu'organiser une juridiction des prises, c'est travailler seulement en vue de la guerre, il faut « dire bien haut que c'est aussi au premier chef une œuvre de

paix que l'introduction du droit dans une matière laissée jusqu'ici à l'arbitraire et à la violence », œuvre qui par suite « fait honneur à une conférence de la Paix » (1).

(1) Rapport précité, p. 184.

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. PILLET.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXES

ANNEXE 1

*Projet de règlement international des prises maritimes présenté par
M. de Bulmerincq à la commission des prises maritimes de
l'Institut de Droit International (Wiesbaden, 1881) (1).*

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

.

II. — DISPOSITIONS SPÉCIALES

.

10. — *De l'organisation du tribunal national d'Instruction des prises dans le port d'arrivée et de la procédure en ce tribunal.*

§ 69. — Le tribunal d'instruction dans le port d'arrivée du navire saisi, se compose de fonctionnaires de la justice, ou bien l'instruction est confiée au tribunal de première instance qui y est établi et dont le greffier doit aussi appartenir à l'ordre judiciaire. Le tribunal n'entend qu'en cas de besoin des officiers et des employés de la douane comme experts.

(1) *Annuaire de l'Institut du Dr. Int.*, t. VI, p. 116 et s.

§ 70. — Des délégués de l'État capteur et des capturés assistent aux opérations du tribunal. Le ou les capturés sont ordinairement représentés par le consul de leur État respectif, et s'il n'y en a pas dans le port, par le consul d'un État ami et neutre dans la guerre dont il s'agit. En l'absence d'un tel consul, ce sont des fondés de pouvoir judiciaires choisis par les capturés qui les représentent.

§ 71. — Le conducteur du navire saisi remet le navire, ainsi que sa cargaison et son équipage, au tribunal d'instruction, lequel prend des dispositions relativement au navire, à la cargaison et à l'équipage.

§ 72. — Sont remis au tribunal par le conducteur de la prise, dans les 24 heures depuis l'arrivée du navire dans le port :

1° Le procès-verbal dressé après la saisie ;

2° Les papiers mis dans une enveloppe cachetée après la saisie ;

3° Les inventaires du navire, de la cargaison et des papiers, documents et lettres trouvés à bord du navire, qui ont été dressés après la saisie ;

4° La liste des personnes trouvées à bord, dressée après la saisie ;

5° Un compte rendu du voyage jusqu'au port d'arrivée.

§ 73. — En même temps, le conducteur atteste sous serment, par rapport aux papiers, que ce sont les mêmes qui se trouvaient à bord du navire saisi et qu'ils sont en l'état dans lequel on les y a trouvés. Dans le cas où l'on a pas trouvé de papiers, ce fait est constaté sous serment par celui qui aura dirigé la visite du navire saisi.

§ 74. — Le conducteur présente au tribunal au moins le patron, le subrécargue et le pilote pour être entendus.

§ 75. — L'instance d'instruction, après s'être assurée, en présence du conducteur et des capturés, du patron, du pilote et du subrécargue, que les scellés apposés sur le navire, la cargaison et ailleurs sont intacts, procède ensuite, en présence des mêmes personnes, au descellement et à l'ouverture de l'enveloppe cachetée qui lui a été remise ; elle enregistre et fait la liste des papiers qui s'y trouvent et des personnes, et des inventaires du

navire et de la cargaison, en se basant sur les listes et inventaires dressés après la saisie, pour contrôler et compléter au besoin ces derniers ; elle vérifie également si les personnes sont présentes et constate le résultat.

Un procès-verbal de tous ces actes est dressé et signé par les membres du tribunal ainsi que par le capteur et les capturés présents ou leurs représentants.

§ 76. — Le conducteur de la prise ne quitte pas le navire saisi avant de l'avoir remis avec sa cargaison à l'instance de réception, ni avant que celle-ci y ait apposé des scellés. Après avoir accompli tous les actes qui lui sont prescrits, le conducteur cesse d'être responsable du navire, de la cargaison et de l'équipage, et la responsabilité passe à l'instance de réception, qui remet au conducteur un reçu du navire, de la cargaison et de l'équipage.

Le conducteur informe son autorité maritime de la remise faite par lui.

§ 77. — L'instance d'instruction prend livraison formelle du navire et de la cargaison, et charge un administrateur assermenté des réparations urgentes du navire, de la conservation de la cargaison, ainsi que de l'entretien des personnes restant à bord.

§ 78. — Le navire saisi est conservé autant que possible et l'État capteur en supporte les frais jusqu'au jugement final. Le tribunal d'instruction met toutefois en vente publique, en vertu du rapport des experts qui l'ont examiné, le navire qu'on ne peut conserver à cause de son mauvais état, ou dont la valeur réelle n'est pas en rapport avec les frais qu'occasionnerait sa conservation. Le tribunal décide aussi la vente publique d'un navire en bon état, si les parties y consentent. La vente publique est publiée tant dans le lieu où elle se fait que dans celui du domicile du propriétaire du navire. Enfin, en vertu d'une décision du tribunal et du consentement de l'État capteur, le tribunal délivre le navire après estimation à un réclamant qui prouve qu'il en est le propriétaire légitime, pourvu que celui-ci dépose auprès du tribunal, la valeur d'estimation. Même dépôt est fait du produit de la vente publique.

§ 79. — Le tribunal relâche le navire non suspect capturé, en retenant la cargaison suspecte, dans le cas où le règlement demande seulement la condamnation de la cargaison, ou dans le cas où le navire capteur a opéré la saisie, quoique le capturé ait voulu y échapper en livrant la cargaison prohibée.

§ 80. — Sont avant tout séparés de la cargaison les objets qui ne sont saisissables en aucun cas ; ils sont délivrés aux propriétaires légitimes. Si tous les intéressés n'y consentent pas, celui qui reçoit les objets doit déposer auprès du tribunal leur valeur estimée par expert. Sous même condition et avec le consentement des parties, le tribunal délivre la cargaison au propriétaire légitime. Les réclamants supportent les frais de garde et d'assurance de la cargaison non délivrée jusqu'à la décision finale.

§ 81. — Si le tribunal juge nécessaire de décharger la cargaison pour la conserver, des experts nommés et assermentés par lui l'inventorient en présence des parties et la déposent dans un magasin fermé et scellé du cachet du représentant de l'État capteur, des capturés et du tribunal. Les objets que des experts déclarent susceptibles de se détériorer promptement sont vendus publiquement sur décision du tribunal.

§ 82. — Des procès-verbaux sont dressés sur la prise de livraison du navire et de la cargaison, ainsi que du déchargement, emmagasinage, fermeture et scellement et délivrance ; les membres du tribunal et les parties présentes signent ces procès-verbaux.

§ 83. — Des personnes trouvées à bord du navire saisi, les militaires ennemis sont remis immédiatement comme prisonniers de guerre à l'autorité militaire du lieu même ou du lieu le plus proche, laquelle les met à la disposition du tribunal pour être entendus à la réquisition de celui-ci. Sont remis à la même autorité ceux qui ont assisté l'ennemi ou sont soupçonnés de l'avoir assisté, pourvu toutefois que l'enquête faite à cet égard par le tribunal d'instruction ait constaté qu'ils se sont rendus coupables de ces actes hostiles. Dans le cas contraire, le tribunal mettra les dites personnes en liberté. Les autres personnes trouvées à bord du navire y restent sous surveillance, pour un

temps fixé par le tribunal, si et autant que le tribunal d'instruction juge leurs dépositions nécessaires. Si le navire est vendu ou détruit dans le port d'arrivée, ceux qu'on aurait dû retenir à son bord resteront aux arrêts judiciaires jusqu'à décision du tribunal. L'instruction terminée, le patron et le subrécargue ne sont mis en liberté que sous caution *de judicio sisti*.

§ 84. — Le tribunal d'instruction a pour tâche principale d'éclaircir complètement l'état des choses, de rechercher particulièrement de quelle manière ont eu lieu l'arrêt, la visite, et éventuellement la recherche, ainsi que la saisie, et si le capteur a agi légalement, et les motifs qui ont provoqué la saisie. Si le capteur n'a pas trouvé de papiers à bord du navire saisi, ou si ceux qui y étaient sont incomplets, le tribunal interroge pour s'informer les personnes qui se trouvaient à bord, s'informe auprès des propriétaires du navire et de la cargaison, et s'ils ne sont pas connus, au moyen d'annonces insérées dans des journaux très répandus, dans lesquelles il fait connaître la saisie avec la description exacte du navire et de la cargaison et invite les intéressés à faire valoir leurs droits dans un délai fixé.

§ 85. — Le tribunal, après avoir constaté provisoirement l'état des choses, invite l'État capteur et les réclamants légitimes à assister, dans un délai de quatre à six semaines au plus, aux opérations ultérieures du tribunal et à formuler leurs demandes, soit en personne ou par des mandataires à ce dûment autorisés. L'invitation comprend le résumé succinct de l'état des choses provisoirement constaté. En attendant, le conducteur de la prise représente l'État capteur, et le patron ou le subrécargue ou le consul respectif, les capturés. Pour les réclamants non représentés, le tribunal désigne des curateurs.

§ 86. — Le tribunal, après avoir pris connaissance des journaux, documents et papiers qui lui sont remis par le conducteur, commence immédiatement l'audition des personnes se trouvant à bord. Il est obligé d'entendre le conducteur, ainsi que le capteur dans le cas où les deux ne se confondent pas en une seule et même personne, le patron, le pilote, et le subré-

cargue lorsque ce n'est pas le patron lui-même qui était chargé de la surveillance de la cargaison.

§ 87. — Les représentants des parties n'ont ni vote décisif, ni vote consultatif, mais ils ont le droit :

1° D'assister à l'introduction formelle de l'affaire ;

2° De formuler, par écrit ou verbalement, des motions, en particulier concernant les documents, d'en produire de nouveaux relatifs à la cause pour servir de preuves, et de présenter des *monitions* pour faire accélérer le procès dans le cas où le tribunal tarderait à le commencer ou qu'il y aurait des retards dans le cours de l'instruction ;

3° De demander l'audition des personnes que le tribunal n'a pas interrogées et de formuler des questions à poser aux personnes à interroger.

§ 88. — En outre, le tribunal, étant responsable de tout retard, doit empêcher d'enrayer le procès au moyen de demandes par voie de correspondances qui tendent à introduire des longueurs.

§ 89. — L'instruction formelle de l'affaire ne commence que lorsque l'État capteur et les réclamants sont représentés. Le tribunal fait connaître complètement à ces représentants toutes les formalités remplies jusqu'à ce jour et communique aux intéressés, pourvu qu'ils en prennent connaissance, les inventaires et autres états.

§ 90. — L'enquête finie, le tribunal, en la faisant connaître, demande aux parties si elles désirent la compléter et quelles motions elles ont encore à présenter. Après avoir donné suite aux motions des parties et examiné si les actes de l'enquête sont complets, le tribunal les soumet à l'inspection des intéressés, puis invite le délégué de l'État capteur à formuler, dans une quinzaine au plus, un réquisitoire final qui est communiqué aux réclamants pour y répondre dans le même délai. Le tribunal, après avoir reçu les deux déclarations, ou après l'expiration des délais fixés pour leur rentrée dans le cas où l'une ou l'autre ne lui serait pas parvenue, propose aux parties un arrangement amical et ne transmet que si un tel arrangement ne réussit pas, dans la quinzaine, les actes complets, ainsi que tous les docu-

mènts qui lui ont été remis dès le début, au *tribunal international* de première instance, en donnant avis de cette transmission à l'État capteur et aux réclamants.

§ 91. — Procès verbal est dressé de toutes les formalités qui ont lieu dans l'instruction. Les personnes interrogées signent leurs déclarations.

41. — *De l'organisation des tribunaux de prises internationaux.*

§ 92. — Au début d'une guerre entre des États maritimes, il est institué deux tribunaux généraux des prises, l'un de première, l'autre de seconde instance, pour les affaires de prises de tous les États, tant neutres que belligérants. Ces tribunaux fonctionnent jusqu'à la fin de la guerre et jusqu'au moment où toutes les affaires soumises à leur décision sont jugées. Les deux tribunaux sont organisés de la même manière et ont leur siège au même lieu. Ils se composent exclusivement de juges ayant fait les études juridiques requises ou ayant fonctionné en qualité de juges.

§ 93. — Chacune des deux parties belligérantes nomme à ces tribunaux, pour chaque instance, un ou deux juges, et les États neutres désignent le troisième ou cinquième juge pour chacune des instances. Sont donc nommés en tout, trois ou cinq juges pour chacune des deux instances. Pour chaque juge effectif est désigné un suppléant qui ne siège que lorsque le titulaire effectif ne fonctionne pas à cause de maladie ou d'un congé obtenu de l'État qui l'a désigné. Si plusieurs États se sont alliés pour une guerre et comme alliés ne forment qu'une seule partie belligérante, ils nomment ensemble un ou deux juges pour chaque instance.

§ 94. — Dans les affaires de prises des sujets d'un des États belligérants, le juge nommé par les États neutres préside. Dans les affaires concernant des sujets des États neutres, la présidence est confiée au juge nommé par la partie principale belligérante dont les navires n'ont pas fait la capture.

§ 95. — Au début d'une guerre entre États maritimes, les États belligérants conviennent du siège des deux tribunaux

de prises internationaux en pays neutre, ou bien, s'ils ne peuvent se mettre d'accord, en remettent la détermination à un État neutre.

§ 96. — En vue de faciliter les dispositions ainsi énoncées, et attendu que la Belgique est le seul État maritime existant qui soit neutralisé, et qui, en vertu du droit international, ne puisse être impliqué dans une guerre que par exception, pour maintenir son indépendance que d'autres États menaceraient, la nomination des deux juges à désigner par les États neutres est confiée, une fois pour toutes, à la Belgique, et Bruxelles désigné, une fois pour toutes, comme siège des tribunaux de prises internationaux de première et de seconde instance. Les parties principales belligérantes font connaître, au début d'une guerre, les noms des juges et suppléants désignés par elles; le Gouvernement Belge constitue ensuite avec les juges effectifs les deux instances, informe les belligérants et les neutres de cette constitution et la publie dans le journal le plus répandu de chaque État maritime. La convocation du tribunal, lorsqu'elle devient nécessaire, se fait au moyen d'une invitation adressée par le Gouvernement Belge aux États qui ont nommé les juges. La présidence peut également être confiée au juge des prises nommé par la Belgique dans toutes les affaires de prises, sauf dans le cas où la Belgique serait belligérante et où des sujets Belges seraient intéressés dans l'affaire de prise soumise au tribunal. Dans ces cas, la présidence est confiée au juge nommé par la partie principale belligérante restée étrangère à la capture.

12. — *De la procédure devant le tribunal des prises de première instance.*

§ 97. — Si un arrangement amiable n'a pas réussi, les procès de prise vont directement de l'instance nationale d'instruction des prises de l'État capteur au tribunal des prises international de première instance, lequel, après avoir examiné l'affaire, assigne les parties intéressées, savoir : l'État capteur et les capturés, qui se font représenter tous deux auprès du tribunal par des mandataires, lesquels signent aussi les

mémoires présentés dans le procès. Le tribunal vérifie les pouvoirs des mandataires, qui doivent être dûment constitués.

§ 98. — Au cas où le tribunal, au bout de la quinzaine après réception de l'affaire, ne publierait pas l'invitation aux parties de se présenter, celles-ci auraient le droit d'adresser une plainte à l'instance internationale supérieure pour cause de retard dans la procédure.

§ 99. — Le tribunal constate :

1° Si la saisie est légale formellement et matériellement ;

2° Si elle doit être maintenue ou levée, c'est-à-dire s'il faut adjuger la propriété du bien saisi à l'Etat capteur ou bien si l'on doit restituer aux capturés le navire ou les marchandises ;

3° Si le fait qui a motivé la saisie constitue une infraction à une disposition du droit des gens.

§ 100. — Le tribunal fait compléter au besoin par l'assistance d'instruction la constatation du fait, et examine et décide l'affaire même en l'absence de requêtes et conclusions des parties.

§ 101. — Les mandataires, après avoir déposé un cautionnement pour les frais de justice, dont le tribunal fixe le montant, sont autorisés à remettre au tribunal un mémoire des motions ou réclamations dans un délai de quatre semaines, en y joignant les documents sur lesquels est basé l'exposé et en énumérant les preuves que les parties font valoir.

§ 102. — Le tribunal invite de suite les mandataires à prendre connaissance du mémoire de la partie adverse et à y répondre par écrit dans un délai de quinze jours. Le tribunal et les mandataires ayant pris connaissance de ces réponses, jour est fixé pour les débats publics. Pour ces débats, le président ouvre l'audience par un exposé historique de l'affaire. Les parties font acter leurs répliques et conclusions, et la discussion se fait, à la fois sur plusieurs réclamations soulevées.

§ 103. — Si le tribunal juge nécessaire une production de preuves, ou si l'une des parties ou toutes deux la proposent et que le tribunal y consente, ce dernier ordonne de terminer la production de preuves dans un délai de quinze jours. Après l'expiration de ce délai, le tribunal informe les parties par écrit, dans les huit jours, du résultat de cette production de preuves

et fixe pour les débats une nouvelle audience, dans laquelle on procède comme dans la précédente. Les parties peuvent fournir dans leurs plaidoiries et conclusions orales des preuves et faits nouveaux.

§ 104. — Dans le cas où le représentant de l'Etat capteur n'a présenté aucune motion ou que les capturés n'ont fait valoir aucune réclamation, le tribunal procède, après l'expiration du délai pour les motions ou réclamations, à la décision de l'affaire suivant l'état où se trouve à ce moment la procédure. Il en est de même lorsque les parties, ou l'une d'elles, ne comparaissent pas à l'audience fixée pour les débats, tous les délais étant forclusifs. Il n'est pas admis de requête pour restitution en entier.

§ 105. — Un délai de quinze jours est fixé pour le prononcé du jugement, ce délai courant à partir de la clôture des débats. Au cas où le tribunal laisserait passer ce délai sans rendre sa décision, les parties auraient le droit de porter plainte relativement au retard auprès de l'instance supérieure.

§ 106. — Le jugement énonce :

1° A qui l'on doit remettre le navire et la cargaison, ou le montant du prix de la vente publique effectuée, ou la somme payée par le propriétaire si on lui a délivré le navire ou la cargaison ;

2° Quel dédommagement sera donné, à qui, et par qui, dans les cas : *a*) de l'arrêt ou de la saisie illégitimes ou illégaux par les officiers de vaisseaux de guerre ; *b*) du retardement de la procédure ou de la décision du procès, et *c*) de la libération du navire et de la cargaison ;

3° Si les cautionnements déposés seront restitués, jusqu'à concurrence de quelle somme, et à qui cette restitution doit se faire ;

4° Laquelle des deux parties aura à supporter les frais occasionnés par le navire, la cargaison et la procédure, s'il y a lieu de rembourser les frais de transport aux capturés, ou si ceux-ci les perdront parce qu'ils ont enfreint le règlement ;

5° Une décision touchant le sort de l'équipage du navire cap-

turé, dans le cas où l'instance d'instruction ne l'a pas déjà mis en liberté.

§ 107. — Le jugement sera publié, et seront cités à cet effet les mandataires des parties. Au cas où l'un ou l'autre ne comparaitrait pas au jour fixé, le tribunal en dressera procès-verbal et le jugement sera considéré comme publié. Le tribunal délivre, sur la demande d'un mandataire, des copies du jugement publié. Lors de la publication, connaissance est donnée des dispositions relatives à l'appel.

§ 108. — Procès-verbal est dressé de tous les débats, des conclusions, du jugement et de sa publication, et lecture en est donnée aux mandataires. Le procès-verbal, rectifié et complété au besoin, est signé par le Président et le greffier.

§ 109. — L'exécution du jugement se fait en vertu de celui-ci par l'instance d'instruction nationale de l'État capteur, sur demande du tribunal International.

§ 110. — Le jugement est exécutoire lorsque le mandataire d'aucune des parties n'a interjeté appel contre la décision du tribunal des prises dans le délai voulu. Le jugement dont appel ne peut être exécuté que moyennant caution.

13. — *De la Procédure devant le tribunal des prises
de Seconde Instance.*

§ 111. — Tout procès de prise peut être déféré, sur demande des parties, produite dans un délai de vingt jours, à l'instance d'appel ou à la seconde instance Internationale. L'introduction et la justification de l'appel se font en même temps, et les délais courent à partir du jour du prononcé du jugement par le tribunal, ce jour non compris.

§ 112. — L'appel s'adresse au tribunal international de première instance, lequel le notifie à la partie adverse, et exige de l'appelant un dépôt de cautionnement pour le paiement des frais de justice.

§ 113. — La justification de l'appel indique et motive les différents griefs se rapportant à des points déterminés du jugement de première instance.

§ 114. — Le tribunal de première instance, en communiquant le mémoire d'appel à la partie adverse, l'invite à présenter une réplique dans un délai de quinze jours. A l'expiration de ce délai, ledit tribunal envoie les actes et le mémoire d'appel, avec la réplique, au tribunal international de seconde instance.

§ 115. — La procédure devant le tribunal d'appel est, en général, celle de la première instance.

§ 116. — Le jugement ou l'arrêt de l'instance d'appel sera motivé et rendu en se basant sur un rapport écrit du président du tribunal, et en tenant compte des preuves et faits nouveaux, qu'on aurait produits dans la procédure d'appel.

§ 117. — Il n'est admis, au sujet de la procédure et du jugement, ni pourvoi ou demande de restitution en entier, ni des requêtes et observations des consuls et agents des Etats.

§ 118. — Le jugement d'appel est prononcé en présence des mandataires des parties assignés à cet effet, auxquels, sur leur demande, copie est donnée. Il sera, en outre, publié dans un ou plusieurs journaux.

§ 119 — Après la publication, l'instance nationale sera requise pour l'exécution du jugement.

.

ANNEXE II

Règlement International des Prises Maritimes

Projet adopté par l'Institut de Droit International dans les sessions de Turin (1882), Munich (1883) et Heidelberg (1887) (1)

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

.

II. — DISPOSITIONS SPÉCIALES

.

10. — *De l'organisation et de la procédure du tribunal d'instruction des prises dans le port d'arrivée*

§ 63. — Le tribunal d'instruction dans le port d'arrivée du navire saisi, se compose de magistrats de l'ordre judiciaire, ou bien l'instruction est confiée au tribunal de première instance qui y est établi et dont le greffier doit aussi appartenir à l'ordre judiciaire. Le tribunal entend des officiers de marine et des employés de la douane comme experts.

§ 64. — Des délégués de l'État capteur et des capturés assistent aux opérations du tribunal. Le ou les capturés sont ordinairement représentés par le consul de leur État respectif, et s'il n'y en a pas dans le port, par le consul d'un État ami et neutre. En l'absence d'un tel consul, les capturés sont représentés par des fondés de pouvoir judiciaires choisis par eux.

(1) *Tableau Général de Droit International* (1873-1892) p. 208 et s.

§ 65. — Le conducteur du navire saisi remet le navire, ainsi que sa cargaison et son équipage, au tribunal d'instruction, lequel prend des dispositions relativement au navire, à la cargaison et à l'équipage.

§ 66. — Sont remis au tribunal par le conducteur du navire saisi, dans les 24 heures depuis l'arrivée au navire dans le port :

1° le procès-verbal dressé après la saisie.

2° Les papiers mis dans une enveloppe cachetée après la saisie.

3° Les inventaires du navire, de la cargaison et des papiers, documents et lettres trouvés à bord du navire, qui ont été dressés après la saisie.

4° La liste des personnes trouvées à bord, dressée après la saisie.

5° Un compte rendu du voyage jusqu'au port d'arrivée.

§ 67. — En même temps le conducteur du navire saisi atteste par rapport aux papiers, que ce sont les mêmes qui se trouvaient à bord du navire saisi et qu'ils sont dans l'état dans lequel on les y a trouvés. Dans le cas où l'on n'a pas trouvé de papiers, ce fait doit être constaté.

§ 68. — Le conducteur du navire saisi présente au tribunal au moins le patron, le subrécargue et le pilote pour être entendus.

§ 69. — Le tribunal d'instruction, après s'être assuré, en présence du conducteur du navire saisi et des capturés, du capitaine ou patron, du pilote et du subrécargue, que les scellés apposés sur le navire, la cargaison et ailleurs sont intacts, procède ensuite, en présence des mêmes personnes, au descellement et à l'ouverture de l'enveloppe cachetée qui lui a été remise ; il enregistre et fait la liste des papiers qui s'y trouvent, et des personnes, et des inventaires du navire et de la cargaison, en se basant sur les listes et inventaires dressés après la saisie, pour contrôler et compléter au besoin ces derniers ; il vérifie également si les personnes sont présentes et constate le résultat.

Un procès-verbal de tous les actes est dressé et signé par les membres du tribunal ainsi que par le capteur et les capturés présents ou leurs représentants.

§ 70. — Le conducteur ne quitte pas le navire sain avant de l'avoir remis avec sa cargaison à un gardien désigné par le tribunal d'instruction, ni avant que ce tribunal ait opposé des scellés. Après avoir accompli tous les actes qui lui sont prescrits, le conducteur cesse d'être responsable du navire, de la cargaison, et de l'équipage et la responsabilité passe au gardien qui remet au conducteur un reçu du navire, de la cargaison et de l'équipage.

§ 71. — Le gardien désigné par le tribunal d'instruction prend livraison du navire saisi et de la cargaison et se charge des réparations urgentes du navire, de la conservation de la cargaison, ainsi que de l'entretien des personnes restant à bord.

§ 72. — Le navire saisi est conservé autant que possible et l'État capteur en supporte les frais jusqu'au jugement final. Le tribunal d'instruction met toutefois en vente publique, sur rapport d'experts, les marchandises sujettes à détérioration et le navire qu'on ne peut conserver à cause de son mauvais état, ou dont la valeur réelle n'est pas en rapport avec les frais qu'occasionnerait sa conservation. La vente publique est annoncée tant dans le lieu où elle se fait, qu'aussi, pour le navire saisi, dans le lieu du domicile du propriétaire de ce navire. Enfin, en vertu d'une décision du tribunal et du consentement de l'État capteur, le tribunal délivre le navire après estimation à un réclamant qui prouve qu'il est le propriétaire légitime, pourvu que celui-ci dépose auprès du tribunal, la valeur d'estimation. Même dépôt est fait du produit de la vente publique.

§ 73. — Le tribunal relâche le navire non suspect capturé, en retenant la cargaison suspecte, dans le cas où le règlement demande seulement la condamnation de la cargaison.

§ 74. — Sont avant tout séparés de la cargaison les objets qui ne sont saisissables en aucun cas ; ils sont délivrés aux propriétaires légitimes. Si tous les intéressés n'y consentent pas, celui qui reçoit les objets doit déposer auprès du tribunal leur valeur estimée par experts. Sous la même condition et du consentement des parties, le tribunal délivre la cargaison au propriétaire légitime. Les réclamants supportent les frais de garde et

d'assurance de la cargaison non délivrée jusqu'à la décision finale.

§ 75. — Si le tribunal juge nécessaire de décharger la cargaison pour la conserver, des experts nommés et assermentés par lui l'inventorient en présence des parties et la déposent dans un magasin fermé et scellé du cachet du représentant de l'État capteur, des capturés et du tribunal. Les objets que des experts déclarent susceptibles de se détériorer promptement sont vendus publiquement sur décision du tribunal.

§ 76. — Des procès verbaux sont dressés sur la prise de livraison du navire et de la cargaison, ainsi que du déchargement, emmagasinage, fermeture, scellement et délivrance; les membres du tribunal et les parties présentes signent ces procès-verbaux.

§ 77. — Parmi les personnes trouvées à bord du navire saisi, les militaires ennemis sont remis à l'autorité militaire du lieu même ou du lieu le plus proche, laquelle les met à la disposition du tribunal pour être entendus à la réquisition de celui-ci. Sont remis à la même autorité ceux qui ont assisté l'ennemi ou sont soupçonnés de l'avoir assisté. Les autres personnes trouvées à bord du navire y restent sous surveillance, pour un temps fixé par le tribunal, si et autant que le tribunal d'instruction juge leurs dépositions nécessaires. Si le navire est vendu ou détruit dans le port d'arrivée, ceux qu'on aurait dû retenir à son bord resteront aux arrêts judiciaires jusqu'à décision du tribunal. L'instruction terminée, le patron et le subrécargue ne sont mis en liberté que sous caution *judicio sisti*.

§ 78. — Le tribunal d'instruction a pour tâche principale d'éclaircir complètement l'état des choses, de rechercher particulièrement de quelle manière ont eu lieu l'arrêt, la visite, et éventuellement la recherche, ainsi que la saisie, et si le capteur a agi légalement, et les motifs qui ont provoqué la saisie. Si le capteur n'a pas trouvé de papiers à bord du navire saisi, ou si ceux qui y étaient sont incomplets, le tribunal interroge les personnes qui se trouvent à bord et s'informe auprès des propriétaires du navire et de la cargaison, ou, s'ils ne sont pas connus, au moyen d'annonces insérées dans des journaux très

répandus, dans lesquelles il fait connaître la saisie avec la description exacte du navire et de la cargaison et invite les intéressés à faire valoir leurs droits dans un délai fixé.

§ 79. — Le tribunal, après avoir constaté provisoirement l'état des choses, invite l'Etat capteur et les réclamants légitimes à assister, dans un délai de quatre semaines au plus, aux opérations ultérieures du tribunal et à formuler leurs demandes ; soit en personne ou par des mandataires à ce dûment autorisés. L'invitation comprend le résumé succinct de l'état des choses provisoirement constaté. En attendant, le conducteur de la prise représente l'Etat capteur, et le capitaine ou patron, ou le subrécargue ou le consul respectif, les capturés. Pour les réclamants non représentés, le tribunal désigne des curateurs.

§ 80. — Le tribunal, après avoir pris connaissance des journaux, documents et papiers qui lui sont remis par le conducteur du navire saisi, commence immédiatement l'audition des personnes se trouvant à bord. Il est obligé d'entendre le conducteur du navire, ainsi que le capteur dans le cas où les deux ne se confondent pas en une seule et même personne, le capitaine ou le patron, le pilote et le subrécargue lorsque ce n'est pas le capitaine ou patron lui-même qui était chargé de la surveillance de la cargaison.

§ 81. — Les représentants de la partie ont le droit :

1^o d'assister à toute l'instruction de l'affaire ;

2^o de formuler, par écrit ou verbalement, des requêtes relatives à la communication ou à la production de pièces, ainsi qu'à la mise en état et au jugement de l'affaire ou pour faire accélérer le procès dans le cas où le tribunal tarderait à le commencer ou qu'il y aurait des retards dans le cours de l'instance ;

3^o de demander l'audition des personnes que le tribunal n'a pas interrogées et de formuler des questions à poser aux personnes à interroger.

§ 82. — L'instruction de l'affaire ne commence que lorsque l'Etat capteur et les réclamants sont représentés. Le tribunal fait connaître complètement à ces représentants toutes les formalités remplies jusqu'à ce jour et communique aux intéressés,

pour qu'ils en prennent connaissance, les inventaires et autres pièces.

§ 83. — L'enquête finie, le tribunal, en la faisant connaître, demande aux parties si elles désirent la compléter et quelles motions elles ont encore à présenter. Après avoir donné suite aux motions des parties et examiné si les actes de l'enquête sont complets, le tribunal les soumet à l'inspection des intéressés, puis invite le délégué de l'Etat capteur à formuler, dans une quinzaine au plus, un réquisitoire final qui est communiqué aux réclamants pour y répondre dans le même délai. Le tribunal, après avoir reçu les deux déclarations, ou après l'expiration des délais fixés pour leur rentrée dans le cas où l'une ou l'autre ne lui serait pas parvenue, propose aux parties un arrangement amiable et ne transmet que si un tel arrangement ne réussit pas, dans la quinzaine, les actes complets, ainsi que tous les documents qui lui ont été remis dès le début, au tribunal des Prises en donnant avis de cette transmission à l'Etat capteur et aux réclamants.

§ 84. — Procès-verbal est dressé de toutes les formalités qui ont eu lieu dans l'instruction. Les personnes interrogées signent leurs déclarations.

II. — *De l'organisation et de la procédure du tribunal des prises maritimes*

§ 85. — L'organisation des tribunaux de prises de première instance demeure réglée par la législation de chaque Etat.

§ 86. — Si un arrangement n'a point réussi, les procès de prises vont directement du tribunal d'instruction des prises de l'Etat capteur, au tribunal des prises maritimes national de première instance, lequel, après avoir examiné l'affaire, assigne les parties intéressées, savoir : l'Etat capteur et les capturés, qui se font représenter tous deux auprès du tribunal par des mandataires, lesquels signent aussi les mémoires présentés dans le procès. Le tribunal vérifie les pouvoirs des mandataires, qui doivent être dûment constitués.

§ 87. — Au cas où le tribunal, au bout de la quinzaine après

réception de l'affaire, ne publierait pas l'invitation aux parties de se présenter, celles-ci auraient le droit d'adresser une plainte à l'instance internationale supérieure pour cause de retard dans la procédure.

§ 88. — Le tribunal constate :

1° Si la saisie est légale en la forme et au fond ;

2° Si elle doit être maintenue ou levée, c'est-à-dire s'il faut adjuger la propriété du bien saisi à l'Etat capteur ou bien si l'on doit restituer aux capturés le navire ou les marchandises :

3° Si le fait qui a motivé la saisie constitue une infraction à une disposition du droit des gens.

§ 89. — Le tribunal fait compléter au besoin par le tribunal d'instruction la constatation du fait, et examine et décide l'affaire même en l'absence de requêtes et conclusions des parties.

§ 90. — Les mandataires, après avoir déposé un cautionnement pour les frais de justice, dont le tribunal fixe le montant, sont autorisés à remettre au tribunal un mémoire des notions ou réclamations, dans un délai de quatre semaines, en y joignant les documents sur lesquels est basé l'exposé et en énumérant les preuves que les parties font valoir.

§ 91. — Le tribunal invite de suite les mandataires à prendre connaissance du mémoire de la partie adverse et à y répondre par écrit dans un délai de quinze jours. Le tribunal et les mandataires ayant pris connaissance de ces réponses jour est fixé pour les débats publics. Pour ces débats, le président ouvre l'audience par un exposé historique de l'affaire. Les parties font acter leurs répliques et conclusions, et la discussion se fait, à la fois, sur plusieurs réclamations soulevées.

§ 92. — Si le tribunal juge nécessaire une production de preuves ou si l'une des parties ou toutes deux la proposent, et que le tribunal y consente, ce dernier ordonne de terminer la production de preuves dans un délai de quinze jours. Ce délai peut être prolongé par le tribunal à raison des distances. Après l'expiration du délai fixé, le tribunal informe les parties par écrit, dans les huit jours, du résultat de cette production de preuves, et fixe pour les débats une nouvelle audience dans laquelle il procède comme dans la précédente. Les parties

peuvent fournir dans leurs plaidoiries et conclusions orales des preuves et faits nouveaux.

§. 93 — Dans le cas où le représentant de l'Etat capteur n'a présenté aucune réclamation, le tribunal procède, après l'expiration du délai pour les motions ou les réclamations, à la décision de l'affaire suivant l'état où se trouve en ce moment la procédure. Il en est de même lorsque les parties, ou l'une d'elles, ne comparaissent pas à l'audience fixée pour les débats, tous les délais étant forclusifs. Il n'est pas admis de requête pour restitution en entier.

§ 94. — Un délai de quinze jours est fixé pour le prononcé du jugement, ce délai courant à partir de la clôture des débats. Au cas où le tribunal laisserait passer ce délai sans rendre sa décision, les parties auraient le droit de porter plainte relativement au retard auprès du tribunal d'appel.

§ 95. — Le jugement énonce :

1° A qui l'on doit remettre le navire et la cargaison, ou le montant du prix de la vente publique effectuée, ou la somme payée par le propriétaire si on lui a délivré le navire ou la cargaison :

2° Quel dédommagement sera donné, à qui, et par qui, dans les cas : *a*) de l'arrêt ou de la saisie illégitimes ou illégaux par les officiers de vaisseaux de guerre ; *b*) du retardement de la procédure ou de la décision du procès, et *c*) de la libération du navire et de la cargaison ;

3° Si les cautionnements déposés seront restitués, jusqu'à concurrence de quelle somme, et à qui cette restitution doit se faire.

4° Laquelle des deux parties aura à supporter les frais occasionnés par le navire, la cargaison et la procédure, s'il y a lieu de rembourser les frais de transport aux capturés ou si ceux-ci les perdront parce qu'ils ont enfreint le règlement ;

5° Une décision touchant le sort de l'équipage du navire capturé, dans le cas où le tribunal d'instruction ne l'a pas déjà mis en liberté.

§ 96. — Le jugement sera publié, et les mandataires des parties seront cités à cet effet. Au cas où l'un ou l'autre ne comparaitrait

pas au jour fixé, le tribunal en dressera procès-verbal et le jugement sera considéré comme publié. Le tribunal délivre, sur la demande d'un mandataire, des copies du jugement publié. Lors de la publication, connaissance est donnée des dispositions relatives à l'appel.

§ 97. — Procès-verbal est dressé de tous les débats, des conclusions, du jugement et de sa publication, et lecture en est donnée aux mandataires. Le procès-verbal rectifié et complété au besoin, est signé par le Président et le greffier.

§ 98. — L'exécution du jugement se fait en vertu de celui-ci par le tribunal d'instruction.

§ 99. — Le jugement est exécutoire lorsque le mandataire d'aucune des parties n'a interjeté appel contre la décision du tribunal des prises dans le délai voulu. Le jugement dont appel ne peut être exécuté que moyennant caution.

12. — *De l'organisation et de la procédure du tribunal international des prises maritimes.*

§ 100. — Au début de chaque guerre, chacune des parties belligérantes constitue un tribunal international d'appel en matière de prises maritimes. Chacun de ces tribunaux est composé de cinq membres désignés comme suit :

L'État belligérant nommera lui-même le président et un des membres. Il désignera en outre trois États neutres, qui choisiront chacun un des trois autres membres.

§ 101. — Tout procès de prise peut être déféré, sur demande des parties produite dans un délai de vingt jours, au tribunal international d'appel. L'introduction et la justification de l'appel se font en même temps et les délais courent à partir du jour du prononcé du jugement par le tribunal, ce jour non compris.

§ 102. — L'appel s'adresse au tribunal national des prises maritimes, lequel le notifie à la partie adverse, qui exige de l'appelant un dépôt de cautionnement pour le paiement des frais de justice.

§ 103. — La justification de l'appel indique et motive les diffé-

rents griefs se rapportant à des points déterminés du jugement du tribunal national des prises maritimes.

§ 104. — Le tribunal national des prises maritimes, en communiquant le mémoire d'appel à la partie adverse, l'invite à présenter une réplique dans un délai de quinze jours. A l'expiration de ce délai, le dit tribunal envoie les actes et le mémoire d'appel avec la réplique au tribunal international d'appel. Le tribunal national pourra accorder une prorogation de délai pour cause légitime.

§ 105. — La procédure devant le tribunal international d'appel est, en général, celle du tribunal des prises maritimes.

§ 106. — Le jugement ou l'arrêt de l'instance d'appel sera motivé et rendu, en se basant sur un rapport écrit du président du tribunal, et en tenant compte des preuves et faits nouveaux que l'on aurait produits dans la procédure d'appel.

§ 107. — Il n'est admis, du sujet de la procédure et du jugement, ni pourvoi ou demande de restitution en entier, ni requêtes et observations des consuls et agents des États.

§ 108. — Le jugement d'appel est prononcé en présence des mandataires des parties assignées à cet effet, auxquels, sur leur demande, copie en est donnée. Il sera, en outre, publié dans un ou plusieurs journaux.

§ 109. — Après la publication, le tribunal national des prises maritimes sera requis pour l'exécution du jugement.

.

ANNEXE 3

Proposition de la délégation anglaise (1)

Projet de convention relatif à une Cour permanente d'appel internationale.

Article 1. — Une cour permanente d'appel sera organisée ayant pour objet : l'administration des lois internationales en matière de prises maritimes entre les Puissances signataires :

Art. 2. — La Cour permanente sera compétente pour tous les cas dans lesquels un tribunal des prises a rendu une décision qui atteint directement les intérêts d'une Puissance neutre ou de ses sujets et que cette Puissance prétend que la décision n'est pas juste ; soit en question juridique, soit en question de fait.

Il est entendu que c'est seulement la décision de la Cour de dernière instance de chaque pays, à laquelle la Puissance neutre ou son sujet peut avoir recours, qui peut être frappée d'appel à la Cour permanente ;

Art. 3. — La Puissance neutre qui est en cause par le fait que son sujet a été atteint par la décision du tribunal de dernière instance mentionné dans l'article précédent a le droit de s'adresser à la Cour permanente afin d'obtenir une nouvelle décision soit par la voie de cassation, soit par la voie d'appel.

Art. 4. — Chacune des Puissances signataires dont la marine marchande, au moment de la signature de la présente convention dépasse un total de 800.000 tonneaux, désignera dans les trois mois qui suivront la ratification du présent acte, un jurisconsulte d'une compétence reconnue dans les questions de droit

(1) *Actes et Documents*, t. II, p. 1076.

international maritime, jouissant de la plus haute considération morale, et disposé à accepter les fonctions de juge dans cette Cour. Chaque Puissance désignera également un juge ayant les mêmes qualifications.

Art. 5. — Le Président de la Cour sera nommé par ordre alphabétique des Puissances qui ont désigné des Juges à la Cour et exercera les fonctions pendant une année à commencer du 1^{er} Janvier. Le bureau International à la Haye sera chargé de donner suite à cette disposition.

Si les votes sont partagés, la voix du Président sera prépondérante.

Le Président qui préside au commencement d'un litige continuera ses fonctions jusqu'à la clôture.

Art. 6. — Si la question juridique à décider a déjà été réglée par une convention dont les Puissances en litige sont signataires, la décision de la Cour sera conforme aux stipulations de la convention.

A défaut d'une convention, si toutes les nations civilisées se trouvent être d'accord sur un point juridique, la cour devra également rendre un arrêt conforme à l'opinion générale.

Où ces conditions n'existent pas la Cour rendra sa décision en appliquant les principes du droit International.

Art. 7. — Les Puissances signataires s'engagent à se soumettre de bonne foi à la sentence de cette Cour et à mettre ses ordres à exécution contre ses propres sujets, ainsi qu'à introduire dans leur législation les modifications nécessaires pour rendre valables et effectifs les ordres de la Cour.

Art. 8. — A défaut de convention entre les parties la procédure est la suivante :

Art. 9. — La partie demanderesse communique au Bureau un document qui fait connaître la nature et les raisons de sa demande.

Art. 10. — Le Bureau communique sans délai à la Puissance défenderesse le document de la Puissance demanderesse, et, dans les deux mois suivant la réception du document la Puissance défenderesse communique au Bureau sa réponse.

Art. 11. — Le Bureau communique sans délai à la Puissance demanderesse la réponse de la Puissance défenderesse.

Art. 12. — La Cour comprendra tous les juges et siégera au complet, exception faite des juges désignés par les Puissances en cause.

En cas d'absence d'un des membres appelés à juger, il sera remplacé par le juge suppléant.

Art. 13. — La Cour se réunit à la date fixée par les juges :

Art. 14. — La Cour peut exercer ses fonctions, le cas échéant, en l'absence de la partie défenderesse.

Art. 15. — Les juges de la Cour dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays, jouissent des privilèges et immunités diplomatiques.

Art. 16. — Les art. 22, 23, 25, 37, 54 et 57 de la convention pour le règlement pacifique des conflits Internationaux faite à la Haye, le 29 juillet 1899, sont valables pour la Cour permanente, ses juges et sa procédure avec les modifications nécessaires.

ANNEXE 4

Proposition de la délégation allemande sur la juridiction des prises (1)

TITRE I

COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE PRISES

Article 1. — La validité de la capture d'un bâtiment de commerce ou de sa cargaison sera établie par une juridiction de prises.

Cette juridiction est exercée, en première instance, par des tribunaux des prises nationaux du belligérant capteur, en seconde instance par une Haute Cour internationale des prises.

Art. 2. — Lorsque le tribunal des prises prononce la validité de la capture du bâtiment ou des biens, il en sera disposé d'après les lois de l'État capteur.

Lorsque la non-validité de la capture est prononcée, le tribunal ordonne la restitution du bâtiment ou des biens en fixant le montant des dommages intérêts et, dans les cas où le bâtiment ou les biens ont été détruits, établira l'indemnité à accorder au propriétaire.

Les jugements du tribunal des prises seront notifiés d'office aux parties. Ils ne seront exécutoires qu'après avoir passé en force de chose jugée.

Art. 3. — Les jugements d'un tribunal des prises pourront être renvoyés en appel à une Haute Cour internationale des prises qui sera formée dès le début d'une guerre maritime et

(1) *Actes et documents*, t. II, p. 4071.

statuera sur toutes les affaires de prises résultant de la guerre. Dans le cas où plusieurs États sont engagés dans la guerre maritime, il sera formé autant de Hautes Cours différentes qu'il y a de fois deux adversaires.

Les jugements de la Haute Cour seront immédiatement exécutés.

TITRE II

ORGANISATION DE LA HAUTE COUR INTERNATIONALE DES PRISES

Art. 4. — La Cour internationale des prises sera composée de cinq membres dont deux amiraux et trois membres de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye. Dans les deux semaines qui suivent l'ouverture des hostilités, chacune des parties belligérantes aura à désigner un amiral et à s'adresser en outre, à une Puissance neutre pour que, de son côté, celle-ci choisisse un autre membre dans les deux semaines suivantes, parmi les membres de la Cour d'arbitrage qui ont été nommés par elle. Dans un nouveau délai de deux semaines, les deux Puissances neutres s'adresseront, de concert, à une troisième Puissance neutre qui sera désignée au besoin par le sort pour qu'elle choisisse, dans les deux semaines qui suivent, le cinquième membre parmi les membres de la Cour d'arbitrage qui ont été nommés par elle.

Art. 5. — La Haute Cour des prises se réunit dès le premier cas d'appel contre le jugement d'un Tribunal des prises.

Elle se dissout après la conclusion de la paix aussitôt que toutes les affaires des prises provenant de la guerre auront été réglées définitivement.

Art. 6. — La Haute Cour des prises aura son siège à La Haye.

Sauf le cas de force majeure, elle ne pourra transporter son siège ailleurs qu'avec l'assentiment des deux parties belligérantes.

Art. 7. — La Haute Cour des prises élira son président à la majorité des suffrages parmi ceux de ses membres qui font

partie de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Au besoin il y aura ballottage.

Art. 8. — En cas de décès, de démission ou d'empêchement, pour quelque cause que ce soit, d'un des membres de la Haute Cour des prises, il sera pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination.

Art. 9. — Les membres de la Haute Cour des prises toucheront les indemnités de voyage auxquelles ils ont droit d'après les lois de leur pays. Il leur sera alloué, en outre, une rétribution mensuelle de 1.500 florins hollandais, dont le paiement sera effectué par l'entremise du Bureau international de la Cour d'arbitrage de La Haye.

Art. 10. — Le Bureau international de la Cour d'arbitrage de La Haye sert de greffe à la Haute Cour des prises.

Ce Bureau est l'intermédiaire des communications relatives à la réunion de celle-ci.

Il a la garde des archives et la gestion des affaires administratives.

Art. 11. — La Haute Cour des prises décide du choix des langues dont elle fera usage et dont l'emploi sera autorisé devant elle. Dans tous les cas, la langue de la partie belligérante intéressée pourra être employée devant elle.

Art. 12. — Dans toutes les affaires de prises dans lesquelles elles sont intéressées comme État capteur, les parties belligérantes ont droit de nommer auprès de la Haute Cour des délégués ou agents spéciaux avec la mission de servir d'intermédiaires entre elle et la Haute Cour.

En outre, elles sont autorisées à charger de la défense de leurs droits et intérêts devant la Haute Cour des conseils ou avocats nommés par elle à cet effet.

Art. 13. — La partie privée devra se faire représenter auprès de la Haute Cour des prises par un mandataire ou un fondé de pouvoir qui pourra être un avocat à une cour d'appel ou à une cour suprême du territoire d'une des Parties contractantes ou un professeur de droit à une Haute École d'un de ces territoires.

Art. 14. — Pour toutes les notifications et administrations de

la preuve, la Haute Cour des prises pourra s'adresser au Gouvernement de l'État sur le territoire duquel la notification ou l'administration de la preuve devront être effectuées.

L'exécution de la réquisition ne pourra être refusée que si l'État requis la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité. S'il est donné suite à la réquisition, l'État requis ne portera en compte que les frais matériels en espèces qui en seront résultés.

La Haute Cour est libre de recourir, en ces matières, à l'intermédiaire de l'État sur le territoire duquel elle a son siège.

TITRE III

PROCÉDURE DEVANT LA HAUTE COUR DES PRISES

Art. 15. — Le droit d'interjeter appel appartient à la partie belligérante et à la partie privée.

Art. 16. — L'appel pourra être interjeté auprès du Tribunal des prises ou auprès du Bureau international (voir l'article 10), soit par écrit, soit par télégramme.

Le délai d'appel est fixé à deux mois à dater du jour de la notification du jugement du Tribunal des prises à la partie appelante.

Art. 17. — Si l'appel est interjeté auprès du Tribunal des prises, ce Tribunal, sans examiner si le délai ci-dessus a été observé, fera parvenir, dans les sept jours qui suivent, tous les dossiers de l'affaire au Bureau international qui les transmettra à la Haute Cour des prises.

Si l'appel est interjeté auprès du Bureau international, ce Bureau en préviendra le Tribunal des prises directement et si possible par télégramme. Le Tribunal des prises agira ensuite conformément à l'alinéa 1 du présent article.

Art. 18. — La Haute Cour des prises notifiera d'office aux parties toute décision prise et toute ordonnance émise par elle en leur absence.

Les notifications à faire au siège même de la Haute Cour

pourront, par son ordre, être faites par le Bureau international.

Art. 19. — Tout appel qui n'aura pas eu lieu dans le délai fixé ci dessus devra être rejeté par la Haute Cour comme non recevable et sans autre forme de procès.

Toutefois la Haute Cour accordera, sur demande, une exception à la partie qui par suite de circonstances de force majeure, n'aura pu présenter son recours dans le délai fixé et rétablira cette partie dans ses droits d'appel. La demande devra en être produite par la partie, dans les deux mois qui suivent la disparition des circonstances de force majeure et, en tous cas, avant la dissolution de la Haute Cour des prises (voir l'alinéa 2 de l'article 5).

Art. 20. — Si l'appel a eu lieu dans le délai fixé, la Haute Cour des prises aura à notifier d'office, à la partie adverse, une copie conforme et légalisée de l'acte d'appel écrit ou télégraphié.

Art. 21. — La Haute Cour des prises fixera les délais dans lesquels les parties auront à produire leurs déclarations et contre-déclarations écrites et les actes, pièces et documents y relatifs.

Elle notifiera d'office à la partie adverse une copie conforme et légalisée de toute écriture produite par l'autre partie.

Art. 22. — Après l'écoulement des délais visés à l'alinéa 1 de l'article 21, il y aura, devant la Haute Cour, un débat oral auquel les parties devront être appelées d'office.

En cas de non-comparution d'une des parties, bien que régulièrement citée, la Haute Cour pourra, à la demande de l'autre partie, passer à l'ouverture du débat d'appel.

Art. 23. — Les débats sont dirigés par le Président.

Ils ne sont publics qu'en vertu d'une décision de la Haute Cour prise avec l'assentiment de la partie belligérante.

Ils sont consignés dans les procès-verbaux rédigés par des secrétaires que nomme le Président. Ces procès-verbaux ont seuls caractère authentique.

Art. 24. — Après le débat oral, la Haute Cour pourra, soit d'office, soit à la demande d'une des parties et conformément à l'article 14, procéder à une information complémentaire relativement à l'administration de la preuve faite devant le Tribunal

des prises. La Haute Cour pourra ordonner que cette information complémentaire ait lieu directement devant elle ou qu'elle soit faite par ceux de ses membres qu'elle aura commissionnés à cet effet, pour autant que cela peut se faire sans moyen coercitif ou comminatoire.

Les parties sont autorisées à assister à l'administration de la preuve. Une copie conforme et légalisée du résultat leur sera notifiée d'office par la Haute Cour.

Art. 25. — Après l'administration de la preuve, la Haute Cour ordonnera la continuation du débat oral auquel elle appellera d'office les deux parties.

Art. 26. — La Haute Cour des prises aura à tenir compte dans ses décisions du contenu intégral du dossier de l'affaire et des déclarations orales des parties et à prendre ses décisions dans la pleine et entière indépendance de sa conviction.

Art. 27. — Les délibérations de la Haute Cour des prises auront lieu à huis clos.

Toute décision sera prise à la majorité des membres.

Art. 28. — Le jugement de la Haute Cour des prises sera motivé. Il sera rédigé par écrit et signé par chacun des membres de la Haute Cour.

Les membres de la Haute Cour qui seront restés en minorité pourront constater, en signant, leur dissentiment.

Art. 29. — Le jugement sera lu en séance publique de la Haute Cour des prises et notifié d'office aux parties.

Après l'effectuation de la notification, la Haute Cour devra faire parvenir à l'État capteur le dossier du Tribunal des prises conjointement avec une expédition du jugement de la Haute Cour. L'exécution du jugement se fera par l'entremise de cet État.

Art. 30. — Chaque partie supportera ses propres frais.

La partie qui succombe aura à supporter en outre les frais causés par la procédure et à verser une contribution aux frais généraux de la Haute Cour des prises. Cette contribution sera fixée proportionnellement à la valeur de l'objet en litige et ne dépassera pas un centième de la valeur de l'objet. Le montant

des frais à payer par la partie qui succombe sera déterminé dans le jugement de la Haute Cour.

Si l'appel est interjeté par la partie privée, cette partie aura à déposer au Bureau international une caution fixée par la Haute Cour en vue des frais éventuels prévus à l'alinéa 2 ci-dessus. La Haute Cour pourra faire dépendre l'ouverture de la procédure d'appel du versement du montant de cette caution.

Art. 31. — En vue des dépenses éventuelles de la Haute Cour des prises, chaque partie belligérante aura à faire un versement préalable de 25.000 florins hollandais au Bureau international et dans les deux mois qui suivent la déclaration de la guerre.

Ce versement sera répété par les parties belligérantes autant de fois que les versements effectués et les recettes prévues à l'alinéa 2 de l'article 30 auront été épuisés.

Après la dissolution de la Haute Cour des Prises, le Bureau international rendra ses comptes aux parties belligérantes et leur remboursera leur part du restant.

ANNEXE 5

Questionnaire rédigé par Sir Edward Fry, MM. Kriege
et Renault (1) (décision de la sous-Commission).

I. — Y a-t-il lieu d'instituer une juridiction internationale d'appel en matière de prises ?

II. — La juridiction à instituer statuera-t-elle seulement entre l'Etat belligérant, dont relève le capteur et l'Etat réclayant pour ses sujets lésés par la capture, ou pourra-t-elle être saisie directement par les particuliers se prétendant lésés ?

III. — Cette juridiction devrait-elle connaître de toutes les affaires de prises ou seulement des affaires dans lesquelles les intérêts de Gouvernements ou de particuliers neutres seraient engagés ?

IV. — Quand commencera le rôle de la juridiction internationale ?

Pourra-t-elle être saisie dès que les tribunaux nationaux de première instance auront rendu leur décision sur la validité de la capture ou devra-t-on attendre jusqu'à ce qu'il soit intervenu dans l'Etat du capteur une sentence définitive ?

V. — La juridiction internationale aura-t-elle un caractère permanent ou ne sera-t-elle constituée qu'à l'occasion de chaque guerre ?

VI. — Que la juridiction soit permanente ou temporaire, quels éléments entreront dans sa composition ? Seulement des juriconsultes désignés par les peuples ayant une marine d'une importance à déterminer ou des amiraux et des juriconsultes

1. *Actes et Documents*, t. II, p. 4078.

membres de la Cour permanente d'arbitrage désignés par les belligérants et des Etats neutres ?

Y aura-t-il lieu, dans un litige donné, d'exclure les juges de la nationalité des intéressés ?

VII. — Quels principes de droit devra appliquer la Haute Cour Internationale ?

VIII. — Y a-t-il lieu de régler l'ordre et le mode d'administration de la preuve devant la Haute Cour ?

ANNEXE 6

Proposition des Délégations d'Allemagne, des États-Unis d'Amérique, de France et de Grande-Bretagne (1)

Projet d'une Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des prises

Projet primitif

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er} — La validité de la capture d'un navire de commerce ou de sa cargaison est, s'il s'agit de propriétés neutres ou ennemies, établie devant une juridiction des prises conformément à la présente Convention.

Art. 2. — La juridiction des prises est exercée d'abord par les tribunaux de prises nationaux du belligérant capteur.

Les décisions de ces tribunaux sont prononcées en séance publique ou notifiées d'office aux parties neutres ou ennemies.

Art. 3. — Les décisions des tribunaux de prises nationaux peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour internationale des prises :

1° Lorsque la décision des tribunaux nationaux concerne les propriétés d'une Puissance ou d'un particulier neutres ;

2° Lorsque la dite décision concerne des propriétés ennemies et qu'il s'agit :

(1) *Actes et Documents*, t. II, p. 1079.

a) De marchandises chargées sur un navire neutre.

b) D'un navire ennemi, qui aurait été capturé dans les eaux territoriales d'une Puissance neutre, dans le cas où cette Puissance n'aurait pas fait de cette capture l'objet d'une réclamation diplomatique.

c) D'une réclamation fondée sur l'allégation que la capture aurait été effectuée en violation soit d'une disposition conventionnelle en vigueur entre les Puissances belligérantes, soit d'une disposition légale édictée par le belligérant capteur.

Le recours contre la décision des tribunaux nationaux peut être fondé sur ce que cette décision ne serait pas justifiée, soit en fait, soit en droit.

Art. 4. — Le recours peut être exercé :

1° Par une Puissance neutre, si la décision des tribunaux a porté atteinte à ses propriétés ou à celles de ses ressortissants (art. 3-1) ou s'il est allégué que la capture d'un navire ennemi a eu lieu dans les eaux territoriales de cette Puissance (art. 3-2 b).

2° Par un particulier neutre si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés (art. 3 1), sous réserve toutefois du droit de la Puissance dont il relève, de lui interdire l'accès de la Cour ou d'agir elle-même en son lieu et place.

4° Par un particulier relevant de la Puissance ennemie, si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés dans les conditions visées à l'art. 3-2, à l'exception du cas prévu par l'alinéa b.

Art. 5. — Le recours peut aussi être exercé, dans les mêmes conditions qu'à l'article précédent par les ayants droit, neutres ou ennemis du particulier auquel le recours est accordé, et qui sont intervenus devant la juridiction nationale.

Il en est de même des ayant-droit neutres ou ennemis de la Puissance neutre dont la propriété est en cause.

Art. 6. — Lorsque, conformément à l'article 3 ci-dessus, la Cour internationale est compétente, le droit de juridiction des tribunaux nationaux ne peut être exercé à plus de deux degrés. Il appartient à la législation du belligérant capteur de décider si le recours est ouvert après la décision rendue en premier ressort

ou seulement après la décision rendue en appel ou en cassation.

Faute par les tribunaux nationaux d'avoir rendu une décision définitive dans les deux ans à compter du jour de la capture, la Cour peut être saisie directement.

Art. 7. — Si la question de droit à résoudre est prévue par une Convention en vigueur entre le belligérant capteur et la Puissance qui est elle-même partie au litige ou dont le ressortissant est partie au litige, la Cour se conforme aux stipulations de ladite Convention.

A défaut de telles stipulations, la Cour applique les règles du droit international. Si des règles généralement reconnues n'existent pas, la Cour statue d'après les principes généraux de la justice et de l'équité.

Les dispositions ci-dessus sont applicables en ce qui concerne l'ordre des preuves ainsi que les moyens qui peuvent être employés.

Si, conformément à l'article 3 2 c, le recours est fondé sur la violation d'une disposition légale édictée par le belligérant capteur, la Cour applique cette disposition.

La Cour peut ne pas tenir compte des déchéances de procédure édictées par la législation du belligérant capteur, dans les cas où elle estime que les conséquences en sont contraires à la justice et à l'équité.

Art. 8 — Si la Cour prononce la validité de la capture du navire ou de la cargaison, il en sera disposé conformément aux lois du belligérant capteur.

Si la nullité de la capture est prononcée, la Cour ordonne la restitution du navire ou de la cargaison et fixe s'il y a lieu, le montant des dommages-intérêts. Si le navire ou la cargaison ont été vendus ou détruits, la Cour détermine l'indemnité à accorder de ce chef au propriétaire.

Si la nullité de la capture avait été prononcée par la juridiction nationale, la Cour n'est appelée à statuer que sur les dommages et intérêts.

Art. 9. — Les Puissances signataires s'engagent à se soumettre de bonne foi aux décisions de la Cour internationale

des prises et à les exécuter dans le plus bref délai possible.

TITRE II

ORGANISATION DE LA COUR INTERNATIONALE DES PRISES

Art. 10. — La Cour internationale des prises se compose de juges et de juges suppléants, nommés par les Puissances signataires et qui tous devront être des jurisconsultes d'une compétence reconnue dans les questions de droit international maritime et jouissant de la plus haute considération morale.

La nomination de ces juges et juges suppléants sera faite dans les six mois qui suivront la ratification de la présente convention.

Art. 11. — Les juges et juges suppléants sont nommés pour une période de six ans, à compter de la date où la nomination aura été notifiée au Conseil administratif institué par la Convention du 29 juillet 1899. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de démission d'un juge ou d'un juge suppléant, il est pourvu à son remplacement selon le mode fixé pour sa nomination. Dans ce cas, la nomination est faite pour une nouvelle période de six ans.

Art. 12. — Les juges de la Cour internationale des prises sont égaux entre eux et prennent rang d'après la date de leur nomination (art. 2, alinéa 1), et, s'ils siègent à tour de rôle (art. 15, alinéa 2), d'après la date de leur entrée en fonctions. La préséance appartient au plus âgé, au cas où la date est la même.

Les juges suppléants sont, dans l'exercice de leurs fonctions, assimilés aux juges titulaires. Toutefois ils prennent rang après ceux-ci.

Art. 13. — Les juges jouissent des privilèges et immunités diplomatiques dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays.

Avant de prendre possession de leur siège, les juges doivent devant le Conseil administratif, prêter serment ou faire affirma-

tion solennelle d'exercer leurs fonctions avec impartialité et en toute conscience.

Art. 14. — La Cour fonctionne au nombre de quinze juges ; neuf juges constituent le quorum nécessaire.

Le juge absent ou empêché est remplacé par le suppléant.

Art. 15. — Les juges nommés par les Puissances signataires dont les noms suivent : l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et la Russie sont toujours appelés à siéger.

Les juges et les juges suppléants nommés par les autres Puissances siègent à tour de rôle d'après le tableau ci-annexé (1) ; leurs fonctions peuvent être exercées successivement par la même personne. Ce même juge peut être nommé par plusieurs desdites Puissances.

Art. 16. — Si une Puissance belligérante n'a pas, d'après le tour de rôle, un juge siégeant dans la Cour, elle peut demander que le juge nommé par elle prenne part au jugement de toutes les affaires provenant de la guerre. Dans ce cas le sort détermine lequel des juges siégeant en vertu du tour de rôle, doit s'abstenir. Cette exclusion ne saurait s'appliquer au juge nommé par l'autre belligérant.

Art. 17. — Ne peut siéger le juge qui, à un titre quelconque, aura concouru à la décision des tribunaux nationaux ou aura figuré dans l'instance comme conseil ou avocat d'une partie.

Aucun juge titulaire ou suppléant, ne peut intervenir comme agent ou comme avocat devant la Cour internationale des prises ni y agir, en quelque qualité que ce soit, pendant la durée de ses fonctions.

Art. 18. — Le belligérant capteur a le droit de désigner un officier de marine d'un grade élevé qui siégera en qualité d'assesseur avec voix consultative. La même faculté appartient à la Puissance neutre, qui est elle-même partie au litige, ou à la Puissance dont le ressortissant est partie au litige ; s'il y a, par application de cette dernière disposition, plusieurs Puissances

(1) Tableau identique à celui adopté par la convention et reproduit *infra*.

intéressées, elles doivent se concerter, au besoin par le sort, sur l'officier à désigner.

Art. 19. — Tous les trois ans, la Cour élit son Président et son Vice-Président à la majorité absolue des suffrages exprimés. Après deux tours de scrutin, l'élection se fait à la majorité relative et en cas de partage des voix, le sort décide.

Art. 20. — Les juges de la Cour internationale des prises touchent une indemnité de voyage fixée d'après les règlements de leur pays et reçoivent, en outre, pendant la session ou pendant l'exercice de fonctions conférées par la Cour une somme de cent florins néerlandais par jour.

Ces allocations, comprises dans les frais généraux de la Cour, sont versées par l'entremise du Bureau international institué par la Convention du 29 juillet 1899.

Les juges ne peuvent recevoir de leur propre Gouvernement ou de celui d'une autre Puissance aucune rémunération comme membre de la Cour.

Art. 21. — La Cour internationale des prises a son siège à La Haye et ne peut, sauf le cas de force majeure, le transporter ailleurs qu'avec l'assentiment des parties belligérantes.

Art. 22. — Le Conseil administratif remplit, à l'égard de la Cour internationale des prises, les fonctions qu'il remplit à l'égard de la Cour d'arbitrage.

Art. 23. — Le Bureau International sert de greffe à la Cour internationale des prises et doit mettre ses locaux et son organisation à la disposition de la Cour. Il a la garde des archives et la gestion des affaires administratives.

Le secrétaire général du Bureau international remplit les fonctions de greffier.

Les secrétaires, adjoints au greffier, les traducteurs et les sténographes nécessaires sont désignés et assermentés par la Cour

Art. 24. — La Cour décide du choix de la langue dont elle fera usage et des langues dont l'emploi sera autorisé devant elle.

Dans tous les cas, la langue officielle des tribunaux nationaux, qui ont connu de l'affaire, peut être employée devant la Cour.

Art. 25. — Les Puissances intéressées ont le droit de nommer des agents spéciaux ayant mission de servir d'intermédiaires entre elle et la Cour. Elles sont, en outre, autorisées à charger des conseils ou avocats de la défense de leurs droits et intérêts.

Art. 26. — Le particulier intéressé sera représenté devant la Cour par un mandataire qui doit être soit un avocat autorisé à plaider devant une Cour d'appel ou une Cour suprême de l'un des pays signataires, soit un avoué exerçant sa profession auprès d'une telle Cour, soit enfin un professeur de droit à une école d'enseignement supérieur de ces pays.

Art. 27. — Pour toutes les notifications à faire, notamment aux parties, aux témoins et aux experts, la Cour peut s'adresser directement au Gouvernement de la Puissance sur le territoire de laquelle la notification doit être effectuée. Il en est de même s'il s'agit de faire procéder à l'établissement de tout moyen de preuve.

Les requêtes adressées à cet effet ne peuvent être refusées que si la Puissance requise les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité. S'il est donné suite à la requête, les frais ne comprennent que les dépenses d'exécution réellement effectuées.

La Cour a également la faculté de recourir à l'intermédiaire de la Puissance sur le territoire de laquelle elle a son siège.

TITRE III

PROCÉDURE DEVANT LA COUR INTERNATIONALE DES PRISES

Art. 28. — Le recours devant la cour internationale des prises est formé au moyen d'une déclaration écrite faite devant le tribunal national qui a statué, ou adressée au Bureau international ; celui-ci peut être saisi même par télégramme.

Le délai du recours est fixé à cent vingt jours à dater du jour où la décision a été prononcée ou notifiée (art. 2, alinéa 2).

Art. 29. — Si la déclaration de recours est faite devant le tribunal national, celui-ci, sans examiner si le délai a été observé

fait dans les sept jours qui suivent, expédier le dossier de l'affaire au Bureau international.

Si la déclaration de recours est adressée au Bureau international, celui-ci en prévient directement le tribunal national, par télégramme, s'il est possible. Le tribunal transmettra le dossier comme il est dit à l'alinéa précédent.

Lorsque le recours est formé par un particulier neutre, le Bureau international en avise immédiatement par télégramme la Puissance dont relève le particulier, pour permettre à cette Puissance de faire valoir le droit que lui reconnaît l'article 4-2.

Art. 30. — Dans le cas prévu à l'article 2, le recours ne peut être adressé qu'au Bureau international. Il doit être introduit dans les trente jours qui suivent l'expiration du délai de deux ans.

Art. 31. — La Cour notifie d'office aux parties toutes décisions ou ordonnances prises en leur absence.

Les notifications à faire aux parties dans le lieu où siège la Cour peuvent être exécutées par le Bureau international.

Art. 32. — Faute d'avoir formé son recours dans le délai fixé à l'article 28 ou à l'article 30, la partie sera sans débats, déclarée non recevable.

Toutefois, si elle justifie d'un empêchement de force majeure et si elle a formé son recours dans les soixante jours qui ont suivi la cessation de cet empêchement, elle peut être relevée de la déchéance encourue, la partie adverse ayant été dûment entendue.

Art. 33. — Si le recours a été formé en temps utile, la Cour notifie d'office et sans délai à la partie adverse une copie conforme de la déclaration.

Art. 34. — Si en dehors des parties qui se sont pourvues devant la Cour, il y a d'autres intéressés ayant le droit d'exercer le recours, ou si dans le cas prévu à l'article 29 alinéa 3, la Puissance qui a été avisée n'a pas fait connaître sa résolution; la Cour attend pour se saisir de l'affaire, que les délais prévus à l'article 28 ou à l'article 30 soient expirés.

Art. 35. — La procédure devant la Cour internationale com-

prend deux phases distinctes ; l'instruction écrite et les débats oraux.

L'instruction écrite consiste dans le dépôt et l'échange d'exposés, de contre-exposés et au besoin, de répliques dont l'ordre et les délais sont fixés par la Cour. Les parties y joignent toutes pièces et documents dont elles comptent se servir.

Toute pièce, produite par une partie, doit être communiquée en copie certifiée conforme à l'autre partie par l'intermédiaire de la Cour.

Art. 36. — L'instruction écrite étant terminée, il y a lieu à une audience publique, dans laquelle les parties exposent l'état de l'affaire en fait et en droit.

La Cour peut, en tout état de cause, suspendre les plaidoiries, soit à la demande d'une des parties, soit d'office, pour procéder à une information complémentaire.

Art. 37. — La Cour internationale peut ordonner que l'information complémentaire aura lieu, soit conformément aux dispositions de l'article 27, soit directement devant elle ou devant un ou plusieurs de ses membres en tant que cela peut se faire sans moyen coercitif ou comminatoire ;

Si des mesures d'information doivent être prises par des membres de la Cour en dehors du territoire où elle a son siège, l'assentiment du Gouvernement étranger doit être obtenu.

Art. 38. — Les parties sont appelées à toutes mesures d'instruction. Elles reçoivent une copie certifiée conforme des procès-verbaux.

Art. 39. — Les débats sont dirigés par le président ou le vice-président et, en cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, par le plus ancien des juges présents.

Le juge nommé par une partie belligérante ne peut siéger comme président.

Art. 40. — Les débats sont publics sauf le droit pour une Puissance en litige de demander qu'il y soit procédé à huis clos.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux, que signent le président et le greffier et qui seuls ont caractère authentique.

Art. 41. — En cas de non-comparution d'une des parties,

bien que régulièrement citée, ou faute par elle d'agir dans les délais fixés par la Cour, il est procédé sans elle, et la Cour décide d'après les éléments d'appréciation qu'elle a à sa disposition.

Art. 42. — La Cour internationale des prises apprécie librement l'ensemble des actes, preuves et déclarations orales.

Art. 43. — Les délibérations de la Cour ont lieu à huis clos et restent secrètes.

Toute décision est prise à la majorité des juges présents. Si la Cour siège en nombre pair et qu'il y ait partage des voix, la voix du dernier des juges dans l'ordre de préséance établi d'après l'article 4 alinéa I n'est pas comptée.

Art. 44. — L'arrêt de la Cour doit être motivé. Il mentionne le nom des juges qui y ont participé; il est signé par le président et par le greffier.

Art. 45. — L'arrêt est prononcé en séance publique, les parties présentes ou dûment appelées; il est notifié d'office aux parties.

Cette notification une fois faite, la Cour fait parvenir au tribunal national des prises le dossier de l'affaire en y joignant une expédition des diverses décisions intervenues ainsi qu'une copie des procès-verbaux de l'instruction.

Art. 46. — Chaque partie supporte les frais occasionnés par sa propre défense.

Si le recours est exercé par un particulier, celui-ci fournit au Bureau international une caution dont le montant est fixé par la Cour et qui est destiné à garantir l'exécution éventuelle des deux obligations mentionnées dans l'alinéa précédent. La Cour peut subordonner l'ouverture de la procédure au versement du cautionnement.

Art. 47. — Les frais généraux de la Cour internationale des prises sont supportés par les Puissances signataires dans la proportion de leur participation au fonctionnement de la Cour telle qu'elle est prévue par l'article 15 et par le tableau y annexé. La désignation des juges suppléants ne donne pas lieu à contribution.

Le Conseil administratif s'adresse aux Puissances, pour obtenir les fonds nécessaires au fonctionnement de la Cour.

Art. 48. — Quand la Cour n'est pas en session, les fonctions qui lui sont conférées par l'article 35, alinéa 2 et 3, et l'article 46, alinéa 3 sont exercées par une Commission de trois juges désignés par la Cour. Cette Commission décide à la majorité des voix.

Art. 49. — La Cour fait elle-même son règlement d'ordre intérieur qui doit être communiqué aux Puissances signataires.

Dans l'année de la ratification de la présente Convention, elle se réunira pour élaborer ce règlement.

Art. 50. — La Cour peut proposer des modifications à apporter aux dispositions de la présente Convention qui concernent la procédure. Ces propositions sont communiquées, par l'intermédiaire du Gouvernement des Pays-Bas, aux Puissances signataires qui se concerteront sur la suite à y donner.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Art. 51. — La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible.

Les ratifications seront déposées à la Haye.

Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par voie diplomatique à toutes les Puissances signataires.

Art. 52. — La Convention entrera en vigueur six mois après sa ratification. Toutefois, la Cour internationale aura qualité pour juger les affaires de prises décidées par la juridiction nationale dans les six mois qui suivent la ratification ; dans ce cas, le délai fixé à l'article 28 ne sera compté que de la date de l'entrée en vigueur de la Convention.

La Convention aura une durée de douze ans, et sera renouvelée tacitement de six ans en six ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins deux ans avant

l'expiration de chaque période, au Gouvernement des Pays-Bas qui en donnera connaissance aux autres puissances.

La dénonciation ne produira effet qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire dans les rapports entre les autres puissances.

ANNEXE 7

Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des prises (1) du 18 octobre 1907

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1. — La validité de la capture d'un navire de commerce ou de sa cargaison est, s'il s'agit de propriétés neutres ou ennemies, établie devant une juridiction des prises conformément à la présente Convention.

Art. 2. — La juridiction des prises est exercée d'abord par les tribunaux de prises du belligérant capteur.

Les décisions de ses tribunaux sont prononcées en séance publique ou notifiées d'office aux parties neutres ou ennemies.

Art. 3. — Les décisions des tribunaux de prises nationaux peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour internationale des prises :

1° lorsque la décision des tribunaux nationaux concerne les propriétés d'une Puissance ou d'un particulier neutre :

2° lorsque ladite décision concerne des propriétés ennemies et qu'il s'agit :

a) de marchandises chargées sur un navire neutre.

b) d'un navire ennemi qui aurait été capturé dans les eaux territoriales d'une Puissance neutre, dans le cas où cette Puissance n'aurait pas fait de cette capture l'objet d'une réclamation diplomatique.

(1) *Actes et Documents*, t. I, p. 668.

c) une réclamation fondée sur l'allégation que la capture aurait été effectuée en violation, soit d'une disposition conventionnelle, en vigueur entre les Puissances belligérantes, soit d'une disposition légale édictée par le belligérant capteur.

Le recours contre la décision des tribunaux nationaux peut être fondé sur ce que cette décision ne serait pas justifiée, soit en fait, soit en droit.

Art. 4. — Le recours peut être exercé :

1° par une Puissance neutre, si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés ou à celles de ses ressortissants (article 3-1°) ou s'il est allégué que la capture d'un navire ennemi a eu lieu dans les eaux territoriales de cette Puissance (article 3-2° *b*) ;

2° par un particulier neutre, si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés (art. 3-1°), sous réserve toutefois du droit de la Puissance dont il relève, de lui interdire l'accès de la Cour ou d'agir elle-même en son lieu et place ;

3° par un particulier relevant de la puissance ennemie, si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés dans les conditions visées à l'art. 3-2° à l'exception du cas prévu par l'alinéa *b*.

Art. 5. — Le recours peut aussi être exercé, dans les mêmes conditions qu'à l'article précédent, par les ayants droit, neutres ou ennemis du particulier auquel le recours est accordé, et qui sont intervenus devant la juridiction nationale. Ces ayants droit peuvent exercer individuellement le recours dans la mesure de leur intérêt.

Il en est de même des ayants droit, neutres ou ennemis, de la Puissance neutre dont la propriété est en cause.

Art. 6. — Lorsque, conformément à l'article 3 ci-dessus, la Cour internationale est compétente, le droit de juridiction des tribunaux nationaux ne peut être exercé à plus de deux degrés. Il appartient à la législation du belligérant capteur de décider si le recours est ouvert après la décision rendue en premier ressort ou seulement après la décision rendue en appel ou en cassation.

Faute par les tribunaux nationaux d'avoir rendu une décision définitive dans les deux ans à compter du jour de la capture, la Cour peut être saisie directement.

Art. 7. — Si la question de droit à résoudre est prévue par une Convention en vigueur entre le belligérant capteur et la Puissance qui est elle-même partie au litige ou dont le ressortissant est partie au litige, la Cour se conforme aux stipulations de ladite Convention.

A défaut de telles stipulations, la Cour applique les règles du droit international. Si des règles généralement reconnues n'existent pas, la Cour statue d'après les principes généraux de la justice et de l'équité.

Les dispositions ci-dessus sont également applicables en ce qui concerne l'ordre des preuves ainsi que les moyens qui peuvent être employés.

Si conformément à l'art. 3-2° c, le recours est fondé sur la violation d'une disposition légale édictée par le belligérant capteur, la Cour applique cette disposition.

La Cour peut ne pas tenir compte des déchéances de procédure édictées par la législation du belligérant capteur, dans les cas où elle estime que les conséquences en sont contraires à la justice et à l'équité.

Art. 8. — Si la Cour prononce la validité de la capture du navire ou de la cargaison, il en sera disposé conformément aux lois du belligérant capteur.

Si la nullité de la capture est prononcée, la Cour ordonne la restitution du navire ou de la cargaison et fixe, s'il y a lieu, le montant des dommages-intérêts. Si le navire ou la cargaison ont été vendus ou détruits, la Cour détermine l'indemnité à accorder de ce chef au propriétaire.

Si la nullité de la capture avait été prononcée par la juridiction nationale, la Cour n'est appelée à statuer que sur les dommages et intérêts.

Art. 9. — Les Puissances contractantes s'engagent à se soumettre de bonne foi aux décisions de la Cour internationale des prises et à les exécuter dans le plus bref délai possible.

TITRE II

ORGANISATION DE LA COUR INTERNATIONALE DES PRISES

Art. 10. — La Cour internationale des prises se compose de juges et de juges suppléants, nommés par les Puissances contractantes et qui tous devront être des juristes d'une compétence reconnue dans les questions de droit International maritime et jouissant de la plus haute considération morale.

La nomination de ces juges et juges suppléants sera faite dans les six mois qui suivront la ratification de la présente Convention.

Art. 11. — Les juges et juges suppléants sont nommés pour une période de six ans, à compter de la date où la notification de leur nomination aura été reçue par le Conseil administratif institué par la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899. Leur mandat peut être renouvelé.

En cas de décès ou de démission d'un juge ou d'un juge suppléant, il est pourvu à son remplacement fixé selon le mode pour sa nomination. Dans ce cas, la nomination est faite pour une nouvelle période de six ans.

Art. 12. — Les juges de la Cour internationale des prises sont égaux entre eux et prennent rang d'après la date où la notification de leur nomination aura été reçue (art. 2, alinéa 1), et s'ils siègent à tour de rôle (art. 15, alinéa 2), d'après la date de leur entrée en fonctions. La préséance appartient au plus âgé, au cas où la date est la même.

Les juges suppléants sont, dans l'exercice de leurs fonctions, assimilés aux juges titulaires. Toutefois, ils prennent rang après ceux-ci.

Art. 13. — Les juges jouissent des privilèges et immunités diplomatiques dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de leur pays.

Avant de prendre possession de leur siège, les juges doivent, devant le Conseil administratif, prêter serment ou faire une

affirmation solennelle d'exercer leurs fonctions avec impartialité et en toute conscience.

Art. 14. — La Cour fonctionne au nombre de quinze juges ; neuf juges constituent le quorum nécessaire.

Le juge absent ou empêché est remplacé par le suppléant.

Art. 15. — Les juges nommés par les Puissances contractantes dont les noms suivent : l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et la Russie sont toujours appelés à siéger.

Les juges et les juges suppléants nommés par les autres Puissances contractantes siègent à tour de rôle d'après le tableau annexé à la présente Convention ; leurs fonctions peuvent être exercées successivement par la même personne. Le même juge peut être nommé par plusieurs desdites Puissances.

Art. 16. — Si une Puissance belligérante n'a pas, d'après le tour de rôle, un juge siégeant dans la Cour, elle peut demander : que le juge nommé par elle prenne part au jugement de toutes les affaires provenant de la guerre. Dans ce cas, le sort détermine lequel des juges siégeant en vertu du tour de rôle doit s'abstenir. Cette exclusion ne saurait s'appliquer au juge nommé par l'autre belligérant.

Art. 17. — Ne peut siéger le juge qui, à un titre quelconque, aura concouru à la décision des tribunaux nationaux ou aura figuré dans l'instance, comme conseil ou avocat d'une partie.

Aucun juge, titulaire ou suppléant, ne peut intervenir comme agent ou comme avocat devant la Cour internationale des prises ni y agir pour une partie en quelque qualité que ce soit, pendant toute la durée de ses fonctions.

Art. 18. — Le belligérant capteur a le droit de désigner un officier de marine d'un grade élevé qui siégera en qualité d'assesseur avec voix consultative. La même faculté appartient à la Puissance neutre, qui est elle-même partie au litige ; ou à la Puissance dont le ressortissant est partie au litige ; s'il y a, par application de cette dernière disposition, plusieurs Puissances intéressées, elles doivent se concerter, au besoin par le sort, sur l'officier à désigner.

Art. 19. — La Cour élit son Président et son Vice-Président à la majorité absolue des suffrages exprimés. Après deux tours de scrutin, l'élection se fait à la majorité relative et, en cas de partage des voix, le sort décide.

Art. 20. — Les juges de la Cour internationale des prises touchent une indemnité de voyage fixée d'après les règlements de leur pays et reçoivent, en outre, pendant la session ou pendant l'exercice de fonctions conférées par la Cour, une somme de cent florins néerlandais par jour.

Ces allocations, comprises dans les frais généraux de la Cour prévus par l'article 47, sont versées par l'entremise du Bureau international institué par la Convention du 29 juillet 1899.

Les juges ne peuvent recevoir de leur propre Gouvernement ou de celui d'une autre puissance aucune rémunération comme membres de la Cour.

Art. 21. — La Cour internationale des prises a son siège à La Haye, et ne peut, sauf le cas de force majeure, le transporter ailleurs qu'avec l'assentiment des parties belligérantes.

Art. 22. — Le Conseil administratif, dans lequel ne figurent que les représentants des Puissances contractantes, remplit à l'égard de la Cour internationale des prises, les fonctions qu'il remplit à l'égard de la Cour permanente d'arbitrage.

Art. 23. — Le Bureau international sert de greffe à la Cour internationale des prises et doit mettre ses locaux et son organisation à la disposition de la Cour. Il a la garde des archives et la gestion des affaires administratives.

Le secrétaire général du Bureau international remplit les fonctions de greffier.

Les secrétaires adjoints au greffier, les traducteurs et les sténographes nécessaires sont désignés et assermentés par la Cour.

Art. 24. — La Cour décide du choix de la langue dont elle fera usage et des langues dont l'emploi sera autorisé devant elle.

Dans tous les cas, la langue officielle des tribunaux nationaux qui ont connu de l'affaire, peut être employée devant la Cour.

Art. 25. — Les Puissances intéressées ont le droit de nommer des agents spéciaux ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Cour. Elles sont, en outre, autorisées à charger des conseils ou avocats de la défense de leurs droits et intérêts.

Art. 26. — Le particulier intéressé sera représenté devant la Cour par un mandataire qui doit être soit un avocat autorisé à plaider devant une Cour d'appel ou une Cour suprême de l'un des Pays contractants, soit un avoué exerçant sa profession auprès d'une telle Cour, soit enfin un professeur de droit à une école d'enseignement supérieur d'un de ces pays.

Art 27. — Pour toutes les notifications à faire, notamment aux parties, aux témoins et aux experts, la Cour peut s'adresser directement au Gouvernement de la Puissance sur le territoire de laquelle la notification doit être effectuée. Il en est de même s'il s'agit de faire procéder à l'établissement de tout moyen de preuve.

Les requêtes adressées à cet effet seront exécutées suivant les moyens dont la Puissance requise dispose d'après sa législation intérieure. Elles ne peuvent être refusées que si cette Puissance les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité. Si il est donné suite à la requête, les frais ne comprennent que les dépenses d'exécution réellement effectuées.

La Cour a également la faculté de recourir à l'intermédiaire de la Puissance sur le territoire de laquelle elle a son siège.

Les notifications à faire aux parties dans le lieu où siège la Cour peuvent être exécutées par le Bureau international.

TITRE III

PROCÉDURE DEVANT LA COUR INTERNATIONALE DES PRISES

Art. 28. — Le recours devant la Cour internationale des prises est formé au moyen d'une déclaration écrite faite devant le tribunal national qui a statué, ou adressée au Bureau international ; celui-ci peut être saisi même par télégramme.

Le délai du recours est fixé à cent vingt jours à dater du jour où la décision a été prononcée ou notifiée (art. 2, alinéa 2).

Art. 29. — Si la déclaration de recours est faite devant le tribunal national, celui-ci, sans examiner si le délai a été observé, fait, dans les sept jours qui suivent, expédier le dossier de l'affaire au Bureau international.

Si la déclaration de recours est adressée au Bureau international, celui-ci en prévient directement le tribunal national par télégramme s'il est possible. Le tribunal transmettra le dossier comme il est dit à l'alinéa précédent.

Lorsque le recours est formé par un particulier neutre, le Bureau international en avise immédiatement par télégramme la Puissance dont relève le particulier; pour permettre à cette Puissance de faire valoir le droit que lui reconnaît l'article 4-2°.

Art. 30. — Dans le cas prévu à l'article 6, alinéa 2, le recours ne peut être adressé qu'au Bureau international. Il doit être introduit dans les trente jours qui suivent l'expiration du délai de deux ans.

Art. 31. — Faute d'avoir formé son recours dans le délai fixé à l'article 28 ou à l'article 30, la partie sera, sans débats, déclarée non recevable.

Toutefois, si elle justifie d'un empêchement de force majeure et si elle a formé son recours dans les soixante jours qui ont suivi la cessation de cet empêchement, elle peut être relevée de la déchéance encourue, la partie adverse ayant été dûment entendue.

Art. 32. — Si le recours a été formé en temps utile, la Cour notifie d'office et sans délai à la partie adverse une copie certifiée conforme de la déclaration.

Art. 33. — Si, en dehors des parties qui se sont pourvues devant la Cour, il y a d'autres intéressés ayant le droit d'exercer le recours ou si, dans le cas prévu à l'article 29, alinéa 3, la Puissance qui a été avisée n'a pas fait connaître sa résolution, la Cour attend, pour se saisir de l'affaire, que les délais prévus à l'article 28 ou l'article 30 soient expirés.

Art. 34. — La procédure devant la Cour internationale com-

prend deux phases distinctes : l'instruction écrite et les débats oraux.

L'instruction écrite consiste dans le dépôt et l'échange d'exposés, de contre-exposés et, au besoin, de répliques dont l'ordre et les délais sont fixés par la Cour. Les parties y joignent toutes pièces et documents dont elles comptent se servir.

Toute pièce, produite par une partie, doit être communiquée en copie certifiée conforme à l'autre partie par l'intermédiaire de la Cour.

Art. 35. — L'instruction écrite étant terminée, il y a lieu à une audience publique, dont le jour est fixé par la Cour.

Dans cette audience, les parties exposent l'état de l'affaire en fait et en droit.

La Cour peut, en tout état de cause, suspendre les plaidoiries, soit à la demande d'une des parties, soit d'office, pour procéder à une information complémentaire.

Art. 36. — La Cour internationale peut ordonner que l'information complémentaire aura lieu, soit conformément aux dispositions de l'art. 27, soit directement devant elle ou devant un ou plusieurs de ses membres en tant que cela peut se faire sans moyen coercitif ou comminatoire.

Si des mesures d'information doivent être prises par des membres de la Cour en dehors du territoire où elle a son siège, l'assentiment du Gouvernement étranger doit être obtenu.

Art. 37. — Les parties sont appelées à assister à toutes mesures d'instruction. Elles reçoivent une copie certifiée conforme des procès-verbaux.

Art. 38. — Les débats sont dirigés par le Président ou le Vice-Président, et, en cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, par le plus ancien des juges présents.

Le juge nommé par une partie belligérante ne peut siéger comme Président.

Art. 39. — Les débats sont publics sauf le droit pour une Puissance en litige de demander qu'il y soit procédé à huis clos.

Ils sont consignés dans des procès-verbaux, que signent le

Président et le greffier et qui seuls ont un caractère authentique.

Art. 40. — En cas de non-comparution d'une des parties, bien que régulièrement citée, ou faute par elle d'agir dans les délais fixés par la Cour, il est procédé sans elle et la Cour décide d'après les éléments d'appréciation qu'elle a à sa disposition.

Art. 41. — La Cour notifie d'office aux parties toutes décisions ou ordonnances prises en leur absence.

Art. 42. — La Cour appréciera librement l'ensemble des actes, preuves et déclarations orales;

Art. 43. — Les délibérations de la Cour ont lieu à huis clos et restent secrètes.

Toute décision est prise à la majorité des juges présents. Si la Cour siège en nombre pair et qu'il y ait partage des voix, la voix du dernier des juges dans l'ordre de préséance établi d'après l'art 12, alinéa 1, n'est pas comptée.

Art. 44. — L'arrêt de la Cour doit être motivé. Il mentionne les noms des juges qui y ont participé, ainsi que les noms des assesseurs, s'il y a lieu; il est signé par le Président et par le greffier.

Art. 45. — L'arrêt est prononcé en séance publique, les parties présentes ou dûment appelées; il est notifié d'office aux parties.

Cette notification une fois faite, la Cour fait parvenir au tribunal national des prises le dossier de l'affaire en y joignant une expédition des diverses décisions intervenues ainsi qu'une copie des procès-verbaux de l'instruction.

Art. 46. — Chaque partie supporte les frais occasionnés par sa propre défense.

La partie qui succombe supporte, en outre, les frais causés par la procédure. Elle doit, de plus, verser un centième de la valeur de l'objet litigieux à titre de contribution aux frais généraux de la Cour internationale. Le montant de ces versements est déterminé par l'arrêt de la Cour.

Si le recours est exercé par un particulier, celui-ci fournit au Bureau international un cautionnement dont le montant est fixé par la Cour et qui est destiné à garantir l'exécution éven-

tuelle des deux obligations mentionnées dans l'alinéa précédent. La Cour peut subordonner l'ouverture de la procédure au versement du cautionnement.

Art. 47. — Les frais généraux de la Cour internationale des prises sont supportés par les Puissances contractantes dans la proportion de leur participation au fonctionnement de la Cour telle qu'elle est prévue par l'article 45 et par le tableau y annexé. La désignation des juges suppléants ne donne pas lieu à contribution.

Le Conseil administratif s'adresse aux Puissances pour obtenir les fonds nécessaires au fonctionnement de la Cour.

Art. 48. — Quand la Cour n'est pas en session, les fonctions qui lui sont conférées par l'article 32, l'article 34, alinéa 2 et 3, l'article 35, alinéa 1, et l'article 46, alinéa 3, sont exercées par une délégation de trois juges désignés par la Cour. Cette délégation décide à la majorité des voix.

Art. 49. — La Cour fait elle-même son règlement d'ordre intérieur qui doit être communiqué aux Puissances contractantes.

Dans l'année de la ratification de la présente convention, elle se réunira pour élaborer ce règlement.

Art. 50. — La Cour peut proposer des modifications à apporter aux dispositions de la présente Convention qui concernent la procédure. Ces propositions sont communiquées, par l'intermédiaire du Gouvernement des Pays-Bas, aux Puissances contractantes qui se concerteront sur la suite à y donner.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Art. 51. — La présente Convention ne s'applique de plein droit que si les Puissances belligérantes sont toutes parties à la Convention.

Il est entendu, en outre, que le recours devant la Cour internationale des prises ne peut être exercé que par une Puissance contractante ou le ressortissant d'une Puissance contractante.

Dans les cas de l'article 5, le recours n'est admis que si le propriétaire et l'ayant droit sont également des Puissances contractantes ou les ressortissants de puissances contractantes.

Art. 52. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye dès que toutes les Puissances désignées à l'article 15 et dans son annexe seront en mesure de le faire.

Le dépôt des ratifications aura lieu en tout cas, le 30 juin 1909 si les Puissances prêtes à ratifier peuvent fournir à la Cour neuf juges et neuf juges suppléants, aptes à siéger effectivement. Dans le cas contraire, le dépôt sera ajourné jusqu'au moment où cette condition sera remplie.

Il sera dressé du dépôt des ratifications un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacune des Puissances désignées à l'alinéa premier.

Art. 53. — Les Puissances désignées à l'article 15 et dans son annexe sont admises à signer la présente Convention jusqu'au dépôt des ratifications prévu par l'alinéa 2 de l'article précédent.

Après ce dépôt, elles seront toujours admises à y adhérer, purement et simplement. La Puissance qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement des Pays-Bas, en lui transmettant, en même temps, l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit Gouvernement. Celui-ci enverra, par la voie diplomatique, une copie certifiée conforme de la notification et de l'acte d'adhésion à toutes les Puissances désignées à l'alinéa précédent, en leur faisant savoir la date où il a reçu la notification.

Art. 54. — La présente Convention entrera en vigueur six mois à partir du dépôt des ratifications prévu par l'article 52, alinéas 1 et 2.

Les adhésions produiront effet soixante jours après que la notification en aura été reçue par le Gouvernement des Pays-Bas et, au plus tôt, à l'expiration du délai prévu par l'alinéa précédent.

Toutefois, la Cour internationale aura qualité pour juger les affaires de prises décidées par la juridiction nationale à partir du dépôt des ratifications ou de la réception de la notification s'adhésions. Pour ces décisions, le délai fixé à l'article 28,

alinéa 2, ne sera compté que de la date de la mise en vigueur de la Convention pour les Puissances ayant ratifié ou adhéré.

Art 55. — La Présente Convention aura une durée de douze ans à partir de sa mise en vigueur, telle qu'elle est déterminée par l'article 54, alinéa 1, même pour les Puissances ayant adhéré postérieurement.

Elle sera renouvelée tacitement de six ans en six ans sauf dénonciation.

La dénonciation devra être, au moins un an avant l'expiration de chacune des périodes prévues par les deux alinéas précédents, notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas qui en donnera connaissance à toutes les autres parties contractantes.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée. La Convention subsistera pour les autres puissances contractantes, pourvu que leur participation à la désignation des juges soit suffisante pour permettre le fonctionnement de la Cour avec neuf juges et neuf juges suppléants.

Art 56. — Dans le cas où la présente Convention n'est pas en vigueur pour toutes les Puissances désignées dans l'article 15 et le tableau qui s'y rattache, le Conseil administratif dresse, conformément aux dispositions de cet article et de ce tableau, la liste des juges et des juges suppléants pour lesquels les Puissances contractantes participent au fonctionnement de la Cour. Les juges appelés à siéger à tour de rôle seront, pour le temps qui leur est attribué par le tableau susmentionné, répartis entre les différentes années de la période de six ans, de manière que, dans la mesure du possible, la Cour fonctionne chaque année en nombre égal. Si le nombre des juges suppléants dépasse celui des juges, le nombre de ces derniers pourra être complété par des juges suppléants désignés par le sort parmi celle des Puissances qui ne nomment pas de juge titulaire.

La liste ainsi dressée par le Conseil administratif sera notifiée aux Puissances contractantes. Elle sera révisée quand le nombre de celles-ci sera modifié par suite d'adhésions ou de dénonciations.

Le changement à opérer par suite d'une adhésion ne se pro-

duira qu'à partir du 1^{er} janvier qui suit la date à laquelle l'adhésion a son effet, à moins que la Puissance adhérente ne soit une Puissance belligérante, cas auquel elle peut demander d'être aussitôt représentée dans la Cour, la disposition de l'art. 16 étant du reste applicable, s'il y a lieu.

Quand le nombre total des juges est inférieur à onze, sept juges constituent le quorum nécessaire.

Art. 57. — Deux ans avant l'expiration de chaque période visée par les alinéas 1 et 2 de l'art. 55, chaque Puissance contractante pourra demander une modification des dispositions de l'art. 15 et du tableau y annexé, relativement à sa participation au fonctionnement de la Cour. La demande sera adressée au Conseil administratif qui l'examinera et soumettra à toutes les Puissances des propositions sur la suite à lui donner. Les Puissances feront, dans le plus bref délai possible, connaître leur résolution au Conseil administratif. Le résultat sera immédiatement, et au moins un an et trente jours avant l'expiration dudit délai de deux ans, communiqué à la Puissance qui a fait la demande.

Le cas échéant, les modifications adoptées par les Puissances entreront en vigueur dès le commencement de la nouvelle période.

ANNEXE DE L'ARTICLE 15

Distribution des Juges et Juges suppléants par pays pour chaque année
de la période de six ans

JUGES		JUGES SUPPLÉANTS		JUGES		JUGES SUPPLÉANTS	
I ^{re} Année				II ^e Année			
1.	Argentine.	Paraguay.		Argentine.	Panama.		
2.	Colombie.	Bolivie.		Espagne.	Espagne.		
3.	Espagne.	Espagne.		Grèce.	Roumanie.		
4.	Grèce.	Roumanie.		Norvège.	Suède.		
5.	Norvège	Suède.		Pays-Bas	Belgique.		
6.	Pays-Bas.	Belgique.		Turquie.	Luxembourg.		
7.	Turquie.	Perse.		Uruguay.	Costa-Rica.		
III ^e Année				IV ^e Année			
1.	Brésil.	Dominicaïne.		Brésil.	Guatémala.		
2.	Chine.	Turquie.		Chine.	Turquie.		
3.	Espagne.	Portugal.		Espagne.	Portugal.		
4.	Pays-Bas.	Suisse.		Pérou.	Honduras.		
5.	Roumanie.	Grèce.		Roumanie.	Grèce.		
6.	Suède.	Danemark.		Suède.	Danemark.		
7.	Vénézuéla.	Haïti.		Suisse.	Pays-Bas.		
V ^e Année				VI ^e Année			
1.	Belgique.	Pays-Bas.		Belgique.	Pays-Bas.		
2.	Bulgarie.	Monténégro.		Chili.	Salvador.		
3.	Chili.	Nicaragua.		Danemark.	Norvège.		
4.	Danemark.	Norvège.		Mexique.	Équateur.		
5.	Mexique.	Cuba.		Portugal.	Espagne.		
6.	Perse.	Chine.		Serbie.	Bulgarie.		
7.	Portugal.	Espagne.		Siam.	Chine.		

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

ABREU (d'). — Traité juridico-politique sur les prises maritimes et sur les moyens qui doivent concourir pour rendre ces prises légitimes, Paris, 1758.

ACTES ET DOCUMENTS DE LA SECONDE CONFÉRENCE DE LA PAIX, La Haye, 1909, 3 v.

ADAM. — L'œuvre de la Haye et la conférence navale de Londres (*Rev. d'hist. diplom.*, 1909, p. 397 et s.).

ANNUAIRE DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL, tomes VI à IX.

ASSER. — Internationale Rechtspraak en het Prijzenhof (*Onze Eeuw*, n° de décembre 1908).

BARBOUX. — Jurisprudence du conseil des prises pendant la guerre de 1870-1871, Paris, 1872.

BARCLAY. — Problems of International Practice and Diplomacy, Londres, 1907.

— Rapport sur la Cour Internationale des Prises, faite à la session de Budapest, 1908, de l'*International law Association* (V. *infra*, v° *The International law association*).

BLUNTSCHLI. — Le droit International codifié, trad. Lardy, 5^e éd., Paris, 1895.

- BOECK (de). — De la propriété privée ennemie sous pavillon ennemi, Paris, 1882.
- BONFILS et FAUCHILLE. — Manuel de Droit International Public, 5^e éd., Paris, 1908.
- BROWN-SCOTT (James). — The Hague peace conference of 1899, and 1907. Baltimore, 1909, 2 v.
- BULMERINCQ. — Le droit des prises maritimes, dans la *R. D. I.*
 1^o Le droit existant, t. X, p. 185-278 ; 384-444 ; 595-655 ;
 2^o Théorie du droit des prises, t. XI, p. 152-215 ; 320-358 ;
 3^o Les droits nationaux et un projet de règlement international des prises maritimes, t. X, p. 561-650 ; t. XII, p. 587-205 ; t. XIII, p. 447-515 ; t. XIV, p. 114-190.
- BURGH (de). — The Elements of maritime International law, Londres, 1868.
- CALVO. — Le Droit International théorique et pratique, 5^e éd., Paris, 1896, 5 v.
- CAUCHY. — Histoire du progrès du droit maritime, Paris, 1854, 2 v,
 — Le Droit maritime International considéré dans ses origines et dans ses rapports avec les progrès de la civilisation, Paris, 1862, 2 v.
- CONFÉRENCE NAVALE DE LONDRES 1908-1909, Paris, Imprimerie Nationale, 1909 (LIVRE JAUNE).
- CREASY. — First Platform of international law, Londres, 1876.
- DELALANDE. — Des prises maritimes, Paris, 1875 th.
- DEMANGEAT. — De la juridiction en matière de prises, Paris, 1890, th.
- DESPAGNET. — Cours de droit International public, 2^e éd., Paris, 1899.
- DIÉNA. — I tribunali delle prede belliche e il loro avvenire, Turin, 1896.

- DIÉNA. — Le jugement du conseil des prises d'Italie dans l'affaire du *Dœlwijk* (*J. du dr. Int. Priv.*, 1897, p. 268 et s.).
- DONKER CURTIUS. — La Cour Internationale de prises (*R. D. I.*, 1909, p. 5 et s.).
- DUMAS. — Étude sur le jugement des prises maritimes en France jusqu'à la suppression de l'office d'amiral, Paris, 1908.
- Deux procès de prises maritimes à l'époque de la guerre de cent ans (*R. D. I. P.*, 1909, p. 5 et s.).
- DUPUIS. — Le droit de la guerre maritime d'après les doctrines anglaises contemporaines, Paris, 1898.
- ERNST. — L'œuvre de la deuxième conférence de la Paix. Paris-Bruxelles, 1908.
- FAUCHILLE. — V. Bonfils.
- FÉRON. — Des tribunaux de prises, Paris, 1896, th.
- FIGURE. — Trattato di diritto internazionale pubblico, 3^e éd., Turin, 1891, 3 v.
- Il diritto Internazionale codificato e la sua sanzione giuridica Turin, 1890.
- FUNK-BRENTANO et SOREL. — Précis du droit des gens, Paris, 1877.
- GALIANI. — Dei doveri dei principi neutrali verso i principi guerreggianti, 1782.
- GEFFCKEN et HEFFTER. — Le droit Internatioaal de l'Europe, trad. Bergson, 4^e éd., Berlin, 1883.
- GESSNER. — Le droit des neutres sur mer, 2^e éd., Paris, Dresde, Berlin, 1876.
- Les tribunaux de prises et leur réforme (*R. D. I.*, t. XIII, p. 260 et s.).
- De la réforme du droit de la guerre maritime, (*R. D. I.*, t. VII., p. 236 et s.).

- GESSNER. — Les grandes Puissances et la réforme du droit International maritime (*R. D. I*, t. X, p. 489 et s.).
- GUILLOIS — La Cour Internationale des prises (*Rev. Paix*, 1909, p. 165 et s.).
- HALL. — International Law, Londres et Oxford, 1880.
- HAUTEFEUILLE — Droits et devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime, Paris, 3^e éd., 1868, 3 v.
- HEFFTER. — V. Geffcken.
- HERSHEN (Amos. S.). — Une Cour Internationale des prises, (*Gren Bag*, n^o de novembre 1907).
- HÜBNER — De la saisie des Bâtiments neutres, La Haye, 1759, 2 v.
- KALTENBORN. — Grundsätze des praktischen Europaerschen Seerechts, Berlin, 1851, 2 v. (ne se trouve qu'à la Bibliothèque nationale).
- KAMAROWSKY. — Les tribunaux Internationaux, trad. Westman, Paris, 1887.
- KENT. — Commentary of international law, Cambridge, 1866.
- KLEEN. — Lois et usages de la Neutralité, Paris, 1898-1900, 2 v.
- KLÜBER. — Droit des gens modernes de l'Europe. 2^e éd., par Ott, Paris, 1879.
- LAMPREDI. — Del commercio dei popoli neutrali in tempo di guerra, Florence, 1788.
- LAWRENCE. — Principles of international Law, Londres, 1905.
- International Problems and Hague Conference, Londres, 1908.
- LE BOURDELLÈS. — Le Droit International Public maritime d'après le point de vue Anglais, Paris, 1906.
- LE BRETTEVILLOIS. — Des tribunaux de prises maritimes 1902, th. Poitiers.

- LEHR — Un nouveau projet de codification des lois de la guerre sur terre et sur mer (*R. D. I.* 1893, p. 324 et s.)
- LÉMONON. — La seconde conférence de la Paix, Paris, 1908.
- La seconde conférence de la Paix et ses résultats juridiques (*J. du dr. Int. priv.*, 1908, p. 31 et s.)
- La conférence navale de Londres, Paris, 1909.
- LEROY. — La guerre maritime, Bruxelles, 1900.
- MANNING. — Commentaries on the law of nations, Londres 1875.
- MARTENS. — (G. F. de). — Essai concernant les armateurs, les prises, et surtout les reprises, Göttingue, 1795.
- MARTENS. (G. F.). — Précis du droit des gens moderne de l'Europe, éd., Vergé, Paris, 1864, 2 v.
- MARTENS (F. de). — Traité de droit International, trad. Leo, Paris, 1887.
- MARTENS (Ch. de). — Causes célèbres du droit des gens, Leipzig, 1827.
- Nouvelles causes célèbres du droit des gens, Leipzig, 1843.
- MASSÉ. — Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil, 3^e éd., Paris, 1874, 3 v.
- OPPENHEIM.. — System des Völkerrechts, 2^e éd., Stuttgart et Leipzig, 1866.
- ORTOLAN. — Règles Internationales et diplomatie de la mer, 4^e éd., Paris, 1864, 2 v.
- PATERNOSTRO. — Delle prede delle reprede e dei giudizi relativi, Naples, 1879.
- PERELS. — Manuel de droit maritime International, trad. Arndt, Paris, 1884.
- Das Internationale öffentliche seerecht der gegenwart. 2^e éd., 1903.

- PHILLIMORE. — Commentaries upon international law, Londres, 1885.
- PIÉDELIÈVRE. — Précis de Droit International Public, t. II. Paris, 1895.
- PILLET. — Les lois actuelles de la guerre, Paris, 1898.
- PISTOYE (de) et DUVERDY. — Traité des prises maritimes, Paris, 1855.
- POLITIS. — La déclaration de Londres de 1909 sur divers points de droit maritime, (*J. du dr. int. priv.*, 1909, p. 897 et s.)
- RAYNAUD. — Du principe du droit de prise dans la guerre maritime, Paris, 1900, th.
- RAYNEVAL. — De la Liberté des Mers, Paris, 1811.
- RENAULT. — Les deux conférences de la Haye, de 1899 et 1907. Cours de doctorat professé à la Faculté de droit de Paris, année 1907-1908.
- Cours de Doctorat, 1908-1909.
- Les deux conférences de la Haye. Recueil des textes arrêtés par ces conférences et de différents documents complémentaires, Paris, 1909, 2^e éd.
- REVON. — L'arbitrage International Paris, 1892.
- ROTTECK (KARL VON) et WELKER (KARL). — Das Staatslexicon Encyklopädie der sammtlichen staatswissenschaften, Leipzig, 1856-1866, 14 vol.
- ROUARD de CARD. — L'arbitrage International, Paris, 1877.
- RUY BARBOSA. — La deuxième conférence de la Paix. Actes et discours, La Haye, 1907.
- SAINT-VICTOR de SAINT-BLANCARD. — La conférence navale de Londres (*Mois colonial*, 1909, p. 500 et s.).

SAINTÉ CROIX (de). — Histoire des progrès de la Puissance navale de l'Angleterre, Yverdoun, 1782, 2 v. (ne se trouve qu'à la Bibliothèque nationale).

SOREL. — V. Funk-Brentano.

TETENS. — Considérations sur les droits réciproques des puissances belligérantes et des puissances neutres, Copenhague, 1805.

THE INTERNATIONAL LAW ASSOCIATION. — The Report of the 22nd. Conference, held at Christiania 1905, Londres, 1906.

— The Report of the 25th. Conference held at Budapest, 1908, Londres, 1909.

TRAVERS-TWISS. — The law of nations, Oxford, Londres, 1875, 2 v.

TRAVERS-TWISS. — La théorie de la continuité du voyage applicable à la contrebande et au blocus, mise en contraste avec la déclaration de Paris, Paris, 1877.

VATTEL. — Le droit des gens, Bruxelles, 1842.

VIGIÈRE. — La juridiction des prises maritimes, Lyon, 1901, th.

WELKER. — V. Rotteck.

WESTLAKE. — Étude sur les principes du droit International, trad. Nys, Paris, 1895.

— *International Law*, Cambridge, 1904-1907, 2 vol.

WILDMANN. — Institutes of International Law, Londres, 1850, 2 v.

WHEATON. — Éléments de droit International, 5^e éd., Leipzig, 1864.

ZORN. — Die Fortschritte des seekriegsrechtes durch die Zweite Haager Friedenskonferenz, Tübingen, 1908.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES ⁽¹⁾

INTRODUCTION

Les prises en droit international

§ 1 — État actuel de la question des prises maritimes. . . . p. 5-13

Différence de traitement, en temps de guerre, de la propriété privée sur terre et sur mer. Sa justification, p. 7. — Le droit de prise et la conférence de La Haye. Intérêt toujours actuel de la question.

§ 2. — La juridiction des prises. p. 13-18

Nécessité d'une sentence d'adjudication. Origine, but et évolution de ce principe, p. 13. — Comment on en est arrivé à la conception possible d'une juridiction internationale.

PREMIÈRE PARTIE

La question de la juridiction internationale des prises avant la seconde conférence de la Paix.

CHAPITRE I. — *Y avait-il lieu de substituer aux juridictions nationales
des prises une juridiction internationale ?*

Section I. — Le fondement des tribunaux de prises. . . . p. 19-31
Ces juridictions sont-elles de véritables tribunaux ? Importance

(1) Cette table analytique de l'ouvrage a été dressée par mon excellent ami, M. Alfred Trotain, licencié en droit, rédacteur à la « *Revue de Droit International privé* », auquel j'adresse mes meilleurs remerciements.

de la question. — Non, disent certains auteurs (Massé); critique de ce système, p. 21 et s. — Les affaires de prises soulèvent deux problèmes : politique et juridique, appelant chacun un organe d'examen différent. L'autorité gouvernementale solutionnera la première : c'est à de véritables tribunaux que revient le rôle de statuer sur le second, p. 28 et s. — Mais ces tribunaux devront être des tribunaux spéciaux, p. 31, et qui plus est internationaux.

Section II. — La valeur des tribunaux nationaux. Nécessité d'une juridiction internationale,..... p. 33-56

§ 1. — Les adversaires des tribunaux nationaux :

1° La prise ayant été effectuée hors du territoire de l'État capteur, échappe à sa compétence et ne relève que d'une autorité internationale. C'est la thèse d'Hübner, p. 34. Wheaton y insiste en faisant ressortir le peu de valeur d'une sentence imposée par force au capturé..... p. 35

2° Toute une série de critiques s'adresse au fonctionnement des tribunaux nationaux.

- a) L'État capteur est juge et partie (Hübner)..... p. 37
- b) Il juge d'après sa propre loi, d'après son propre droit. p. 39
- c) La procédure, arbitraire, renverse le fardeau de la preuve à l'encontre du capturé et lui en rend, de plus, la production très difficile..... p. 43

§ 2. — Les Partisans des tribunaux nationaux..... p. 44

- 1° Le droit des prises dérive du droit de la guerre..... p. 44
- 2° En faisant acte d'hostilité, les neutres se sont assimilés à l'ennemi..... p. 46
- 3° La juridiction du capteur est fondée sur la saisie (Klüber) p. 47
- 4° Seul responsable de l'autorité qu'il exerce sur ses vaisseaux, l'État capteur doit seul le surveiller et en être juge.... p. 47-48
- 5° L'État capteur est compétent en vertu de la règle *actor sequitur forum rei*..... p. 48

6° Assimilation de l'instance suivie devant les Conseils de prises
à un procès criminel... p. 49

7° Argument tiré de l'état de choses existant... p. 50
Peu de fondement de tous ces arguments.

§ 3. — Nécessité d'une juridiction internationale... p. 50

Convenait-il pour parer à tous ces défauts de faire intervenir une réforme? Quelques auteurs le niaient. Argument tiré du défaut possible d'exécution d'une sentence émanant d'un autre que le capteur, p. 5. — Son inexactitude. — Triple point de vue auquel on pouvait se placer pour préconiser une réforme : l'organisation des tribunaux nationaux, leur procédure, le droit applicable p. 52 et s. — Une juridiction internationale était le remède qui convenait... p. 52 et s.

CHAPITRE II. — *De la valeur des projets de réforme des juridictions nationales autres que l'institution d'un tribunal international.*

Section 1. — Le système de Galiani... p. 56-61

Il n'est proposé qu'en faveur des neutres pour lesquels il substitue le jugement du capturé à celui du capteur, p. 57. — Erreur de ce système.

Section 2. — Les commissions mixtes... 61-74

§ 1. — Le projet d'Hübner. — La prise neutre sera jugée en principe par le Souverain du port où elle sera conduite conjointement avec des représentants des parties intéressées. Composition des commissions dans les différents cas que prévoit Hübner, p. 63. — Critiques d'Hautefeuille. Leur portée, p. 65.

§ 2. — Autres projets de commissions mixtes. — Leur caractère général : Ce sont plutôt des idées émises sans souci d'organisation que des projets véritables : Projets de Wurm, p. 66, Wheaton, p. 67, Gessner, p. 67 ; caractère particulier de ces derniers.

Critique générale des commissions mixtes, p. 68. — Valeur pratique des précédents, p. 68 et s. — Objection de Bulmerincq. Nécessité d'un tribunal international, p. 72.

CHAPITRE III — *Les projets de tribunaux Internationaux.*

Section 1. — Projets établis dans l'intérêt des neutres. . . p. 74-84

§ 1. — Les anciens projets. — Hübner, Tetens, de Martens, Nau, p. 75; de Sainte-Croix, p. 76. — Critique d'ensemble.

§ 2. — L'initiative de l'Institut de droit international. — Le projet Westlake. — L'œuvre d'ensemble de l'Institut, p. 78. — Proposition de M. Westlake, p. 78 et s., accueil qu'elle reçoit, p. 80. — Opposition de MM. Asser, Bluntschli et Bulmerincq, p. 82. — Déclaration de l'Institut.

Section. 2. — Projets établis dans l'intérêt des ennemis et des neutres p. 84-118

§ 1. — Projet de Bulmerincq, son caractère. Deux idées le dominant : la juridiction internationale sera une juridiction unique, elle s'étendra aux belligérants comme aux neutres, p. 85 et s. — Exactitude de ces points de vue.

a) *Organisation* : Un Juge est nommé par chaque Belligérant, et un par les neutres. Inconvénient de ce système laissant une trop grande influence au capteur, p. 91, et entraînant des difficultés pratiques : roulement de la Présidence; coalition possible des belligérants, p. 52.

b) *Procédure*. — Phases distinguées par Bulmerincq. — Institution d'un tribunal d'instruction. — Ses avantages. — Traits caractéristiques de la procédure, p. 95 et s.

Le projet de Bulmerincq devant l'Institut : Discussions auxquelles il donne lieu à Wiesbaden (1881), Turin (1882), Munich (1883) et Heidelberg (1887), p. 98 — Deux sortes d'objections lui sont adressées : de fond, contre le principe même de la juridiction internationale, p. 180. — En la forme, contre des imperfections de détail rendant difficile sa mise en pratique, p. 101 et s.

§ 2. — Le projet de l'Institut. — Deux modifications sont apportées au projet de Bulmerincq : la juridiction internationale n'est plus

qu'une juridiction d'appel, p. 104. — Les capturés n'y coopèrent plus, p. 107 et s.

§ 3. — Le projet de M. Paternostro. — La majorité est attribuée aux neutres, p. 109, les belligérants n'ayant que voix consultative. Détail de l'organisation, p. 110. — Ses inconvénients : c'est une juridiction à instance unique ; le recrutement de ses membres ne présente pas les garanties juridiques suffisantes, p. 112.

§ 4. — Le projet de M. Fiore. Il a un caractère plus international que les précédents. Son originalité, p. 113.

§ 5. — Le projet de M. Diéna. Il propose l'internationalisation des deux degrés de juridiction. Eclectisme fâcheux qu'il apporte dans le choix des membres. Mais ce n'est au fond qu'une reproduction du projet de l'Institut.

Critique d'ensemble de ces systèmes : Institués à l'occasion de la guerre, ils ne peuvent assurer l'unité de jurisprudence nécessaire, p. 116, et leur institution peut être rendue très difficile par les circonstances, p. 117.

La question à la fin du XIX^e siècle, tout en ayant fait de grands pas, n'était pas près d'aboutir. Opinions des auteurs. Cet état d'esprit défavorable à l'institution d'une juridiction internationale s'était du reste manifesté à deux reprises, p. 119. — Au congrès militaire hispano-américain de 1892 à Madrid, et à la session de Christiania de l'Association du droit International.

SECONDE PARTIE

L'œuvre de la Conférence de la Haye

Initiative de l'Angleterre et de l'Allemagne, ses causes, p. 122 et s., Fusion des deux projets par un comité *ad hoc*, œuvre de ce dernier p. 123.

CHAPITRE PREMIER. — *Caractère de la Cour Internationale des Prises.*
Sa nature, p. 126-145

C'est une Cour Internationale de recours, p. 127. — Raisons de cette limitation de la réforme à la seconde instance : inopportunité d'une

réforme totale : inutilité de mouvoir un grand organisme pour les petites affaires. Valeur de ces arguments, p. 128. — Cette Cour n'est pas à proprement parler d'appel, car chaque nation peut stipuler qu'on n'y pourra avoir recours qu'après épuisement des juridictions nationales. Raisons de cette disposition, p. 131 et s. Corrections qui en assurent la réalisation pratique. — Mais c'est en même temps une Cour de Cassation, p. 133. Car elle statuera en fait et en droit. — Critiques soulevées par ce double rôle. Projet de M. Donker Curtius qui voudrait limiter son action à la Cassation. La Cour, selon lui, devant faire autrement œuvre d'arbitre, non de juge, p. 134 et s. Or, y a-t-il vraiment ici arbitrage. Oui, p. 135 et s. Mais cela ne doit pas faire aboutir aux conclusions de M. Donker Curtius. Possibilité du fonctionnement de la Cour dans ces conditions, son intérêt p. 141 et s. Il y a seulement à souhaiter un perfectionnement : l'internationalisation de la première instance.

CHAPITRE DEUXIÈME. — *La Compétence de la Cour des Prises*

Section 1. — De quelles affaires connaîtra la Cour. p. 143-153

Connaîtra-t-elle des affaires concernant les propriétés neutres seulement ou encore les propriétés ennemies ? Différence de solution proposée sur ce point par les projets anglais et allemand, raisons invoquées dans les deux sens, p. 143-146. Transaction adoptée par l'art. 3 : a) dans tous les cas les neutres auront un recours ; b) l'ennemi ne bénéficiera de l'instance internationale que dans certains cas limitativement déterminés. Etude de ces cas p. 147 et s. Caractère insuffisant de cette disposition.

Section 2. — A qui appartiendront les voies de recours ? . . p. 153-164

Qui agira ? Les particuliers ou les États dont ils dépendent ? Les deux projets en présence, p. 153. Principes théoriques sur lesquels reposait la thèse anglaise, p. 153 et s. Leur valeur. — Intérêt qu'il y avait à laisser leur liberté d'action aux particuliers, p. 156 et s. Exactitude du point de vue allemand. — Mesure dans laquelle l'intervention de l'État eut été admissible, p. 158. Concessions trop larges faites par la Convention au droit souve-

rain de l'État, p. 159 et s. Ses inconvénients possibles, p. 161. — Particuliers qui pourront agir, p. 162.

CHAPITRE III. — *La constitution de la Cour. — Son fonctionnement*

Section 1. — Caractère de sa constitution : permanente ou temporaire ?... p. 164-168

Antagonisme des deux projets en présence, p. 165. — Nécessité d'une juridiction permanente, p. 165 et s. — Difficulté de réalisation pratique, p. 168.

Section 2. — La composition de la Cour... p. 168-191

a) la Représentation universelle des nations intéressées. — Sa nécessité rationnelle, p. 165. — Procédés proposés pour y aboutir, p. 170, Critérium du projet anglais, p. 171. — Sa défec-tuosité, p. 171 et s. — Divers autres criteriums proposés par MM. Ruy Barbosa, Choate, de Hammarskjöld, le délégué de Perse, p. 173. — Principe adopté par la Convention. — La pré-pondérance des huit grandes puissances, p. 174. — Son carac-tère rationnel. — Son adaptation pratique, p. 175. — Situation accordée aux États secondaires dans la composition de la Cour, réclamations soulevées par ces États, peu de fondement de la plupart, p. 177 et s. — Importance du résultat obtenu, p. 182. — Revision possible de la Convention; lacune de l'art. 37, p. 183 et s.

b) Les belligérants et la composition de la Cour. — Le projet anglais les excluait; le projet allemand les admettait: argu-ments dans les deux sens, p. 186. Utilité de leur présence dans le projet élaboré par les quatre grandes Puissances: initiative de M. de Hammarskjöld, sa raison d'être.

c) La qualité des membres de la Cour. — Ce sont des juris-consultes. Grande exactitude de cette disposition, p. 188, l'utili-sation des amiraux, p. 189 et s.

Section III. — Le fonctionnement de la Cour. — Son organisa-tion. p. 191-201

§ I. Le fonctionnement de la Cour au cas d'adhésion non-unanime des Puissances représentées. — La disposition de l'art. 36, p. 191.

§ 2. Organisation de la Cour : nomination des juges, p. 193 ; leur caractère, immunités dont ils jouissent p. 194, siège de la Cour, p. 195, utilisation du Bureau International et du Conseil Administratif de la Cour d'Arbitrage, p. 196 et s. Agents ayant accès auprès de la Cour, p. 197 ; institution d'une délégation de trois juges, son but, p. 198.

§ III. Le fonctionnement de la Cour. — Pouvoir de réglementation de la Cour, p. 199. Son étendue, p. 199 et s.

CHAPITRE IV. — *Les Pouvoirs de la Cour*

Section I. — Le droit applicable p. 202-212

Difficultés se présentant, p. 202, accord des deux projets ; la Cour fera le droit, p. 203 — Réserves de certaines Puissances, p. 204. Cette solution, possible en fait, p. 205, n'avait rien d'antijuridique, p. 206 et s. — Impression produite en Angleterre par cette disposition, p. 209. — La Convention de Londres, ses résultats, p. 211.

Section II. — La Procédure 212-218

Règles simples adoptées, leur détail, p. 212 et s. La charge de la preuve, p. 214, les débats, p. 214 et s., l'arrêt, p. 216. Pouvoir de modification de la Cour, p. 218.

Section III. — Les décisions de la Cour..... p. 218-228

Trois hypothèses : confirmation, acquittement, allocation d'indemnité, p. 219. Réserves suscitées par les États-Unis à la conférence de Londres, p. 220 et s. Leur influence probable, ce qu'il faut penser des modifications qu'elles sont susceptibles d'engendrer, p. 223. Contre qui les décisions de la Cour seront exécutoires, p. 226.

CHAPITRE V — *Mise en vigueur de la Convention* p. 228-232

Comment elle s'applique entre signataires et non signataires de la Convention et leurs ayants droit, p. 229. — Détermination du moment où la Convention peut entrer en vigueur, . . p. 203

CHAPITRE VI. — <i>Conclusion</i>	p. 233-236
--	------------

La Convention est susceptible de perfectionnements de détails tenant à son caractère transactionnel, p. 234. — Un progrès reste à réaliser : l'internationalisation de la première instance. Mais telle quelle, elle constitue un progrès immense sur l'état de choses existant, et on doit se féliciter de son existence.

ANNEXES

<i>Annexe 1.</i> — Projet de Bulmerincq.....	p. 237
<i>Annexe 2.</i> — Projet de l'Institut de droit International...	p. 249
<i>Annexe 3.</i> — Projet de la délégation anglaise.....	p. 259
<i>Annexe 4.</i> — Projet de la délégation allemande.....	p. 262
<i>Annexe 5.</i> — Questionnaire rédigé par MM. Kriege, Renault et sir Edward-Fry.....	p. 269
<i>Annexe 6.</i> — Projet des quatre grandes puissances.....	p. 271
<i>Annexe 7.</i> — Texte de la Convention du 17 octobre 1907...	p. 283

